

Les histoires 2SLGBTQIA+



Un plan de mini-unités pour les
classes d'anglais ou d'histoire

Acknowledgements

Curriculum Writer: Lindsay Cavanaugh

Archival Researchers: Lo Humeniuk & Nicole Gauthier

The ArQuives Pilot Project Design Lead: Deanna Bickford

The ArQuives Project Team Members: Deanna Bickford, Raegan Swanson, & Lucie Handley-Girard

Researchers for Pilot Project: Lindsay Valve & Lindsay Cavanaugh

Past & Present Curriculum Consultants: Walter Cassidy, Ian Duncan, & Robert DuRocher

People Who Have Given Permission to Share their Work: Marie Laing

Graphic Design & Layout By: Ryan White, R.G.D. (ryanwhite.ca)

Please Cite This Resource As: Cavanaugh, L., Humeniuk, L., & Gauthier, N. *2SLGBTQIA+ stories: An adaptable unit plan for English and History classrooms (Ontario curriculum version)*. The ArQuives.

About The ArQuives: The ArQuives is one of the largest independent LGBTQ2+ archives in the world and the only LGBTQ2+ archive in Canada with a national scope. Its mandate is to acquire, preserve, organize, and give public access to information and materials in any medium, by and about LGBTQ2+ people, primarily produced in or concerning Canada and to maintain a research library, international research files, and an international collection of queer and trans periodicals. You can read more about The ArQuives [here](#).

Notes: In this document, we use the initialism 2SLGBTQIA+. In other materials, The ArQuives uses the initialism LGBTQ2+. Within this educational resource, we are making an intentional choice to situate 2S (Two-Spirit/two-spirit), Indigiqueer, and other Indigenous LGBTQIA+ people first because we think it's necessary to emphasize the role colonization has played in reproducing cis-heteronormativity. Our initialism within this educational resource also includes 'A' and 'I' (for 'asexual' and 'intersex') because we want to highlight these identities for people who are new to learning about queer and trans communities. These (and other) identities are sometimes encompassed in the + (plus sign) of the LGBTQ2+ initialism. Ultimately, there is no singular "correct" initialism for queer and trans communities.

When describing geographical locations, we use their colonial place names. We also recognize the limitations of these names; so-called Canada is on stolen land. While some Indigenous peoples refer to North America as Turtle Island, others, including some Métis and Inuit communities, do not. We strongly encourage you to learn the local Indigenous names of places. We recommend the following as starting places: [Native-Land](#), [Stories from the Land: Indigenous Place Names in Canada](#), and [What's in a Name? Indigenous Origins of Place Names](#).

Please give us feedback about this resource by [clicking here](#).

Table of Contents

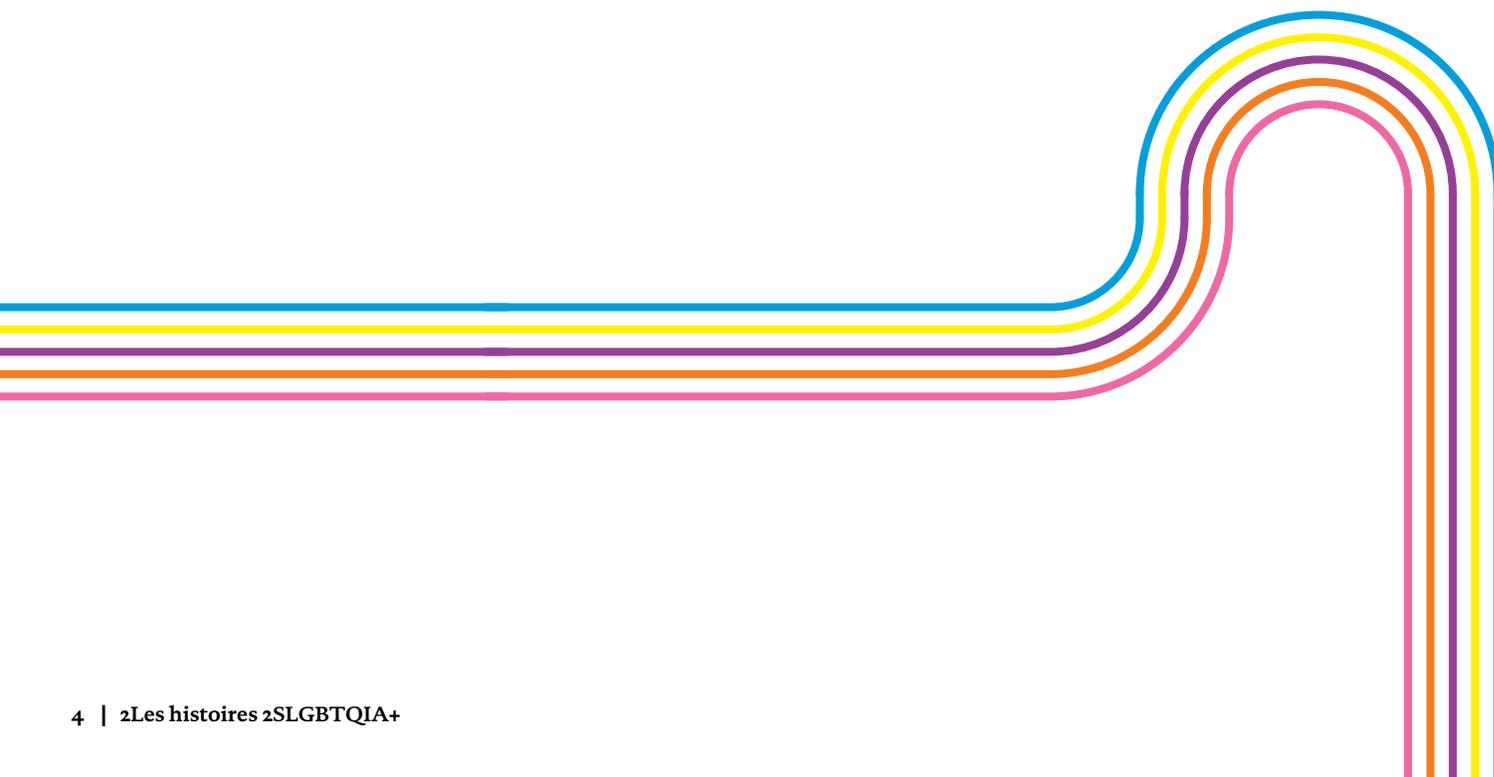
Introduction	4
Aperçu du guide	5
Thèmes	6
Considérations relatives à la sécurité des personnes 2SLGBTQIA+	8
Note sur la terminologie	9
Leçon 1 : Découvrir les événements importants 2SLGBTQIA+ (Canada)	10
Activité 1 : Chronologie des 2SLGBTQIA+ (jeu d'association).....	11
Activité 2 : Examiner les documents de source primaire relatifs aux thèmes clés	56
Résistance aux normes de genre et de sexualité	57
L'émergence des identités queer et trans (1910-1950).....	67
Les personnes queer et trans et la loi	81
La régulation policière historique et contemporaine de l'homosexualité et de la transidentité.....	97
La (dé)pathologisation de la Queerness et de la Transness au Canada	109
Le mouvement de libération des homosexuels-elles	120
Expériences trans	134
Activité d'approfondissement facultative 1	147
Activité d'approfondissement facultative 2	148
Leçon 2 : Apprendre à connaître les expériences 2SLGBTQIA+ intersectionnelles	166
Activité 1 : Découvrir l'impact de la colonisation sur le genre et la sexualité	167
Activité 2 : Découvrir l'histoire des BIPOC et des Queer handicapé·ées (activité en puzzle).....	168
Activité d'expansion facultative.....	202
Leçon 3 : La Récupération comme résistance 2SLGBTQIA+	203
Activité 1 : Une introduction au mot "Queer"	204
Activité 2 : S'informer sur les utilisations contemporaines du mot "Queer"	213
Activité 3 : En savoir plus sur les actes de langage injurieux et les actes de langage récupérés	215
Activité d'approfondissement facultative	225
Activité d'approfondissement facultative	233

Introduction

2SLGBTQIA+ Stories a été développé et piloté par The ArQuives en 2021 pour aider les enseignants à intégrer les perspectives queer et trans dans les programmes d'anglais et d'histoire de la 9^{ème} à la 12^{ème} année. Après avoir reçu les commentaires des enseignants-es qui ont utilisé cette ressource, nous avons ajouté du contenu supplémentaire sur la construction de la communauté et la résistance dans les communautés queer et trans BIPOC et handicapées.

Nous encourageons les enseignants-es qui utilisent ce plan d'unité à se référer également à la ressource qui l'accompagne, **S'instruire sur les sujets 2SLGBTQIA+**. Nous comprenons que de nombreux-es enseignants-es hésitent à inclure des sujets 2SLGBTQIA+ dans leurs plans de cours parce qu'ils ne pensent pas en savoir assez sur l'homosexualité et la transsexualité et qu'ils craignent de faire le travail "de travers". D'autres ne savent pas comment réagir face aux réactions négatives de leurs collègues, des parents, des soignants-es ou des membres de la communauté. **S'instruire sur les sujets 2SLGBTQIA+** a pour but de vous aider à vous sentir mieux préparé à enseigner sur des sujets liés à la 2SLGBTQIA+.

Si vous utilisez cette ressource, n'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires.



Aperçu du guide

Cette collection de **trois leçons de 75 minutes** et d'activités d'approfondissement (facultatives) peut être utilisée dans les classes d'anglais et d'histoire des écoles secondaires de l'Ontario. Chaque leçon peut être adaptée à l'un des cours de base suivants: ENG1D, ENG2D, ENG3D, ENG4D, ENG1P, ENG3P, ENG4P, CHC2D ou CHC2P. Il est recommandé de consulter vos collègues afin de ne pas enseigner les mêmes matières.

Leçon 1	Événements importants 2SLGBTQIA+ (Canada)
Activité facultative	<i>Approfondir la personnalisation de l'apprentissage lors d'une activité de suivi. . . Rechercher 2 événements historiques LGBTQIA+ dans votre province/ville</i>
Activité facultative	<i>Approfondir l'étude d'un aspect particulier de l'histoire canadienne 2SLGBTQIA+ lors d'une activité de suivi... Comparer la crise du sida à la pandémie de COVID-19</i>
Leçon 2	Expériences Intersectionnelles 2SLGBTQIA+
Activité facultative	<i>Aller plus loin pour personnaliser l'apprentissage dans une activité de suivi. . . Rechercher ce que les peuples Autochtones de votre région pensaient du genre et de la sexualité avant la colonisation, et comment les communautés bispirituelles continuent à résister aux idées coloniales.</i>
Leçon 3	La récupération comme résistance 2SLGBTQIA+
Activité facultative	<i>Approfondir l'étude d'un aspect particulier de l'histoire canadienne 2SLGBTQIA+ du Canada dans une activité de suivi... Découvrir l'histoire de la censure des 2SLGBTQIA+ au Canada.</i>
Activité facultative	<i>Lire des exemples de contre-récits 2SLGBTQIA+ ... Analyser des extraits de zines 2SLGBTQIA+.</i>

Les activités d'extension sont facultatives et ont pour but de vous donner plus de flexibilité. N'hésitez pas à adapter l'une ou l'autre de ces leçons à la structure de vos cours.

Thèmes

- Les idées sur le genre et la sexualité ont évolué au fil du temps
- Les personnes 2SLGBTQIA+ ont été historiquement criminalisées et ignorées.
- Les premiers-ères colonisateurs-ices ont imposé des points de vue cis-hétéro-patriarcaux blancs par le biais de leurs systèmes sociaux et juridiques.
- Les personnes LGBTQIA+ multi-marginalisées (y compris les personnes Noirs-es, les Autochtones/Two-Spirit/Indigiqueer, les autres personnes de couleur et les personnes handicapées) subissent des formes supplémentaires d'oppression.
- Les personnes 2SLGBTQIA+ ont historiquement utilisé des pratiques créatives (notamment l'écriture, les arts visuels et la performance) comme moyen de résistance.
- Bien que les histoires de résistance soient davantage documentées dans les centres urbains, les personnes 2SLGBTQIA+ ont également formé des communautés dans des villes plus petites et des zones rurales.
- Lorsque l'on s'intéresse à l'homosexualité et à la transidentité, il faut également s'intéresser à la colonisation, à la suprématie blanche et à la discrimination fondée sur la capacité physique ; il existe de nombreux liens entre ces différentes logiques de domination.

Résultats d'apprentissage

- Apprendre à connaître les principaux événements historiques 2SLGBTQIA+ dans un contexte canadien.
- Réfléchir au langage en relation avec les identités 2SLGBTQIA+.
- Analyser comment les gens peuvent subir de multiples formes d'oppression (l'intersectionnalité)
- Apprendre à connaître les activistes 2SLGBTQIA+.

Liens avec le programme d'études d'anglais	Liens avec le programme d'études d'histoire
<p>ENG1D & ENG1P (Gr. 9)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1.8 Alphabétisation critique (lecture et études littéraires) • 1.5 Culture critique (études des médias) <p>ENG2D & ENG2P (Gr. 10)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1.1. Variété de textes (lecture et études littéraires) • 1.5 Approfondissement de la compréhension des textes (lecture et études littéraires) • 1.8 Alphabétisation critique (lecture et études littéraires) • 1.3 Recherche (écriture) • 2.1 Forme (écriture) • 1.5 Culture critique (études des médias) <p>ENG3D & ENG3P (Gr. 11)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1.1. Variété de textes (lecture et études littéraires) • 1.5 Approfondissement de la compréhension des textes (lecture et études littéraires) • 1.8 Alphabétisation critique (lecture et études littéraires) • 1.3 Recherche (écriture) • 2.1 Forme (écriture) • 1.5 Culture critique (études des médias) <p>ENG4D & ENG4P (Gr. 12)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1.1. Variété de textes (lecture et études littéraires) • 1.5 Approfondissement de la compréhension des textes (lecture et études littéraires) • 1.8 Alphabétisation critique (lecture et études littéraires) • 1.3 Recherche (écriture) • 2.1 Forme (écriture) • 1.5 Culture critique (études des médias) 	<p>CHC2D & CHC2P (Gr. 10)</p> <ul style="list-style-type: none"> • A1.1 Formuler différents types de questions relatives à l'évolution de l'histoire depuis 1914 (enquête historique) • A1.2 Interagir avec des sources primaires et secondaires (enquête historique) • C3.1 Décrire les contributions de divers individus, groupes et organisations à la société, à la politique et à la culture canadiennes de 1929 à 1945 (Identité, citoyenneté et patrimoine) • D3.1 Décrire les contributions de divers individus, groupes et organisations à la société, à la politique et à la culture canadiennes de 1945 à 1982 (Identité, Citoyenneté et Patrimoine) • E3.1 Décrire les contributions de divers individus, groupes et organisations à la société, à la politique et à la culture canadiennes de 1982 à aujourd'hui (Identité, Citoyenneté et Patrimoine)

Considérations relatives à la sécurité des personnes 2SLGBTQIA+

Idéalement, vous aurez déjà créé un environnement où il est clair que les personnes 2SLGBTQIA+ sont respectées. Cela dit, si vous êtes inquiet·ète à l'idée d'enseigner l'histoire des personnes homosexuelles et des personnes trans...

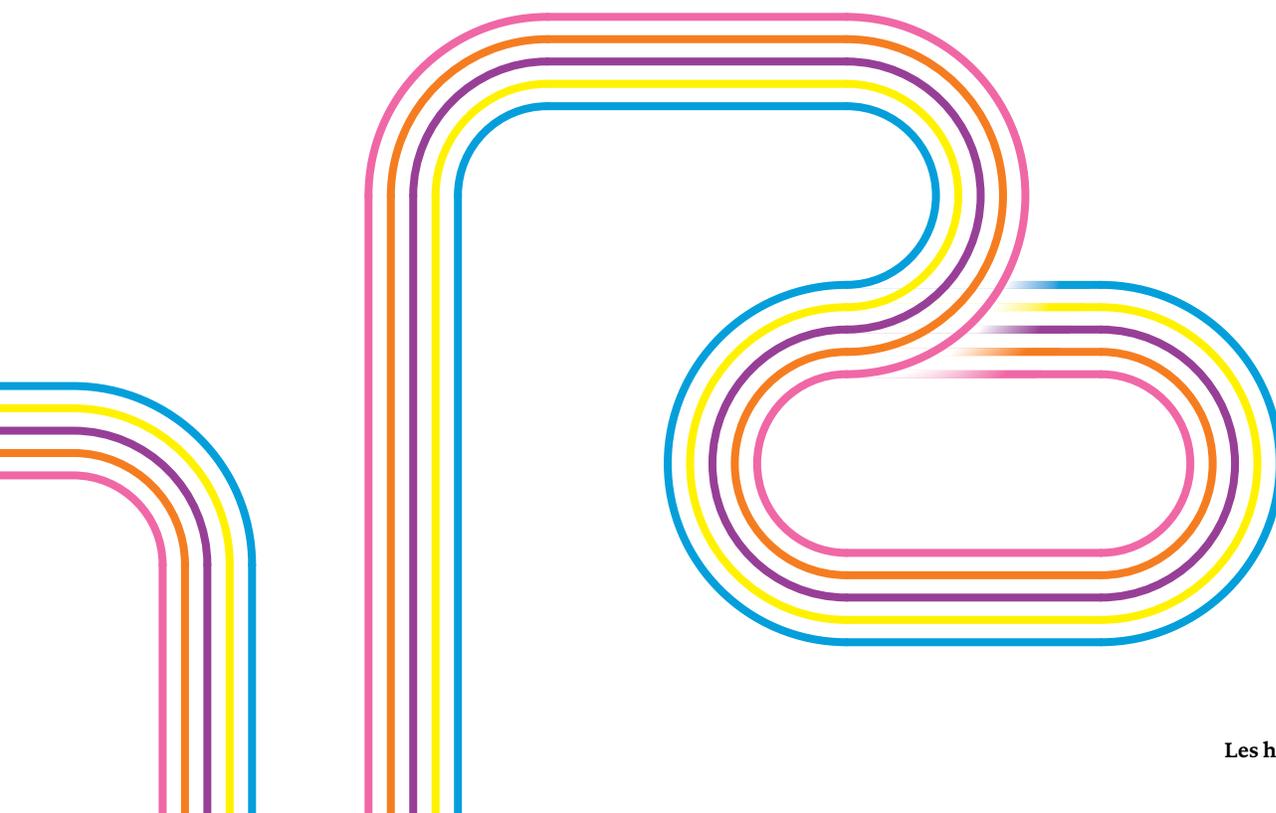
- Comprenez que vous avez la responsabilité d'enseigner les perspectives des personnes 2SLGBTQIA+. En Ontario, vous n'avez pas besoin d'informer les parents ou les soignants-es que vous enseignez des sujets liés aux questions LGBTQIA+. En outre, les parents n'ont pas le droit de retirer leurs élèves de la classe parce qu'une leçon contient des informations sur l'identité de genre, l'expression de genre ou l'orientation sexuelle ; ils ne peuvent le faire que pour les leçons d'éducation sexuelle.
- Envisagez de donner à vos élèves des exemples de questions respectueuses et de questions irrespectueuses. Une question respectueuse pourrait ressembler à ceci: "J'ai remarqué que vous avez utilisé le mot "bispirituel". Qu'est-ce que cela signifie ?" Expliquez que si une question rabaisse les personnes 2SLGBTQIA+ ou traite l'homosexualité ou la transsexualité comme une plaisanterie, elle est irrespectueuse.
- Si quelque chose se produit au cours de l'une de ces leçons (par exemple, un-e élève dit quelque chose de queerphobe ou de transphobique), intervenez. Le site S'instruire sur les questions 2SLGBTQIA+ donne des exemples d'interventions possibles. Si vous savez que certains-es de vos élèves ont l'habitude de tenir des propos queerphobes ou transphobes, envisagez de leur parler en tête-à-tête.
- Si un-e élève révèle son identité de genre ou son orientation sexuelle (ou celle d'un ami ou d'un membre de sa famille), veillez à ce qu'il se sente soutenu. En fonction de ce qu'il a révélé, vous pouvez également envisager un suivi avec lui-elle après la leçon.

Note sur la terminologie

ArQuives s'engage à préserver tous les aspects de l'histoire des LGBTQ2+ au Canada. Le langage étant une construction en constante évolution, de nombreux documents de notre collection peuvent être considérés comme offensants, inappropriés ou inacceptables selon les normes contemporaines, ou sont explicitement de nature raciste, sexuelle ou violente. Ainsi, certains termes et certaines descriptions peuvent ne pas convenir à tous les lecteurs.

Notre mandat est de préserver les archives historiques ; corriger ou réviser le langage et la terminologie dans l'optique du XXI^e siècle constituerait un acte d'effacement. Nous avons préservé le langage de chaque artefact, car il reflète la manière dont les individus et les communautés LGBTQ2+ se définissaient eux-mêmes, et fournit des descriptions non censurées de chapitres difficiles de notre histoire.

Certains des objets inclus dans ce document utilisent des insultes à l'égard des personnes 2SLGBTQIA+. Dans certains cas, ces éléments illustrent la manière dont ces insultes ont été utilisées contre les personnes queer et trans ; dans d'autres, ils illustrent la manière dont elles ont été récupérées par ces mêmes communautés. Bien que ces idées soient explicitement abordées dans la leçon 3, vous pouvez inclure des conversations sur le langage tout au long de vos leçons.



Leçon 1 : Découvrir les événements importants 2SLGBTQIA+ (Canada)

Dans cette leçon, les élèves pourront...

- se familiariser avec les principaux événements 2SLGBTQIA+ qui se sont déroulés au Canada
- interagir avec des sources primaires liées à des événements historiques importants au Canada

Temps	Activité	Matériel nécessaire
25 minutes	La chronologie 2SLGBTQIA+ (jeu d'association)	<ul style="list-style-type: none">• Affiches avec les dates importantes• Découpages des descriptions d'événements• Ruban adhésif• Copie de l'enseignant-e avec les réponses correctes
20 minutes	Examiner les documents de source primaire liés aux thèmes clés	<ul style="list-style-type: none">• Imprimés des sources primaires avec la description de la tâche• Six enveloppes surdimensionnées• Facultatif : Papier graphique et marqueurs
20 minutes	Discussion de classe	N/A
10 minutes	Leçons à retenir	N/A

Activité 1 : Chronologie des 2SLGBTQIA+ (jeu d'association)

25 minutes

1. Expliquez le jeu d'association à votre classe :
Dans cette salle, j'ai placé des affiches avec différentes dates (pré-colonisation, années 1800, années 1950, années 1960, années 1970, etc.) Dans une minute, je donnerai à chacun-e d'entre vous quelques feuilles de papier sur lesquelles figurent des descriptions d'événements significatifs pour la communauté 2SLGBTQIA+. Je veux que vous travailliez avec vos camarades pour essayer de deviner quand chaque événement a eu lieu. Lorsque vous pensez avoir trouvé la bonne réponse, collez l'événement à côté de la date correspondante.
2. Donnez à chaque élève quelques descriptions d'événements choisis au hasard (2 à 4, selon la taille de votre classe) et demandez-leur de les coller à côté de la date correspondante.
3. Lorsqu'ils ont terminé, demandez aux élèves s'ils sont sûrs-es de ce qu'ils ont deviné.
4. En classe, passez en revue chaque élément de la chronologie, un par un, en vérifiant ce que la classe a deviné, puis en partageant la bonne réponse (voir l'exemplaire de la chronologie destiné à l'enseignant).
5. Une fois qu'ils connaissent les bonnes réponses, demandez aux élèves de discuter de ce qui suit par groupes de deux :
 - Avez-vous été surpris par les événements qui se sont produits à tel ou tel moment ?
 - Quels sont les événements dont vous aviez déjà entendu parler ?
 - Quels événements étaient nouveaux pour vous ?

Préparation

- Imprimez les affiches des dates importantes et les descriptions des événements.
- Découpez les descriptions des événements
- Collez les affiches des dates dans l'ordre chronologique.
- Gardez la copie de l'enseignant sur les événements à proximité pour vous y référer.

Matériel

- Affiches des dates importantes
- Découpages des descriptions des événements
- Ciseaux
- Ruban adhésif
- Copie de l'enseignant-e avec les réponses correctes

***Imprimez les pages suivantes**

Copie pour l'enseignant

Événements importants 2SLGBTQIA+ - ordre chronologique

Pré-colonisation

Pas de date précise : avant la colonisation, les peuples Autochtones qui vivaient dans ce que nous appelons aujourd'hui l'Amérique du Nord disposaient d'une variété de termes dans leurs propres langues pour décrire les personnes attirées par des personnes du même genre ou dont le genre n'était pas binaire. L'anthropologue américaine Sue Ellen Jacobs a étudié 99 nations autochtones et a découvert que 88 d'entre elles avaient des références historiques à l'attraction pour le même sexe ; vingt d'entre elles faisaient spécifiquement référence à des femmes attirées par d'autres femmes. Si certaines nations nient l'existence de l'homosexualité et de la transsexualité dans leurs communautés, dans de nombreuses autres, les personnes homosexuelles et transsexuelles sont acceptées en tant que guérisseurs-euses, enseignants-es, soignants-es et visionnaires.

1533 : L'Angleterre adopte le Buggery Act 1533, qui fait de la sodomie un crime capital. Avec la colonisation, cette loi est également appliquée au Canada.

1800s

1842 : Un soldat du 89e régiment d'infanterie de Sandwich Town (Windsor, Ontario) témoigne contre deux de ses camarades, Samuel Moore et Patrick Kelley, en donnant un compte rendu détaillé de leurs relations sexuelles. Moore et Kelley sont deux des premiers hommes canadiens à être condamnés pour sodomie dans le cadre d'une rencontre consensuelle. Leur peine, la mort par pendaison, fut commuée en peine d'emprisonnement à vie par le gouverneur général. Ils furent tous deux transférés au pénitencier de Kingston ; Moore purge une peine de sept ans et Kelley une peine de onze ans.

1857 : Le Dr James Miranda Barry est nommé inspecteur général des hôpitaux du Haut-Canada. Le Dr Barry a contribué à l'avancement des connaissances médicales et des conditions de vie à une époque où les épidémies de choléra, de variole et de malaria étaient répandues dans la région. Il avait été assigné comme femme à sa naissance, mais vécu en tant qu'homme pendant la majeure partie de sa vie. Après la mort du Dr Barry en 1865, les résultats de son examen post-mortem, y compris le sexe qui lui avait été assigné, ont été rendus publics.

1869 : La sodomie n'est plus passible de la peine de mort, mais peut toujours être sujette à la prison à vie.

1892 : L' "outrage aux bonnes mœurs" est érigé en tant qu'infraction dans le nouveau code pénal canadien. Alors que la sodomie, par définition, nécessite une pénétration, la grossière indécence englobe tout acte sexuel non reproductif (bien qu'elle soit presque exclusivement appliquée à la sodomie et aux hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes).



Années 1910-1920

1918 : Elsa (Elsie) Gidlow et Roswell George Mills publient à Montréal la première publication canadienne connue des 2SLGBTQIA+, un magazine ronéotypé clandestin appelé Les Mouches Fantastiques ; ils déménageront plus tard à New York.

1919 : Magnus Hirschfeld, sexologue et réformateur sexuel, ouvre l'Institut für Sexualwissenschaft (Institut de science sexuelle) à Berlin-Tiergarten, en Allemagne. L'Institut propose des conseils et des traitements pour les “troubles sexuels physiques et psychologiques” et pour ce que Hirschfeld appelle les “transitions sexuelles” pour les “homosexuels, les travestis et les hermaphrodites”.

Années 1930-1940

Pas de date précise : avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, les homosexuels-elles, tout comme les Juifs-ves, les Polonais-ses et les Roms, étaient interné-ées dans des camps de concentration nazis. Les homosexuels masculins étaient contraints-es de porter des triangles roses sur leurs uniformes. Plus tard, le triangle rose est devenu le symbole du mouvement de libération des homosexuels. Certaines lesbiennes étaient obligées de porter des triangles noirs, les classant comme “asociales”, bien que cela n'était pas aussi courant.

1947 : Alfred Kinsey, biologiste, entomologiste, zoologiste et sexologue américain, créa l'Institut de recherche sur le sexe (Institute for Sex Research) à l'université de l'Indiana. Ses études, publiées sous le nom des “rapports Kinsey”, ont révélé qu'environ 10 % des hommes et 2 à 6 % des femmes étaient homosexuels-elles.

1949 : Jim Egan, l'un des premiers militants homosexuels du Canada, commença à écrire des lettres aux rédacteurs-ices en chef des journaux et aux hommes politiques en réponse à leur homophobie et à leur discrimination à l'égard des homosexuels-elles. Il continua à écrire des lettres pendant une quinzaine d'années.

1950-1960s

1959-1968 : Environ neuf mille personnes homosexuelles ou soupçonnées de l'être sont écartées de la police, de l'armée et d'autres services fédéraux. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une campagne de sécurité nationale visant à éliminer les personnes perçues comme ayant des faiblesses de caractère, notamment les homosexuels-elles, les personnes de couleur et les socialistes. À la demande de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) et des Forces armées canadiennes, le Dr Robert Wake créa un appareil appelé la “Fruit Machine” pour identifier les homosexuels-elles. Les homosexuels-elles présumés-ées étaient forcés-ées de regarder des photos sexuellement suggestives, après quoi leurs pupilles étaient mesurées ; la dilatation des pupilles était censée indiquer qu'ils étaient sexuellement excités-ées. Ces tests n'étaient pas scientifiquement exacts.

Avril 1964 : La police fait une descente au Etna's Steam Bath à Windsor, en Ontario. Le propriétaire est accusé d'avoir permis la tenue d'une maison de débauche, et neuf clients-es sont accusé-ées de s'être livrés à des actes de débauche.

Avril 1964 : Le premier groupe militant homosexuel connu au Canada, l'Association for Social Knowledge (ASK), est formé à Vancouver. L'ASK parraine des conférences, organise des événements sociaux et gère un centre d'accueil communautaire et une bibliothèque de prêt ; elle publie également l'infolettre ASK.

Août 1964 : Everett George Klippert est inculpé de quatre chefs d'accusation de grossière indécence. Klippert travaillait comme mécanicien dans les Territoires du Nord-Ouest lorsqu'il a admis, lors d'un interrogatoire de police, qu'il était homosexuel et qu'il avait eu des relations sexuelles avec des hommes. Il est emprisonné pendant six ans et désigné comme “délinquant sexuel dangereux” pour le reste de sa vie.

1969 : La clinique de l'identité du genre (The Gender Identity Clinic) est créée à l'Institut psychiatrique Clarke (aujourd'hui Centre de toxicomanie et de santé mentale [CAMH]) à Toronto. Au cours des six premiers mois de l'étude pilote, 88 patients ont été référés-ées et évalués-ées.

Mai 1969 : Adoption du projet de loi omnibus C-150 (The Criminal Law Amendment Act (Bill C-150)) qui décriminalise partiellement les actes homosexuels. L'âge du consentement est toutefois plus élevé pour les homosexuels-elles (21 ans) que pour les hétérosexuels-elles (18 ans) et les actes sexuels doivent avoir lieu dans une résidence privée et en présence de deux personnes au maximum. Les personnes se rencontrant dans des lieux publics pour avoir des relations sexuelles étaient souvent arrêtées lors de descentes de police dans les bains publics, et ce jusque dans les années 2000.

Octobre 1969 : Fondation de l'association homophile de l'université de Toronto (The University of Toronto Homophile Association (UTHA)). Il s'agit de la première organisation de libération des homosexuels-elles connue à Toronto et de la première organisation de libération des homosexuels-elles gérée par des étudiants-es au Canada. D'autres groupes universitaires (notamment à York, McMaster et à l'université de Guelph) sont fondés dans les années qui suivent.

1970s

Août 1971 : La première manifestation en faveur des droits des homosexuels-elles, We Demand, a lieu à Ottawa. Charlie C. Hill y lit un discours et une liste de revendications rédigée par Herb Spiers et David Newcome de la Toronto Gay Action (TGA). Une manifestation simultanée a lieu devant le palais de justice de Vancouver en signe de solidarité.

Novembre/décembre 1971 : Le premier numéro de The Body Politic (TBP), un magazine d'information sur la libération des homosexuels-elles, est publié. TBP est souvent considéré comme l'une des publications 2SLGBTQIA+ les plus importantes de l'histoire canadienne. Le magazine était publié tous les deux mois (puis tous les mois) jusqu'en 1987.

Mai 1972 : L'Association for Canadian Transsexuals (ACT) organise un forum sur la transsexualité en collaboration avec la Community Homophile Association of Toronto (CHAT). Entre 100 et 150 personnes y assistent.

Mars 1973 : L'ANIK tient sa première réunion à Toronto. ANIK (que l'on peut traduire par "fraternité" en Inuktitut, l'une des principales langues inuites du Canada) est le premier groupe d'homosexuels inuits. ANIK est enregistrée en tant qu'association caritative, mais le groupe cache le fait qu'il est au service de la communauté gay, car il sait que le statut d'association caritative ne lui serait plus accordé si cela était divulgué. ANIK s'efforce de fournir des conseils, des services d'orientation et un centre d'accueil.

1973 : Des célébrations de la fierté gay ont lieu dans plusieurs villes canadiennes, dont Vancouver, Toronto, Ottawa, Montréal, Saskatoon, Windsor et Winnipeg.

1973 : Les Archives du mouvement canadien de libération gay (Canadian Gay Liberation Movement Archives) sont créées à Toronto. Elles sont rebaptisées Archives gays canadiennes en 1975, puis à nouveau en 1993 pour devenir les Archives gays et lesbiennes canadiennes (Canadian Lesbian and Gay Archives). Depuis 2018, elles s'appellent The ArQuives: Archives LGBTQ2+ du Canada (The ArQuives: Canada's LGBTQ2+ Archives).



Été 1973 : Le Mouvement de libération gay (Gay Liberation Movement) de Waterloo (GLM) publie l'Operation Socrates Handbook, l'une des premières publications éducatives de libération gay pour les jeunes au Canada. Environ quatre mille exemplaires sont distribués aux bureaux d'orientation des écoles secondaires. Le GLM de Waterloo reçut une subvention de \$9,290 de la part d'Opportunities for Youth (OFY) pour financer le projet, qui comprenait des questions et des réponses sur l'homosexualité, des informations sur les IST, des entretiens avec de jeunes adultes et des listes de lecture. L'utilisation de la subvention de l'OFY suscita un sentiment anti-gay de la part des membres de la communauté, des politiciens et des médias.

1974 : La "Homosexualité" est supprimée de la deuxième édition du Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (Diagnostic and Statistical Manual for Mental Disorders) (DSM-II) lors de sa septième impression.

Janvier 1974 : Quatre lesbiennes - Adrienne Potts, Pat Murphy, Sue Wells et Heather Byers - refusent de quitter la Brunswick Tavern à Toronto après que leur micro fut coupé sur scène alors que trois d'entre elles, Adrienne, Pat et Lamar, chantent "I Enjoy Being a Dyke" (J'aime être gouine), et ce bien que la foule ait adoré leur performance. Trois des quatre femmes sont arrêtées pour avoir refusé de quitter les lieux. Les policiers qui ont procédé à leurs arrestations ont agressé verbalement, physiquement et sexuellement les femmes ; l'un d'entre eux déclarant qu'elles étaient "la lie de l'humanité" et qu'elles "devraient être abattues". L'ancienne députée et avocate Judy LaMarsh s'est emparée de l'affaire. Une enquête interne a été menée sur la réaction de la police, mais aucun des agents impliqués n'a fait l'objet de mesures disciplinaires. Rosen a été reconnu coupable d'avoir provoqué des troubles et a été condamné à trois mois de période de probation. Les deux autres femmes ont vu leurs accusations abandonnées.

Février 1974 : Le révérend Ken Campbell, de la Campbell-Reese Evangelistic Association, Inc., refuse de payer une partie de ses impôts pour protester contre la "pollution morale" dans les écoles publiques de l'Ontario. Le mois précédent, quatre membres du Mouvement de libération des homosexuels (GLM) de Hamilton-McMaster avaient fait une présentation aux élèves de 12^{ème} année de l'école de ses filles. En réaction, Campbell créa le Halton Renaissance Committee (qui deviendra plus tard Renaissance Canada), qui parraina ensuite la tournée canadienne d'Anita Bryant en 1978.

Février 1975 : John Damien, commissaire de course à la Commission des courses de l'Ontario, est congédié en raison de son orientation sexuelle. Damien poursuit son ancien employeur en justice, mais n'est pas réintégré. En plus du procès pour licenciement abusif, Damien fait appel auprès de la Commission ontarienne des droits de la personne (CODP). À l'époque, le Code des droits de la personne de l'Ontario interdisait la discrimination fondée sur le sexe (c'est-à-dire le genre), mais pas sur l'orientation sexuelle. Le 21 juin 1977, la CODP recommanda au gouvernement de modifier le Code pour y inclure l'orientation sexuelle. Pendant ces deux années (et pendant de nombreuses par la suite), le Comité de défense de John Damien a travaillé activement à la collecte de fonds pour la défense juridique de Damien et à l'information du public sur l'évolution de l'affaire. Damien est décédé d'un cancer du pancréas le 24 décembre 1986, avant que son affaire ne soit résolue.

Printemps 1975 : Gay Friends, une organisation de gays et de lesbiennes basée au Nouveau-Brunswick, tenta de placer des annonces publicitaires dans le Daily Gleaner (Fredericton), le Telegraph-Journal (St. John), le Times-Globe (St. John), le Moncton Times et le Moncton Transcript. Ils ont été refusés car le responsable de la publicité d'un journal déclara qu'il s'agissait d'un "journal familial". La loi sur les droits de l'homme du Nouveau-Brunswick n'interdisant pas la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, les Gay Friends n'ont pas pu intenter d'action en justice.

Mai 1975 : La Conférence régionale du Sud-Ouest de l'Ontario des organisations de circonscription du NPD adopte une motion présentée par Harold Desmarais, militant de Windsor, visant à inclure l'orientation sexuelle dans le Code des droits de la personne de l'Ontario dans la plate-forme du parti.

Septembre 1975 : Doug Wilson, étudiant diplômé du département des fondements de l'éducation de l'Université de la Saskatchewan, est informé qu'il ne peut pas superviser les enseignants-es en exercice en raison de son travail de militant pour la libération des homosexuels-elles. Bien que l'université ne le réintègre pas en tant que superviseur, Doug Wilson reçoit le soutien des étudiants-es de son programme ; l'année suivante, il forma, avec trois autres étudiants-es, une Union académique gay.

Printemps 1976 : À cette époque, la police fait une descente dans de nombreux bars gays et lesbiens du Village Gay de Montréal. Beaucoup y voient une tentative du maire Jean Drapeau de "nettoyer" la ville avant les Jeux olympiques d'été qui doivent avoir lieu cette année-là.

Octobre 1976 : La loi sur l'immigration de 1952 est abrogée. En vertu de cette loi, "les homosexuels, les prostituées, les proxénètes et les autres personnes venant au Canada à des fins immorales" peuvent se voir refuser l'entrée ou être expulsés-ées.

Février 1977 : Une vingtaine de personnes manifestent devant le bureau de la CBC en Nouvelle-Écosse pour protester contre le refus de diffuser un message d'intérêt public pour la Gayline de la Gay Alliance for Equality (une ligne téléphonique de ressources et d'aide aux homosexuels-elles). Des militants-es de Montréal, Ottawa, Winnipeg et Vancouver ont également organisé des manifestations de solidarité. Le siège de la CBC à Toronto adopta plus tard une politique nationale interdisant aux stations de radio et de télévision de diffuser des messages d'intérêt public émanant d'organisations de gays et de lesbiennes.

Juillet 1977 : Trois activistes, Raymond Barton, Bonnie Perry et Randy Vivian, fondent la York Rainbow Society of the Deaf, le premier groupe connu de personnes sourdes homosexuelles au Canada. Un autre groupe, l'Association des bonnes gens sourds, voit le jour à Montréal quelques années plus tard.

Octobre 1977 : Des policiers-ères portant des gilets pare-balles et armés-ées de mitraillettes font une descente dans deux bars, Truxx et Le Mystique, dans le Village Gay de Montréal. 146 hommes sont arrêtés et gardés à vue pendant plus de huit heures. Ils n'ont pas été autorisés à appeler leurs avocats et ont subi des tests de dépistage d'infections sexuellement transmissibles. Le lendemain, deux mille manifestants-es bloquent l'angle de la rue Sainte-Catherine O. et de la rue Stanley. La police a réagi en fonçant dans la foule avec des motos.

Décembre 1977 : Le Québec adopte un amendement à sa Loi sur le changement de nom, permettant aux personnes trans d'obtenir un changement de nom et de sexe dans les registres de l'état civil.

Janvier 1978 : Le juge Joseph McMahon décide que Gail Bezaire, une lesbienne qui a déjà été mariée et a eu des enfants avec un homme, ne peut conserver la garde de ses enfants que si elle "s'abstient de s'engager dans une autre relation lesbienne pendant que les enfants vivent avec elle".

Janvier 1978 : La Foundation for the Advancement of Canadian Transsexuals (FACT) est créée par Rupert Raj à Calgary ; elle s'installe plus tard à Toronto. La FACT fournit aux personnes transsexuelles du matériel éducatif gratuit, des conseils et des références, et mène des recherches universitaires sur la dysphorie de genre.

Février 1978 : Huit hommes sont accusés d'avoir commis un acte de grossière indécence dans les toilettes d'un grand magasin Woolco à Halifax ; tous les hommes ont été piégés par la police. Après leur comparution devant le tribunal, les noms et adresses des hommes sont publiés dans les journaux locaux et diffusés dans les journaux télévisés nationaux de CTV et CBC-TV.



Avril 1978 : 350 personnes protestent devant le Centre des congrès de Winnipeg lors de la visite de la chanteuse pop américaine et militante anti-gay Anita Bryant. Bryant est devenue tristement célèbre pour sa campagne “Save Our Children” (Sauvez nos enfants) lancée l’année précédente. Il s’agit à l’époque de la plus grande manifestation organisée à Winnipeg, qui comprend également un concert destiné à collecter des fonds pour le Lesbian Mothers’ Defence Fund (LMDF).

Novembre 1978 : Le Native Gay Group est créé à Saskatoon, en Saskatchewan, bien qu’il faille attendre un an avant qu’il ne tienne sa première réunion officielle. Le groupe, composé de membres des Premières nations et de Métis, collabore avec la Saskatchewan Gay Coalition (SGC) dans le cadre de son programme de sensibilisation en milieu rural et s’organise avec d’autres groupes gays de la province.

Février 1979 : La Coalition for Life Together (CLT) est créée en réponse et en appui à la publication de Life Together, un rapport recommandant l’inclusion des gays, des lesbiennes, des personnes handicapées, des enfants, des personnes âgées et des anciens-ennes détenus-ues dans le Code des droits de la personne de l’Ontario.

1980s

Février 1980 : Gay Asians Toronto (GAT) est créé après que Gerald Chan et Richard Fung aient placé une annonce dans The Body Politic pour créer un groupe de discussion asiatique gay et lesbien.

Mai 1980 : Une femme trans nommée Miss D dépose une plainte auprès de la Commission des droits de la personne du Québec après qu’on lui ait refusé le service dans un restaurant de Montréal. La Commission conclut que le propriétaire du restaurant fut preuve de discrimination à l’égard de Miss D en raison de son sexe et/ou de son orientation sexuelle, mais elle ne reçoit que \$500 sur les \$1,000 qu’elle avait demandés en dommages et intérêts.

Janvier 1981 : L’Atlantic Gay Association/l’Association des gays de l’Atlantique (AGA) est créée lors d’une conférence organisée par Fredericton Lesbians and Gays (FLAG). La Gay Alliance for Equality (GAE), basée en Nouvelle-Écosse, et Northern Lambda Nord, basée au Nouveau-Brunswick et dans le Maine, y participent également.

Février 1981 : Au cours de l’opération Soap, la police de Toronto fait une descente dans quatre bains publics gays et arrête 286 hommes. Il s’agit de la plus importante arrestation massive au Canada depuis 1970, lorsque le Premier ministre Pierre Trudeau invoqua la Loi sur les mesures de guerre pendant la Crise d’octobre. À la suite de ces descentes, plus de quatre mille manifestants-es défilent du Palais législatif de l’Ontario, à Queen’s Park, jusqu’à la division 52 du service de police de Toronto.

Mai 1981 : Vancouver accueille la première marche des fiertés lesbiennes au Canada.

Mai 1981 : La police d’Edmonton, des agents-es de la GRC et deux procureurs de la Couronne font une descente au Pisces Health Spa, un établissement de bains fréquenté par des hommes gays, et arrêtent environ 56 clients. La police d’Edmonton avait consulté la police de Toronto sur la manière d’exécuter la descente. Plus d’une centaine de personnes ont participé à une manifestation à l’hôtel de ville, condamnant cette action policière.

Juin 1981 : The Body Politic publie une lettre de Fo Niemi sur le manque de soutien aux gays et lesbiennes handicapés-ées physiquement et mentalement.

Juin 1981 : Les Centres américains de contrôle des maladies (CDC) reçoivent des rapports faisant état d’une maladie rare chez les jeunes hommes homosexuels. Ils ont d’abord appelé cette maladie “Gay Related Immune Deficiency” (GRID), mais elle a ensuite été rebaptisée “Acquired Immune Deficiency Syndrome” (AIDS) (syndrome d’immunodéficience acquise).

Octobre 1981 : La marche “Dykes in the Streets” pour l’empouvoirement, la fierté et la visibilité des lesbiennes a lieu à Toronto. Environ trois cents femmes participent à cette marche organisée par les Lesbians Against the Right (LAR).

Février 1982 : William Irvin (Bill) Kovinsky, de Windsor, est la première personne au Canada à être décédée des suites de la GRID. Plus tard dans l’année, sur recommandation du CDC, le diagnostic du “SIDA” remplaça celui de “GRID”.

Mars 1983 : Le premier numéro de Perceptions est publié. Basé à Saskatoon, Perceptions se présente comme “le magazine d’information gay et lesbien des Prairies”. La publication se poursuit jusqu’à la mort de son rédacteur en chef, Gens Hellquist en 2013.

Été 1983 : Création du AIDS Committee of Toronto (ACT).

Automne 1984 : Zami est fondé par Debbie Douglas, Sylmadel Coke, Douglas Stewart et Deryck Glodon. Premier groupe connu de gays et de lesbiennes noirs-es et caribéens-ennes au Canada, Zami apporte son soutien à ceux et celles qui ont été aliéné-ées par les personnes homosexuelles blanches.

Octobre 1985 : La commission parlementaire sur les droits à l’égalité publie un rapport intitulé L’égalité pour tous, qui décrit en détail les niveaux élevés de discrimination à l’égard des homosexuels-elles au Canada. La commission recommande que la notion d’ “orientation sexuelle” soit ajoutée à la loi canadienne sur les droits de l’homme, ce qui ne sera pas fait avant dix ans.

Décembre 1986 : Après plus de dix ans de lobbying et de campagne, l’ “orientation sexuelle” est ajoutée au code des droits de l’homme de l’Ontario en tant que motif de discrimination interdit.

Août 1987 : Le Manitoba ajoute l’ “orientation sexuelle” à sa loi sur les droits de l’homme. En 1974, Gays for Equality présente pour la première fois un dossier au procureur général de l’époque, Howard Pawley, demandant que le gouvernement provincial modifie la loi pour protéger les homosexuels-elles contre la discrimination. Pawley déclara que même s’il pensait qu’un tel amendement était nécessaire, d’autres membres du caucus du NPD ne seraient probablement pas d’accord.

Juillet 1988 : Halifax organise sa première marche des fiertés, à laquelle participent environ deux cents personnes. La même année, John William Tha Din est battu à mort dans le cimetière de Camp Hill, un lieu de drague gay à Halifax, et Eric Smith est licencié de son poste d’enseignant parce qu’il est séropositif.

1989 : À la fin de l’année, environ cinq mille personnes au total ont été diagnostiquées avec le SIDA au Canada. Le discours homophobe, raciste et classiste autour du sida a pour conséquence que les politiciens-ennes sont peu enclins-nes à fournir un financement adéquat pour soutenir les personnes vivant avec cette maladie.

1990s

Mai 1990 : L’Organisation mondiale de la santé supprime le terme “homosexualité” de la dixième révision de la Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (CIM-10).

Juillet 1990 : La police de Montréal fait une descente lors d’une fête au Sex Garage, un bar gay.

Été 1990 : Le mot “Two-Spirit” (“bispirituel-elle”) est proposé lors de la troisième conférence annuelle intertribale des Autochtones, des Premières nations, des gays et des lesbiennes près de Beauséjour, au Manitoba. Le terme est attribué à l’aînée Myra Laramee, qui a eu une vision/rêve de ce mot. Il s’agit d’une traduction du terme anishinaabemowin niizh manidoowag, qui signifie “deux esprits”.



1991 : Trois hommes sabotent une ligne téléphonique anti-homophobie à Winnipeg, en modifiant le message du répondeur pour qu'il contienne des insultes homophobes. Ils ont également vandalisé un panneau d'affichage annonçant la ligne d'assistance, en tirant dessus avec un pistolet à peinture utilisé pour marquer le bétail. L'inculpation des hommes est suspendue lorsqu'un policier infiltré dans l'affaire admis avoir enregistré des conversations avec les accusés sans leur consentement.

Mars-avril 1992 : Douglas Sanders, auparavant président de l'Association for Social Knowledge (ASK), devient la première personne ouvertement homosexuelle à s'adresser à une assemblée de dirigeants-es du monde entier à la Commission des droits de l'homme des Nations unies à Genève.

Juin 1993 : la Cour suprême statue que les gays et les lesbiennes peuvent demander le statut de réfugié-ée en raison de leur orientation sexuelle.

circa 1993 : La Coalition pour la réforme des droits de la personne du Nouveau-Brunswick publie À notre portée : Meeting the Needs of Gay and Lesbian New Brunswickers. Les chercheurs ont interrogé 233 gays, 115 lesbiennes et 503 personnes travaillant dans les professions de la santé (médecins, infirmières, psychologues, travailleurs-euses sociaux-ales, conseillers-ères et conseillers-ères spirituels-elles) sur les besoins des gays et des lesbiennes en matière de santé physique, mentale et spirituelle. Bien que de nombreux-euses professionnels-elles interrogés-ées souhaitent mieux servir les communautés gays et lesbiennes, iels déclarent qu'iels ne comprenaient pas leurs besoins. Le rapport recommande des initiatives d'éducation contre l'homophobie et l'hétérosexisme afin de permettre aux professionnels-elles de la santé pour développer des pratiques plus favorables.

Juillet 1994 : Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard, organise sa première marche des fiertés. La loi sur les droits de l'homme de l'Île-du-Prince-Édouard n'interdisant pas la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle (et ne l'interdisant pas avant quatre ans), certaines personnes qui souhaitaient y participer n'ont pas pu le faire par crainte de répercussions personnelles et professionnelles.

1994 : Le nombre total de Canadiens vivant avec le VIH s'élève à environ 32 995.

Mai 1995 : dans l'affaire Egan c. Canada, la Cour suprême rejette leur demande d'allocation de conjoint-e au titre de la loi sur la sécurité de la vieillesse, après avoir été en couple pendant plus de quarante ans. Toutefois, cette décision a un côté positif pour la communauté 2SLGBTQIA+ au Canada, et a été utilisée lorsqu'il a été décidé que l' "orientation sexuelle" devait être considérée comme un motif de discrimination dans la Charte des droits et libertés. Cette décision a servi de précédent pour de nombreuses affaires futures de discrimination à l'égard des LGBTQ2+.

Mai 1995 : Un juge de l'Ontario estime que la loi sur les services à l'enfance et à la famille est discriminatoire à l'égard des personnes en raison de leur orientation sexuelle. Cette décision ne s'applique qu'aux cas d'adoption par un second parent, dans lesquels un-e partenaire devient le parent légal-e de l'enfant ou des enfants biologiques ou adoptés de l'autre partenaire ; les couples homosexuels ne peuvent toujours pas adopter les enfants d'autres personnes.

Août 1995 : Kimberley Nixon dépose une plainte pour violation des droits de l'homme contre le Vancouver Rape Relief & Women's Shelter pour discrimination à son égard en tant que femme trans. Son cas établi en droit que la discrimination fondée sur le fait d'être trans est protégée par le Code des droits de l'homme, bien avant que les lois canadiennes ne soient modifiées pour refléter cet état de fait.

Juin 1996 : Adoption du projet de loi C-33 (loi modifiant la loi canadienne sur les droits de l'homme), qui ajoute l' "orientation sexuelle" aux motifs de discrimination interdits par la loi canadienne sur les droits de l'homme. Cette mesure a été prise à la suite de l'arrêt rendu dans l'affaire Egan c. Canada.

1997 : Counting Past 2, un festival d'arts trans organisé par Mirha-Soleil Ross, a lieu pour la première fois. L'événement a pour but de créer des espaces pour les personnes trans qui sont souvent exclues des espaces gays et lesbiens.

1998 : La couverture de la chirurgie de confirmation du genre est retirée du plan de santé de l'Ontario. Sa réinscription dix ans plus tard est en grande partie le fruit du travail des activistes trans.

Juin 1999 : Blockorama, un événement queer noir, est organisé pour la première fois. Depuis, le festival est organisé chaque année, ce qui en fait la scène la plus ancienne de la Fierté de Toronto.

Mai 1999 : À la suite de la décision de la Cour suprême dans l'affaire M. c. H., selon laquelle il était inconstitutionnel d'exclure les couples homosexuels-elles de la définition de "conjoint de fait", le procureur général Jim Flaherty présente le projet de loi 5 à l'Assemblée législative de l'Ontario. Bien que cette loi accorde effectivement aux couples homosexuels-elles les mêmes droits qu'aux couples hétérosexuels en union libre, le gouvernement a voté en faveur du maintien de la définition du "mariage" comme étant l'union d'un homme et d'une femme.

2000S

Septembre 2000 : La police de Toronto fait une descente au Pussy Palace, un établissement de bains pour femmes homosexuelles et trans. La Cour de justice de l'Ontario décida que la police devait payer un règlement de 350 000 dollars, présenter des excuses et former ses agents.es à la "compréhension culturelle" LGBTQ+.

Janvier 2002 : Les Territoires du Nord-Ouest deviennent la première juridiction canadienne à reconnaître explicitement la discrimination fondée sur l'identité de genre dans leur loi sur les droits de la personne.

Juin 2002 : Les citoyens-ennes canadiens-ennes sont autorisés-ées à parrainer leurs partenaires de même sexe pour l'immigration. Les personnes séropositives peuvent toujours se voir refuser l'entrée au Canada si elles "imposent un fardeau excessif aux services gouvernementaux" ; en 2022, les personnes séropositives peuvent toujours se voir refuser l'entrée au Canada pour ce motif.

Novembre 2002 : La police de Calgary fait une descente au Goliath's Sauna & Texas Lounge, un bar et un établissement de bains gays.

Juin 2003 : Dans l'affaire Halpern c. Canada, la Cour d'appel de l'Ontario déclare que la définition du mariage comme étant l'union d'un homme et d'une femme viole l'article 15 de la Charte canadienne des droits et libertés. Le même mois, Michael Leshner et Michael Stark sont le premier couple homosexuel à se marier à Toronto. Au cours des deux années suivantes, le Manitoba, la Nouvelle-Écosse, la Saskatchewan, Terre-Neuve, le Québec, le Yukon et le Nouveau-Brunswick légalisent également le mariage entre personnes de même sexe.

Juillet 2005 : Le projet de loi C-38 (Loi sur le mariage civil) est adopté, faisant de l'égalité du mariage un droit national.

2006 : Le Premier ministre conservateur Stephen Harper déclare que son gouvernement présentera une motion visant à "rétablir la définition traditionnelle du mariage". Bien qu'il n'ait pas donné suite à cette déclaration, Stephen Harper et son parti ont continué à voter contre les législations protégeant les droits des personnes 2SLGBTQIA+.

Juin 2009 : La première marche trans, organisée par Karah Mathiason, a lieu à Toronto. Pride Toronto érigea des barricades pour tenter d'arrêter la marche. Bien que les personnes trans aient souvent été des leaders de l'activisme queer, la transphobie était (et est toujours) répandue dans certains espaces gays et lesbiens.



2010S

Août 2010 : Fredericton, au Nouveau-Brunswick, a connu sa première marche des fiertés. Bien que d'autres manifestations de la Fierté aient eu lieu depuis 1998, le conseil municipal de Fredericton n'avait pas encore autorisé de défilé.

Juin 2010 : Des membres de l'organisation PolitiQ : Queers solidaires manifestent pour protester contre l'exclusion des personnes trans au Québec. Les manifestants ont exigé que le Québec permette aux personnes trans de changer leurs marqueurs de genre sur les documents officiels.

Août 2012 : Whitehorse, au Yukon, a organisé sa première marche des fiertés. Co-organisée par un ancien enseignant, cette marche était en partie une réponse à la politique d'éducation queerphobe et transphobe introduite dans les écoles catholiques du Yukon.

Août-septembre 2012 : Yellowknife, dans les Territoires du Nord-Ouest, a organisé sa première marche des fiertés.

Hiver 2014 : La ville d'Iqaluit, au Nunavut, hissa un drapeau de la fierté pour protester contre les lois anti-homosexuelles en Russie. Bien que certains-nes conseillers-ères municipaux-ales et résidents-es s'y soient opposés-ées, cette action a incité les gens à organiser la première célébration de la Fierté de la ville cet été-là.

Juin 2014 : La deuxième conférence internationale sur l'asexualité s'est tenue à l'Université métropolitaine de Toronto. Il s'agit du premier rassemblement asexuel connu organisé au Canada.

Mai 2015 : Estefan Cortes-Vargas est élu-e à l'Assemblée législative de l'Alberta. Lorsqu'il fait son coming out en décembre de la même année, iel devient la première personne ouvertement non binaire à siéger dans une assemblée législative canadienne.

Juillet 2015 : Plus de soixante-dix personnes défilent dans le centre-ville de St. John's pour attirer l'attention sur les problèmes auxquels les personnes trans sont confrontées à Terre-Neuve-et-Labrador. Les militants-es de la communauté votent pour que la marche des personnes trans soit séparée du défilé des fiertés.

Décembre 2015 : Le CAMH à Toronto annonce la fermeture de sa clinique d'identité sexuelle pour les enfants, les adolescents-es et les familles après la publication d'un examen externe du chercheur et clinicien principal, le Dr Kenneth Zucker, dans lequel d'autres psychiatres et psychologues indiquent que ses pratiques étaient préjudiciables aux personnes trans. Bien qu'il nie pratiquer la thérapie de conversion, Zucker tenta de forcer les jeunes trans à "accepter" le genre qui leur a été assigné à la naissance au lieu de procéder à une transition.

Juin 2016 : Le mouvement Black Lives Matter proteste contre la participation de policiers-ères à la Pride de Toronto. Le mouvement a également demandé un financement accru pour Black Queer Youth, Blockorama et d'autres scènes communautaires, ainsi que l'embauche d'un plus grand nombre de personnes Noirs-es (trans) et d'Autochtones. À la suite de leur manifestation, les membres de BLM-TO ont été victimes de harcèlement et d'abus racistes de la part de certains-nes personnes queers blancs-ches.

Juin 2018 : Sakom Allan "Chicky" Polchies Jr. (Wolastoqiyik) de la Première Nation de St. Mary's devient le-a premier-ère chef-fe 2SLGBTQIA+ out au Canada Atlantique. Après son-a élection, Polchies, qui est bispirituel-le, a déclaré qu'il espérait que le soutien de la communauté qu'il avait reçu aiderait les jeunes autochtones queers et trans à se sentir plus à l'aise dans leur identité.

Juin 2019 : Le marqueur de genre “X” est autorisé sur les documents d’identité nationaux ; il était déjà autorisé sur les documents de certaines provinces, y compris l’Ontario.

2020S

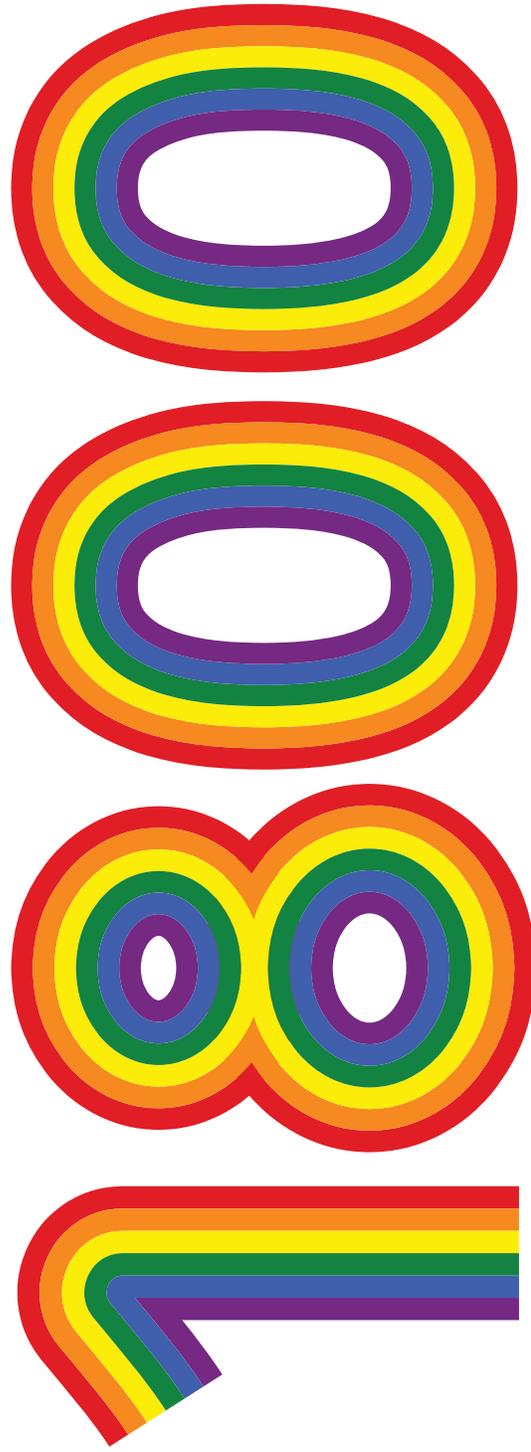
Janvier 2020 : La Clinique 554, une clinique de santé reproductive et de médecine familiale à Fredericton, est forcée de réduire ses services après que le gouvernement provincial refuse de financer une clinique qui offrait des soins d’avortement. Elle a depuis rouvert son service de santé génésique, mais son service de médecine familiale reste fermé. La clinique 554 était l’une des seules cliniques des provinces maritimes où les personnes trans pouvaient accéder aux soins, et la seule qui permettait aux personnes trans de s’auto-déterminer.

Janvier 2022 : La thérapie de conversion est interdite au niveau fédéral. Le projet de loi C-6 (Loi modifiant le Code criminel [thérapie de conversion]) avait été présenté au cours de la législature précédente, mais se concentrait principalement sur la thérapie de conversion impliquant des enfants ; l’amendement demanda l’inclusion de la thérapie de conversion impliquant des adultes également.

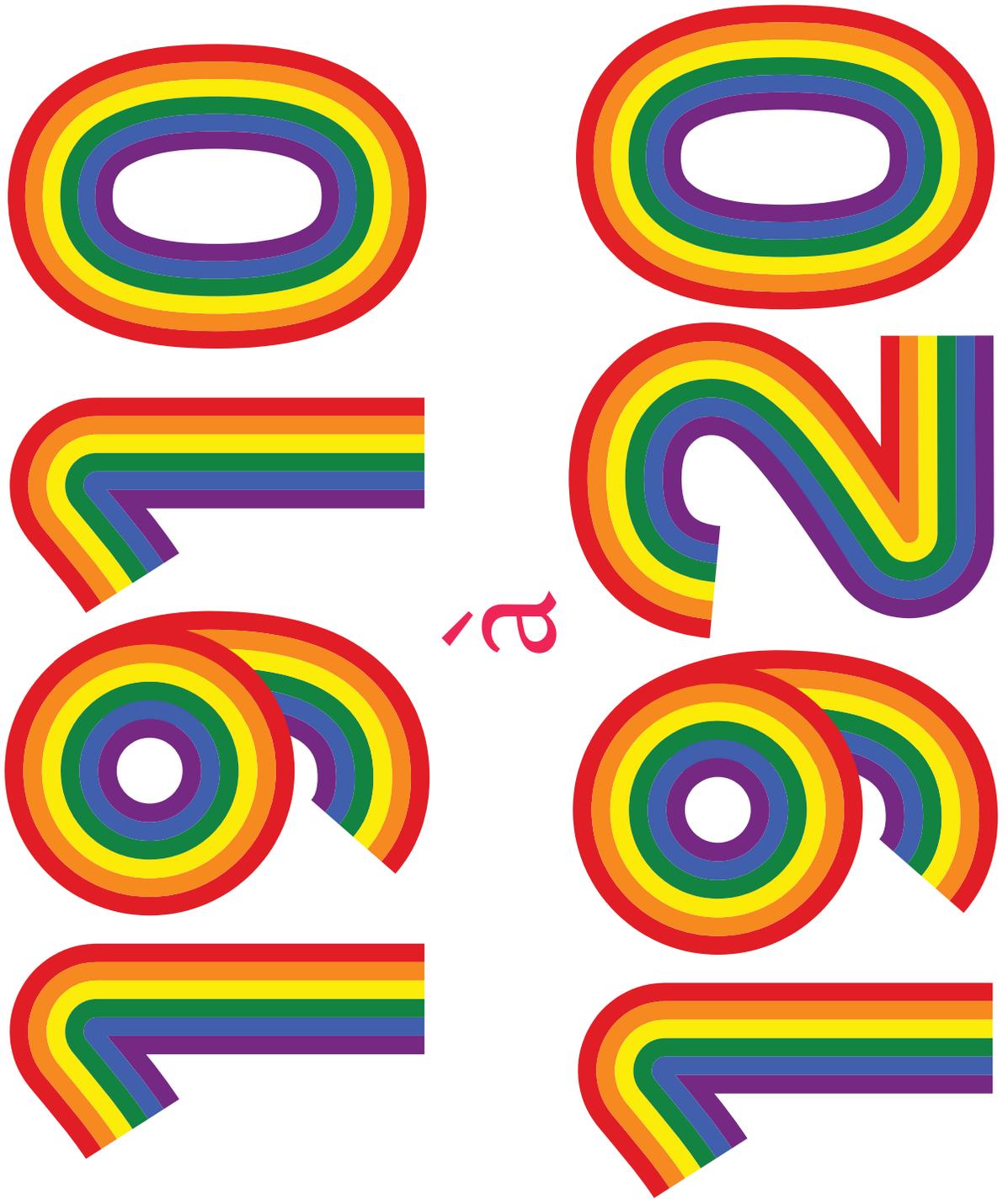
En cours : Selon l’analyse documentaire d’ÉGALE pour 2020, l’une des questions les plus urgentes aujourd’hui est de s’attaquer à la pratique actuelle de la mutilation génitale intersexuelle au Canada, dans laquelle les enfants sont soumis à chirurgies de “normalisation du sexe non consenties”.

PRÉ- COLONISATION

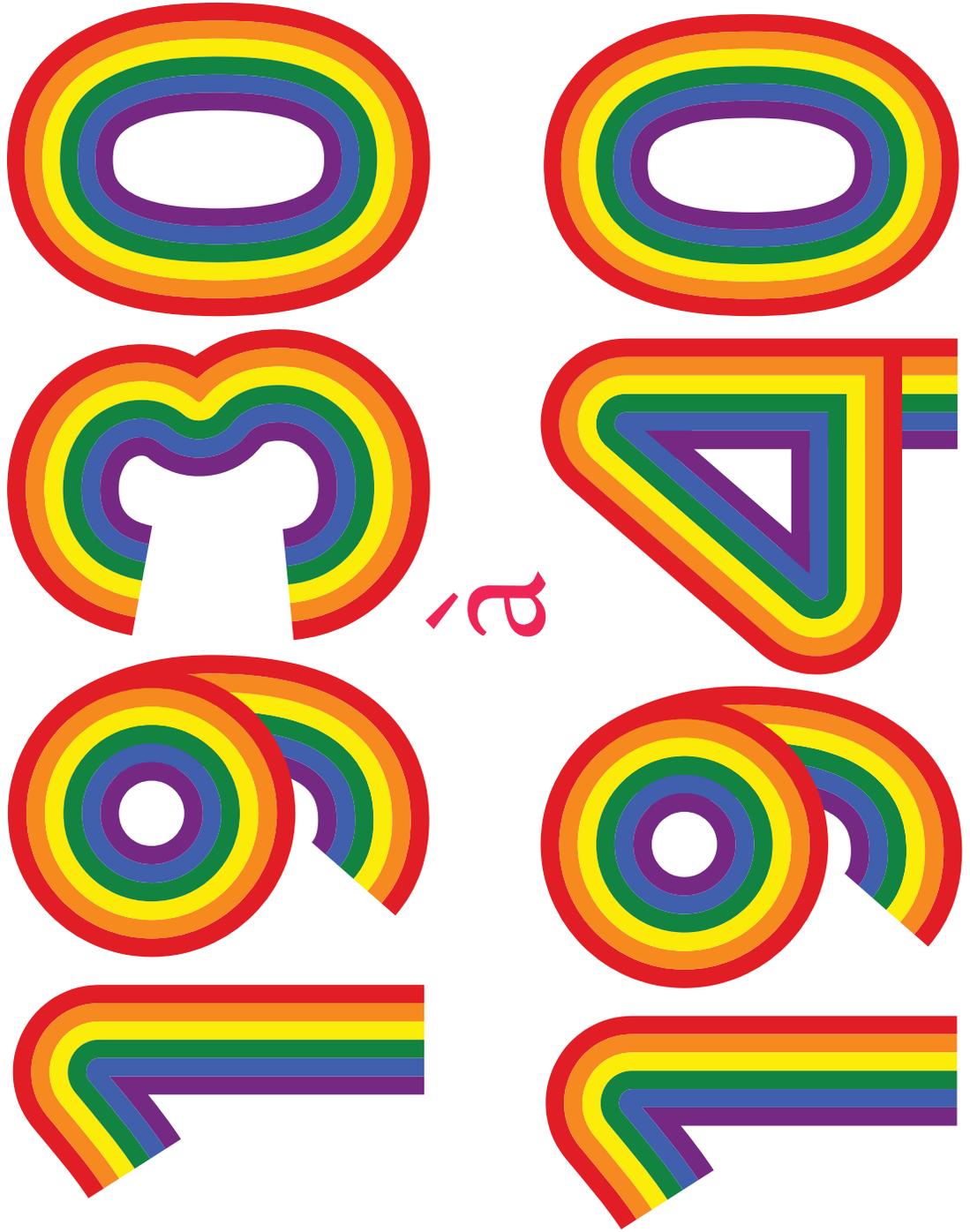
Les années



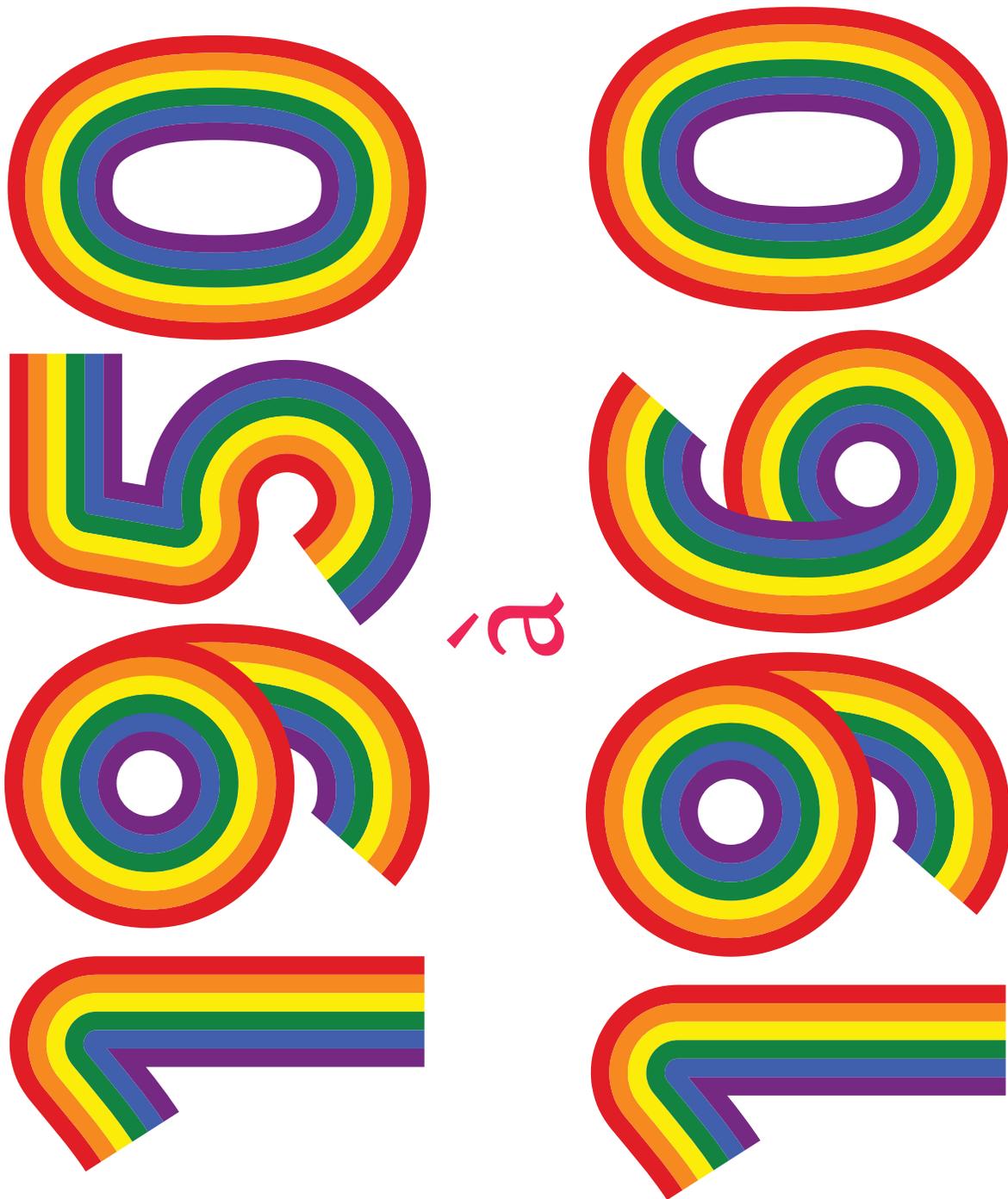
Les années



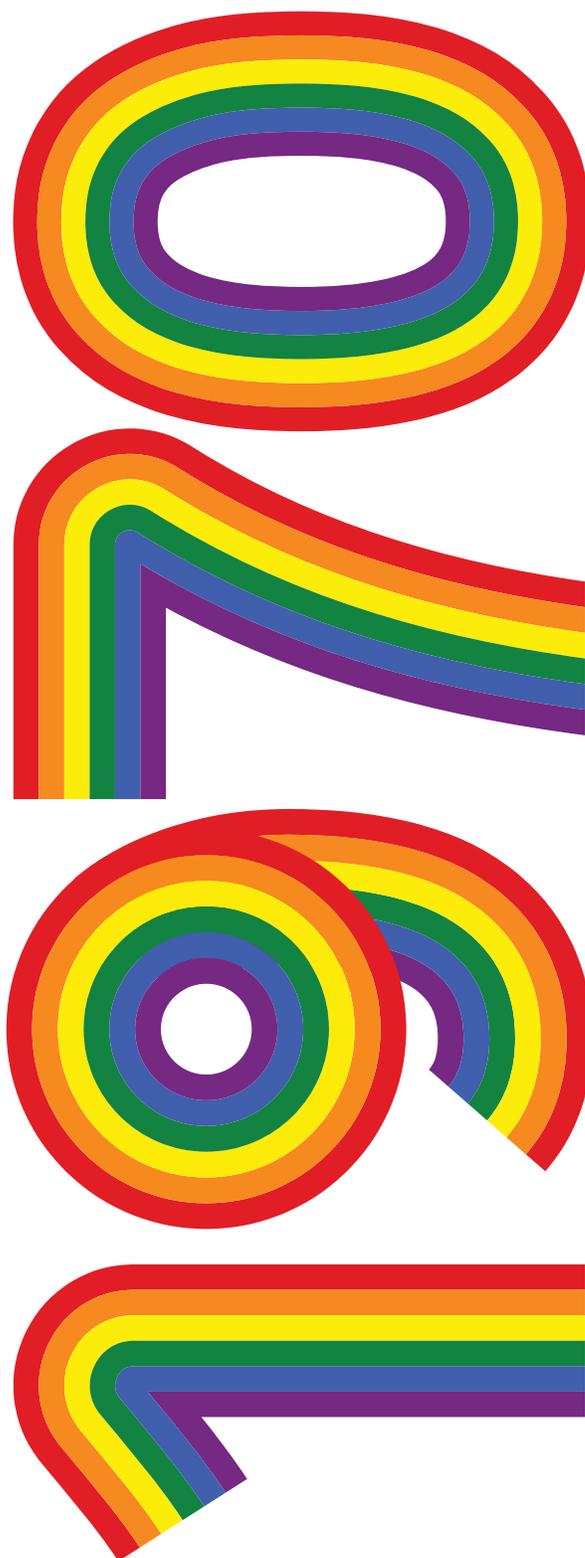
Les années



Les années



Les années



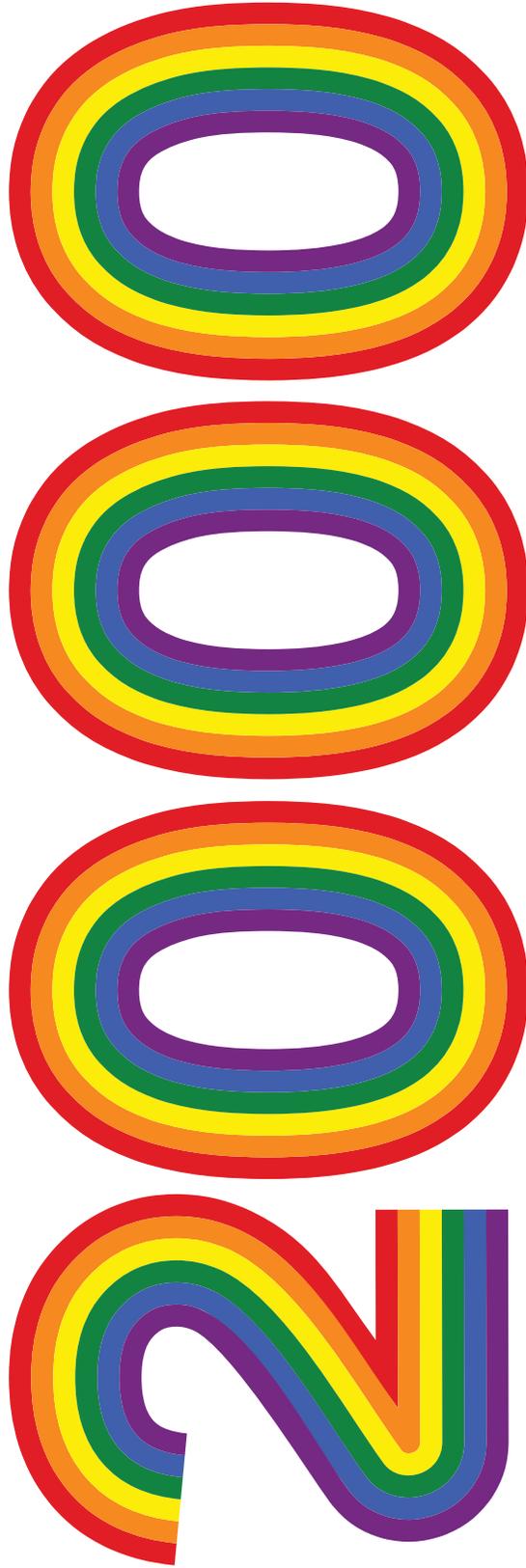
Les années



Les années



Les années



Les années



Les années



Découpez les éléments suivants...



Avant la colonisation, les peuples Autochtones vivaient dans ce que nous appelons aujourd'hui l'Amérique du Nord et disposaient d'une variété de termes dans leurs propres langues pour décrire les personnes attirées par des personnes du même sexe ou dont le sexe n'était pas binaire. L'anthropologue américaine Sue-Ellen Jacobs a étudié 99 nations Autochtones et a découvert que 88 d'entre elles avaient des références historiques à l'attraction pour le même sexe ; vingt d'entre elles faisaient spécifiquement référence à des femmes attirées par d'autres femmes. Si certaines nations nient l'existence de l'homosexualité et de la transsexualité dans leurs communautés, dans de nombreuses autres, les personnes homosexuelles et transsexuelles sont acceptées en tant que guérisseurs-euses, enseignants-es, soignants-es et visionnaires.



L'Angleterre adopte le Buggery Act 1533, qui fait de la sodomie un crime capital. Avec la colonisation, cette loi sera également appliquée au Canada.



Un soldat du 89e régiment d'infanterie de Sandwich Town (Windsor, Ontario) a témoigné contre deux de ses camarades, Samuel Moore et Patrick Kelley, en donnant un compte rendu détaillé de leurs relations sexuelles. Moore et Kelley sont deux des premiers hommes canadiens à être condamnés pour sodomie dans le cadre d'une rencontre consensuelle. Leur peine, la mort par pendaison, a été commuée en peine d'emprisonnement à vie par le gouverneur général. Ils furent tous deux transférés au pénitencier de Kingston ; Moore a purgé une peine de sept ans et Kelley une peine de onze ans.



Le Dr James Miranda Barry est nommé inspecteur général des hôpitaux du Haut-Canada. Le Dr Barry a contribué à faire progresser les connaissances médicales et les conditions de vie à une époque où les épidémies de choléra, de variole et de paludisme étaient très répandues dans la région. Il avait été assigné comme femme à la naissance, mais vécu en tant qu'homme pendant la majeure partie de sa vie. Après la mort du Dr Barry en 1865, les résultats de son examen post-mortem, y compris le sexe qui lui avait été assigné, ont été rendus publics.



La sodomie n'est plus passible de la peine de mort, mais peut toujours être condamnée à la prison à vie.



La "grossière indécence" est érigée en infraction dans le nouveau code pénal canadien. Alors que la sodomie, par définition, nécessite une pénétration, la grossière indécence peut inclure tout acte sexuel non reproductif (bien qu'elle soit presque exclusivement appliquée aux hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes).



La première publication connue de 2SLGBTQIA+, un magazine ronéotypé clandestin appelé Les Mouches Fantastiques, a été publiée par Elsa (Elsie) Gidlow et Roswell George Mills à Montréal ; ils ont ensuite déménagé à New York.



Magnus Hirschfeld, sexologue et réformateur sexuel, ouvre l'Institut für Sexualwissenschaft (Institut pour la science sexuelle) à Berlin-Tiergarten, en Allemagne. L'Institut propose des conseils et des traitements pour les "troubles sexuels physiques et psychologiques" et pour ce que Hirschfeld appelle les "transitions sexuelles" pour les "homosexuels, travestis et hermaphrodites".



Avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, les homosexuels-elles, tout comme les Juifs, les Polonais et les Roms, ont été internés dans des camps de concentration nazis. Les hommes homosexuels étaient contraints de porter des triangles roses sur leurs uniformes. Plus tard, le triangle rose est devenu le symbole du mouvement de libération des homosexuels. Certaines lesbiennes étaient obligées de porter des triangles noirs, les classant comme “asociales”, bien que cela n’ait pas été aussi courant.



Alfred Kinsey, biologiste, entomologiste, zoologiste et sexologue américain, créa l’Institut de recherche sur le sexe à l’université de l’Indiana. Ses études, publiées sous le nom de “rapports Kinsey”, ont révélé qu’environ 10 % des hommes et 2 à 6 % des femmes étaient homosexuels-elles.



Jim Egan, l’un des premiers militants homosexuels du Canada, commença à écrire des lettres aux rédacteurs-ices en chef des journaux et aux hommes politiques en réponse à leur homophobie et à leur discrimination à l’égard des homosexuels. Il a continué à écrire des lettres pendant une quinzaine d’années.



Environ neuf mille personnes homosexuelles ou soupçonnées de l’être sont écartées de la police, de l’armée et d’autres services fédéraux. Cette opération s’inscrit dans le cadre d’une campagne de sécurité nationale visant à éliminer les personnes perçues comme ayant des faiblesses de caractère, notamment les homosexuels, les personnes de couleur et les socialistes. À la demande de la GRC et des Forces armées canadiennes, le Dr Robert Wake a créé un appareil appelé “Fruit Machine” pour identifier les homosexuels. Les homosexuels-elles présumés-ées étaient forcés-ées de regarder des photos sexuellement suggestives, après quoi leurs pupilles étaient mesurées ; la dilatation des pupilles était censée indiquer qu’iels avaient été sexuellement excités-ées. Ces tests n’étaient pas scientifiquement exacts.



La police a effectué une descente au Etna's Steam Bath à Windsor, en Ontario. Le propriétaire est accusé d'avoir permis la tenue d'une maison de débauche, et neuf clients-es sont accusés-ées de s'être livrés-ées à la débauche.



Everett George Klippert est accusé de quatre chefs d'accusation de grossière indécence. Klippert travaillait comme mécanicien dans les Territoires du Nord-Ouest lorsqu'il a admis, lors d'un interrogatoire de police, qu'il était homosexuel et qu'il avait eu des relations sexuelles avec des hommes. Il a été emprisonné pendant six ans et a été désigné comme "délinquant sexuel dangereux" pour le reste de sa vie.



Le premier groupe militant homosexuel connu au Canada, l'Association for Social Knowledge (ASK), est créé à Vancouver. L'ASK parraine des conférences, organise des événements sociaux et gère un centre d'accueil communautaire et une bibliothèque de prêt ; elle publie également l'infolettre ASK.



La Clinique de l'identité sexuelle est créée à l'Institut psychiatrique Clarke (aujourd'hui Centre de toxicomanie et de santé mentale [CAMH]) à Toronto. Au cours des six premiers mois de l'étude pilote, 88 patients-es ont été orientés-ées et évalués-ées.



Adoption du projet de loi omnibus C-150, qui décriminalise partiellement les actes homosexuels. L'âge du consentement est toutefois plus élevé pour les gays (21 ans) que pour les hétérosexuels-elles (18 ans), et les actes sexuels doivent également avoir lieu dans une résidence privée et en présence de deux personnes au maximum. Les personnes qui se rencontraient dans des lieux publics pour avoir des relations sexuelles étaient souvent arrêtées lors de descentes de police dans les bains publics, et ce, jusque dans les années 2000.



L'association homophile de l'université de Toronto est fondée. Il s'agit de la première organisation de libération des homosexuels-elles connue à Toronto et de la première organisation de libération des homosexuels-elles gérée par des étudiants-es au Canada. D'autres groupes universitaires (notamment à York, McMaster et Guelph) se créèrent dans les années qui suivirent.



La première manifestation en faveur des droits des homosexuels-elles, We Demand, a lieu à Ottawa. Charlie C. Hill lit un discours et une liste de revendications rédigées par Herb Spiers et David Newcome de la Toronto Gay Action (TGA). Une manifestation de solidarité a lieu simultanément devant le palais de justice de Vancouver.



Le premier numéro de The Body Politic (TBP), un magazine d'information sur la libération des homosexuels-elles, est publié. TBP est souvent considéré comme l'une des publications 2SLGBTQIA+ les plus importantes de l'histoire du Canada. Il a été publié tous les deux mois (puis tous les mois) jusqu'en 1987.



L'Association for Canadian Transsexuals (ACT) organise un forum sur la transsexualité en collaboration avec la Community Homophile Association of Toronto (CHAT). Entre 100 et 150 personnes y participent.



ANIK a tenu sa première réunion à Toronto. ANIK (que l'on peut traduire par "fraternité") est le premier groupe d'homosexuels-elles inuits. ANIK est enregistré en tant qu'association caritative, mais le groupe cache le fait qu'il est au service de la communauté gay, car il sait que le statut d'association ne lui serait plus accordé si cela était divulgué. ANIK s'efforçait de fournir des conseils, des services d'orientation et un centre d'accueil.



Des célébrations de la Fierté ont eu lieu dans plusieurs villes canadiennes, dont Vancouver, Toronto, Ottawa, Montréal, Saskatoon, Windsor et Winnipeg.



Les Archives du Mouvement canadien de libération gay sont créées à Toronto. Elles sont rebaptisées Archives gays canadiennes en 1975, puis Archives gays et lesbiennes canadiennes en 1993. Depuis 2018, elles s'appellent The ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada.



Le Waterloo Gay Liberation Movement (GLM) a publié l'Operation Socrates Handbook, l'une des premières publications éducatives canadiennes sur la libération gay destinées aux jeunes. Environ quatre mille exemplaires sont distribués aux bureaux d'orientation des écoles secondaires. Le GLM de Waterloo a reçu une subvention de \$9,290 de Opportunities for Youth (OFY) pour financer le projet, qui comprenait des questions et des réponses sur l'homosexualité, des informations sur les IST, des entretiens avec de jeunes adultes et des listes de lecture. L'utilisation de la subvention OFY a suscité un sentiment anti-homosexuel-elles de la part des membres de la communauté, des politiciens-ennes et des médias.



Le "Homosexualité" a été retiré de la deuxième édition du Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (DSM-II) lors de sa septième impression.



Quatre lesbiennes - Adrienne Potts, Pat Murphy, Sue Wells et Heather Byer - refusent de quitter la Brunswick Tavern à Toronto après que leur micro a été coupé sur scène alors que trois d'entre elles, Adrienne, Pat et Lamar, chantaient "I Enjoy Being a Dyke" (J'aime être gouine), et ce bien que la foule ait adoré leur performance. Trois des quatre sont arrêtées parce qu'elles refusaient de quitter les lieux. Les policiers qui ont procédé à l'arrestation ont agressé verbalement, physiquement et sexuellement les femmes ; l'un d'entre eux a déclaré qu'elles étaient "la lie de l'humanité" et qu'elles "devraient être abattues". L'ancienne députée et avocate Judy LaMarsh a pris l'affaire en main. Une enquête interne a été menée sur la réaction de la police, mais aucun des agents impliqués n'a fait l'objet de mesures disciplinaires. Mme Rosen a été reconnue coupable d'avoir provoqué des troubles à l'ordre public et a été condamnée à trois mois de mise à l'épreuve. Les deux autres femmes ont vu leurs accusations abandonnées.



Le révérend Ken Campbell, de la Campbell-Reese Evangelistic Association, Inc., refusa de payer une partie de ses impôts pour protester contre la “pollution morale” dans les écoles publiques de l’Ontario. Le mois précédent, quatre membres du Mouvement de libération des homosexuels (GLM) de Hamilton-McMaster avaient fait une présentation aux élèves de 12ème année de l’école de ses filles. En réaction, Campbell a créé le Halton Renaissance Committee (plus tard Renaissance Canada), qui a ensuite parrainé la tournée canadienne d’Anita Bryant en 1978.



John Damien, commissaire de course à la Commission des courses de l’Ontario, est licencié en raison de son orientation sexuelle. Damien poursuit son ancien employeur en justice, mais ne fut pas réintégré. En plus du procès pour licenciement abusif, Damien fit également appel auprès de la Commission des droits de l’homme de l’Ontario (OHRC). À l’époque, le Code des droits de la personne de l’Ontario interdisait la discrimination fondée sur le sexe (c’est-à-dire le genre), mais pas sur l’orientation sexuelle. Le 21 juin 1977, la CODP recommanda au gouvernement de modifier le Code pour y inclure l’orientation sexuelle. Pendant ces deux années (et pendant de nombreuses années par la suite), le Comité de défense de John Damien a travaillé activement à la collecte de fonds pour la défense juridique de Damien et à l’information du public sur l’évolution de l’affaire. Damien est décédé d’un cancer du pancréas le 24 décembre 1986, avant que son affaire ne soit résolue.



Gay Friends, une organisation de gays et de lesbiennes basée au Nouveau-Brunswick, a tenté de placer des annonces publicitaires dans The Daily Gleaner (Fredericton), The Telegraph-Journal (St. John), The TimesGlobe (St. John), The Moncton Times et The Moncton Transcript. Leurs demandes furent refusées car le responsable de la publicité d’un journal déclara qu’il s’agissait d’un “journal familial”. La loi sur les droits de l’homme du Nouveau-Brunswick n’interdisant pas la discrimination fondée sur l’orientation sexuelle, les Amis gays n’ont pas pu tenter d’action en justice.



La Conférence régionale du sud-ouest de l’Ontario des organisations de circonscription du NPD adopte une motion présentée par Harold Desmarais, militant de Windsor, visant à inclure l’orientation sexuelle dans le Code des droits de la personne de l’Ontario dans le programme de leur parti.



Doug Wilson, étudiant diplômé du département des fondements de l'éducation de l'université de Saskatchewan, fut informé qu'il ne pouvait pas superviser les enseignants-es en exercice en raison de son travail d'activiste pour la libération des homosexuels-elles. Bien que l'université ne l'ait pas réintégré en tant que superviseur, Doug Wilson reçut le soutien des membres de son programme ; l'année suivante, il a formé, avec trois autres étudiants-es, une Union académique gay.



À la même époque, la police effectue des descentes dans de nombreux bars gays et lesbiens du Village Gay de Montréal. Cette opération est perçue par beaucoup comme une tentative du maire Jean Drapeau de "nettoyer" la ville avant les Jeux olympiques d'été qui allaient avoir lieu cette année-là.



La loi sur l'immigration de 1952 est abrogée. En vertu de cette loi, "les homosexuels, les prostituées, les proxénètes et les autres personnes venant au Canada à des fins immorales" pouvaient se voir refuser l'entrée au Canada ou être expulsés-ées.



Une vingtaine de personnes manifestent devant le bureau de la CBC en Nouvelle-Écosse pour protester contre son refus de diffuser un message d'intérêt public pour la Gayline de la Gay Alliance for Equality (ligne téléphonique de ressources et d'assistance aux homosexuels-elles). Des militants-es de Montréal, Ottawa, Winnipeg et Vancouver ont également organisé des manifestations de solidarité. Le siège de la CBC à Toronto a par la suite adopté une politique nationale interdisant aux stations de radio et de télévision de diffuser des messages d'intérêt public émanant d'organisations de gays et de lesbiennes.



Trois activistes, Raymond Barton, Bonnie Perry et Randy Vivian, créent la York Rainbow Society of the Deaf, le premier groupe connu de personnes sourdes homosexuelles au Canada. Un autre groupe, l'Association des bonnes gens sourds, voit le jour à Montréal quelques années plus tard.



Des policiers·ères portant des gilets pare-balles et armés·ées de mitraillettes font une descente dans deux bars, Truux et Le Mystique, dans le Village Gay de Montréal. 146 hommes sont arrêtés et placés en garde à vue pendant plus de huit heures. Ils n'ont pas été autorisés à appeler leurs avocats et ont subi des tests de dépistage d'infections sexuellement transmissibles. Le lendemain, deux mille manifestants·es bloquent l'angle de la rue Sainte-Catherine O. et de la rue Stanley. La police réagit en fonçant dans la foule avec des motos.



Le Québec adopte une modification de la loi sur le changement de nom, permettant aux personnes trans d'obtenir un changement de nom et de sexe dans les registres de l'état civil.



Le juge Joseph McMahon décide que Gail Bezaire, une lesbienne qui a déjà été mariée et a eu des enfants avec un homme, ne peut conserver la garde de ses enfants que si elle "s'abstient de s'engager dans une autre relation lesbienne pendant que les enfants vivent avec elle".



La Foundation for the Advancement of Canadian Transsexuals (FACT) a été créée par Rupert Raj à Calgary ; elle s'est ensuite installée à Toronto. La FACT fournit aux personnes transsexuelles du matériel éducatif gratuit, des conseils et des références, et mène des recherches universitaires sur la dysphorie de genre.



Huit hommes sont accusés d'avoir commis un acte de grossière indécence dans les toilettes d'un grand magasin Woolco à Halifax ; tous les hommes ont été piégés par la police. Après leur comparution devant le tribunal, les noms et adresses des hommes ont été publiés dans les journaux locaux et diffusés sur les chaînes nationales CTV et CBC-TV.



350 personnes protestèrent devant le Centre des congrès de Winnipeg lors de la visite de la chanteuse pop américaine et militante anti-gay Anita Bryant. Bryant était devenue tristement célèbre pour sa campagne “Save Our Children” (Sauvez nos enfants), lancée l’année précédente. Il s’agissait à l’époque de la plus grande manifestation organisée à Winnipeg, qui comprenait également un concert destiné à collecter des fonds pour le Lesbian Mothers’ Defence Fund (LMDF).



Le Native Gay Group est créé à Saskatoon, en Saskatchewan, mais ne tient sa première réunion officielle qu’un an plus tard. Ce groupe, composé de membres des Premières nations et de Métis, collabore avec la Saskatchewan Gay Coalition (SGC) dans le cadre de son programme de sensibilisation en milieu rural et s’organise avec d’autres groupes homosexuels de la province.



La Coalition for Life Together (CL T) a été créée en réponse et en soutien à la publication de Life Together, un rapport recommandant l’inclusion des gays, des lesbiennes, des personnes handicapées, des enfants, des personnes âgées et des anciens-ennes détenus-es dans le Code des droits de l’homme de l’Ontario.



Gay Asians Toronto (GAT) a vu le jour après que Gerald Chan et Richard Fung ont publié une annonce dans The Body Politic pour créer un groupe de discussion gay et lesbien asiatique.



Une femme trans nommée Miss D déposa une plainte auprès de la Commission des droits de la personne du Québec après s’être vu refuser un service dans un restaurant de Montréal. La Commission a conclu que le propriétaire du restaurant avait fait preuve de discrimination à l’égard de Miss D en raison de son sexe et/ou de son orientation sexuelle, mais elle n’a reçu que \$500 sur les \$1,000 qu’elle avait demandés en dommages et intérêts.



L'Atlantic Gay Association/l'Association des gays de l'Atlantique (AGA) a été créée lors d'une conférence organisée par Fredericton Lesbians and Gays (FLAG). La Gay Alliance for Equality (GAE), basée en Nouvelle-Écosse, et Northern Lambda Nord, basée au Nouveau-Brunswick et dans le Maine, y ont également participé.



Au cours de l'opération Soap, la police de Toronto fit une descente dans quatre bains publics gays et arrêta 286 hommes. Il s'agit de l'arrestation massive la plus importante au Canada depuis 1970, lorsque le Premier ministre Pierre Trudeau avait invoqué la loi sur les mesures de guerre pendant la crise d'octobre. À la suite de ces descentes, plus de quatre mille manifestants ont défilé depuis le bâtiment législatif de l'Ontario, à Queen's Park, jusqu'à la division 52 du service de police de Toronto.



Vancouver accueille la première marche des fiertés lesbiennes au Canada.



La police d'Edmonton, des agents-es de la GRC et deux procureurs de la Couronne font une descente au Pisces Health Spa, un établissement de bains fréquenté par des homosexuels, et arrêtent environ 56 clients. La police d'Edmonton avait consulté la police de Toronto sur la manière d'exécuter la descente. Plus d'une centaine de personnes ont participé à une manifestation à l'hôtel de ville, condamnant la descente de police comme une violation des droits civils.



The Body Politic publie une lettre de Fo Niemi sur le manque de soutien aux gays et lesbiennes handicapés-ées physiquement et mentalement.



Les Centres américains de contrôle des maladies (CDC) ont reçu des rapports faisant état d'une maladie rare chez les jeunes hommes homosexuels. Ils ont d'abord appelé cette maladie "Gay-Related Immune Deficiency" (GRID), mais elle a ensuite été rebaptisée "Acquired Immune Deficiency Syndrome" (AIDS).



La marche "Dykes in the Streets" pour le empouvoirement, la fierté et la visibilité des lesbiennes se tient à Toronto. Environ trois cents femmes participent à cette marche organisée par Lesbians Against the Right (LAR).



William Irvin (Bill) Kovinsky, de Windsor, est la première personne au Canada à être décédée des suites de la GRID. Plus tard dans l'année, sur recommandation du CDC, le diagnostic de "SIDA" remplacera celui de "GRID".



Le premier numéro de Perceptions est publié. Basé à Saskatoon, Perceptions se présente comme "le magazine d'information gay et lesbien des Prairies". La publication s'est poursuivie jusqu'au décès de son rédacteur en chef, Gens Hellquist, en 2013.



L'AIDS Committee of Toronto (ACT) est créé.



Zami a été fondé par Debbie Douglas, Sylmadel Coke, Douglas Stewart et Deryck Glodon. Premier groupe connu de gays et de lesbiennes noirs-es et caribéens-ennes au Canada, Zami apporte son soutien à ceux et celles aliénés-ées par les homosexuels-elles blancs-ches.



La commission parlementaire sur les droits à l'égalité publie un rapport intitulé "L'égalité pour tous", qui détaille les niveaux élevés de discrimination à l'encontre des homosexuels-elles au Canada. La commission recommande que la notion d' "orientation sexuelle" soit ajoutée à la loi canadienne sur les droits de l'homme, ce qui ne sera pas fait avant dix ans.



Après plus de dix ans de lobbying et de campagne, l' "orientation sexuelle" a été ajoutée au code des droits de l'homme de l'Ontario en tant que motif de discrimination interdit.



Le Manitoba ajoute l' "orientation sexuelle" à sa loi sur les droits de l'homme. En 1974, Gays for Equality présenta pour la première fois un dossier au procureur général de l'époque, Howard Pawley, demandant au gouvernement provincial de modifier la loi pour protéger les homosexuels-elles contre les discriminations. Pawley a déclaré que même s'il pensait qu'un tel amendement était nécessaire, d'autres membres du caucus du NPD ne seraient probablement pas d'accord.



Halifax organise sa première marche des fiertés, à laquelle participent environ deux cents personnes. La même année, John William Tha Din est battu à mort dans le cimetière de Camp Hill, un lieu de drague gay à Halifax, et Eric Smith est licencié de son poste d'enseignant parce qu'il est séropositif.



À la fin de cette année, environ cinq mille personnes au total avaient été diagnostiquées avec le sida au Canada. Le discours homophobe, raciste et classiste autour du sida a eu pour conséquence que les politiciens-ennes furent peu enclins-es à fournir un financement adéquat pour soutenir les personnes vivant avec cette maladie.



L'Organisation mondiale de la santé supprime le terme "homosexualité" de la dixième révision de la Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (CIM-10).



La police de Montréal fait une descente dans un bar gay, le Sex Garage, à l'occasion d'une fête.



Le mot Two-Spirit ("bispirituel-elle") est proposé lors de la troisième conférence annuelle intertribale des Autochtones, des Premières nations, des gays et des lesbiennes près de Beauséjour (Manitoba). Le terme est attribué à l'aînée Myra Laramee, qui a eu une vision/rêve de ce mot. Il s'agit d'une traduction du terme anishinaabemowin niizh manidoowag, qui signifie "deux esprits".



Trois hommes ont saboté une ligne téléphonique anti-homophobie à Winnipeg, en modifiant le message du répondeur pour qu'il contienne des insultes homophobes. Ils ont également vandalisé un panneau d'affichage annonçant la ligne d'assistance, en tirant dessus avec un pistolet à peinture utilisé pour marquer le bétail. Les charges retenues contre les hommes sont suspendues lorsqu'un policier infiltré dans l'affaire admis avoir enregistré des conversations avec les accusés sans leur consentement.



Douglas Sanders, qui était auparavant président de l'Association for Social Knowledge (ASK), est devenu la première personne ouvertement homosexuelle à s'adresser à une assemblée de dirigeants·tes mondiaux·ales à la Commission des droits de l'homme des Nations unies à Genève.



La Cour suprême statue que les gays et les lesbiennes peuvent demander le statut de réfugié·e sur la base de leur orientation sexuelle.



La Coalition pour la réforme des droits de l'homme du Nouveau-Brunswick publie le livre À notre portée : Meeting the Needs of Gay and Lesbian New Brunswickers. Les chercheurs·euses ont interrogé 233 gays, 115 lesbiennes et 503 personnes travaillant dans les professions de la santé (médecins, infirmières, psychologues, travailleurs·euses sociaux·ales, conseillers·ères et conseillers·ères spirituels·elles) sur les besoins des gays et des lesbiennes en matière de santé physique, mentale et spirituelle. Bien que de nombreux·euses professionnels·elles interrogés·ées souhaitent mieux servir les communautés gays et lesbiennes, iels ont déclaré qu'iels ne comprenaient pas leurs besoins. Le rapport recommande des initiatives de formation à la lutte contre l'homophobie et l'hétérosexisme afin de permettre aux professionnels·elles de l'aide de développer des pratiques plus favorables.



Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard, a connu sa première marche des fiertés. La loi sur les droits de l’homme de l’Île-du-Prince-Édouard n’interdisant pas la discrimination fondée sur l’orientation sexuelle (et ne l’interdisant pas avant quatre ans), certaines personnes qui souhaitaient y participer n’ont pas pu le faire par crainte de répercussions personnelles et professionnelles.



Le nombre total de Canadiens vivant avec le VIH s’élève à environ 32 995.



Dans l’affaire Egan c. Canada, la Cour suprême rejeta leur demande d’allocation de conjoint-e au titre de la loi sur la sécurité de la vieillesse, alors qu’ils étaient en couple depuis plus de quarante ans. Toutefois, cette décision a eu un effet positif sur la communauté 2LGBTQIA+ au Canada et a été utilisée lorsqu’il a été décidé que l’ “orientation sexuelle” devait être considérée comme un motif de discrimination dans la Charte des droits et libertés. Cette décision a servi de précédent pour de nombreuses affaires futures de discrimination à l’encontre des LGBTQ2+.



Un juge de l’Ontario a estimé que la loi sur les services à l’enfance et à la famille était discriminatoire à l’égard des personnes sur la base de l’orientation sexuelle. Cette décision ne s’applique qu’aux cas d’adoption par un second parent, dans lesquels un-e partenaire devient le parent légal-e de l’enfant ou des enfants biologiques ou adopté-ées de l’autre partenaire ; les couples de même sexe ne peuvent toujours pas adopter les enfants d’autres personnes.



Kimberley Nixon a déposé une plainte pour violation des droits de l’homme contre le Vancouver Rape Relief & Women’s Shelter pour discrimination à son égard en tant que femme trans. Son affaire a établi en droit que la discrimination fondée sur le fait d’être trans est protégée par le code des droits de l’homme, bien avant que les lois canadiennes ne soient modifiées pour refléter ce fait.



Le projet de loi C-33 (loi modifiant la loi canadienne sur les droits de l'homme) a été adopté, ajoutant l' "orientation sexuelle" aux motifs de discrimination interdits par la loi canadienne sur les droits de l'homme. Cette mesure a été prise à la suite de l'arrêt rendu dans l'affaire Egan c. Canada.



Counting Past 2, un festival d'arts trans organisé par Mirha-Soleil Ross, se tient pour la première fois. Cet événement a pour but de créer des espaces pour les personnes trans qui sont souvent exclues des espaces lesbiens et gays.



La prise en charge de la chirurgie de confirmation du genre est retirée de la liste du régime de soins de santé de l'Ontario. Sa réinscription sur la liste dix ans plus tard est en grande partie le résultat du travail des activistes trans.



Blockorama, un événement queer noir, est organisé pour la première fois. Depuis, il est organisé chaque année, ce qui en fait la scène le plus ancien événement de la marche des fiertés de Toronto.



À la suite de la décision de la Cour suprême dans l'affaire M. c. H., selon laquelle il est inconstitutionnel d'exclure les couples homosexuels de la définition de "conjoint-e de fait", le procureur général Jim Flaherty présente le projet de loi 5 à la législature de l'Ontario. Bien que cette loi accorde effectivement aux couples homosexuels les mêmes droits qu'aux couples hétérosexuels en union libre, le gouvernement a voté en faveur du maintien de la définition du "mariage" comme étant l'union d'un couple hétérosexuel.



La police de Toronto fait une descente au Pussy Palace, un établissement de bains pour femmes homosexuelles et trans. La Cour de justice de l'Ontario décida que la police devait payer un règlement de 350 000 dollars, présenter des excuses et former ses agents-es à la "compréhension culturelle" LGBTQ+.



Les Territoires du Nord-Ouest deviennent la première juridiction canadienne à reconnaître explicitement la discrimination fondée sur l'identité de genre dans leur loi sur les droits de l'homme.



Les citoyens-ennes canadiens-iennes sont autorisés-ées à parrainer leurs partenaires du même sexe pour l'immigration. Les personnes séropositives peuvent toujours se voir refuser l'entrée au Canada si elles "imposent un fardeau excessif aux services gouvernementaux" ; en 2022, les personnes séropositives peuvent toujours se voir refuser l'entrée au Canada pour ce motif.



La police de Calgary effectue une descente au Goliath's Sauna & Texas Lounge, un bar et un établissement de bains homosexuels.



Dans l'affaire Halpern c. Canada, la Cour d'appel de l'Ontario déclare que la définition du mariage comme étant l'union d'un homme et d'une femme viole l'article 15 de la Charte canadienne des droits et libertés. Le même mois, Michael Leshner et Michael Stark sont le premier couple homosexuel à se marier à Toronto. Au cours des deux années suivantes, le Manitoba, la Nouvelle-Écosse, la Saskatchewan, Terre-Neuve, le Québec, le Yukon et le Nouveau-Brunswick légalisent également le mariage entre personnes de même sexe.



Le projet de loi C-38 (loi sur le mariage civil) est adopté, faisant du mariage égalitaire un droit national.



Le Premier ministre conservateur Stephen Harper déclare que son gouvernement présentera une motion visant à “rétablir la définition traditionnelle du mariage”. Bien qu’il n’ait pas donné suite, Harper et son parti ont continué à voter contre les lois protégeant les droits des personnes 2SLGBTQIA+.



La première marche trans, organisée par Karah Mathiason, a lieu à Toronto. Pride Toronto érigea des barricades pour tenter d’arrêter la marche. Bien que les personnes trans aient souvent été des leaders dans l’activisme queer, la transphobie était (et est toujours) répandue dans certains espaces gays et lesbiens.



Fredericton, au Nouveau-Brunswick, connaît son premier défilé de la Fierté. Bien que d’autres manifestations de la Fierté aient été organisées depuis 1998, le conseil municipal de Fredericton n’avait jamais autorisé de défilé auparavant.



Des membres de l'organisation PolitiQ : Queers solidaires manifestèrent pour protester contre l'exclusion des personnes trans au Québec. Les manifestants exigeaient que le Québec permette aux personnes trans de changer leurs marqueurs de genre sur les documents officiels.



Whitehorse, au Yukon, a connu sa première marche des fiertés. Co-organisée par un ancien enseignant, cette marche était en partie une réponse à une politique éducative queerphobe et transphobe introduite dans les écoles catholiques du Yukon.



Yellowknife, dans les Territoires du Nord-Ouest, a organisé sa première marche des fiertés.



La ville d'Iqaluit, au Nunavut, a hissé un drapeau de la Fierté pour protester contre les lois anti-gays en Russie. Bien que certains·nes conseillers·ères municipaux·ales et résidents·es s'y soient opposés·ées, cette action incita des personnes à organiser la première célébration de la Fierté de la ville cet été-là.



La deuxième conférence internationale sur l'asexualité s'est tenue à l'Université métropolitaine de Toronto. Il s'agit du premier rassemblement asexuel connu organisé au Canada.



Estefan Cortes-Vargas est élu·e à l'Assemblée législative de l'Alberta. Lorsqu'il fait son coming out en décembre de la même année, iel devient le·a premier·ère membre ouvertement non binaire d'une assemblée législative canadienne.



Plus de soixante-dix personnes défilèrent dans le centre-ville de St. John's pour attirer l'attention sur les problèmes auxquels les personnes trans sont confrontées à Terre-Neuve-et-Labrador. Les activistes communautaires ont voté pour que la marche des trans soit séparée du défilé de la fierté.



Le CTSM de Toronto annonça la fermeture sa clinique d'identité sexuelle pour les enfants, les adolescents et les familles après la publication d'un examen externe du chercheur et clinicien principal, le Dr Kenneth Zucker, dans lequel d'autres psychiatres et psychologues indiquèrent que ses pratiques étaient préjudiciables aux personnes trans. Bien qu'il nie avoir pratiquer la thérapie de conversion, Zucker tenta de forcer les jeunes trans à "accepter" le genre assigné à la naissance au lieu de procéder à une transition.



Le mouvement Black Lives Matter protesta contre la participation de policiers-ères à la Pride de Toronto. Ils ont également demandé un financement accru pour Black Queer Youth, Blockorama et d'autres scènes communautaires, ainsi que l'embauche d'un plus grand nombre de personne Noirs-es (trans) et d'Autochtones. À la suite de leur manifestation, les membres de BLM-TO ont été victimes de harcèlement et d'abus racistes de la part de certains-nes queers blancs-ches.



Sakom Allan "Chicky" Polchies Jr. (Wolastoqiyik) de la Première nation de St. Mary's est devenu le-a premier-ère chef-fe 2SLGBTQIA+ du Canada atlantique. Après son élection, M. Polchies, qui est bispirituel-elles, déclara qu'iel espérait que le soutien de la communauté qu'iel avait reçu aiderait les jeunes Autochtones homosexuels-elles et trans à se sentir plus à l'aise dans leur identité.



Le marqueur de genre "X" est autorisé sur les documents d'identité nationaux ; il était déjà autorisé sur les documents de certaines provinces, y compris l'Ontario.



La clinique 554, une clinique de santé reproductive et de médecine familiale à Fredericton, a été contrainte de réduire ses services parce que le gouvernement provincial ne voulait pas financer une clinique qui fournissait des soins d'avortement. Elle a depuis rouvert son service de santé génésique, mais son service de médecine familiale reste fermé. La clinique 554 était l'une des seules cliniques des provinces maritimes où les personnes trans pouvaient avoir accès aux soins, et la seule qui leur permettait de s'auto-déterminer.



La thérapie de conversion est interdite au niveau fédéral. Le projet de loi C-6 (Loi modifiant le Code criminel [thérapie de conversion]) avait été présenté au cours de la législature précédente, mais il portait essentiellement sur les thérapies de conversion impliquant des enfants ; l'amendement demanda d'inclure également les thérapies de conversion impliquant des adultes.



Selon l'analyse documentaire d'ÉGALE pour 2020, l'une des questions les plus urgentes aujourd'hui est de s'attaquer à la pratique actuelle de mutilation génitale intersexuelle au Canada, qui consiste à soumettre les nourrissons à des "traitements sexuels" non consentis.

Activité 2 : Examiner les documents de source primaire relatifs aux thèmes clés

20 minutes

1. Faites la transition entre l'activité de la ligne du temps et cette activité de groupe.
2. Expliquez l'activité :
Maintenant que vous avez pris connaissance de certains événements, vous allez examiner les documents de source primaire relatifs à des sujets particuliers (par exemple, le système juridique, la criminalisation et la pathologisation des personnes queers, le mouvement de libération des homosexuels, le vécu des personnes trans, etc.) Chaque groupe va recevoir des questions de réflexion. Il n'est pas nécessaire de répondre à toutes les questions. Dans 15 à 20 minutes, nous reviendrons en classe et je demanderai à chaque groupe de parler un peu de ses documents.
3. Divisez la classe en petits groupes et donnez à chacun·e d'eux une enveloppe contenant les documents imprimés.

Préparation

- Imprimez les questions de discussion et les documents de source primaire.
- Placez les documents imprimés dans des enveloppes et étiquetez chacune d'entre elles avec son sujet (par exemple, "La résistance [autochtone] aux normes de genre et de sexualité").

Matériel

- Imprimés des questions de discussion et des documents de source primaire
- Enveloppes surdimensionnées
- Facultatif : Tableau-papier et marqueurs (pour que les élèves puissent écrire leurs pensées)

Résistance aux normes de genre et de sexualité

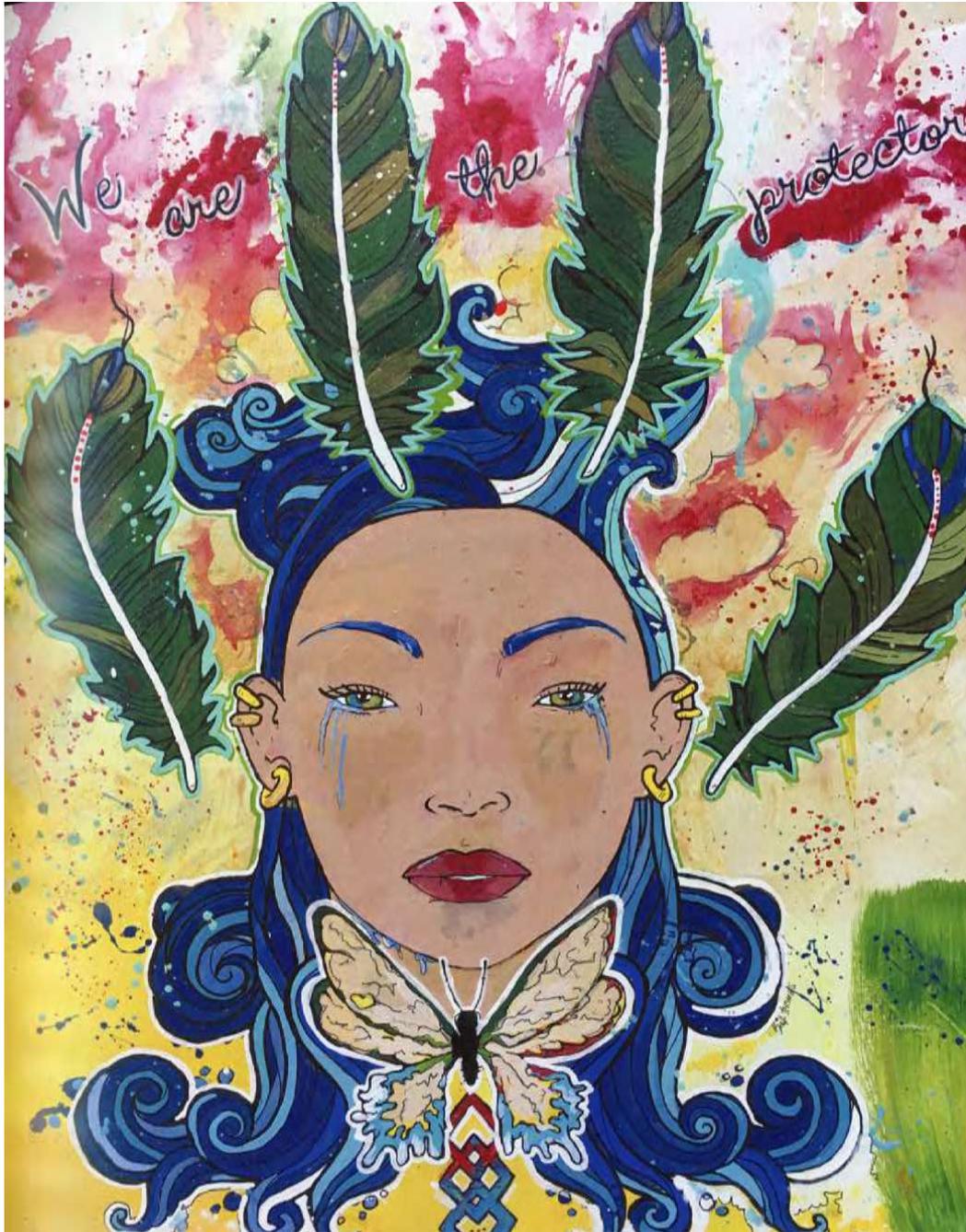
Avant la leçon : Imprimez les pages suivantes et placez-les dans une enveloppe non fermée.



Tâche

Les questions suivantes servent de pistes de discussion. Vous n'avez pas besoin de répondre à toutes les questions. Préparez-vous à partager un peu de votre discussion avec la classe dans environ 15 à 20 minutes. Quelques minutes avant notre retour en groupe, vous disposerez d'un peu de temps pour décider qui de votre groupe partagera votre discussion et ce qu'il dira.

- Quels sont les documents que vous avez devant vous (documents textuels, photos, vidéos, enregistrements audio, objets, etc.)
- Quelle est votre première réaction lorsque vous regardez chacun de ces documents ? Que ressentez-vous ?
- Le terme “bispiritualité” a été inventé en 1990 lors de la troisième conférence annuelle intertribale des Autochtones, des Premières nations, des gays et des lesbiennes. Avez-vous déjà entendu parler du terme “Two-Spirit” ? Pourquoi pensez-vous qu'il est important qu'il ne soit utilisé que par les Autochtones ?
- Qu'est-ce que l'histoire du Dr Barry vous apprend sur les normes de genre au milieu du dix-neuvième siècle ? Que pensez-vous du fait que le texte utilise les pronoms “elle” pour désigner le docteur Barry ? Pensez-vous qu'il aurait dû utiliser “il/elle” à la place ?
- Comment pensez-vous que l'héritage historique de la dévalorisation des femmes, des personnes queer et des personnes trans se manifeste dans la société canadienne d'aujourd'hui ? Pensez-vous que certaines personnes pensent encore au genre et à la sexualité de manière coloniale ?



Ceuvre d'art de Kit Thomas (clan du loup, tribu mohawk de St. Regis d'Akwesasne)
extrait de *Red Rising Magazine*, numéro 7 (2017).

SPIRITUALITY IN THE 90'S AND THE DAY A RED-TAILED HAWK FEATHER FELL TO EARTH

It was twenty-seven years ago that the name "Two-Spirit" came to a group of Indigenous gays gathered at a former Boy Scout Camp near Beausejour, Manitoba. The shooting of JJ Harper in March of 1988 had given way to increasing activism among Indigenous people in Canada, especially in Winnipeg. In June of 1990, MLA Elijah Harper brought down the Meech Lake Accord and the Oka Crisis erupted in July. Queer Indigenous activism had already begun in the US in 1975 when Randy Burns and Barbara Cameron created the Gay American Indians (GAI) organization in San Francisco. Later, the Greater Vancouver Native Cultural Society was founded in 1979 by Georgina Ross and Laurie Macdonald. In Winnipeg, the Nichiwakan Native Gay Society was organized in 1986 as a response to the suicides of two First Nations youth.

Wherever there was Indigenous activism in that era, you would find Queer activists participating in the action. Some of the Nichiwakan leaders were Roger Armitte, Myra Laramée, Connie Merasty, Barbara Bruce, Peetanacoot Nenakawekapo, Ginette St. Amant, Dorland, McKay, Cole McGillivray and myself. During that summer in 1990, the National Film Board of Canada came to Winnipeg to include Connie Merasty in the LGBT documentary, "Out: Stories of Lesbian and Gay Youth." Cole McGillivray, the head of the Awasikan Theatre, presented the play, "Awena Nena?" (Who am I?) at that year's Winnipeg Fringe Festival. Having participated in the inaugural international gathering of Native American gays and lesbians in Minneapolis in 1988, the Nichiwakan Society decided to host the third annual gathering outside of Beausejour.

A focal interest in coming together as gay people was to learn more about our cultural identities and ceremonial practices, which had not been passed to many of us. Vernon Paul approached Elder Barbara Daniels, who eventually became our traditional teacher. When she first met with us she didn't know we were gay until we told her. She was surprised at first but told us that her spirit name meant that she was a teacher and that was what she would do with us. Our theme for the gathering became

RED RISING MAGAZINE | 5

[Article](#) rédigé par Albert McLeod (Nation crie Nisichawayasihk et communauté métisse de Norway House) dans le magazine Red Rising, numéro 7 (2017) (page 1 de 3).

“IT WAS TWENTY-SEVEN YEARS AGO THAT THE NAME ‘TWO-SPIRIT’ CAME”

“Spirituality in the 90’s,” because we wanted to bring our peers together to share what we knew from our various languages, histories, cultures and regions.

A woman-centred activist event occurred that summer as well. This protest led to the emergence of the name Two-Spirit, which was eventually introduced at the gathering that happened on August 3-5, 1990. A First Nations woman had set up a teepee on the corner of the Legislative Grounds (Osborne and Broadway) to protest the abusive power that her husband (a Band official) had wielded in separating her from her children. She fasted in the teepee for days and many women from the Winnipeg community would come and support her through the day and night. Myra was one of them, and one night the name Two-Spirit came to her and her partner Ginette. Later, on a hot afternoon at the gathering, a circle of eighty people spoke about the teaching of respect. During this time, a red-tailed hawk hovered over us as the name was introduced. The gathering itself was tumultuous and grand at times as we explored our life-experiences, ceremony, teachings, and our fears and anxieties. Over one-hundred Two-Spirit people came from every corner of North America and I believe this constellation of gifted spirits helped us open a doorway into the spiritual realm to receive the gifts that are meant for us. Nazareth Therriault built our sweat lodge at the site, near a place where sweat lodges are still held to this day. At the



[Article](#) rédigé par Albert McLeod (Nation crie Nisichawayasihk et communauté métisse de Norway House) dans le magazine Red Rising, numéro 7 (2017) (page 2 de 3).

“AS BEVERLY LITTLE THUNDER SAID AT THE GATHERING, WE ARE SPECIAL”

closing ceremony, Chrystos, an American Indian poet, read her poem, “Untitled” (a give-away poem), in which she described one of the gathering’s most powerful ceremonies: “I give you the moon shining on a fire of singing women”.

The name Two-Spirit was quickly embraced by many Queer Indigenous groups across North America and has become a cultural phenomenon. At the outset, I believe that it described the source of our creation: the spirits of our parents who gave us life. Some people assume that it reinforces a colonial concept of binary gender (male and female) and that it causes confusion about how a person can have two spirits. But now, after many years of reflection, its meaning has become malleable and mysterious, and it continues to evolve and resonate for me. Today, I believe that the Two-Spirit name (whoever or whatever it refers to) is about the depth of strength that we possess to be who we are, and to carry a name brought to us from the spiritual realm. Today, almost all First Nations in Canada have replaced their colonial names with traditional names in their language. And we, Two-Spirit Indigenous people, are aligned with the spirit-naming and re-naming practices of our cultures - an important aspect of decolonization and Indigenous resurgence. As Beverly Little Thunder said at the gathering, “We are special.”

TWO-SPIRIT



ALBERT MCLEOD

Albert McLeod is a Status Indian with ancestry from Nisichawayasihk and the Metis community of Norway House in northern Manitoba. He has thirty years of experience as a human rights activist and is one of the Two-Spirited People of Manitoba. Albert lives in Winnipeg, where he is a consultant specializing in HIV/AIDS and Indigenous peoples, cultural and cross-cultural training. www.albertmcleod.com

RED RISING MAGAZINE | 7

[Article](#) rédigé par Albert McLeod (Nation crie Nisichawayasihk et communauté métisse de Norway House) dans le magazine Red Rising, numéro 7 (2017) (page 3 de 3).

place. (The day school in St. Laurent is the reason my mother never taught my sisters and I the Michif language.) I used the education system to create space for myself to learn about relationships between Métis people and ceremonies; eventually, this would lead me to learn about Two-Spirit people in Creation.

DISCONNECTION/RECONNECTION TO CEREMONY AND TWO-SPIRIT SACREDNESS

Through my doctoral research, I learned that in the early 1800s, priests in “Manitoba” were upset that Métis people called themselves Catholic but also participated in “La Grande Médecine” (Midewiwin lodge). I uncovered ways that the British/Canadian governments disconnected Métis from our First Nations cousins and ceremonies: refusing to sign treaties with Métis, excluding Métis from registered Indian status, indoctrinating Christianity via education (day/residential schools) and child welfare

[Extrait](#) de la pièce de Chantal Fiola (Red River Métis) “Nous avons toujours été là : Les personnes bispirituelles dans le récit de la création de Midewiwin” dans le magazine Red Rising, numéro 7 (2017) (page 1 de 2).

(60s Scoop), and repressing Métis after our resistance on the prairies in 1885. Such disconnection (also felt among our First Nations relatives) included the loss of cultural and spiritual understandings of gender and sexuality as they would have been taught to us in the Midewiwin lodge.

Colonization targeted genders and sexualities that didn't fit the European model for eradication; as a result, homophobia became a real problem in many Indigenous communities - and today, the suicide rate among queer Indigenous youth is disproportionately high. Some elders insist homosexuality didn't exist on Turtle Island (North America) before white people arrived, that homosexuality was brought here on their boats. I've heard of Two-Spirit people being turned away from ceremony. Yet, countless anthropological texts discuss third and fourth genders, and sexuality that defied European understanding, existing among many Indigenous nations. There are words for such people in many Indigenous languages; while I have yet to find a Michil word to describe us, we most certainly existed historically as we do today.

Some elders and traditional knowledge holders have retained knowledge about Two-Spirit people. This information is not easy to find given the degree to which colonization and homophobia have affected our (spiritual) communities. I passed tobacco to more than one elder who said, "I'm sorry, I don't have the teachings you're looking for. But, don't give up - the knowledge you seek is out there." I offered tobacco to sacred fires and asked Spirit to help me find Two-Spirit teachers.

My tobacco was answered and I began meeting Two-Spirit people who have been participating in the Two-Spirit Movement for decades; they are now recognized by community as traditional knowledge holders and elders. I've passed them tobacco and heard many stories about Indigenous participation in early Pride marches, the formation of the International Native American Gay and Lesbian gathering in the late 1980s, and the adoption of the term "Two-Spirit" at the gathering in Beausejour, Manitoba in 1990. Since then, Two-Spirit has become an umbrella term for Indigenous (including Métis) LGBTQIA* that also references culturally-specific understandings of gender, sexuality, and relationship to land.

TWO-SPIRIT PEOPLE IN CREATION

Recently, I passed tobacco to the Chief of a Midewiwin lodge in Shoal Lake, ON, - himself a Two-Spirit person. After a pipe ceremony and traditional feast, and with the help of a Grandmother Water Drum, he generously shared with me (and two others who were present) a one-hour portion of the Midewiwin Anishinaabe Creation Story featuring Two-Spirit people...We're in the Creation Story - we've always been here! He gave me permission to share this knowledge with others.

Here is part of the story he shared: early in human history, there emerged human beings that displayed a curiosity for knowledge and an ability for compassion that set them apart - they could love in a way that others couldn't. Spirit chose them as spiritual/ceremonial knowledge-carriers and tasked them with keeping community together (among other things). There have been times in human history when humanity had forgotten the original instructions Creator gave us for *mina-bimaadiziwin* (good, healthy, balanced life); the beings who were not like the others brought reminders of Creator's instructions. These ones are called *naawenaangweyaabeg* - those in the centre who keep others from wandering. While this is an Anishinaabe teaching, I have no doubt there are teachings like this in many other Indigenous nations.

"BEING TWO-SPIRIT IS A GIFT FROM CREATOR"

If our youth could grow up hearing these teachings, and knowing about the important work that Creator entrusted to us as Two-Spirit people, the suicide rate would decrease. For this reason, I will continue passing tobacco to learn about our roles as *naawenaangweyaabeg* and respectfully share this knowledge so that others can also know who they are, and together we can pick up our work. Being Two-Spirit is a gift from Creator: the work we do is needed to help our communities regain health and wellbeing. We are sacred. If you have the gift of being Two-Spirit, we need your help and the work that you can contribute. We need you to uncover the teachings from your nations and share that medicine; we are collectively reviving our understandings of gender and sexuality, and healing from the wounds of colonial thinking.

MIIGWETCH

CHANTAL FIOLA



Chantal Fiola is Red River Métis with family from St. Laurent and Ste. Geneviève, MB. She is the author of *Rekindling the Sacred Fire: Métis Ancestry and Anishinaabe Spirituality*, which won her the John Hirsch Award for Most Promising Manitoba Writer and the Beatrice Mosionier Aboriginal Writer of the Year Award (2016). Dr. Fiola is an Assistant Professor in the Urban and Inner-City Studies Department at the University of Winnipeg. She is currently undertaking a SSHRC-funded research study exploring Métis relationships with ceremony in Manitoba Métis communities. Chantal is Two-Spirit, Midewiwin, and a Sundancer.

Extrait de la pièce de Chantal Fiola (Red River Métis) "Nous avons toujours été là : Les personnes bispirituelles dans le récit de la création de Midewiwin" dans le magazine Red Rising, numéro 7 (2017) (page 2 de 2).

Collectif Red Rising. (2017). Red Rising magazine issue 7 Two-Spirit. M2018-013.
Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue22494>.

Pour en savoir plus sur les identités bispirituelles, lisez le zine de Marie Laing [Two-Spirit: Conversations with Young Two-Spirit, Trans and Queer Indigenous People in Toronto](#) (en anglais seulement) ou regardez [cette vidéo](#) de Ma-Nee Chacaby, auteure de *A Two-Spirit Journey: The Autobiography of a Lesbian Ojibwa-Cree Elder*.



Dr. Christopher Wabner played a leading role in the establishment of York General Hospital, and was considered the father of surgery in Upper Canada. He was a member of the first Medical Licensing Board. During the years immediately following the War of 1812 he was one of the few qualified doctors in York.



Dr. James Miranda Barry, who became Inspector General of Hospitals in the Canadas in 1857. When she died in 1865, it was discovered that she was a woman.

There were many dedicated and intelligent doctors and lay people who contributed much to medicine during the early years of health care in Upper Canada. A startling example was Dr. James Miranda Barry. After a busy and distinguished career throughout the world, this small, delicately built, unassuming doctor was appointed Inspector General of Hospitals in the Canadas in 1857. Dr. Barry found serious sanitary problems in the military posts at Kingston and Toronto as well as Quebec. In one instance, troops were using the urine tubs to wash in and were developing eye infections as a result.

Dr. Barry's advanced ideas about sanitation and health led to changes in sewage and drainage systems. The doctor introduced water pipes in place of the wells that froze in the winter and recommended changes in diet which provided more fresh meat in place of salt pork and boiled beef.

Widespread drunkenness among the troops was thought to stem from a lack of separate accommodations for married men and their families. The doctor suggested that a room for each family would diminish the problem of intemperance.

Dr. Barry called for libraries with a good selection of books for the soldiers.

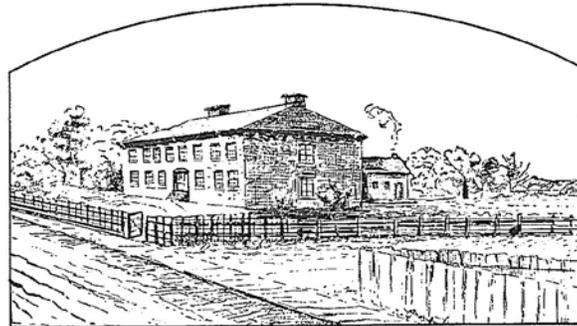
In 1859, the climate and overwork forced Dr. Barry to return to England. The doctor died in 1865, and only then was the deep secret of Dr. James Miranda Barry discovered. She was a woman!

Disguised as a young man, she had enrolled at Edinburgh University in 1809 at the age of 10. By her decision to dedicate her life to medicine, a profession that was not accessible to women in the early 19th Century, Dr. Barry had sacrificed both family life and close friendships.

By the time of her death, Dr. Barry had been joined in the health care field by such devoted women as Florence Nightingale and her nurses of the Crimean Hospitals.

Dr. Barry had not been alone in her concern about sanitation and the purity of drinking water in the mid-1800's. As a result of filthy living conditions and contamination, the colony and much of the western world had been ravaged by cholera.

In 1832, the first major cholera epidemic struck the young colony of Upper Canada. It had been preceded by outbreaks of smallpox and malaria, and, in 1829, by an epidemic of measles that left many children dead. But cholera was virulent and highly infectious, a killer like no other.



York General Hospital, which became Toronto General Hospital in 1834, was first located on the north west corner of King and John Streets. Funded by the Loyal and Patriotic Society of Upper Canada, the two-story red brick building bore the legislature from 1825 to 1828.

[Extrait](#) du rapport annuel 1981-82 du ministère de la santé de l'Ontario. Dans son rapport annuel commémorant le centenaire de la création du ministère de la Santé de l'Ontario, le ministère inclua de courtes biographies d'un certain nombre de personnes ayant apporté une contribution importante à la médecine et à la santé publique dans la province, dont James Barry. Regardez [cette vidéo](#) de la BBC pour en savoir plus sur le Dr Barry.

Ministère de la santé de l'Ontario. (1981-1982). Rapport annuel du ministère de la santé de l'Ontario 1981-82 : Un siècle de soins. Barry, James Miranda Stuart, 1795-1865 (Canada) Dossier vertical. Les Archives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON. <https://collections.archives.ca/en/permalink/verticalfile353>.



Faits marquants

Pas de date précise : Avant la colonisation, les peuples Autochtones vivant dans ce que nous appelons aujourd'hui l'Amérique du Nord disposaient d'une variété de termes dans leurs propres langues pour décrire les personnes attirées par des personnes du même sexe ou dont le sexe n'était pas binaire. L'anthropologue américaine Sue-Ellen Jacobs étudia 99 nations Autochtones et découvra que 88 d'entre elles avaient des références historiques à l'attrance pour le même sexe ; vingt d'entre elles faisaient spécifiquement référence à des femmes attirées par d'autres femmes. Si certaines nations niaient l'existence de l'homosexualité et de la transsexualité dans leurs communautés, dans de nombreuses autres, les personnes homosexuelles et transsexuelles étaient acceptées en tant que guérisseurs·euses, enseignants·es, soignants·es et visionnaires.

1533 : L'Angleterre adopta le Buggery Act 1533, qui fit de la sodomie un crime capital. Avec la colonisation, cette loi sera également appliquée au Canada.

1857 : Le Dr James Miranda Barry est nommé inspecteur général des hôpitaux du Haut-Canada. Le Dr Barry a contribué à faire progresser les connaissances médicales et les conditions de vie à une époque où les épidémies de choléra, de variole et de paludisme étaient répandues dans la région. Assigné femme à la naissance, il a vécu en tant qu'homme pendant la majeure partie de sa vie. Après la mort du Dr Barry en 1865, les résultats de l'examen post-mortem, y compris le sexe qui lui avait été assigné, ont été rendus publics.

L'émergence des identités queer et trans (1910-1950)

Avant la leçon : Imprimez les pages suivantes et placez-les dans une enveloppe non fermée.



Tâche

Les questions suivantes servent de pistes de discussion. Vous n'avez pas besoin de répondre à toutes les questions. Préparez-vous à partager un peu de votre discussion avec la classe dans environ 15 à 20 minutes. Quelques minutes avant notre retour en groupe, vous disposerez d'un peu de temps pour décider qui de votre groupe partagera votre discussion et ce qu'il va dire.

- Quels sont les documents que vous avez sous les yeux (documents textuels, photos, vidéos, enregistrements audio, objets, etc.)
- Quelle est votre première réaction lorsque vous regardez chacun de ces documents ? Que ressentez-vous ?
- Regardez la liste des dates importantes dans l'enveloppe. Au cours de ces quatre décennies, on assiste à la fois à la construction d'une communauté queer/trans (Les Mouches Fantastiques), à la résistance (les lettres de Jim Egan) et au silence des personnes queers/trans (l'internement des homosexuels-elles dans les camps de concentration par les nazis). Pourquoi pensez-vous que la construction de communautés et la résistance étaient si importantes pendant cette période ? À quoi ressemblent-elles aujourd'hui ?
- Jim Egan a écrit des lettres dénonçant la discrimination à l'encontre des homosexuels-elles pendant une quinzaine d'années. Pourquoi pensez-vous que cela était si important pour lui et pour d'autres ? De quelle manière les militants-es queer et trans utilisent-iels leur voix aujourd'hui ?
- Si vous deviez résumer ce que furent les années 1910-1950 pour les personnes queer et trans, que diriez-vous ?

Les Mouches Fantastiques

A BI-MONTHLY PUBLICATION DEVOTED TO THE ARTS

ELSIE GIDLOW and ROSWELL GEORGE MILLS, Editors
27 McGill College Avenue, Montreal, Que., Canada

VOL. II

MARCH 1920

NO. 1

LATE AUTUMN AFTERNOON

TO REGINA.

Grey, fingered with flickering threads of light;

Silence, broken by restless quavers of music.

Greyness, music, a fragile peace;

A playing thought of slumber.

And on my lips faintly disturbing fingers,

And at my heart, Love's hand, like a child's hand,

Stirring me half awake.

—ELSIE GIDLOW

EDITORIAL

LES MOUCHES FANTASTIQUES recommences, after a meditative silence, as an unprejudiced publication devoted to art and artists modern and not modern, young and old, and to life as it is related to art and artists.

Art is not apart from life, but intimately and vitally conjoined with it. If, in fact, the words "art" and "life" were not so persistently misused by so many of those employing them, one could say without fear of misinterpretation, Life is art, art is life; but it seems that only life's more vulgar manifestations are accepted as veritable life and that art is commonly visualized as unreality, an extraneous growth that life would be infinitely more comfortable without, (perhaps it would be more comfortable); or else as some delicately woven thing remote from life and irreconcilably divided from it. Whereas, in truth, art and life are interwoven.

They who assert that only the vulgarities of life are its realities, its crudities truth, its commonplaces beauty, have yet to discover the sanguinary, unsatisfied pulse that leaps in the covered depths of life's breast like a seeking youth-passion. But evidently they are incapable of discov-

ery. They can never be beauty's pilgrims.

Hundreds of thousands live and speak as though art were all silver and scent and impossibility, and life a melange of labor, propagation and eating. With what have they covered their eyes and ears? With what have they stifled and choked the great songs of their being? Someone may reply to this by telling me that humanity is becoming more utilitarian and, consequently, utilitarianism is the great and revered god. I know this. I know that utilitarianism is a requisite and good foundation. But it is only a foundation. What of the structure? There are those who labor at the structure, serene-faced, with laughter in their souls; those who work feverdly in devil-driven abandonment; and those who play yet, curiously, add by their play much to the beauty. But below all these is the mass that toils at the foundation. Perhaps it is best that it should know nothing of the structure—and yet!

Even while realizing that devotedness to art is for the few, I sometimes wonder if it would not add a shade of greatness and refinement to the many if they had only a little appreciation for and understanding of life's noblest self expression.—E. A. G.

[Éditorial](#) d'un numéro de 1920 de la revue Les Mouches Fantastiques, dirigée par Elsie Gidlow et Roswell George Mills et considérée comme la première publication homosexuelle au Canada.

Gidlow, E. & Mills, R. G. (1920). Les mouches fantastiques, numéro 2(1). Mouches Fantastiques Vertical file.

Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.

<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile27298>.

Elsa Gidlow

(Continued from page 1)

Elsa has been a feminist since the age of fourteen. Yes—that was in 1912! She read in the Canadian newspapers about the struggles of the Pankhursts and other suffragists in Great Britain during that period, and she observed first hand the tragic lives of the women “in household worlds” around her.

Yet Elsa is not a separatist. Sheer impracticality aside, she sees separatism as counter-productive; and on a personal basis, thinks that excluding anyone on the basis of sex is an unnecessary denial of some of life’s rich experiences.

One of these “rich experiences” was her close friendship with Alan Watts, writer and lecturer on philosophy (particularly Zen), who dedicated his autobiography to her. He describes his first meeting with her: “Superficially, she suggested that she was a very respectable and demure maiden lady, but someone had put raven’s blood in her mother’s milk. She wore a cloak and a soft velvet beret, and had a knowing smile . . .” (*In My Own Way*, 1972, Pantheon Books, N.Y.). Although he was 16 years her junior, he had the idea of a romantic affair with Elsa, but found soon enough that this was not to be.

In her community of Druid Heights, Elsa’s “support group,” she is the only lesbian. Although she does not hide, she wears no placards and seldom offers personal information. She considers it unkind, even arrogant, to thrust one’s self unasked on people unless some clear purpose is to be served.

Elsa did not have a “coming out” in the sense of a revelation or a rite of passage. She was born a lesbian and has always been a lesbian; it was just a question of the gradual unfolding, from awareness to consummation, of an integral part of her being. “What needs to be understood is that erotic love between women is not a deviation from some presumed ‘normal.’ The lesbian, to use a designation with an honorable history, is not a spoiled, failed or diverted so-called heterosexual woman. Neither is she a pseudo-male frustrated within female flesh and bones—the few who feel so are frustrated by society’s ignorance and persecution. She is from birth and perhaps prenatally an essentially different being with dif-

ferent needs and desires. She is constituted as she is because Nature has made her so. After lifelong meditation on the matter (I am 74 years old as this is written), after observation and discussion with others who do not fit the crude male-female categories, plus wide reading, I will go a step further and say, Nature needs the lesbian as she is. She needs me as I am. (*Ask No Man Pardon, The Philosophical Significance of Being Lesbian*, 1975, Druid Heights Books)

Elsa formed the habit early, from necessity, of independent thought. No educational system told her what to be or how to be — she was required to figure it all out for herself. Her foremost feeling of difference was as a creative person; her foremost difficulty was finding ways to support herself, and others at times, as an unskilled woman. The “problem” of being a lesbian did not present itself as such to her; on the contrary, she always found it liberating.

Since Elsa has always found her own way, she is uncomfortable discussing issues framed in today’s “movement” language—she resists being fitted into clichés and catch phrases. Too firm adherence to ANY ideas seems limiting to her, and she is no more willing to accept limits now, at 81, than she was as a young woman. For example, she bristles at being called a lesbian poet. Why a LESBIAN poet? As for aging, she’s been “aging” since the day she was born, has she not?

“ . . . I do not find the years to be a burden. In some ways one can say, the worst is over. Existence is a surprise package, each unwrapping reveals something fresh to wonder at. It is well worthwhile having had the successive and altering perspectives the years and decades made possible. So much mellows out. You find yourself almost without effort loving without grasping, enjoying without attachment.” (*Women*, Vol. IV, #4, Aging, 1976)

Women have now been “discovered.” Lesbians have been “discovered.” Elsa gets many requests to speak to groups, to make appearances, most recently for the Phil Donahue TV show (refused). She accepts very few invitations, jealously guarding her remaining time so that she may continue her work — which, after all, only she can do. She feels a deep sense of commitment to younger women.

however, and although she never intended to write about her life, their persistent questions have led her to write her autobiography.

“How had I survived? What could I say to make it real? To build a bridge from my experience to theirs? It was then I began to realize that to write about my life might be a sort of obligation; to provide perhaps the encouragement that was not given to me. The giving of bare facts did not answer their hungers.” (*Sojourner*, 8/80, Living the Poetic Life)

One chapter, including the introduction, has been published in the abovementioned *Sojourner*. Another two chapters appeared recently in Issue #6 of FEMINIST STUDIES, U. of Maryland. The first volume (to age 21) is ready for publication and Elsa is working on the 2nd volume with her editor, Abigail Hemstreet. (Abigail, a delightful young woman in her 30s, will accompany Elsa to Los Angeles for the Award Dinner.)

From Elsa’s introduction (*Sojourner*): “I am the fish darting through weedy water. Can you be sure it is a fish? Can I be sure that what I write is true? Or does it matter? If the name of the fish is Elsa, then this book which is the water through which she swims must be Elsa as well. The past is an unsupported assumption. What I see now is the “the past” does not exist. I cannot present to you a child, a girl, a woman maturing and aging; I cannot give you an Elsa through her struggles, attainments, despairs, ecstasies, and pretend she is the actuality of how it was. I cannot dig back and bring you the truth of a life. I can only invite you into my now. If I am skilful enough and you have the interest to come along, I may share with you what lingers in this now of what appears to have taken place then. For the infant fumbling for a nipple birthed the woman, now 80, who writes these words. It is only from her here and now that we may be able to explore the way. I offer it to you, not as a role model, but merely as a story of another way of swimming. May it encourage you to dive. Come into my house and garden and let us begin.”

Elsa’s works have been around a long time — she was not born yesterday. Trouble is, most of us were, in a sense. Plan to come to the Award Dinner (it isn’t to be missed!), and to events planned during that week. Tell your friends. Elsa Gidlow is a woman you’ll want to know.

BMacc

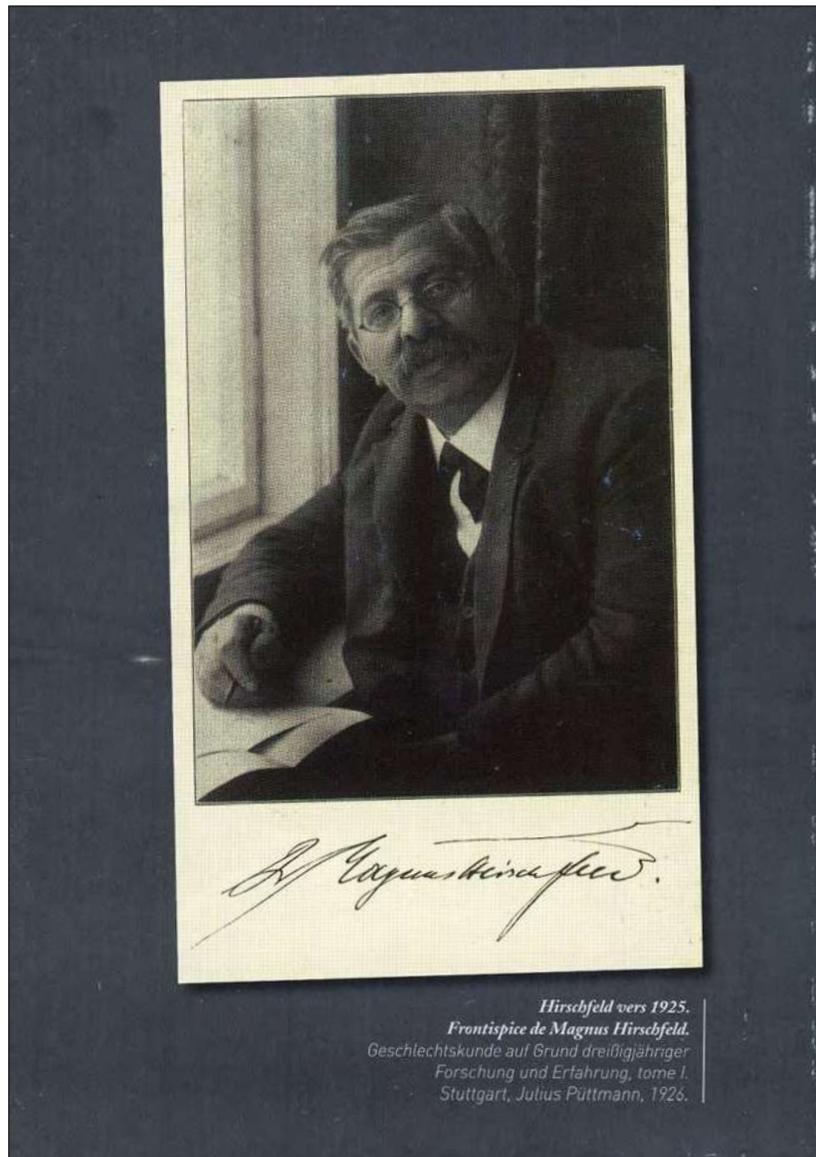
Extrait de “Elsa Gidlow to be Honored February 14”, publié dans le numéro de décembre 1980/janvier 1981 de Southern California Women for Understanding, un bulletin d’information bimensuel.

Southern California Women for Understanding (Femmes de Californie du Sud pour la compréhension). (1980, Dec./1981, Jan.) “Elsa Gidlow to be Honored February 14”. Southern California Women for Understanding 4(6). Gidlow, Elsa, 1898-1986 Dossier vertical. Les ArQuives : Archives LGBTQ+ du Canada. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile27298>.



Un texte rare de Magnus Hirschfeld datant de 1930, traduit par certains comme
L'histoire sexuelle de la guerre mondiale.

Hirschfeld, M. (1930). Sittengeschichte des weltkrieges : ergänzungsheft = Histoire sexuelle de la guerre mondiale : cahier de supplément. M2015-047. Les ArQuives : Les archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue7280>.



Portrait of Magnus Hirschfeld (1868-1935), German sexologist and advocate for queer and trans rights. Hirschfeld's works (along with those of his colleagues at the *Institut für Sexualwissenschaft*) were some of the first to be destroyed during the Nazi book burnings of 1933.

Hirschfeld, M. (1930). *Sittengeschichte des weltkrieges : ergänzungsheft = Sexual history of the world war : supplement booklet*. M2015-047. The ArQuives: Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue7280>.

This page was not translated and the page numbers are off in the Word file.



Photo d'un chandail portant le slogan militant "silence = mort" et le triangle rose (à gauche) ; photo d'un macaron portant le slogan français "silence = mort" et le triangle rose (à droite). Tous deux proviennent du projet Silence = Death, basé aux États-Unis, dans les années 1980-1990.

Au recto : SILENCE = MORT : Verso ; ACT UP Golden Gate. T-shirt. Numéro de catalogue 61 CT. Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/artifacts4659>.

Silence=Mort. Button. (1989). Catalogue numéro CB142. Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/artifacts5111>.

March 19, 1955

JUSTICE WEEKLY

Parliamentary Legislative Committee Ignored This Letter From Homosexual Suggesting Changes In Criminal Code

EDITOR'S NOTE — Following is the copy of a letter sent some months ago by a champion of the homosexual fraternity—himself a sex variant, of course—to the Parliamentary Legislative Committee. This copy has been in the hands of the Editor for some time but was not published before in order not to influence the committee in any way in the event it dealt with the suggestions outlined in the letter. As the sender has not even received acknowledgment of this letter, “Justice Weekly” feels its contents should be made known to the general public. It should be explained here that this publication takes no sides in this matter and is publishing this letter in the interests of the general public, not forgetting, of course, the homosexual minority.

[Article](#) paru dans le tabloïd Justice Weekly en 1955. La lettre à laquelle il est fait référence a été écrite par James Egan et se trouve à la page suivante.

Egan, J. (1955). Parliamentary Legislative Committee Ignored this Letter from Homosexual Suggesting Changes in Criminal Code (Le comité législatif parlementaire a ignoré cette lettre d'un homosexuel suggérant des changements dans le code pénal). Justice Weekly. Fonds James Egan (“[Correspondance avec le comité parlementaire législatif]”, numéro de fonds F0110, série 2). Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives, Toronto.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions22802>.

Mr. Salter Hayden, O.C.,
Mr. Don Brown, O.C.,
Members of the Parliamentary Legislative Committee,
House of Commons,
Ottawa.

Gentlemen:

The purpose of this letter is to lay before your Committee several comments and suggestions for consideration regarding possible changes or amendments to that section of the Canadian Criminal Code which deals with acts of homosexuality between male persons. I refer specifically to Section 206, under the heading "Gross Indecency".

This law, as it stands to-day, particularly in the light of our vastly increased scientific knowledge, is both archaic and entirely unjust. Much of the present problem of homosexuality can be traced directly to the conditions that have been created by this legislation that makes a criminal of a man who does no more than follow the promptings of his innermost nature. Under Section 206 it is a criminal offence, punishable upon conviction by a barbaric prison term, for a homosexual to engage in sex-relations at any time during his life-- regardless of circumstances. The history of the passage of the original Bill from which, I understand, Section 206 was derived, would show that the House Members were undoubtedly unaware of the full implications in their legislation, and attached hereto is the full story of this unfortunate event.

As a deterrent, the law is, and always will be a complete failure. No legal enactment is capable of eradicating or suppressing the natural impulses of mankind and in spite of many years of persecution, the homosexuals of the world have survived to live the only life possible for them. The law may make the commission of acts of homosexuality more difficult to achieve, it does not, however, prevent the commission of such acts. It does, on the other hand, create several deplorable conditions that are undeniably responsible for the present serious state of affairs. For one, the knowledge that to merely give expression to inborn tendencies, irradicable, and irrepressible by those in whom they occur, is to commit a criminal offence that is punishable by not only a prison term but also by the scorn and rejection of family and friends-- such knowledge is mainly responsible for the nervous strain and emotional instability of many homosexuals. Further, this cruel law not only makes it possible for blackmailers to extort money from thousands of victims every year under threat of exposure, but by the severity with which it is enforced by the courts, it actually encourages these vicious parasites to operate their trade.

In any consideration of this legislation it should be realized that it directly affects the lives of thousands of Canadian citizens-- not a mere handful of sex-degenerates, but thousands of essentially decent, respectable men from every social, economic, religious and intellectual level in the land. Their position in society is a growing, anxious situation that can only worsen steadily unless steps are taken by the authorities in the near future to end the conditions that have been created by Section 206-- which conditions are solely responsible for any existing "problem of homosexuality". The Negro "problem" was created by the white majority; the Jewish "problem" was created by the Gentile majority and the homosexual "problem" is the creation of the heterosexual majority-- who alone can take the necessary steps to bring this problem to a speedy end.

[Lettre](#) de trois pages de James Egan aux membres du Comité législatif parlementaire en 1955 au sujet de l'article du Code criminel canadien qui fait référence à la "grossière indécence" (page 1 de 3).

There is only one possible solution and that lies in the integration of the homosexual minority into our society and their acceptance by the heterosexual majority, judged solely on their worth as (homosexual) individuals who have a valuable and unique contribution to offer their country if permitted to do so. Such integration can only take place with the active aid and co-operation of the authorities, with an enlightened public opinion and by the granting of full civil rights (and full protection for those rights) to the homosexual citizenry of the Land.

The first step in this direction is the abolition of the present anti-homosexual legislation and its replacement by sane, just and realistic enactments under which it would no longer be deemed a criminal offence for two mutually consenting adults to engage in any act of homosexuality in the privacy of their rooms. However, if a minor is involved, if force is used or if the public decency is outraged, then a crime would have been committed that must be punished with equal (but no greater) severity as for an equivalent offence of a heterosexual nature.

Such legislation already exists in many European countries, and in 1949, after an extensive investigation into "The Criminal Law and Sexual Offenders" the Joint Committee on Psychiatry and the Law, appointed by the British Medical Association and the Magistrate's Association, made the following recommendation: "The Committee would like to see an early official inquiry into the advisability of the English law being brought into line with Continental law in respect of the private behaviour of consenting adults."

Effect this change, and the power of the blackmailer is at once removed. The homosexual would no longer become a criminal for engaging in a form of activity that is as essential to his physical and spiritual well-being as is equivalent activity equally essential to the well-being of any normal man. Thus the first step would have been taken toward the eventual integration of the homosexual.

Simultaneously, all methods of communication should be opened to a free and full discussion of every aspect of homosexuality. This would eventually lead to the enlightened public opinion that is essential to the abolition of discrimination and intolerance directed against any minority group. No legitimate objection can be put forward to the suggested change as outlined above. Society has both the right and the duty to maintain laws for the protection of its members, but it does not have the right to enforce laws that make life a living hell for thousands of innocent men, the abolition of which laws could affect no one but homosexuals, and these only for the better.

Much of the difficulty experienced in dealing with homosexuality in the past can be traced to the reluctance of the investigating committees to either attempt to see the problem from the viewpoint of the homosexual or to adopt an unbiased, realistic attitude toward the whole matter. No such body can aid in working out a solution to the problems of a minority group when they embark upon their study in a thoroughly prejudiced frame of mind. Regardless of the reluctance with which the facts are accepted, it nevertheless remains a fact that there are no less than 6,000,000 active, white, adult homosexuals in the United States and Canada. It should be apparent that these individuals will not suppress a vital urge-- the gratification of which can do harm to no one-- in obedience to a law that is enforced by society, not for its protection, but rather indifference to prejudice, bias and certain antiquated ecclesiastical enactments.

[Lettre](#) de trois pages de James Egan aux membres du Comité législatif parlementaire en 1955 au sujet de l'article du Code criminel canadien qui fait référence à la "grossière indécence" (page 2 de 3).

To every thinking homosexual, the attitude of society is utterly unjust. Its laws and treatment of the invert combine to drive him to a (in many cases) sordid and deplorable way of life, and then society points to his position (to which it has driven him) as justification for further punitive action and harsher treatment. He feels that as long as he lives his private life according to the dictate of his nature, does not molest minors, does not outrage public decency, etc., then his private life should be solely a matter of concern to him alone and decidedly not within the realm of those affairs that come under the jurisdiction of the authorities or upon which society as a whole has the right to judge or condemn.

The sexual side of a homosexual's life may, by many, be deemed sinful, immoral, repellent, etc., but by no possible stretch of the imagination can it legitimately be described as "criminal"-- not, certainly, within the meaning of the word as it is generally understood. In relaxing the law as suggested above, adequate protection can be provided for minors and society while at the same time the homosexual is free to follow, what is for him, a normal way of life.

Only by the adoption of realistic and humane legislation and the abolition of the present cruel and unjust law can our society hope to escape the eventual judgement and condemnation of an enlightened future. The homosexual does not ask for moral license or dispensation from the laws of the country simply because he is a homosexual. He asks nothing more than is his democratic right-- the opportunity to live his life with dignity and freedom, with full civil rights and adequate protection for those rights, the chance to contribute to the welfare of his country as a citizen on equal footing with his neighbour; one whose value will be judged solely on his worth as an individual and not, as at present, condemned out-of-hand as a member of a despised and ridiculed minority group. It is almost unbelievable that such a plea for justice is necessary in an otherwise free and democratic country that subscribes to the tenets of the International Declaration of Human Rights--but whose treatment of its homosexuals is in diametric opposition to those very same tenets.

The careful consideration of the Committee of the suggestions and comments contained herein, may, I sincerely trust, lead to a happier way of life for thousands of Canadian citizens, and, as in other matters in the past, show the way to other countries toward a better world for all mankind.

Very truly yours,

James Egan.

[Lettre](#) de trois pages de James Egan aux membres du Comité législatif parlementaire en 1955 au sujet de l'article du Code criminel canadien qui fait référence à la "grossière indécence" (page 3 de 3).

HUSH MAR 12 1960 APOLOGIZE TO HOMOS P. 11

"Sir: If "Truth is mighty and will prevail" it will obviously do so in spite of the efforts of "Hush" - at least insofar as the subject of homosexuality is concerned.

If a more distorted, error-laden, vicious, hysterical diatribe of pure venom has ever been printed than your article "Homos Can Be Dangerous" (Feb 27, 1960) I have not read it. ^{To compare} ~~With~~ men such as Gielgud, Tchaikofsky (or Gide, Housman, Whitman, Shakespeare or Michelangelo and Probst) ^{with "the ones who ravish women and .. sometimes kill children is to carry sheer} ~~idiocy entirely too far.~~ I suggest to ~~you that~~ ^{piece is thoroughly} the man who wrote this ~~is~~ ^{is} sick and needs medical attention.

Without attempting to answer each of the ^{many completely} ~~erroneous~~ statements ^{(although every one} ~~which~~ ^{could be demolished with ease), I will merely point} ~~to~~ ^{that there have been published in} the past five years or so, a number of Commission and Committee reports: Roman Catholic Committee on Homosexuality and Prostitution, Report of the Moral Welfare Council of the Church of England, Report of the American Law Society and the recent Wolfenden Committee Report -in each case (and a numbers of others not mentioned) ^{where} the findings of these ^{bodies} ~~committees~~ have been in diametric oppositon to the sentiments and statements expressed in your "Homos Can Be Dangerous" article.

Since the findings of the various bodies were based upon ^{hundreds of} testimony from the most distinguished experts in their

[Lettre](#) de James Egan au magazine Hush en 1960. Egan a écrit de nombreuses lettres aux rédacteurs-ices en chef de magazines et de journaux, ainsi qu'à des personnalités politiques et à des commissions parlementaires, pour dénoncer leur discrimination et leur traitement inéquitable à l'égard des communautés gays, lesbiennes et bisexuelles (page 1 de 2).

vario/us fields, it seems reasonable to assume that the conclusion were, at least to a considerable extent, valid.

Thus, publication of an article such as yours—entirely apart from the harm it may do to the homosexual—is an insult to the intelligence of any of your readers with a vestige of sense, and ~~it~~ indicates, on your part, an utter disregard and ^{an} abandonment of all editorial responsibility and ethics. The least you could do would be to read a copy of the Wolfenden Report and then print an apology to the homosexual ~~community~~ ^{minority} for any further harm your vicious article may have caused, or, are you in the least bit interested in printing the truth as you so loudly claim? If it means giving up the ~~beating~~ ^{bait} of a minority to titillate the ^papetites of those really “queer” folk who enjoy the sufferings of others?

James Eagan

Beamsville, Ontario

If the shoe fits —

Editor.

Lettre de James Egan au magazine Hush en 1960. Egan a écrit de nombreuses lettres aux rédacteurs-ices en chef de magazines et de journaux, ainsi qu'à des personnalités politiques et à des commissions parlementaires, pour dénoncer leur discrimination et leur traitement inéquitable à l'égard des communautés gays, lesbiennes et bisexuelles (page 2 de 2).

Egan, J. (1960, 12 mars). “[Egan écrit aux journaux et aux magazines]”, Fonds James Egan. F0110-02-006. Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions22802>.



Faits marquants

1918 : Elsa (Elsie) Gidlow et Roswell George Mills publient à Montréal la première publication LGBTQ+ canadienne, un magazine ronéotypé clandestin intitulé Les Mouches Fantastiques ; iels déménageront plus tard à New York.

1919 : Magnus Hirschfeld, sexologue et réformateur sexuel, ouvre l'Institut für Sexualwissenschaft (Institut pour la science sexuelle) à Berlin Tiergarten, en Allemagne. L'Institut propose des conseils et des traitements pour les “troubles sexuels physiques et psychologiques” et pour ce que Hirschfeld appelle les “transitions sexuelles” pour les “homosexuels, les travestis et les hermaphrodites”.

Pas de date précise : Avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, les homosexuels-elles, tout comme les Juifs-ves, les Polonais-ses et les Roms, étaient internés·ées dans les camps de concentration nazis. Les hommes homosexuels étaient contraints de porter des triangles roses sur leurs uniformes. Plus tard, le triangle rose est devenu le symbole du mouvement de libération des homosexuels. Certaines lesbiennes étaient contraintes de porter des triangles noirs, les classant comme “asociales”, bien que cela ait été moins courant.

1947 : Alfred Kinsey, biologiste, entomologiste, zoologiste et sexologue américain, crée l'Institut de recherche sur le sexe à l'université de l'Indiana. Ses études, publiées sous le nom de Rapports Kinsey, ont révélé qu'environ 10 % des hommes et 2 à 6 % des femmes étaient homosexuels-elles.

1949 : [Jim Egan](#), l'un des premiers militants homosexuels du Canada, commence à écrire des lettres aux rédacteurs-ices en chef des journaux et aux hommes politiques en réponse à leur homophobie et à leur discrimination à l'égard des homosexuels-elles. Il continue à écrire des lettres pendant une quinzaine d'années.

Les personnes queer et trans et la loi

Avant la leçon : Imprimez les pages suivantes et placez-les dans une enveloppe non fermée.



Tâche

Les questions suivantes servent de pistes de discussion. Vous n'avez pas besoin de répondre à toutes les questions. Préparez-vous à partager un peu de votre discussion avec la classe dans environ 15 à 20 minutes. Quelques minutes avant notre retour en groupe, vous disposerez d'un peu de temps pour décider qui de votre groupe partagera votre discussion et ce qu'il va dire.

- Quels sont les documents que vous avez devant vous (documents textuels, photos, vidéos, enregistrements audio, objets, etc.)
- Quelle est votre première réaction lorsque vous regardez chacun de ces documents ? Que ressentez-vous ?
- Vous remarquerez que beaucoup de ces lois concernent les hommes homosexuels. Pourquoi pensez-vous que ce soit le cas ?
- Quels problèmes les activistes ont-ils rencontrés avec la décriminalisation partielle ? Pourquoi pensez-vous que des personnes ont continué à être arrêtées après la décriminalisation partielle ?
- Quand le Canada a-t-il légalement interdit la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ? Qu'en est-il de l'identité et l'expression sexuelle ? Pourquoi pensez-vous qu'il y a un décalage entre les dates de ces événements ?

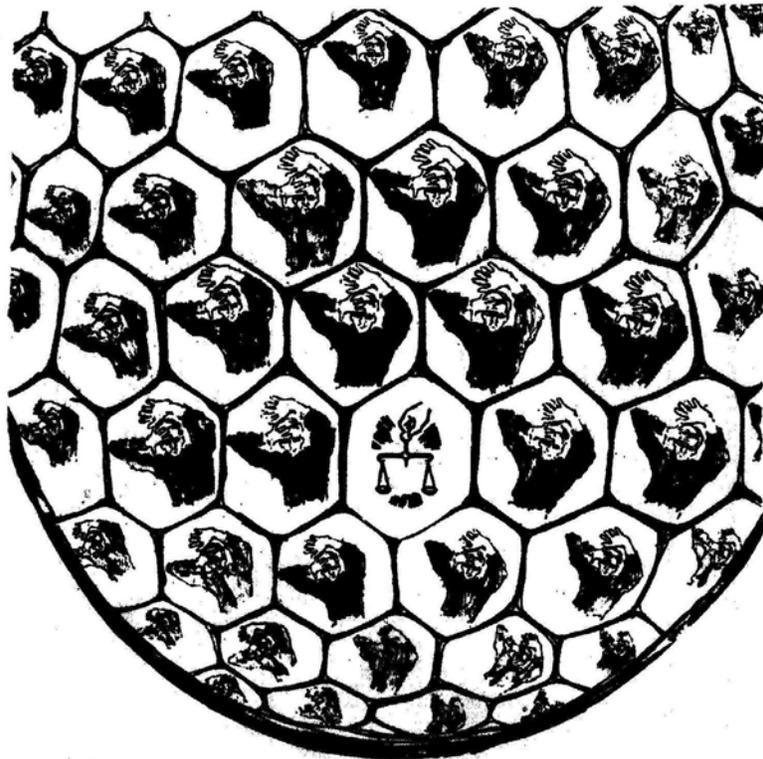
association for social knowledge
p o box 4277 vancouver 9 bc

September 1964

Vol. 1, No. 6.

THE HOMOSEXUAL IN CONFLICT

.....with the law



"The myth and misconception with which homosexuality has so long been clothed must be cleared away, not to condone it but to cope with it."

-"Life" magazine (June 26, 1964)-

Extrait du bulletin d'information de l'ASK de septembre 1964. L'Association for Social Knowledge (ASK) a été le premier groupe de défense des droits des homosexuels au Canada et a été créée au début des années 1960. Le texte de la page se lit comme suit : "L'homosexuel en conflit ... avec la loi", suivi d'une citation du magazine Life : "Le mythe et les idées fausses dont l'homosexualité a été si longtemps enveloppée doivent être éliminés, non pas pour l'approuver, mais pour y faire face".

The Association for Social Knowledge. (1964, septembre). ASK Newsletter. LGBTQ Serials.
The ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue12073>.

CANADA - PARLIAMENT. BILL C-150

MOMENT IN TIME

JUNE 27, 1969

Gay-rights activists demonstrate on Parliament Hill in August, 1971. THE CANADIAN PRESS

DECRIMINALIZATION OF HOMOSEXUALITY IN CANADA

It was never illegal to be gay in Canada before 1969, but it was illegal to have gay sex. That changed, sort of, when then-federal justice minister (and later prime minister) Pierre Trudeau declared, "There is no place for the state in the bedrooms of the nation." Trudeau's reference was to the omnibus bill, officially called Bill C-150, which made major changes to the Canadian Criminal Code. That bill became law when it was given royal assent on this day 50 years ago. As well as changing the laws on abortion and contraception, Bill C-150 decriminalized homosexual acts between consenting adults in private. The reforms did not eliminate two criminal aspects of same-sex sexual activity - anal intercourse and gross indecency - but added the exception for "any two persons, each of whom is 21 years or more of age, both of whom consent to the commission of the act." Clinical, legal language, with a strict definition of privacy, but it was a huge step forward for Canada's LGBTQ community. Still, the fight for gay rights is not over. In at least 70 countries, it is still illegal to be gay, sometimes punishable by death.

PHILIP KING

[Photo](#) de manifestants-es lors de la manifestation We Demand du 28 août 1971.

La Presse Canadienne (1971). Des militants pour les droits des homosexuels manifestent sur la colline du Parlement en août 1971. (1971). Canada. Parlement. Projet de loi C-150 Dossier vertical.

The ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives, Toronto, ON.

<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile23119>.

Two years ago the Criminal Code Amendments came into effect. After months of debate, during which ignorant Members of Parliament amused themselves making anti-homosexual jokes and vaunting their religious and sexist bigotry, sexual acts between persons over 21 were made not illegal in private. This did nothing to ameliorate the situation of Canadian homosexuals. This merely brought the law into line with police practice.

In October of the same year, the Canadian homophile movement was revived with the formation of the University of Toronto Homophile Association. Beginning with eight people in one association, we're now thousands of men and women in many groups right across Canada and we're here today to assert our rights and make our demands. We're no longer willing to quietly give thanks for a few crumbs begrudgingly given us by our own government. We're here to demand full equality.

For thousands of years homosexuals have been the scapegoats of anti-homosexual societies. Throughout Canada's history our sisters and brothers have been thrown in jail, hounded into hospitals, forced to hide and pass for straight, conforming to other people's prejudices. Even today Canadian homosexuals are having their careers ruined, being kicked out of their churches, having their children taken away from them, and being assaulted in the streets of their own cities. What have we done to deserve all this violence and hate? LOVE. All we want to do is love persons of the same sex and live our lives as we decide for ourselves and for this we're taught in our schools to hate ourselves. We're labelled sinful, criminal, and sick, and fired from our jobs. No longer!

Today marks a turning point in our history. No longer are we going to petition others to give us our rights as gifts. We're here to demand them as equal citizens on our own terms.

[Transcription](#) d'un discours prononcé par Charlie C. Hill de Toronto Gay Action lors de la manifestation We Demand, le 28 août 1971 (page 1 de 3).

WE DEMAND

1. The removal of the nebulous terms “gross indecency” and “indecent act” from the Criminal Code and their replacement by a specific listing of offences, and the equalization of penalties for all remaining homosexual and heterosexual acts; and defining “in private” in the Criminal Code to mean a “condition of privacy”;
2. Removal of “gross indecency” and “buggery” as grounds for indictment as a “dangerous sexual offender” and for vagrancy;
3. A uniform age of consent for all female and male homosexual and heterosexual acts;
4. The Immigration Act be amended so as to omit all references to homosexuals and “homosexuality”;
5. The right of equal employment and promotion at all government levels for homosexuals;
6. The Divorce Act be amended so as to omit all references to homosexual acts as grounds for divorce; moreover in divorce cases homosexuality, *per se*, should not preclude the equal right of child custody;
7. The right of homosexuals to serve in the Armed Forces, and therefore the removal of provisions for convicting service personnel of conduct and/or acts legal under the Criminal Code; further the rescinding of policy statements reflecting on the homosexual;
8. To know if it is a policy of the Royal Canadian Mounted Police to identify homosexuals within any area of government service and then question them concerning their sexuality and the sexuality of others; and if this is the policy we demand its immediate cessation and destruction of all records so obtained;
9. All legal rights for homosexuals which currently exist for heterosexuals;
10. All public officials and law enforcement agents to employ the full force of their office to bring about changes in the negative attitudes and *de facto* expressions of discrimination and prejudice against homosexuals.

[Transcription](#) d'un discours prononcé par Charlie C. Hill de Toronto Gay Action lors de la manifestation We Demand, le 28 août 1971 (page 2 de 3).

Homosexual men and women in Canada are fed up with being the butt of other people's jokes.

We're fed up with the lack of basic respect due to all human beings.

We're fed up with having to hide to preserve our jobs.

We're fed up with having to hide to preserve our own freedom.

We're fed up with the genocide of gays fostered by psychiatrists using medieval tortures to destroy us.

We're fed up with being discriminated against in employment, housing, and the courts.

We're fed up with being arrested and harassed by police forces paid for by our own taxes.

In fact, we're fed up with paying the price of other people's hang-ups. No longer are we going to accept the lie foisted on us that there is a homosexual problem. There's no homosexual problem in Canada. There's a heterosexual problem. It is they that have made the laws to protect themselves from us. They're the ones who employ the RCMP to identify us, isolate us, and evict us from our jobs. They're the ones who control the schools that teach hatred of homosexuals. They're the ones who control the churches that label us sinners. They're the ones who control the courts that label us criminals. No longer!

We've come here today to assert our pride in ourselves. To say we're homosexual and proud of it. We're coming together and uniting to manifest our own power as Gays. Two million homosexual men and women in Canada are watching us. We're going to show them it can be done, that we can go anywhere we choose as homosexuals and as Canadian citizens with full civil rights.

Gay is proud and Gay is good.

Let's say it *wherever* we go.



[Transcription](#) d'un discours prononcé par Charlie C. Hill de Toronto Gay Action lors de la manifestation We Demand, le 28 août 1971 (page 3 de 3).

Transcription d'un discours prononcé par Charlie C. Hill, de la Toronto Gay Action, lors de la manifestation We Demand, le 28 août 1971 (page 3 sur 3). Hill, C. (1971). We demand (a speech and a conference proposal). Toronto Gay Action. M2015-076. The ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives, Toronto. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue10832>.

MONEY NEEDED NOW FOR DAMIEN'S DEFENCE

On February 7, 1975, something happened to change the prospects for gay people in Canada.

On that day, at an eerily swift other day, homosexuals were being intimidated, harassed and fired in their workplaces solely because they were gay.

The one of the homosexuals fired that day decided to fight for his rights. That man is John Damien and this is about his fight — our fight.

John Damien had been in the racing business for twenty years, first as a jockey, then as a trainer and finally as a racing steward for the Ontario Racing Commission (ORC). During those twenty years, John did each job well, progressively, finally to become one of three Ontario racing stewards, Eric Barber, a steward with John at the tracks, and also the Irving "I" found on fault in Mr. Damien's work.

And John never hid the fact he was gay, nor did he intend to. As far as

Damien was fired.

Here are the three stories they give:

1) Williams, personnel director of the Ministry of Consumer and Corporate Relations (MCCCR), the government branch in charge of the ORC and the one who had advised Damien that he was to be fired, said: "The non-reappointment law infers that money being in play... [Mr. Damien] had nothing to do with his being a homosexual or not."

What is clear here is that, for as long as he was not so anxious to say:

2) W. R. McNamee, director of the ORC, said upon his first meeting to Damien: "We don't have to give any reasons."

3) Charles McNaughton, chairman of the Racing Commission was a little more straightforward: "What, did you expect? He was a jockey. He learned to add, to subtract, he was completely uneducated." Mr. Damien performed his duties well in the past. It's not because he wasn't a good jockey. Thank you Mr. McNaughton.

And then the coup de grace. Mr. Sidney Handelman, minister in charge of the MCCCR, dropped by to announce that "Damien has been and would probably continue to be a good and competent steward."

The Globe reached the conclusion — the only conclusion that any gay person could ever reach — that John Damien had been fired not because he was incompetent, not because of any sexual or other "irregularities," but because he was gay. The Globe called it "abominable behaviour on the part of the Ontario government. John Damien ought to be rehired."

homosexual who would not shut up, who would not be intimidated, and who would not shut off after losing his job, John Damien was causing the Ontario government a great deal of embarrassment. McNaughton summed it up best when he whined: "We were prepared to give him an allowance, a number of allowances, to protect him. But he wouldn't do it. He blew it. He had wanted to make a cause celebre out of it. All this doesn't make very good reading, you know. I guess it depends on what side you are on, Charles."

Meanwhile... At the exact time that the lawsuit was being launched in the Ontario Supreme Court of Ontario, a threat was issued by Damien and his lawyer at the ORC, The Ontario Human Rights Code prohibits discrimination on the basis of sex (i.e., women, men) but not on the grounds of sexual orientation (i.e., gay, bi, straight).

The ORC realized this was a shortcoming of the legislation and had promised OAHRC long before the Damien case that it would review cases of discrimination against gay and internally mediate them. This was a fact, though internal admission that our rights ought to be protected by the Code as well.

The procedure for the ORC to follow after a complaint is split out very plainly. It must: 1) accept and file complaints; 2) investigate; 3) make a recommendation of opposing parties must be attempted; 4) a decision must then be made whether or not a Board of Inquiry should be appointed.

So what happened in Damien's case? When he went to file his complaint at the Commission's office, they would not even give him the forms until his lawyer threatened them. So to hell with it! Then it related to how the Damien submission until over 100 government people had started a petition and nearly 100 days had passed in its support.

Then when they finally returned to listen, they were quick to characterize the matter as "internal." There were 104 and 101.

And finally they refused to appoint a Board of Inquiry, claiming that sex in the Code did not include "sexual orientation." But the real reason came out later.

Damien's lawyer sued the ORC to make them change their decision. At the trial, an interesting letter surfaced — the Minister of Labour, Belle Stepien, who is charged with ensuring the fairness of the operation of the ORC — had

known of him before they fired John. But, if they could not, it meant the defence only knew what it had learned at the press conference. The defendants were ordered to retain the person. They appealed this ruling, adding more delay to the trial.

When the defendant's appeal was lost, they admitted they could not name Damien's friend. The allegation was dropped.

At this point, the two suits crossed



John Damien, about Little Broomer in 1968. John spent 20 years learning his trade, only to have it taken from him in a moment.

written to the ORC at the very beginning of Damien's petition to force them to appoint a Board of Inquiry into the matter.

The active ORC reaction in Damien's brief had been decided long before it was presented. In Ontario, they said this justice. The person who made the decision was a minister in charge with committing the discrimination. In Ontario they call that justice too.

The ORC will today: In the early stages of the suit against the ORC, the ORC obtained permission to join as a defendant in the suit.

This had two effects. First, the trial had to be postponed to give the ORC time to "prepare its case." Every delay and procedural snafu cost Damien money, something he was very little of. Secondly, Damien would be vulnerable to cheap and swarming attacks by the defense in their attempt to find anything they could use against him in the other trial.

The fact the financial reason and the strategic reason, a decision was made to drop the ORC suit and press ahead with the suit against the ORC.

The suit against the ORC cost \$100,000. From the time that the suit was launched, the ORC's strategy has been to delay the proceedings and thus increase the strain on Damien and his financial resources. It has been nearly two years and the ORC has not won a motion. But it has not been lack of trying.

Their first ploy in court was to claim that Damien was not fired because he was a homosexual. They wanted that part of Damien's claim — the most important part — struck from the motion. A lower court judge complied which led to a delay while Justice appeared in the Ontario Superior Court. That court overturned the lower court's ruling and reinstated Damien's claim.

Then the ORC tried another tack. They claimed the real reason Damien was fired was because he had made love to an employee of the track. This was a potential conflict of interest since he might have to make a ruling on this person in his job as steward. Remember that Damien had mentioned this very fact at his news conference. Damien's lawyer asked to court to have the defendant name the person Damien had slept with. If they could, then they may in fact

have known of him before they fired John. But, if they could not, it meant the defence only knew what it had learned at the press conference. The defendants were ordered to retain the person. They appealed this ruling, adding more delay to the trial.

When the defendant's appeal was lost, they admitted they could not name Damien's friend. The allegation was dropped.

At this point, the two suits crossed

paths as we saw earlier. The ORC joined the ORC suit in order to open Damien and find out something, anything on John. One single fact, and they would build a legal strategy. And keep the trial from going forward for a while again. At some point they must believe that either Damien or his resources will break.

By quitting the ORC suit, Damien stopped their strategy. There are moving about very fast now. Hearings of discovery in the main trial have just finished, and the full trial is scheduled for late October or early November.

What Damien's case means to us John Damien was fired because he was gay. The Ontario government thought they could fire a man because he was a homosexual even though he did his work well and had spent over twenty years getting the necessary experience for his position.

We are all gay, those of us who were fired and read this newspaper. The same thing could happen to any of us that has happened to John. First, not because we intend to our jobs, but because we're someone of the same sex. We will be at their mercy until we fight back.

John Damien has fought back with conviction. He has not given up and is not enough. We must help too. We are all entangled with the treatment that John has suffered at the hands of the ORC and the ORC. And just from reading a sketchy outline of his struggle, we feel some of the exhaustion that he must feel.

But we must also feel some of his exhilaration — he is going to win — it is only a month away.

John needs only to hold on, keep fighting and to have the means to keep on fighting. That's where we come in.

John's defence fund is empty. And that's where we need to step in. We need help. John — and to us drag, help each and every one of us. You're the will over all if for us. We must do it ourselves.

We need you — gay and straight and angry. We need you and you, and help him fight.

And tomorrow, we will all be stronger — and prouder — and gay.

SUMMARY

When John Damien lost his job nearly two years ago, he decided to fight against the discrimination.

The legal battles have cost John a lot — both in terms of his time and energy, and in terms of money.

Until now, gay people have given generously to help John meet the costs of his legal battle.

But the big trial begins in one month and the Defence Fund is without money.

John needs our help more than before. Remember, if John wins we all win. If he loses because he doesn't have enough money to fight, we all lose.

Please give generously to help the Defence Fund.

And send it today, not tomorrow. John needs us now.

Name _____

Address _____

City _____

Province _____

Country _____

Phone _____

Signature _____

Date _____

Enclosed donation of _____ to help win this fight.

The Committee to Defend John Damien, 111, Nelson St., Toronto, Ontario, M5K 1K4

Name _____

Address _____

City _____

Province _____

Country _____

Phone _____

Signature _____

Date _____

Enclosed donation of _____ to help win this fight.

The Committee to Defend John Damien, 111, Nelson St., Toronto, Ontario, M5K 1K4



John Damien, the Ontario racing steward who was fired by the Ontario government for being a homosexual.

His job was to make every aspect of life at the track.

He was generous; in the "backstairs," many of his working associates were.

So times February 7, John is asked to leave in the personal drive to speak with the director, P.C. Williams. Williams informs John he will not be rehired and offers him a bribe of \$1000 later increased to \$1700 as a bribe of recommendation if he will resign quietly.

As what employee would leave the right to have his case heard before the Board of Commissioners and to get up a fight — the ORC would not award John that right. He refused to resign and, after some thought, went to the Gay Alliance Against Discrimination in Toronto (GAADT) for help.

A lawyer was found and a news conference was held announcing that Damien was launching two lawsuits: 1) with an appeal before the Ontario Human Rights Commission (OHRC); 2) with the Ontario Superior Court of Justice.

John said one other thing at the news conference which is important later: he admitted he had once had a relationship with someone at the track. As had most of the straight officials.

After the news conference, the ORC to the law. The Globe and Mail contacted each of the defendants (i.e., the ORC, Williams etc.) were on the offensive in this case and tried to determine from them the real reason

Reprinted with the permission of The Body Politic, Box 7289, Stn A, Toronto by The Committee to Defend John Damien, October '76

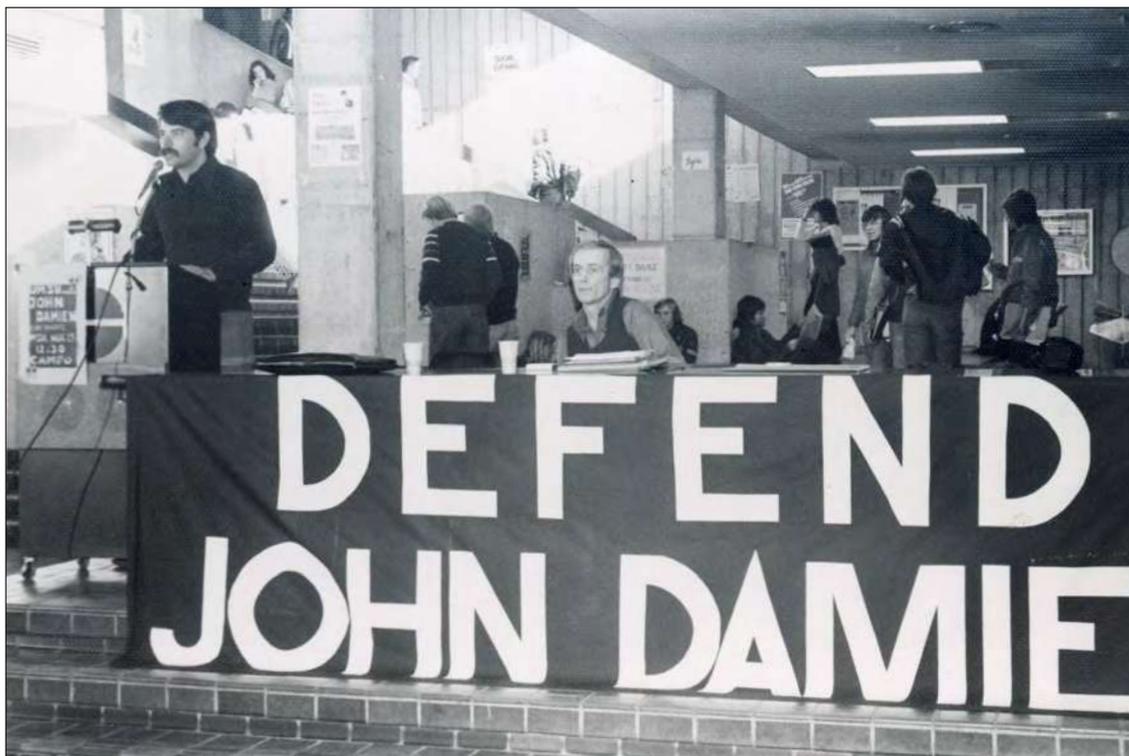
Extrait d'un article publié dans The Body Politic (TBP), réimprimé par le Comité de Défense de John Damien dans le cadre d'une campagne de collecte de fonds pour la défense juridique de Damien. En 1975, Damien a été licencié de son emploi à la Commission des courses de l'Ontario en raison de son homosexualité.

The Body Politic. (1976, octobre). Money Needed Now for Damien's Defense. Fichier vertical du Comité de défense de John Damien. The ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile1166>.



Manifestation du Comité de défense de John Damien avec Windsor Gay Unity, vers 1975.

Comité de défense de John Damien / Windsor Gay Unity / Manifestation du jour de Damien / [Photographie]. [ca. 1975]. 1991-048/29P(01) 04P. Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions8319>.



Chris Vogel, de Gays for Equality, présente John Damien lors d'une conférence du syndicat étudiant de l'Université du Manitoba, vers 1975.

Comité de défense de John Damien / Unité gay de Windsor / Manifestation du jour de Damien / [Photographie]. [ca. 1975]. 1991-048/29P(01) 02P. Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions8319>.

violence of a sexual nature should be dealt with by the same laws which deal with any kind of coercion or violence. The law should not penalize sexual acts per se, but only acts where force has been used. The State must entirely leave the bedrooms of the nation.

C. BILL C-83 AND 'DANGEROUS (SEXUAL) OFFENDERS'

Legislation relating to 'dangerous sexual offenders' is perhaps the most extreme example of the law's anti-sexual bias. Under the existing 'dangerous sexual offender' legislation, when a person is convicted under sections 144 (rape), 146 (sexual intercourse with a female under 14 or between 14 and 16), 149 (indecent assault on a female), 155 (buggery and bestiality), 156 (indecent assault on a male) or 157 (gross indecency), or of attempting to commit one of these offences, he/she may be put away for an indeterminate period.

Bill C-83, the amendments to the Criminal Code now before the House of Commons, changes the terminology, but there is little change in the impact of the Bill as regards 'sexual offenders'. If anything, the proposed legislation, as will be seen later, worsens the position of the 'sexual offender'.

Extraits de The (Dangerous) Sexual Offender Legislation : A Call for Abolition, publié par la National Gay Rights Coalition vers 1976. Le projet de loi C-83, dont la Chambre des communes était saisie à l'époque, visait à supprimer la catégorie des "délinquants sexuels dangereux" du Code pénal, mais à la remplacer par celle des "délinquants dangereux". La National Gay Rights Coalition nota dans son rapport que cette catégorie continuerait probablement à être utilisée pour discriminer les personnes homosexuelles, car son interprétation serait laissée à la discrétion de la police.

National Gay Rights Coalition. [ca. 1976]. The Dangerous (Sexual) Offender legislation : a call for abolition : a brief to the Comité permanent de la justice et des questions juridiques, Chambre des communes, Parlement du Canada, lors de l'étude du projet de loi C-83. M2001-071. Les ArQuives : Les archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue6149>.

"The outcome that we seek is this — gay and lesbian people daring together to set love free"
XTRA IS PUBLISHED BY PINK TRIANGLE PRESS, AT 491 CHURCH ST. SUITE 200, TORONTO M4Y 2C6

The mythology of C-150

EDITORIAL

As groundbreaking as Pierre Trudeau's bill to decriminalize gay sex was, its restrictive approach to gay sexuality ultimately constrained more than liberated us.

Of course, that's easy for me to say. I wasn't even born when Trudeau introduced his omnibus bill and ensured its passage through Parliament 40 years ago.

I wasn't living a closeted life, afraid to come out, afraid to be my true self for fear of being incarcerated indefinitely as a dangerous sexual offender.

I wasn't there.

But I'm here now and I can't help but notice that the Wolfenden Report upon which Trudeau based his groundbreaking bill was actually a homophobic piece of sexual regulation that pushed gay men into a narrow realm of private immorality.

When Trudeau backed the state out of the bedrooms of the nation, he did so with the understanding that we should not display our sexuality beyond our bedroom doors. Bill C-150 wasn't about liberating sexuality. It simply built a roomier wing onto the closet.

There's a "mythology" around Trudeau's reforms, says gay historian Gary Kinsman.

Bill C-150 offered only a partial decriminalization of gay sex — only in private, only between two men at a time and only if they were at least three years older than the age of majority.

Trudeau's bill drew its inspiration and direction from the Brits' Wolfenden committee, which had been charged in 1954 with investigating the "nauseating subject" (as one member of the House of Lords put it) of male homosexuality and prostitution.

Its task: to find a more effective way to regulate "sexual deviance." Its solution: to separate the public and private realms and use criminal law to preserve public order and decency, while allowing people to do whatever they want — however immoral — in private.

The report was hardly gay-friendly. Its writers explicitly refused to condone homosexuality and expressed concern about the "menace to boys" that homosexual men allegedly posed. Hence the prohibition against any homosexual act involving anyone under the age of 21.

As for any homosexuality found creeping into the public realm, that was to be dealt with severely, the committee said, urging police to vigilantly patrol "public" spaces such as bathrooms.

Don't get me wrong. Bill C-150's passage was significant. As Kinsman says, it marked an enormous departure from the "wholesale prohibition" against gay sex that was in place previously.

It changed people's lives. But it also missed an important opportunity to liberate sexuality. To this day the path set by Wolfenden and Trudeau constrains us.

The notion that we should keep our sex private still affects us profoundly, Kinsman says, pointing for example to decades of government censorship of our sexual images.

There's "still a sense that you can't really show queer sex" in public, he says.

Still, the bill's passage had a perhaps unintended effect on the emergence of gay community in Canada. Gay men and lesbians would not tolerate being relegated to the private sphere. Bill C-150's partial decriminalization empowered people to gather, to connect publicly, to demand more.

Two years after Trudeau's bill became law Canada's first gay rights demonstrations were held simultaneously in Ottawa and in Vancouver. Among the demonstrators' demands: remove "gross indecency" and "buggery" as grounds for "dangerous sexual offender" status and equalize the age of consent for all sex acts, including anal sex.

For Kinsman, the 1971 demonstrations and subsequent gay resistance to the post-bill clampdown by police on gay sex in "public" spaces like gay bars and bathhouses marked the beginning of gay liberation in Canada.

Should we take a moment to appreciate Trudeau for his groundbreaking bill and the courage it took to introduce it? Should we pay tribute to his contribution to the emergence of our community? Absolutely.

Just remember to give credit where it's due: to the gay men and lesbians who had the courage to step out of the limited private sphere they'd been granted and demand space in the public light.

Robin Perelle is managing editor of Xtra's sister publication, Xtra West.



Robin Perelle

[Coupure de presse](#) de 2009 critiquant le projet de loi C-150 (décriminalisation partielle de l'homosexualité).

Perelle, R. (2009, 21 mai). La mythologie de C-150. Xtra ! Canada Parliament Bill C-150 Vertical file. Les ArQuives : Les archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile23119>.

Faits marquants

1533 : L'Angleterre adopte le Buggery Act 1533, qui fait de la sodomie un crime capital. Avec la colonisation, cette loi sera également appliquée au Canada.

1869 : La sodomie n'est plus passible de la peine de mort, mais peut toujours être sujette à la prison à vie.

1892 : La "grossière indécence" (gross indecency) est érigée en infraction dans le nouveau code pénal canadien. Alors que la sodomie, par définition, nécessite une pénétration, la grossière indécence peut inclure tout acte sexuel non créatif (bien qu'elle soit presque exclusivement appliquée aux hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes).

Mai 1969 : Adoption du projet de loi omnibus C-150, qui décriminalise partiellement les actes homosexuels. L'âge du consentement est toutefois plus élevé pour les homosexuels-elles (21 ans) que pour les hétérosexuels-elles (18 ans), et les actes sexuels doivent avoir lieu dans une résidence privée et en présence de deux personnes au maximum. Les personnes qui se rencontraient dans des lieux publics pour avoir des relations sexuelles étaient souvent arrêtées lors de descentes de police dans les établissements de bains, et ce jusque dans les années 2000.

Février 1975 : John Damien, commissaire de courses à la Commission des courses de l'Ontario, est licencié en raison de son orientation sexuelle. Damien poursuit son ancien employeur en justice, mais ne fut pas réintégré. En plus de l'action pour licenciement abusif, Damien a également déposé un recours auprès de la Commission ontarienne des droits de la personne (CODP). À l'époque, le Code des droits de la personne de l'Ontario interdisait la discrimination fondée sur le sexe (c'est-à-dire le genre), mais pas sur l'orientation sexuelle. Le 21 juin 1977, la CODP recommanda au gouvernement de modifier le Code pour y inclure l'orientation sexuelle. Pendant ces deux années (et pendant de nombreuses années par la suite), le Comité de défense de John Damien s'est efforcé de collecter des fonds pour la défense juridique de Damien et de tenir le public informé de l'évolution de l'affaire. Damien est décédé d'un cancer du pancréas le 24 décembre 1986, avant que son affaire ne soit résolue.

Mai 1975 : La Conférence régionale du sud-ouest de l'Ontario des organisations de circonscription du NPD adopte une motion présentée par l'activiste de Windsor Harold Desmarais pour ajouter l'inclusion de l'orientation sexuelle dans la CODP à la plate-forme du parti.

Septembre 1975 : Doug Wilson, étudiant diplômé du département des fondements de l'éducation de l'Université de la Saskatchewan, est informé qu'il ne peut pas superviser les enseignants-es en exercice en raison de son travail de militant pour la libération des homosexuels-elles. Bien que l'université ne le réintègre pas, Doug Wilson reçoit le soutien des membres de son programme ; l'année suivante, il forme avec trois autres étudiants-es une Gay Academic Union (Union académique gay).

Octobre 1976 : La loi sur l'immigration de 1952 est abrogée. En vertu de cette loi, "les homosexuels, les prostituées, les proxénètes et les autres personnes venant au Canada à des fins immorales" pouvaient se voir refuser l'entrée ou être expulsés-ées.



Décembre 1977 : Le Québec adopte un amendement à sa Loi sur le changement de nom, permettant aux personnes trans d'obtenir un changement de nom et de sexe dans les registres de l'état civil.

Janvier 1978 : Le juge Joseph McMahon décide que Gail Bezaire, une lesbienne qui a déjà été mariée et a eu des enfants avec un homme, ne peut conserver la garde de ses enfants que si elle "s'abstient de s'engager dans une autre relation lesbienne pendant que les enfants vivent avec elle".

Février 1979 : La Coalition for Life Together (CLT) est créée en réponse à la publication de Life Together, un rapport recommandant l'inclusion des gays, des lesbiennes, des personnes handicapées, des enfants, des personnes âgées et des anciens-ennes détenus-es dans le Code des droits de l'homme de l'Ontario.

Mai 1980 : Une femme trans, Miss D, déposa une plainte auprès de la Commission des droits de la personne du Québec après s'être vu refuser le service dans un restaurant de Montréal. La Commission conclut que le propriétaire du restaurant fit preuve de discrimination à l'égard de Miss D en raison de son sexe et/ou de son orientation sexuelle, mais elle ne reçut que \$500 sur les \$1,000 qu'elle avait demandés à titre de dommages et intérêts.

Octobre 1985 : La Commission parlementaire sur les droits à l'égalité publie un rapport intitulé L'égalité pour tous, qui décrit en détail les niveaux élevés de discrimination à l'égard des homosexuels-elles au Canada. La commission recommande que l'"orientation sexuelle" soit ajoutée à la loi canadienne sur les droits de l'homme, ce qui ne sera fait que dix ans plus tard.

Août 1987 : Le Manitoba ajoute l'"orientation sexuelle" à sa loi sur les droits de l'homme. En 1974, Gays for Equality (GFE) avait présenté pour la première fois un dossier au procureur général de l'époque, Howard Pawley, demandant au gouvernement provincial de modifier la loi pour protéger les homosexuels-elles contre la discrimination. M. Pawley déclara qu'il pensait qu'un tel amendement était nécessaire, mais que les autres membres du caucus du NPD ne seraient probablement pas d'accord.

Juin 1993 : la Cour suprême décida que les gays et les lesbiennes pouvaient demander le statut de réfugié-e sur la base de leur orientation sexuelle.

circa 1993 : La Coalition pour la réforme des droits de la personne du Nouveau-Brunswick publie À notre portée : Meeting the Needs of Gay and Lesbian New Brunswickers. Les chercheurs-euses ont interrogé 233 gays, 115 lesbiennes et 503 personnes travaillant dans les professions de la santé (médecins, infirmières, psychologues, travailleurs-euses sociaux-ales, conseillers-ères et conseillers-ères spirituels-elles) sur les besoins des gays et des lesbiennes en matière de santé physique, mentale et spirituelle. Bien que de nombreux-euses professionnels-elles interrogés-ées souhaitent mieux servir les communautés gays et lesbiennes, iels ont déclaré ne pas comprendre leurs besoins. Le rapport recommande des initiatives de formation à la lutte contre l'homophobie et l'hétérosexisme afin de permettre aux professionnels-elles de la santé de mieux comprendre les besoins des gays et des lesbiennes.

Mai 1995 : dans l'affaire [Egan c. Canada](#), la Cour suprême rejette leur demande d'allocation de conjoint-e au titre de la loi sur la sécurité de la vieillesse, après avoir été en couple pendant plus de quarante ans. Cependant, cette décision a un côté positif pour la communauté 2SLGBTQIA+ au Canada, et a été utilisée lorsqu'il a été décidé que l'orientation sexuelle doit être considérée comme un motif de discrimination dans la Charte des droits et libertés. Cette décision a servi de précédent à de nombreuses affaires de discrimination à l'égard des LGBTQ2+.

Mai 1995 : Un juge de l'Ontario estime que la loi sur les services à l'enfance et à la famille est discriminatoire à l'égard des personnes en raison de leur orientation sexuelle. Cette décision ne s'applique qu'aux cas d'adoption par un second parent, dans lesquels un partenaire devient le parent légal-e de l'enfant ou des enfants biologiques ou adoptés de l'autre partenaire ; les couples de même sexe ne peuvent toujours pas adopter les enfants d'autres personnes.

Août 1995 : [Kimberley Nixon](#) dépose une plainte pour violation des droits de l'homme contre le Vancouver Rape Relief & Women's Shelter pour discrimination à son égard en tant que femme trans. Son cas a établi en droit que la discrimination fondée sur le fait d'être trans est protégée par le Code des droits de l'homme, bien avant que les lois canadiennes ne soient modifiées pour refléter cet état de fait.

Juin 1996 : adoption du projet de loi C-33 (loi modifiant la loi canadienne sur les droits de l'homme), qui ajoute l' "orientation sexuelle" aux motifs de discrimination interdits par la loi canadienne sur les droits de l'homme.

Mai 1999 : Suite à la décision de la Cour suprême dans l'affaire *M c. H*, selon laquelle il était inconstitutionnel d'exclure les couples homosexuels-elles de la définition de "conjoint-e de fait", le procureur général Jim Flaherty a présenté le projet de loi 5 à la législature de l'Ontario. Bien que cette loi accorde effectivement aux couples homosexuels les mêmes droits qu'aux couples hétérosexuels en union libre, le gouvernement vota en faveur du maintien de la définition du "mariage" comme étant l'union d'un couple hétérosexuel.

Janvier 2002 : Les Territoires du Nord-Ouest deviennent la première juridiction canadienne à reconnaître explicitement la discrimination fondée sur l'identité de genre dans leur loi sur les droits de l'homme.

Juin 2002 : Les citoyens canadiens sont autorisés à parrainer leurs partenaires de même sexe pour l'immigration. Les personnes séropositives peuvent toujours se voir refuser l'entrée au Canada si elles "imposent un fardeau excessif aux services gouvernementaux" ; de nos jours, les personnes séropositives peuvent toujours se voir refuser l'entrée au Canada pour cette raison.

Juin 2003 : Dans l'affaire *Halpern c. Canada*, la Cour d'appel de l'Ontario déclare que la définition du mariage comme étant l'union d'un homme et d'une femme viole l'article 15 de la Charte canadienne des droits et libertés.



Juillet 2005 : Le projet de loi C-38 (loi sur le mariage civil) est adopté, faisant du mariage des couples de même sexe un droit national.

2006 : Le Premier ministre conservateur Stephen Harper déclare que son gouvernement présentera une motion visant à “rétablir la définition traditionnelle du mariage”. Bien qu’il n’ait pas donné suite à cette déclaration, Stephen Harper et son parti ont continué à voter contre la législation protégeant les droits des personnes 2SLGBTQIA+.

2019 : Le marqueur de genre “X” est autorisé sur les documents d’identité nationaux ; il était déjà autorisé sur les documents de certaines provinces, y compris l’Ontario.

Janvier 2022 : la thérapie de conversion est interdite au niveau fédéral. Le projet de loi C-6 (Loi modifiant le Code criminel [thérapie de conversion]) avait été présenté au cours de la législature précédente, mais se concentrait principalement sur la thérapie de conversion impliquant des enfants ; l’amendement demandait l’inclusion de la thérapie de conversion impliquant des adultes également.

La régulation policière historique et contemporaine de l'homosexualité et de la transidentité

Avant la leçon : Imprimez les pages suivantes et placez-les dans une enveloppe non fermée.



Tâche

Les questions suivantes servent de pistes de discussion. Il n'est pas nécessaire de répondre à toutes les questions. Préparez-vous à partager un peu de votre discussion avec la classe dans environ 15 à 20 minutes. Quelques minutes avant notre retour en groupe, vous disposerez d'un peu de temps pour décider qui de votre groupe partagera votre discussion et ce qu'il va dire.

- Quels sont les documents que vous avez devant vous (documents textuels, photos, vidéos, enregistrements audio, objets, etc.)
- Quelle est votre première réaction lorsque vous regardez chacun de ces documents ? Que ressentez-vous ?
- Consultez la liste des dates importantes figurant dans l'enveloppe. Quand l'homosexualité a-t-elle été partiellement dépenalisée ? Pourquoi pensez-vous que des personnes ont continué à être arrêtées après la dépenalisation partielle ?
- En 2016, Black Lives Matter a protesté contre la participation de la police à la Toronto Pride. Comment le maintien de l'ordre affecte-t-il de manière disproportionnée les personnes Noires et autochtones (queer et trans) et les autres personnes de couleur ?
- Comment les communautés queer et trans ont-elles tenté de tenir la police pour responsable de ces actes de violence ?

What to do when arrested

or

What now my love?



As in most democratic countries, the Canadian system of justice presumes you to be innocent until proven guilty. However, there are many aspects and technicalities regarding the law which are fraught with danger for those ignorant of the facts and of their rights.

Presuming that you have been placed under arrest on a charge of a sex-oriented nature, you can expect the following procedure... Questioning, Booking, Bail Procedure, and Appearance in Court.

When you are advised by a police officer that you are under arrest, do not resist in any way. If you do, you will leave yourself open to further charges.

Depending on the integrity and the moral stature of the arresting officer, you will be subjected to either correct questioning or a downright harangue of smutty insinuations. In either case, there is a limit to what you must answer. You could be questioned right on the spot, in a police car, or at the station. You will be obliged to give your name; and it is advisable to give your correct name since other procedures make it virtually impossible for friends or lawyers to bail you out.

You are not required by law to give your correct address, and in many cases, it is advisable to give an address where you can be contacted but not the one where you reside. This eliminates the possibility of police questioning neighbours or an embarrassing leakage to a sensation-seeking newspaper.

While the majority of police departments are run in a most responsible manner, there are also on record a number of unfortunate instances of flagrant disregard of peoples' rights. For example, on a recent "gross indecency" case in Hull, Quebec, the judge found it necessary to criticize the Chief of Police for having called a press conference to announce the issuing of a summons before the summons had been served. Judge Labelle said that the chief had no business calling press conferences, but nevertheless, he had.

17

Article tiré de TWO : The Homosexual Viewpoint in Canada (n° 3, 1964), un des premiers magazines gays. Cet article fait état de la fréquence des harcèlements policiers à l'encontre de la communauté gay.

Que faire en cas d'arrestation ou "What now, my love" (1964).

TWO : Le point de vue homosexuel au Canada. Série LGBTQ. Les ArQuives : Archives LGBTQ+ du Canada. Toronto, ON.

<https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue16054>.

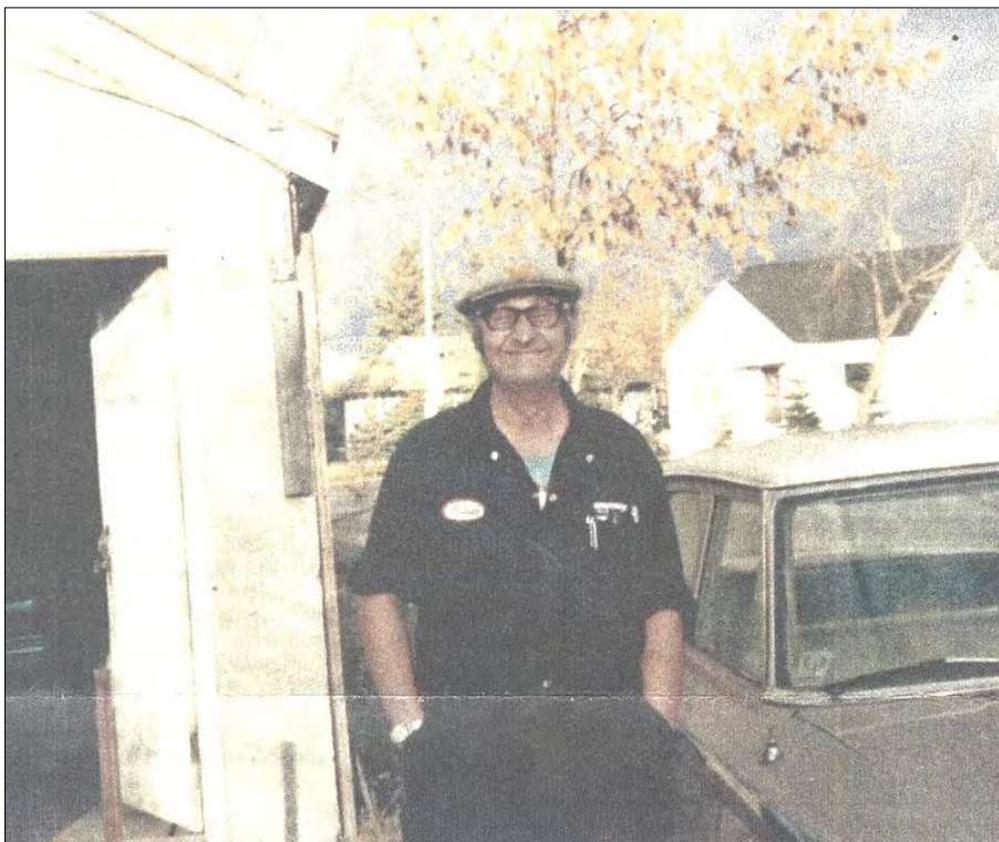


Photo de famille d'Everett George Klippert à sa sortie de prison, après avoir purgé une peine de quatre ans pour homosexualité. Il sera à nouveau arrêté en 1965 et ne sera libéré qu'en 1971, accusé de "grossière indécence" et qualifié de "délinquant sexuel dangereux" pour avoir eu des relations sexuelles consenties avec d'autres hommes.

[Photo de Klippert]. (1964). Klippert, Everett George, 1926- Dossier vertical.
Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile3098>.


GOVERNMENT OF THE PROVINCE OF ALBERTA
 JUDICIAL OFFICES

OUR FILE 6332
 YOUR FILE _____

Court House Calgary
 1/4 day of May 19/60

Sir:

Re: Everett Klippert
 Charge: 18 charges of Gross Indecency contrary to Section 149 of the Criminal Code

I beg to advise you of the following particulars of the trial:

Date of Trial 2 and 1/4 May 1960
 Place of Trial Court House Calgary
 Judge Hon. Mr. Justice Hugh C. Faithing
 Counsel for Crown E. P. Adolphe Esq.
 Counsel for Accused A. P. Maguire Esq.
 Sentence Imprisonment in the Saskatchewan Penitentiary at Prince Albert for a term of four (4) years on each of the lighter (18) hours truly charges. Sentences to run concurrently.
 Fine paid or Gaol _____
 Term taken _____

Warden Prince Albert
Deputy City Clerk 11 ✓
Ch. Hillier 11 ✓
File 21 ✓
 5

[Signature]
 Clerk of the Court

A.G. 387
 V. 202

Rapport d'arrestation officiel de 1960 contre Klippert à Calgary.

[Rapport d'arrestation]. (1960). Klippert, Everett George, 1926- Dossier vertical. Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile3098>.



Les “Brunswick Four” (de gauche à droite : Adrienne Potts, Pat Murphy, Sue Wells et Heather Byers). En 1974, les quatre femmes ont été arrêtées et inculpées après avoir chanté “I Enjoy Being a Dyke” au Brunswick House, un bar de Toronto ; seule Potts a été condamnée.

Devor, A. (1974). The Brunswick Four [Photographie]. 1986-032/61P(01)-(02).
Les ArQuives: Canada’s LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions6387>.



Extrait du documentaire de Nancy Nicol, [Stand Together](#), réalisé en 2002. La photographie a été prise à la suite des descentes de police dans quatre bains publics gays de Toronto, le 5 février 1981.

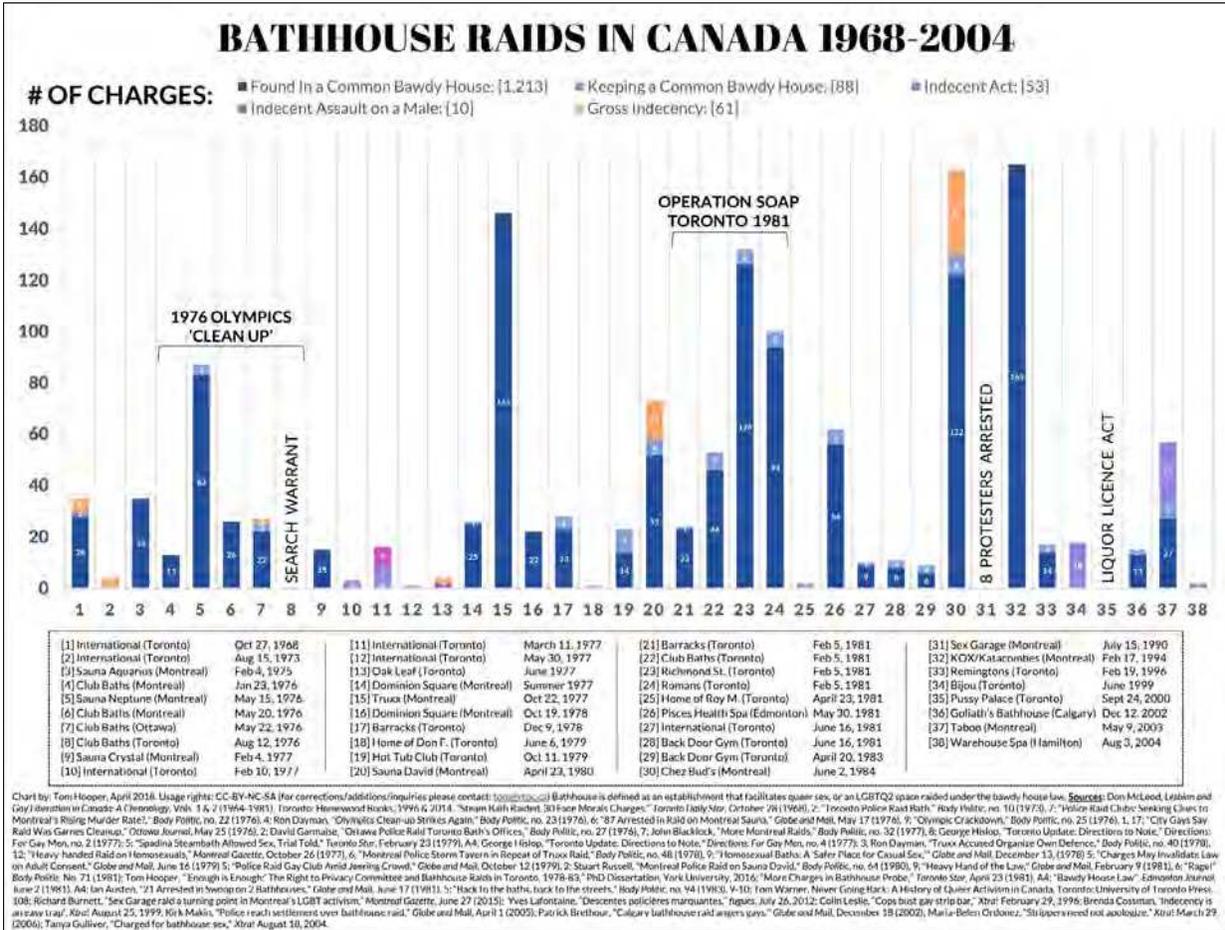
Nicol, N. (2002). Stand Together [Moving image]. Fonds Nancy Nicol. F0051-03-560.
Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions41970>.



Écoutez Duchan McLaren parler des descentes de police dans les bains publics en 1981.

Séquence originale de la série documentaire *From Criminality to Equality*, comprenant *Stand Together* (2002), *The Queer Nineties* (2009), *Politics of the Heart* (2005), et *The End of Second Class* (2006), produite et réalisée par Nancy Nicol.

Nicol, N. (2000). McLaren, Duncan_Bath raids.mov [Moving image]. Fonds Nancy Nicol. F0051-03-576.
Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions42219>.



Graphique créé par Tom Hooper retraçant les descentes de police dans les établissements de bains au Canada entre 1968 et 2004.

Hooper, T. (2018). Descentes de police dans les établissements de bains au Canada entre 1968 et 2004 [Graphique].
 Hooper, Tom. Fonds Jelena Vermillion. F0199-02 200. Les ArQuives : Les archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions44920>.

revisé 430.C(2001-04-19) 11

news

Oops, we're sorry

Male cops at Pussy Palace showed 'insensitivity'



WAITING. Last fall protesters demanded a report on the police visit to the lesbian bathhouse. It still hasn't come.

GAY POLICE LIAISON

Paul Gallant

TORONTO POLICE HAVE finally admitted to making a boo-boo sending male cops into a women-only sex event.

But that's the only thing they'll admit when it comes to their investigation on the Pussy Palace lesbian bathhouse last September.

This week staff superintendent Bill Blair dismissed accusations that police targeted the event, that the gay and lesbian community is overpoliced or that there are rogue cops picking on queer events.

As for the report he's written to back up these conclusions — don't expect to ever see it.

"It was an internal investigation," says Blair, who was put in charge of the downtown police divisions in January. "It's with Chief [Julian] Fantino." Fantino's office did not return calls.

Pussy Palace organizers had asked the

Toronto Police Services Board for the report, and the board had suggested parts could be made public. That was more than six months ago.

"We expected to see the report," says Pussy Palace spokesperson Janet Rowe. "We're extremely disappointed because it's clearly not going to happen. They are dragging their heels and trying to sweep it under the carpet."

Blair says he conducted an inquiry into the police visit to the lesbian bathhouse in the wee hours of Sep 15. According to organizers, five male officers spent more than an hour at Club Toronto. They asked the names of patrons — many of whom weren't fully dressed — knocked on doors and searched the premises.

No criminal charges resulted, but two organizers were charged with liquor offences. (A fall court date is expected for Rachael Alcheson and JP Hornick on a total of six charges, including permitting disorderly conduct, serving after hours and permitting alcohol to be consumed in an unlicensed area.)

"The officers responded within the law.

but we could have done the business we had to do with greater sensitivity," says Blair.

Blair says female officers should have been used. Two did take part in the investigation, but, looking at staffing for that night, Blair says "we should have cast our nets further to get more female officers, bring them in from other districts... We could have anticipated the reaction from within the community."

He also says that the police should not have disrupted the event as much as they did. "It should have been done as quickly as possible."

"I think it's a good thing they thought it was inappropriate to send men," Rowe says. "The police need to make a public statement about women's events. If there's a change in policy, it should be made apparent."

Blair admits the Pussy Palace brouhaha resulted in a loss of trust between the police and the gay community, but that things have improved since then.

Rowe says Blair should put his money where his mouth is.

"If their aim is to build trust, then the charges should be dropped."

Blair also looked into allegations that the police targeted the Pussy Palace, and that rogue cops from 52 Division — perhaps for their own titillation — initiated the raid.

He wouldn't give details, but said the police received two separate complaints "very specific, alleging serious criminal activity [through] an investigative unit outside 52 Division."

"I personally reject that it was rogue cops doing their own thing," says Blair.

Was there systemic discrimination that led the police to a lesbian event? Again, no details, but Blair says his research showed "the level of enforcement in the gay community was proportionate to enforcement at other establishments."

That argument doesn't hold water for Rowe.

"We certainly felt the event was targeted," she says. "We know what the laws are, we know the liquor laws are being used to target the community."

Blair says that within the next two months, a liaison officer "who's credible" will be appointed to help improve relations with the gay community. The police already have such liaison officers in the Asian, black and Italian communities.

Extrait d'un article publié dans Xtra ! sur la réaction de la police à la suite d'une descente au Pussy Palace, un établissement de bains pour lesbiennes, en 2000. La police a refusé de rendre publiques les conclusions de son enquête interne et a nié avoir ciblé les communautés queer.

Gallant, P. (2001, 19 avril). Oops, we're sorry. Xtra ! Pussy Palace (2e : 2000 : Toronto) Dossier vertical. Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile10121>.

Événements clés

1842 : Un soldat du 89^e régiment de fantassins de Sandwich Town (Windsor, Ontario) témoigne contre deux de ses camarades, Samuel Moore et Patrick Kelley, en donnant un compte rendu détaillé de leurs relations sexuelles. Moore et Kelley sont deux des premiers hommes canadiens à être condamnés pour sodomie dans le cadre d'une rencontre consensuelle. Leur peine, la mort par pendaison, fut changée en peine d'emprisonnement à vie par le gouverneur général. Ils furent tous deux transférés au pénitencier de Kingston ; Moore purge une peine de sept ans et Kelley une peine de onze ans.

Avril 1964 : La police fait une descente au Etna's Steam Bath à Windsor, en Ontario. Le propriétaire est accusé d'avoir permis la tenue d'une maison de débauche, et neuf clients-es sont accusés de s'être livrés à des actes de débauche.

Août 1964 : Everett George Klippert est accusé de quatre chefs d'accusation de grossière indécence. Klippert travaille comme mécanicien dans les Territoires du Nord-Ouest lorsqu'il admet, lors d'un interrogatoire de police, qu'il est homosexuel et qu'il a des relations sexuelles avec des hommes. Il est emprisonné pendant six ans et désigné comme "délinquant sexuel dangereux" pour le reste de sa vie.

Mai 1969 : Adoption du projet de loi omnibus C-150, qui décriminalise partiellement les actes homosexuels. L'âge du consentement est toutefois plus élevé pour les homosexuels-elles (21 ans) que pour les hétérosexuels-elles (18 ans), et les actes sexuels doivent avoir lieu dans une résidence privée et en présence de deux personnes au maximum. Les personnes qui se rencontraient dans des lieux publics pour avoir des relations sexuelles étaient souvent arrêtées lors de descentes de police dans les bains publics. Ces arrestations se sont poursuivies dans les années 2000.

Janvier 1974 : Quatre lesbiennes - Adrienne Potts, Pat Murphy, Sue Wells et Heather Byers - refusent de quitter la Brunswick Tavern à Toronto après que leur micro a été coupé sur scène alors que trois d'entre elles, Adrienne, Pat et Lamar, chantaient "I Enjoy Being a Dyke" (J'aime être une gouine), bien que la foule ait adoré leur performance. Trois des quatre ont été arrêtés parce qu'ils refusaient de partir. Les policiers qui ont procédé à l'arrestation ont agressé verbalement, physiquement et sexuellement les femmes ; l'un d'entre eux a déclaré qu'elles étaient "la lie de l'humanité" et qu'elles "devraient être abattues". L'ancienne députée et avocate Judy LaMarsh a pris l'affaire en main. Une enquête interne a été menée sur la réaction de la police, mais aucun des agents impliqués n'a fait l'objet de mesures disciplinaires. Mme Rosen a été reconnue coupable d'avoir provoqué des troubles et a été condamnée à trois mois de mise à l'épreuve. Les deux autres femmes voient leurs accusations abandonnées.

Printemps 1976 : À cette époque, la police effectue des descentes dans de nombreux bars gays et lesbiens du Village Gay de Montréal. Cette opération est perçue par beaucoup comme une tentative du maire Jean Drapeau de "nettoyer" la ville avant les Jeux olympiques d'été qui doivent avoir lieu à Montréal cette année-là.



Octobre 1977 : Des policiers-ères portant des gilets pare-balles et armés-ées de mitraillettes font une descente dans deux bars, le Truux et le Mystique, dans le Village Gay de Montréal. 146 hommes sont arrêtés et gardés à vue pendant plus de huit heures. Ils n'ont pas été autorisés à appeler leurs avocats et ont été soumis à des tests de dépistage des infections sexuellement transmissibles. Le lendemain, deux mille manifestants bloquent l'angle de la rue Sainte-Catherine-O. et de la rue Stanley. La police a réagi en fonçant dans la foule avec ses motos.

Février 1978 : Huit hommes sont accusés d'avoir commis un acte de grossière indécence dans les toilettes d'un grand magasin Woolco à Halifax ; tous les hommes ont été piégés par la police. Après leur comparution devant le tribunal, les noms et adresses des hommes sont publiés dans les journaux locaux et diffusés dans les journaux télévisés nationaux de CTV et CBC-TV.

Février 1981 : Au cours de l'opération Soap, la police de Toronto fait une descente dans quatre bains publics gays et arrête 286 hommes. Il s'agit de l'arrestation massive la plus importante au Canada depuis 1970, lorsque le Premier ministre Pierre Trudeau avait invoqué la loi sur les mesures de guerre pendant la crise d'octobre. À la suite de ces descentes, plus de quatre mille manifestants ont défilé du Palais législatif de l'Ontario à Queen's Park jusqu'à la division 52 du service de police de Toronto.

Mai 1981 : La police d'Edmonton, des agents-es de la GRC et deux procureurs de la Couronne font une descente au Pisces Health Spa, un établissement de bains fréquenté par des homosexuels, et arrêtent environ 56 clients. La police d'Edmonton avait consulté la police de Toronto sur la façon d'exécuter la descente. Plus d'une centaine de personnes ont participé à une manifestation à l'hôtel de ville, condamnant la descente de police comme une violation des droits civils.

Juillet 1990 : La police de Montréal fait une descente lors d'une fête au Sex Garage, un bar gay.

Septembre 2000 : La police de Toronto fait une descente au Pussy Palace, un établissement de bains pour femmes homosexuelles et trans. La Cour de justice de l'Ontario a décidé que la police devait payer un règlement de 350 000 dollars, présenter des excuses et former ses agents-es à la "compréhension culturelle" LGBTQ+.

Novembre 2002 : La police de Calgary fait une descente au Goliath's Sauna & Texas Lounge, un bar gay et un établissement de bains.

Juin 2016 : Le mouvement Black Lives Matter a protesté contre la participation de policiers-ères à la Pride de Toronto. Ils ont également demandé un financement accru pour Black Queer Youth, Blockorama et d'autres scènes communautaires, ainsi que l'embauche d'un plus grand nombre de personnes Noires (trans) et Autochtones. Après leur manifestation, les membres de BLM-TO ont été victimes de harcèlement et d'abus racistes de la part de certaines personnes queer blanches.

La (dé)pathologisation de la Queerness et de la Transness au Canada

Avant la leçon : Imprimez les pages suivantes et placez-les dans une enveloppe non fermée.



Tâche

Les questions suivantes servent de pistes de discussion. Vous n'avez pas besoin de répondre à toutes les questions. Préparez-vous à partager un peu de votre discussion avec la classe dans environ 15 à 20 minutes. Quelques minutes avant notre retour en groupe, vous disposerez d'un peu de temps pour décider qui de votre groupe partagera votre discussion et ce qu'il va dire.

- Quels sont les documents que vous avez devant vous (documents textuels, photos, vidéos, enregistrements audio, objets, etc.)
- Quelle est votre première réaction lorsque vous regardez chacun de ces documents ? Que ressentez-vous ?
- Regardez la liste des dates importantes dans l'enveloppe. Quand l'attirance pour le même sexe a-t-elle été considérée comme une maladie mentale ? Quand le fait d'être non-conforme au genre a-t-il été considéré comme une maladie mentale ? Que dit actuellement le Manuel diagnostique et statistique des maladies mentales ? Le manuel diagnostique et statistique traite-t-il actuellement des personnes trans et non binaires ?
- Quelle est votre première réaction lorsque vous consultez chacun de ces documents ?
- Aviez-vous déjà entendu parler de la "Fruit Machine" ? Êtes-vous surpris que le gouvernement ait fait en sorte que des personnes soient licenciées ou forcées de quitter leur emploi pour leur orientation sexuelle ?

HOMOSEXUALS:

One Soldier in 25?

They are often exceptionally courageous in battle, and on the job they're frequently intelligent and efficient. But, they are homosexuals. And because they are emotionally unstable and are liable to blackmail, the Army doesn't want them.

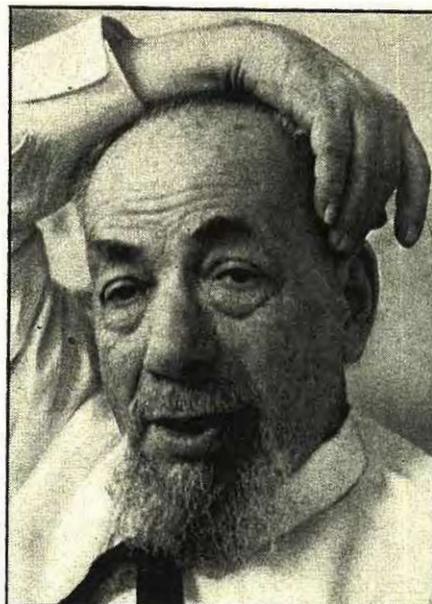
According to Lt. Col. Van H. Tanner, a lawyer and statistician who is com-

Newsweek, May 15, 1961

mander of the armed forces police in Washington, D.C., their number in the services nevertheless seems to be on the increase. In 1960, of the 100 military arrests for sexual offenses in Washington, half were for homosexuality, Colonel Tanner told a symposium on the subject at the Armed Forces Institute of Pathology, attended last week by 130 civilian and military medical and legal experts. The arrest figure is double that for 1959. (Exactly how many homosexuals are in the Army is classified, but service records indicate one of every 100 servicemen is homosexual, and some experts say the figure may be as high as one in every 25.) Most of these thousands of men were latent homosexuals when they were drafted; the pressures of living in an all-male community led to their overt homosexual acts, said Colonel Tanner. Once arrested, the homosexual has the choice, he said, of either defending himself before a court-martial or accepting an "undesirable" discharge.

But to Dr. Ben Karpman, chief psychotherapist at St. Elizabeths Hospital in Washington, the armed forces policy for dealing with homosexuals is cruel. "These people are sick, they need treatment," he told the symposium. Dr. Karpman admitted that many homosexuals are "completely satisfied with their way of life and don't want to change," but added: "They can be cured if they want to be. The only treatment is psychotherapy, possibly over a period of several years."

The best solution, Dr. Karpman said, would be to detect these latent homosexuals early, and give them psychiatric help. "Every school should have a mental-hygiene outfit to treat these people in their early years," he said. "They can be spotted as early as 7 years of age."



Newsweek—Jim Mahan

Karpman: 'These people are sick'

94

Extraits d'un article de Newsweek datant de 1960 qui explique que les homosexuels-elles étaient considérés-ées comme "émotionnellement instables" et "malades" et n'avaient pas leur place dans l'armée.

Egan, J. (1961). [Coupures de presse et correspondance].

Fonds James Egan. F0110-02-014. Les ArQuives :

Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.

<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions22810>.

James Egan,
Beausville, Ontario, Can.

May 12th., 1961.

Letters,
Newsweek,
444 Madison Ave.,
New York, 22,
N.Y.

Dear Sir:

The only reason the authorities have been unable to solve the problem of the homosexual in the armed forces (Medicine, May 15) is simply because the solution is so absurdly simple it has escaped their notice.

It is only necessary for the various services to accept or reject the individual solely on his worth and ability as a serviceman with no regard whatsoever for his sexual orientation. Immediately, the threat of blackmail is abolished-- fear of exposure as a homosexual with the subsequent court-martial no longer exists.

The charge that the homosexual is "emotionally unstable" is virtually meaningless and contradicted by history times without number. The heroism of the Trojan Band-- composed entirely of pairs of male lovers-- in their battle for Greek independence against Philip of Macedon is hardly consistent with "emotional instability".

Sincerely yours,
James Egan.

[Lettre](#) de James Egan à Newsweek, 1961. Egan a écrit au magazine en réponse à un article sur l'homosexualité dans l'armée publié l'année précédente (voir ci-dessus).

Egan, J. (1961). [Coupures de presse et correspondance de Newsweek]. Fonds James Egan. F0110-02-014.
Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions22810>.



Court extrait d'une interview de Barbara Thornborrow, la première personne à avoir rendu public un cas de discrimination anti-gay dans l'armée canadienne.

Nicol, N. (2000). Thornborrow, Barbara_excerpt.mov [Moving image].
Fonds Nancy Nicol. F0051-03-576. Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions42050>.



[Clip](#) de Gary Kinsman interviewé par Nancy Nicol en 2000, discutant de la lente dépathologisation de l'homosexualité en réponse au travail des communautés activistes queer.

Nicol, N. (2000). Kinsman, Gary.mov [Moving image].
Fonds Nancy Nicol. F0051-03-576. Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions42205>.



Clip d'un entretien avec BH pour le [projet d'histoire orale Foolscape](#), où l'intervué parle de psychiatrie et de patients homosexuels·elles (enregistré en 1985).

Collier, L. (1985). Foolscape Gay Oral History with BH (tape 2 of 2).
Fonds du projet d'histoire orale des homosexuels de Foolscape. F0083-02-016.
Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions30858>.



CLARKE INSTITUTE OF PSYCHIATRY

250 College Street

Toronto, Ontario M5T 1R8

(416) 979-2221



**B
R
O
C
H
U
R
E**

GENDER IDENTITY CLINIC

[Extrait](#) d'une brochure expliquant les services offerts à l'Institut psychiatrique Clarke de Toronto. L'Institut Clarke a ouvert sa clinique d'identité sexuelle en 1969 et a été l'un des seuls endroits au Canada où les personnes trans pouvaient avoir accès à des chirurgies de confirmation du genre, appelées à l'époque "chirurgie de réassignation sexuelle" (page 1 de 2).

INTRODUCTION

Through history, some men have desired to become women, some women have wished to become men. Many fascinating examples of cross gender identity can be found in literature. The first well published case of transsexualism is that of the now famous Christine Jorgenson who in 1953, underwent surgical sex reassignment in Denmark. Since that time there have been an increasing number of patients presenting with transsexualism and other related disorders of gender identity. As a result a number of specialized clinics have been established across the world, particularly in North America. One of the first began in 1966 at Johns Hopkins Hospital in Baltimore. Many others followed, some to die overnight, the more reputable ones to continue and flourish.

Gender identity refers to the feeling, "I am a man" or "I am a woman." It is undifferentiated at birth but is said to be firmly established

[Extrait](#) d'une brochure expliquant les services offerts à l'Institut psychiatrique Clarke de Toronto. L'Institut Clarke a ouvert sa clinique d'identité sexuelle en 1969 et a été l'un des seuls endroits au Canada où les personnes trans pouvaient avoir accès à des chirurgies de confirmation du genre, appelées à l'époque "chirurgie de réassignation sexuelle" (page 2 de 2).

Institut psychiatrique Clarke. [ca. 1980]. Brochure de l'Institut psychiatrique Clarke. Fonds Rupert Raj. F0021-02-039. Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions17568>.

1478 East 27th Avenue,
Vancouver 12, B.C.,
12 December, 1972.

The Editor,
Psychology Today,
317 14th Street,
Del Mar, California 92014
U.S.A.

Dear Sir:

I have a few pointed and angry questions for David Barlow,
W. Stewart Agras, and E. Joyce Reynolds who claim to have successfully
'treated' transsexualism by changing gender identity.

How can you 'treat' a condition that is not a disease?

How can your seventeen-year-old 'patient' be considered
"too young" to give his consent to surgery, and yet old enough to give his
consent to "aversive conditioning" such that "complex role behaviour
such as masculinity or femininity can be broken down, precisely defined,
changed piece by piece and reassembled"?

You claim 'success' because your patient's behaviour
was still "masculine" after you examined him nine months later. What a strange
measure of success! What I want to know is, is your 'patient' happy in his new
masculine role?

Roedy Green

*This refers to a very short article in a 1 column
in Psychology Today (November 1972 [I THINK]) on
the "cure" of a 17 year old male TS. We got a
letter back saying they would do their
best to get it in, but it didn't get printed.*

Lettre à Psychology Today concernant un article dans lequel trois psychiatres affirment avoir "guéri" des personnes trans.

Green, R. (1972). [Lettre à Psychology Today partagée avec Rupert Raj].
Fonds Rupert Raj. F0021-01-160. Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions17028>.

Faits marquants

1952-1974 : L'“homosexualité” est répertoriée comme un trouble mental dans le Manuel statistique des troubles mentaux (DSM), un outil de diagnostic élaboré par l'American Psychiatric Association. Sa suppression est en grande partie le résultat du travail des militants-es des droits civiques, des droits de la femme et de la libération des homosexuels-elles.

1959-1968 : Environ neuf mille personnes homosexuelles ou soupçonnées de l'être sont éliminées de la police, de l'armée et d'autres services fédéraux. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une campagne de sécurité nationale visant à éliminer les personnes perçues comme ayant des faiblesses de caractère, notamment les homosexuels-elles, les personnes de couleur et les socialistes. À la demande de la GRC et des Forces armées canadiennes, le Dr Robert Wake créa un appareil appelé “Fruit Machine” pour identifier les homosexuels-elles. Les homosexuels-elles présumés-ées étaient forcés-ées de regarder des photos sexuellement suggestives, après quoi leurs pupilles étaient mesurées ; la dilatation des pupilles était censée indiquer qu'ils étaient excités-ées. Ces tests n'avaient aucune base scientifique.

1969 : La clinique de l'identité sexuelle est créée à l'Institut psychiatrique Clarke (aujourd'hui Centre de toxicomanie et de santé mentale [CAMH]) à Toronto. Au cours des six premiers mois de l'étude pilote, 88 patients-es sont adressés et évalués.

1980-2013 : Le “transsexualisme” (mis à jour en 1994 en “trouble de l'identité de genre”) a également été répertorié comme un trouble mental dans le DSM (Le Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux). En 2022, la “dysphorie de genre” figure toujours dans le DSM ; certains militants-es trans s'efforcent de faire supprimer ce terme.

Mai 1990 : L'Organisation mondiale de la santé (OMS) supprime le terme “homosexualité” de la dixième révision de la Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (CIM-10).

2015 : CAMH ferme la Clinique d'identité sexuelle pour enfants, adolescents-es et familles après la publication d'un examen externe du Dr Kenneth Zucker, chercheur et clinicien principal, dans lequel d'autres psychiatres et psychologues indiquèrent que ses pratiques étaient néfastes pour les personnes trans. Bien qu'il ait nié pratiquer la thérapie de conversion, Zucker a tenté de forcer les jeunes trans à “accepter” le genre qui leur a été assigné à la naissance au lieu de procéder à une transition.

Le mouvement de libération des homosexuels-elles

Avant la leçon : Imprimez les pages suivantes et placez-les dans une enveloppe non fermée.



Tâche

Les questions suivantes servent de pistes de discussion. Vous n'êtes pas obligé de répondre à toutes les questions. Préparez-vous à partager un peu de votre discussion avec la classe en 15 à 20 minutes. N'hésitez pas à noter vos réflexions sur une feuille de papier. Quelques minutes avant notre retour en groupe, vous disposerez d'un peu de temps pour décider qui de votre groupe partagera votre discussion et ce qu'il dira.

- Quels sont les documents que vous avez sous les yeux (documents textuels, photos, vidéos, enregistrements audio, objets, etc.)
- Quelle est votre première réaction lorsque vous regardez chacun de ces documents ? Que ressentez-vous ?
- Que remarquez-vous dans la lettre “Nous exigeons” (We Demand) ?
- Regardez la liste des dates importantes figurant dans l'enveloppe. Quand le Canada a-t-il connu sa première manifestation d'homosexuels ? Sa première manifestation de lesbiennes ? Sa première manifestation de trans ? Pourquoi pensez-vous qu'il y a des écarts entre les dates de ces événements ?
- Savez-vous quand votre ville a connu sa première manifestation gay ou LGBTQ+ ? Si ce n'est pas le cas, essayez d'effectuer des recherches en ligne. Comment pensez-vous que cette manifestation pourrait être comparée à la Pride d'aujourd'hui ?



Manifestation “We Demand” sur la Colline du Parlement, le 28 août 1971, avec Charlie Hill qui prend la parole. Photo de Jearld Moldenhauer.

Moldenhauer, J. (1971). Manifestation à Ottawa - 28 août 1971 [Photographie]. 1986-032/19P (09).
Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives, Toronto.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions6714>.



[Clip](#) de Gary Kinsman discutant de la manifestation We Demand de 1971 avec Nancy Nicol.
We Demand est considérée comme la première manifestation homosexuelle au Canada.

Nicol, N. (2000). Kinsman, Gary.mov [Moving image]. Fonds Nancy Nicol. F0051-03-576.
Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions42205>.

The following brief was presented to the Federal Government in August of this year. A demonstration was subsequently held by about 200 homosexuals and their supporters in support of the brief. To date, no response has been forthcoming.

Saturday
August 21, 1971

Dear Sir:

In 1969 the Criminal Code was amended so as to make certain sexual acts between two consenting adults, in private, not illegal. This was widely understood as "legalizing" homosexuality and thus putting homosexuals on an equal basis with other Canadians. In fact, this amendment was merely a recognition of the non-enforceable nature of the Criminal Code as it existed. Consequently, its effects have done but little to alleviate the oppression of homosexual men and women in Canada. In our daily lives we are still confronted with discrimination, police harassment, exploitation, and pressures to conform which deny our sexuality. That prejudice against homosexual people pervades society is, in no small way, attributable to practices of the Federal government. Therefore, we as homosexual citizens of Canada, present the following brief to our government as a means of redressing our grievances.

Through Toronto Gay Action as the co-ordinating agent, the following organizations put forth their names in support of this brief:

The Community Homophile Association of Toronto, Front on Liberation Homosexual (Montreal), Gay Alliance Toward Equality (Vancouver), Guelph University Homophile Association, Toronto Gay Action, University of Western Ontario Homophile Association, University of Toronto Homophile Association, Vancouver Gay Activist Alliance (support in principle), Vancouver Gay Liberation Front, and Gay Sisters (Vancouver), Waterloo University's Gay Liberation Movement, and York University Homophile Association.

On Saturday afternoon, August 28, 1971, homosexual men and women and their supporters will rally in front of Parliament Hill in support of this brief. This action will be the first such public demonstration of its kind in Canada.

Moreover, it will be the opening of a continuing public campaign until the just and reasonable reforms in the enclosed brief are achieved, and until the day when homosexual men and women are as free and equal as our heterosexual brothers and sisters.

In a democratic society, if one minority is denied freedom, all citizens are oppressed. Finally, in good faith, we are awaiting your response.

Sincerely,
Brian White and Cheri DeNovo,
for the August 28th Gay Day Committee,
211 Queen Street East,
Toronto 227, Ontario.

1. The removal of the nebulous terms "gross indecency" and "indecent act" from the Criminal Code and their replacement by a specific listing of offences, and the equalization of penalties for all remaining homosexual and heterosexual acts; and defining "in private" in the Criminal Code to mean "a condition of privacy."

The terms "gross indecency" and "indecent act" in the Criminal Code remain largely undefined, thus leaving the offensiveness and degree of offensiveness of many sexual acts open to interpretation by enforcement officials according to their personal prejudices -- which by and large are anti-homosexual. Therefore a specific listing of public offences is crucial in that only in this way can personal bias be eradicated and the legal intent of the law be preserved. In addition we recommend that the penalty for the specified public offences be summary in cases where sexuality, per se, is involved, and that only when other mitigating factors (e.g. false promise, extreme youth, threats, etc.) are present, the offences be indictable and, then only when a specific complaint has been brought by a private citizen.

In our experience with court cases, Sections 147 and 149 of the Criminal Code have been used to cover public homosexual acts, an offence which is punishable upon indictable conviction; similar public heterosexual acts have usually been dealt with under Section 158 of the Criminal Code, an offence which is punishable on summary conviction.

WE

Moreover, indecent assault upon a female (Section 141) can result in a maximum penalty of five years imprisonment, while a person -- in this case, always a male -- convicted of indecent assault upon another male (Section 148) is liable to imprisonment for ten years. There is no reason for the continuation of this discrepancy in maximum penalties since the relevant factor here involved is assault, not the sex of the person assaulted.

Again in our experience, "in private" when applied to homosexual acts means strictly in the confines of one's home or apartment (cf. Section 149(4)(2) of the Criminal Code). For heterosexual acts this interpretation of "in private" is less stringent, as the existence of "lovers'-lanes" so well testifies. A more realistic approach is to supplant "in private" with "a condition of privacy". In this way, persons engaged in sexual acts who have genuinely attempted to create a "condition of privacy" should not be arrested, but -- as now happens with most heterosexuals -- be told to "move along." (For further relevant information, cf. Gigeroff, Alex K., Sexual Deviation in the Criminal Law, University of Toronto Press, Toronto 1968).



Article sur la manifestation We Demand publié dans le premier numéro de The Body Politic (TBP), novembre/décembre 1971. L'article reprend chacune des dix revendications et les assortit d'un contexte social et juridique supplémentaire (page 1 sur 4).

DEMAND

2. Removal of "gross indecency" and "buggery" as grounds for indictment as a "dangerous sexual offender" and for vagrancy.

A particularly grievous inequity arises from the fact that since persons convicted of homosexual acts are usually charged under Sections 147 and 149 of the Criminal Code, they are liable to be labeled as "dangerous sexual offenders" and sentenced to "preventative detention" for an indefinite period under Section 661 of the Criminal Code. Especially since "gross indecency" is undefined, we feel that the various types of sexual acts falling under these charges (Section 147 and 149) are of such a nature as not to be considered as a basis for inclusion under Section 661.

Section 164 of the Criminal Code labels an individual as vagrant and subject to summary conviction if, *inter alia*, he or she has been convicted of an offence such as "gross indecency". Since, as noted above, "gross indecency" is a notoriously employed term, conviction under this provision is likewise dubious in terms of the legitimate applicability of Section 164. Denying the right of an individual to frequent specified places (viz., school grounds, play grounds, public parks or bathing areas) on the basis of having been convicted of "gross indecency" is excessive especially when the specific offence for which the individual was convicted may have been merely an indiscretion and in no way a harmful act. Such individuals are prevented from subsequently participating in an area of public life. (Not even a bank robber is forever forbidden to deal with a bank.)

3. A uniform age of consent for all female and male homosexual and heterosexual acts.

Since the Federal Government of Canada does not recognize legal marriages between homosexual persons, the age of consent for their sexual contact, *ipso facto*, is twenty-one years of age. However, since heterosexual parties can be joined in a legally recognized marriage, their age of consent is dependent only upon the age at which they can legally enter a marriage contract. This disparity results in an obvious inequity supported by Federal Statute (*cf.* Section 149(a)(1) of the Criminal Code).

Further inequities result in that Sections 138, 143, and 144 of the Criminal Code specify various ages of consent for heterosexual acts between unmarried persons. If differences in age of consent are to be provided for non-married heterosexuals, the same should likewise apply for homosexuals, so as to preserve the intent of the law regardless of sexual preference.

In addition we believe that the age of consent (twenty-one) for engaging in

sexual acts -- again, with particular reference to homosexuals -- is unrealistic and should thus be lowered for all the above reasons. This is further supported by the fact that a number of provinces have reduced the age of majority. The effect of this is that individuals under the age of twenty-one can enter into contractual agreements, vote and drink alcoholic beverages, but cannot exercise their sexual preferences due to Section 149(a)(1) of the Criminal Code. It is blatantly inconsistent that an individual is recognized as being mature enough to decide for himself or herself such important questions as entering into contracts, voting, and drinking, etc., yet is not deemed mature enough to determine his or her sexual preference -- on a small part of one's life. In noting this we are not suggesting what specific age of consent for sexual acts should be adopted, but rather that the principal of maturity be applied uniformly to all aspects of deciding individual prerogatives.

4. The Immigration Act be amended so as to omit all references to homosexuals and "homosexuality".

Denying immigration to Canada for any individual merely on the basis of his or her "homosexuality" is inconsistent, in principle, with Section 149(a)(1) of the Criminal Code. Since "homosexuality" is not, in itself, an illegal practice between consenting adults in private, the Immigration Act thus discriminates against a minority group -- a strange practice for a democratic country.

The clauses discriminating against homosexuals in the Immigration Act also contradict the intent of Section 149(a)(1) which was to remove the government "from the bedrooms of the nation". The effect of these clauses is, strangely enough, to put the government back into the bedroom -- in this case, not only in Canada, but in other nations as well.

Despite the legal status of homosexual acts in the country of origin, the prospective immigrant may realize his or her homosexuality only after entry to Canada where, supposedly, homosexual acts between consenting adults in private is a non-issue. The Immigration Act therefore blat-



[Article](#) sur la manifestation We Demand publié dans le premier numéro de The Body Politic (TBP), novembre/décembre 1971. L'article reprend chacune des dix revendications et les assortit d'un contexte social et juridique supplémentaire (page 2 sur 4).

6. The Body Politic

andly denies entry, solely on the basis of sexuality, to potentially valuable individuals who could, in many ways, significantly contribute to Canadian society.

Finally, the existence of this type of discriminatory legislation deprecates the moral character of present homosexual Canadian citizens, many of whom have made and are making valuable contributions to Canadian society at all levels.

(For all the above, cf. paragraphs (6) and (7) Section 5 and Subsection (1) of Section 19 of the Immigration Act.)

5. The right of equal employment and promotion at all government levels for homosexuals.

While the intent of the Criminal Code amendment (Section 149a) was to make private homosexual acts a non-issue in Canada, the proposed implementation of Paragraph 100 of the Royal Commission on Security, does, in fact make one's homosexuality an issue in the promotion of incumbent and the recruitment of prospective civil servants. Again this practice subverts the intent of the law.

The "reasoning" of Paragraph 100 evidently relates to the homosexual's supposed susceptibility to coercion or blackmail arising from his or her wish to prevent disclosure of his or her homosexuality (past or present) to family, spouse, friends, employers, constituents, etc. The individual might suffer from such revelation due to the prejudice against homosexuals in most areas of our society. However, with the great changes taking place in our social mores, individuals are less and less afraid to admit their homosexuality unless a specific negative factor will result from such admission, e.g., dismissal or denial of promotion. Thus the recommendation of Paragraph 100 comes full circle, reinforcing the situation the Report is trying to prevent.

It is evident that if an individual freely admits his or her homosexuality and is not afraid of disclosure and engages solely in legal acts, that person is hardly susceptible to blackmail. One cannot profitably threaten to broadcast to others what is already known. The effect of Paragraph 100 is to force homosexuals into a furtive situation in which they might become susceptible to coercion. Thus Paragraph 100 again becomes self-defeating.

If "homosexuals are special targets for attention from foreign intelligence services" this is evidently due to the threat of dismissal from employment, a situation which could be greatly improved by a more open policy on the part of the government.

We suspect that in this report, despite the supposed magnitude of case histories, homosexuals were specifically named simply because they represent a strikingly visible minority divorced from the social existence of the writers of the Report. While the authors were aware of the majority potential for adultery, homosexuality appeared to them to be a lesser potential and therefore one that could be mentioned without inflicting too large a portion of the population. The result is that homosexuals have been



Marek
71

used as scapegoats, while the issue of each individual's ethical conduct has been ignored.

As stated in Paragraph 100, "each case must be judged in the light of all its circumstances" for all levels of government employment, regardless of sexuality. Individuals should be accepted or rejected on their own merits, their personal integrity, their stability and their professional capabilities, and not barred from promotion solely on the ground of a minority status be it colour, race, creed, sex or sexuality.

(Paragraph 100 of the Report of the Royal Commission on Security reads:

The question of homosexuality is a controversial area, especially as social mores change. It is a fact, demonstrated by a large number of case histories, that homosexuals are special targets for attention from foreign intelligence services. While in most, there seems to be clear evidence that certain types of homo-

WE

sexuals are more readily compromised than non-deviate persons. However, we feel that each case must be judged in the light of all its circumstances, including such factors as the stability of the relationship, the public or private character of the acts, the incidence of arrests or convictions, and the effect of any rehabilitative efforts. In general, we do not think that past homosexual acts or even current stable homosexual relationships should always be a bar to employment with the public service or even to low levels of clearance. We do feel however that, in the interest of the individuals themselves as well as in the interest of the state, homosexuals should not normally be granted clearance to higher levels, should not be recruited if there is a possibility that they may require such clearance in the course of their careers and should certainly not be posted to sensitive positions overseas.)

6. The Divorce Act be amended so as to omit sodomy and homosexual acts as grounds for divorce; unsworn in divorce cases homosexuality, per se, should not preclude the equal right of child custody.

Whereas bestiality and rape are, in all cases, offences under the Criminal Code, homosexuality is not. Therefore linking sodomy and homosexual acts with bestiality and rape as grounds for divorce is to impure a criminal, unnatural and immoral nature to forms of sexuality which, in themselves, are none of the above.

We are in agreement with enlightened sociological opinion and legislation, such as exists in England and California, that the concept of "fauts" should be removed from our divorce legislation. The interest of the state in marital breakdown should be in providing the necessary machinery to ensure that the interests of all concerned parties are protected.

Consistent with the above, child custody, when at issue, should be decided on the basis of the merits of each individual parent and what is in the best interest of the child or children. In this regard, the homosexuality of the parent in itself, is not sufficient grounds for determining the adequacy of that parent, qua parent.

7. The right of homosexuals to serve in the Armed Forces, and therefore the removal of provisions in connecting services personnel of conduct and/or acts legal under the Criminal Code, further the transparency of policy statements reflecting on the homosexual.

Article sur la manifestation We Demand publié dans le premier numéro de The Body Politic (TBP), novembre/décembre 1971. L'article reprend chacune des dix revendications et les assortit d'un contexte social et juridique supplémentaire (page 3 sur 4).

DEMAND

Given the fact that Section 149 (a) (1) of the Criminal Code makes homosexual acts between consenting adults, in private, legal, it seems anomalous that Note (c) of Queen's Regulations and Orders (103.25; "Scandalous Conduct by Officers") and Note (b) of 103.26 ("Cruel or Disgraceful Conduct") both suggest that these above sexual acts may be considered punishable offenses in the military. Thus, this effectively contravenes Section 149 (a) (1) of the Criminal Code, and, thereby, the principal that military law should be subordinate to civil law.

Paragraph 6 of Canadian Forces Administrative Order 19-20 ("Sexual Deviation—Investigation, Medical Examination, and Disposal") reads: Service policy does not allow retention of sexual deviates in the Force." This is compounded with Queen's Regulations and Orders 103.25 and 103.26 (see above) so as to specify the manner of discharging persons convicted of homosexual acts while in military service.



Again, the mere fact of one's sexuality should be no more a basis for determining the suitability of military personnel than it should for civilian employees.

We do not accept the argument that the military is exempt from Section 149 (a) (1) of the Criminal Code due to the supposed susceptibility of homosexuals to breaches of security through blackmail anymore than we accepted the reasoning of the Royal Commission on Security, Paragraph 100 (cf. the rationale for demand number five).

8. To know if it is a policy of the Royal Canadian Mounted Police to identify homosexuals within any area of government service and then question these concerning their sexuality and the sexuality of others; and if this is the policy we demand its immediate cessation and destruction of all records so obtained.

While this demand stands by itself we offer in support the following:

The University of Toronto Homophile Association on January 13, 1971, wrote to the Office of the Solicitor General inquiring as to whether the Royal Canadian Mounted Police engages in identifying and questioning homosexuals in government positions. To date, no reply has been forthcoming.

Identifying and/or questioning individuals on the basis of their sexuality is both irrelevant and inconsistent with the spirit of Section 149 (a) (1) of the Criminal Code. Moreover, we view such a practice as an inherent breach of the CANADIAN BILL OF RIGHTS, Part I, Section 1 (b) "The right of the individual to equality before the law and the protection of the law".

9. All legal rights for homosexuals which currently exist for heterosexuals.

Although numerous instances of the injustices and discrimination embodied by this demand could be cited, the following are indicative of the inequities with which homosexuals must contend,

- (1) because homosexuals cannot legally marry, they face economic discrimination in that the benefits of filing joint income tax returns and conferring pension rights are denied to them;
- (2) likewise homosexuals are unable to partake of the benefits of public housing;
- (3) they are brought up under an education system which either through commission or omission fosters both a narrow and prejudicial view of homosexuality;
- (4) again owing to the fact that homosexuals cannot enter into legally recognized marriages, they are not permitted to adopt children except under the most unusual circumstances. (Although we recognize that adoption is an area of provincial jurisdiction, we feel that this does not completely remove all responsibility from the federal government);
- (5) too often in the private sector, once an individual's homosexuality has be-

come known, he or she is discriminated against in employment, and exploited by unscrupulous landlords;

(6) in known places frequented by homosexuals or in places where they gather, both direct and subtle harassment by police officers is too often commonplace;

(7) since sexuality is not covered under the Canadian Bill of Rights, homosexuals are excluded from protections which are guaranteed to other minority groups such as those of race, religion, or national origin.

While the list could go on (for example, the condition of homosexuals in prisons) the point should be by now sufficiently clear that, as a group, homosexuals are "second class citizens" in a democratic society which purports to recognize only one class of citizenship based on equality.

10. All public officials and law enforcement agents to employ the full force of their office to bring about changes in the negative attitudes and de facto expressions of discrimination and prejudice against homosexuals.

In a democratic society, sexuality is no more a reason for discrimination than is race, color, national origin, religion, or sex.

As a minority group, homosexuals are deserving, in terms of the democratic principle of majority rule and minority rights, of government protection from discrimination arising from social prejudices as are other minority groups.

Laws are effective not only due to their ability to be enforced but because they are consistent with the principles upon which the political system is founded. Thus bad laws which are derived not from a principle of harm or injury but from ignorance and/or prejudice are detrimental to a whole system of laws founded upon the basis of justice, fairness and equality.

In line with the above, the role of public officials must be redefined:

- (1) to serve as legislators formulating the letter of the law, and
- (2) to serve as representatives of the spirit of a system founded upon democratic principles. As such, holders of public office must transcend prejudicial attitudes (in this case against homosexuals) in favour of leading society to levels consistent with the principles of human rights.

We therefore call upon all government officials to publicly support an amendment to Part I Section 1 of the Canadian Bill of Rights so as to read:

"It is hereby recognized and declared that here in Canada there have existed and shall continue to exist without discrimination by reason of race, national origin, colour, religion, sex or sexuality, the following human rights and fundamental freedoms, namely . . ."

We also call upon government officials as a show of good faith, to enter immediately into a dialogue with the various Canadian homophile groups regarding all the aforementioned demands and to publicly respond by supporting the purpose of this brief.

Article sur la manifestation We Demand publié dans le premier numéro de The Body Politic (TBP), novembre/décembre 1971. L'article reprend chacune des dix revendications et les assortit d'un contexte social et juridique supplémentaire (page 4 sur 4).

Nous exigeons. (1971, nov./déc.). The Body Politic. Série LGBTQ.
Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue12430>.

Aug 201

August 28th Gay Day Committee
174 Dufferin Road, No. 15
Ottawa, Ontario
August 20, 1971

The Honourable Pierre-Elliott Trudeau,

On August 26, 1969, the Criminal Code Amendments, sponsored by your government came into effect, removing the legal penalties for certain sexual acts (pejoratively labelled grossly indecent) committed by consenting adults in private. While this was a crucial primary step in efforts to attain full legal equality for homosexuals in Canada, many statutes remain which deprive homosexuals of their full civil rights as Canadian citizens. Moreover, much of the continued widespread hostility and discrimination against homosexuals in the private sector, is directly supported by certain government policies and laws.

Recognizing that the social and legal situation of homosexual men and women has not substantially improved in the last two years, representatives of homophile associations from across Canada are planning to rally on Parliament Hill at 3:00 p.m. on Saturday, August 28. This rally is being organized to bring attention to the situation of homosexuals in Canada, and to publicize the presentation of a brief outlining certain demands for legal reform which would remove all remaining discriminatory statutes.

I would like at this time to request a meeting with you, or an official

[Lettre](#) au Premier ministre de l'époque, Pierre Trudeau, demandant une rencontre avant la manifestation "We Demand" (page 1 de 2).

representative of your government, for formal presentation of the enclosed brief at 3:30 p.m., Saturday August 28. Such a meeting, in the place of your choice, would bear witness to the goodwill of the present Canadian government towards the millions of Canadian homosexual citizens.

Thanking you in advance for your consideration, and hoping to hear from you as soon as possible, I remain,

Yours truly,

Charles C. Hill

(For: August 28th Gay Day
Committee)

The Honourable Pierre-Elliott Trudeau
House of Commons
Ottawa, Ontario

[Lettre](#) au Premier ministre de l'époque, Pierre Trudeau, demandant une rencontre avant la manifestation "We Demand" (page 2 de 2).

Hill, C. (1971). [Letter to Pierre Trudeau announcing plans for rally]. Toronto Gay Action fonds. File number F0173-01-004. The ArQuives: Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions34294>.

toronto gay action

201 queen street east toronto 227 ontario canada

July 2, 1971.

Brothers and Sisters:

Enclosed is a rough draft of a brief to be presented to the Federal Government at a proposed demonstration of homosexuals to be held Saturday, August 28th, 1971 at Parliament Hill, Ottawa, 3.00 P.M. *will be held*

We, of Toronto Gay Action, consider this march to be very important as a step to liberating all gay people across Canada. *This will be the first trans-Canada and open demonstration organized by homosexuals in which we invite all individuals who support our cause for our legal and civil rights. This action will show to many of the nearly two million gay people in Canada that there are many of us who are proud to be gay and this will help many of them come out. The Canadian public in general will be confronted thus creating dialogue about homosexuality, more important is that we would hopefully be regarded as human beings.*

We believe that Ottawa is the only appropriate location for this demonstration as it emphasises the universal character of our demand as well as receiving coast to coast media attention.

The date of August 28th coincides as closely as possible to the passing of the Federal Government's Omnibus Bill which removed from the Criminal Code penalties for sexual acts between consenting adults. This was largely touted as legalizing homosexuality. However, there are many more discriminatory practices carried out by the Federal Government as listed in the rough draft of the enclosed brief.

We of Toronto Gay Action are sending copies of this brief and letter to every gay organization across the country in order to ask for your support. First, we want your suggestions to add to the present brief. We also ask you to discuss the idea of going to Ottawa on August 28th (the last Saturday before the Labour Day weekend) with the members of your own organization. We also ask you to mobilize as many people as possible so that on August 28th we can all converge on Parliament Hill. *The Aug 28 demonstration is key*

In conclusion, we ask for your suggestions and more so, help in any way, shape or form. We have approached Community Homophile Association of Toronto (CHAT) with our proposal and they have responded with a donation of \$80 to get things started. We hope to have a 'Gay Day' in Toronto for Sunday August 1st as a prelude to the Ottawa Action. These actions will benefit every gay person in Canada. *in order to create for adequate buses, please fill out shape or form. We have approached Community Homophile Association of Toronto (CHAT) with our proposal and they have responded with a donation of \$80 to get things started. We hope to have a 'Gay Day' in Toronto for Sunday August 1st as a prelude to the Ottawa Action. These actions will benefit every gay person in Canada.*

**bring this discrimination to the attention of the govt. & public & to demand legal equality, so that we can*

Peace Brothers and Sisters,
Yours for Gay Liberation,
Sp. organizing Committee TGA
The August 28th Committee,
Toronto: Gay Action.

Lettre d'accompagnement d'une version préliminaire du document We Demand.

Comité de coordination de l'action gay de Toronto. (1971). [Original draft of We Demand with handwritten edits found in final version]. Fonds de l'Action gay de Toronto. F0173-01-005. Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions42625>.

SEP - 1976

GAY ORGANIZING OUTSIDE THE BIG CITIES

WHERE: small towns and cities away from large centres
rural areas - as offshoots of small town organizations

SITUATION: community that exists is closeknit, interdependant
no big-city anonymity, no protective gay ghetto
single bar or club, if any, open certain nights, often controlled by one person - basis of community identity
gays live at home or under heavy family influence
sex roles strongly stereotyped, esp. in one-industry towns
little exposure to gay liberation

THUS: easy to live entire life in closet
negative self-image
those who are "out" look to big cities for definition of gayness
high transience rate towards bigger cities
rural gays head to nearest city for weekends - form regional communications network
clique-ish atmosphere, ingroups
emphasis on monogamy, through fear
low expectations, fear of gay liberation for "rocking the boat"

LESBIANS: community dominated by gay male community (language, life-styles, etc.)
have to share gathering places
lack of independent, woman-identified community

NEEDS: social contact, gathering places
definition, pulling together if none was there before
hope through revelation of possibilities, raising expectations

CONDITIONS FOR SUCCESS OF GAY GROUP:
inclusion of all gays in area, not just an ingroup
welcoming of introverts, closeters - getting them out
meeting needs of immediate community
realizing unique needs of Lesbians
personal commitment to stick around for certain length of time
group exists for community, not for itself
opportunity to create, define gay community
continuing personal growth and liberation: examining one's own attitudes

DANGERS: centering group on one strong personality or on an ingroup
splitting existing community
sexism within group + exclusion of women

The Gay Alliance for Equality of Halifax proposes that the information brought out today be compiled into a guide for gay organizing outside the big cities, and that this guide be made available to gay people across Canada. We also propose that the NGRC co-ordinate a Regional Animation Programme. This would be designed to assist gays in small centres to begin organizations for themselves, and thus expand the gay movement beyond the big cities. Gays interested in starting a group would contact the NGRC or a member group. Exchange visits would take place, the existing group giving guidance as required. In this way a regional network of groups could be established.

Notes de "Gay Organizing Outside the Big Cities", présentées par la Gay Alliance for Equality (GAE) lors de la 4e conférence nationale des gays à Toronto, 1976.

Alliance gay pour l'égalité. (1976). Gay organizing outside the big cities. Fourth Annual National Gay Conference. Fonds de la Gay Alliance for Equality of Halifax. F0155-02-004. Les Archives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON. <https://collections.archives.ca/en/permalink/descriptions47614>.

Faits marquants

Avril 1964 : Le premier groupe d'activistes homosexuels-elles au Canada, l'Association for Social Knowledge (ASK), est créé à Vancouver. L'ASK parraine des conférences, organise des événements sociaux et gère un centre d'accueil communautaire et une bibliothèque de prêt ; elle publie également l'infolettre ASK.

Octobre 1969 : Fondation de l'association homophile de l'université de Toronto. Il s'agit de la première organisation de libération des homosexuels-elles à Toronto et de la première organisation de libération des homosexuels gérée par des étudiants-es au Canada. D'autres groupes universitaires (notamment à York, McMaster et Guelph) sont fondés dans les années qui suivent.

Août 1971 : La première manifestation pour les droits des homosexuels-elles, We Demand, a lieu à Ottawa. Charlie C. Hill lit un discours et une liste de revendications rédigés par Herb Spiers et David Newcome de la Toronto Gay Action (TGA). Une manifestation simultanée a lieu devant le palais de justice de Vancouver en signe de solidarité.

Novembre/décembre 1971 : Le premier numéro de The Body Politic (TBP), un magazine d'information sur la libération des homosexuels-elles, est publié. TBP est souvent considéré comme l'une des publications LGBTQ+ les plus importantes de l'histoire du Canada. Il est publié tous les deux mois (puis tous les mois) jusqu'en 1987.

1973 : Des célébrations de la Fierté ont lieu dans plusieurs villes canadiennes, dont Vancouver, Toronto, Ottawa, Montréal, Saskatoon, Windsor et Winnipeg.

1973 : Les Archives du mouvement canadien de libération gay sont créées à Toronto. Elles ont été rebaptisées Archives gays canadiennes en 1975, puis Archives gays et lesbiennes canadiennes en 1993. Depuis 2018, elles s'appellent The ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada.

Février 1974 : L'ANIK tient sa première réunion à Toronto. ANIK (que l'on peut traduire de l'Inuktitut par "fraternité") est le premier groupe d'Inuits homosexuels-elles. ANIK est enregistré en tant qu'association caritative, mais le groupe cache le fait qu'il sert la communauté gay, car il sait que le statut d'association lui serait retiré si cela été divulgué. L'ANIK s'efforce de fournir des conseils, des services d'orientation et un centre d'accueil.

Février 1977 : Une vingtaine de personnes manifestent devant le bureau de la CBC en Nouvelle-Écosse pour protester contre son refus de diffuser un message d'intérêt public pour la Gayline de la Gay Alliance for Equality (GAE). Des militants de Montréal, Ottawa, Winnipeg et Vancouver organisent également des manifestations de solidarité. Le siège de la CBC à Toronto adoptera plus tard une politique nationale interdisant aux stations de radio et de télévision de diffuser des messages d'intérêt public émanant d'organisations de gays et de lesbiennes.

Juillet 1977 : Trois activistes, Raymond Barton, Bonnie Perry et Randy Vivian, fondent la York Rainbow Society of the Deaf, le premier groupe connu de personnes sourdes homosexuelles au Canada. Un autre groupe, l'Association des bonnes gens sourds, voit le jour à Montréal quelques années plus tard.



Avril 1978 : 350 personnes protestent devant le Centre des congrès de Winnipeg lors de la visite de la chanteuse pop américaine et militante anti-gay Anita Bryant. Bryant devint tristement célèbre pour sa campagne “Save Our Children” (Sauvez nos enfants), lancée l’année précédente. Il s’agit, à l’époque, de la plus grande manifestation organisée à Winnipeg, qui comprend également un concert destiné à collecter des fonds pour le Lesbian Mothers’ Defence Fund (LMDF).

Novembre 1978 : Le Native Gay Group est créé à Saskatoon, en Saskatchewan, bien qu’il faille attendre un an avant qu’il ne tienne sa première réunion officielle. Le groupe, composé de membres des Premières nations et de Métis, collabore avec la Saskatchewan Gay Coalition (SGC) dans le cadre de son programme de sensibilisation en milieu rural et s’organise avec d’autres groupes gays de la province.

Février 1980 : Gay Asians Toronto (GAT) voit le jour après que Gerald Chan et Richard Fung ont publié une annonce dans The Body Politic pour créer un groupe de discussion gay et lesbien asiatique.

Janvier 1981 : L’Atlantic Gay Association/l’Association des gays de l’Atlantique (AGA) est créée lors d’une conférence organisée par Fredericton Lesbians and Gays (FLAG). Alliance gay pour l’égalité (GAE), basée en Nouvelle-Écosse, et Northern Lambda Nord, basée au Nouveau-Brunswick et dans le Maine, ont également participé à la conférence.

Mai 1981 : Vancouver accueille la première marche des fiertés lesbiennes au Canada.

Octobre 1981 : La marche “Dykes in the Streets” pour l’empouvoirement, la fierté et la visibilité des lesbiennes se tient à Toronto. Environ trois cents femmes participent à la marche, organisée par Lesbians Against the Right (LAR).

Mars 1983 : Publication du premier numéro de Perceptions. Basé à Saskatoon, Perceptions se présente comme “le magazine d’information gay et lesbien des Prairies”. La publication s’est poursuivie jusqu’au décès de son rédacteur en chef, Gens Hellquist, en 2013.

Été 1983 : création du AIDS Committee of Toronto (ACT).

1984 : Zami est fondé par Debbie Douglas, Sylmadel Coke, Douglas Stewart et Deryck Glodon. Premier groupe de gays et de lesbiennes Noirs-es et caribéens-éennes au Canada, Zami apporte son soutien à celles.eux aliénés-ées par homosexuels-elles blancs-ches.

Expériences trans

Avant la leçon : Imprimez les pages suivantes et placez-les dans une enveloppe non fermée.



Tâche

Les questions suivantes servent de pistes de discussion. Vous n'avez pas besoin de répondre à toutes les questions. Préparez-vous à partager un peu de votre discussion avec la classe dans environ 15 à 20 minutes. Quelques minutes avant notre retour en groupe, vous disposerez d'un peu de temps pour décider qui de votre groupe partagera votre discussion et ce qu'il va dire.

- Quels sont les documents que vous avez devant vous (documents textuels, photos, vidéos, enregistrements audio, objets, etc.)
- Quelle est votre première réaction lorsque vous regardez chacun de ces documents ? Que ressentez-vous ?
- Comparez la manière dont les personnes trans ont écrit sur elles-mêmes (par exemple, les extraits de *Metamorphosis* et de *Gendertrash from Hell*) et la manière dont les personnes cis ont écrit sur elles (par exemple, l'article de Châtelaine). Comparez également la façon dont le terme "trans" a été utilisé dans le passé et aujourd'hui. Comment notre langage sur le genre a-t-il changé ? Quelle est la place du "genderqueer" et de la nonbinarité dans nos conceptions du genre ?
- Quels obstacles ont entravé l'accès des personnes trans aux soins dans le passé ? Quels sont les obstacles qui continuent d'entraver l'accès aux soins ?
- Pourquoi pensez-vous qu'il est important d'avoir des espaces réservés aux personnes trans et des mouvements dirigés par des trans ?



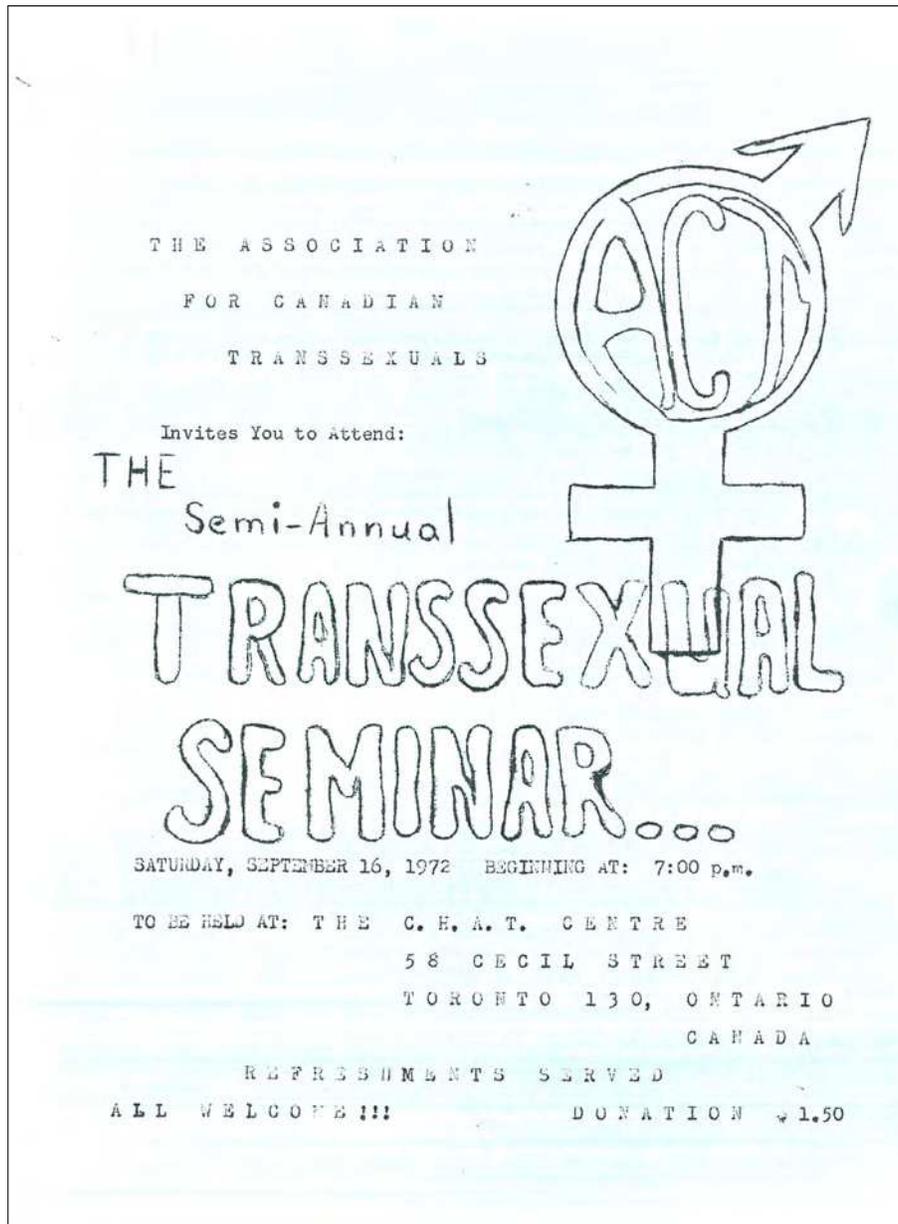
[Extrait](#) d'un article paru dans le magazine Chatelaine, vers 1971. Dianna Doe est le pseudonyme de Dianna Boileau, la première personne documentée à avoir subi une chirurgie de confirmation du genre au Canada. En 1972, Dianna Boileau a publié ses mémoires, Behold ! I am a Woman. Elle y raconte son enfance à Fort Frances, en Ontario, puis sa vie dans différentes villes de l'ouest du Canada avant de s'installer à Toronto vers 1962.

Cochrane, F. et Boileau, D. (1971). Le Canadien devenu femme. Chatelaine.
 Dossier vertical Dianna Boileau. Les ArQuives : Les archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile28294>.



Photographie de Dianna Boileau, 1970.

Barkley, H. (1970). [Photographie de Dianna Boileau]. Boileau, Dianna, 1930-2014 Dossier vertical.
Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile28294>.



Affiche du Séminaire transsexuel semestriel de 1972,
organisé par l'Association des transsexuels canadiens (ACT).

Association des transsexuels canadiens. (1972).

L'Association des transsexuels canadiens vous invite à assister au séminaire transsexuel semestriel.
Association for Canadian Transsexuals Vertical file. Les ArQuives : Les archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile275>.

PASSING IN PUBLIC

(FEMALES-TO-MALES)

- 1) Wear clothing (suits, etc.) tailored to size; don't wear too large a size.
- 2) Don't wear your hair too short (you will look too young) or too long (you will look feminine or gay); comb your hair alongside your ears to resemble sideburns.
- 3) Shave your face daily to induce coarser, thicker beard growth.
- 4) If pre-op (with breasts) wear a home-made breast binder or a man's rib supporter (sold in pharmacies).
- 5) If pre-op (without a penis) wear a padded jock-strap (BULGER UNDERGEAR --see METAMORPHOSIS Vol.1, No.1, P. 6 for ad) or pin a rolled-up sock or a foam rubber neck brace inside your athletic supporter or directly inside your briefs for the male bulge
- 6) If short, walk tall, hold your head up high and look 'em in the eye; remember: many oriental and occidental men are short; physical stature is not the true measure of a man.
- 7) If your voice is feminine, practice daily speaking and singing into a tape recorder, before a mirror, and listen carefully to the play back, and adjust your voice accordingly.
- 8) Wear a little good-quality jewelry: a gold watch or a diamond stick-pin
- 9) Don't act "butch", "dykey" or "macho"; don't swagger, spit or swear (at least in mixed company!) Be a gentleman with the ladies and one of the guys with the "boys".

The key to "passing in public" is: think positively, project a confident image of yourself as a man. Think, feel, act, and be the person you know yourself to be--the person you wish the public to see, to acknowledge, and to accept. Don't fret or fuss, just be YOU.

Copyright 1982 by Rupert Raj (first published in THE TRANSEXUAL VOICE, April 1982)

Extrait d'un article de Rupert Raj republié dans le numéro de décembre 1982 de l'infolettre Metamorphosis des hommes trans.

Raj, R. (1982, déc.). Passing in public. Metamorphosis 1(6).
Expositions numériques ArQuives.
<https://digitalexhibitions.arquives.ca/items/show/608>.

gendertrashgendertrashgendertrashgendertrashgendertrashgendertrashgendertrashgendertrashgendertrashgendertrash

welcome

welcome gender queers
to the world of gender trash
our gender world
where we can give voice
to our concerns in/around/about gender
issues
metamorphoses
transformations
changes
loves
lusts
intensities
hungers
nightmares
feelings about ourselves
need to be valid on our own terms
to express ourselves in our own languages
phrases
words
ways

to feel strong being ourselves
to be heard by ourselves
for community
to be who we are
to control our own futures
our own lives
our own bodies
to develop our own gender culture
to plan
build
shape
run
guide all of our institutions real & abstract

She

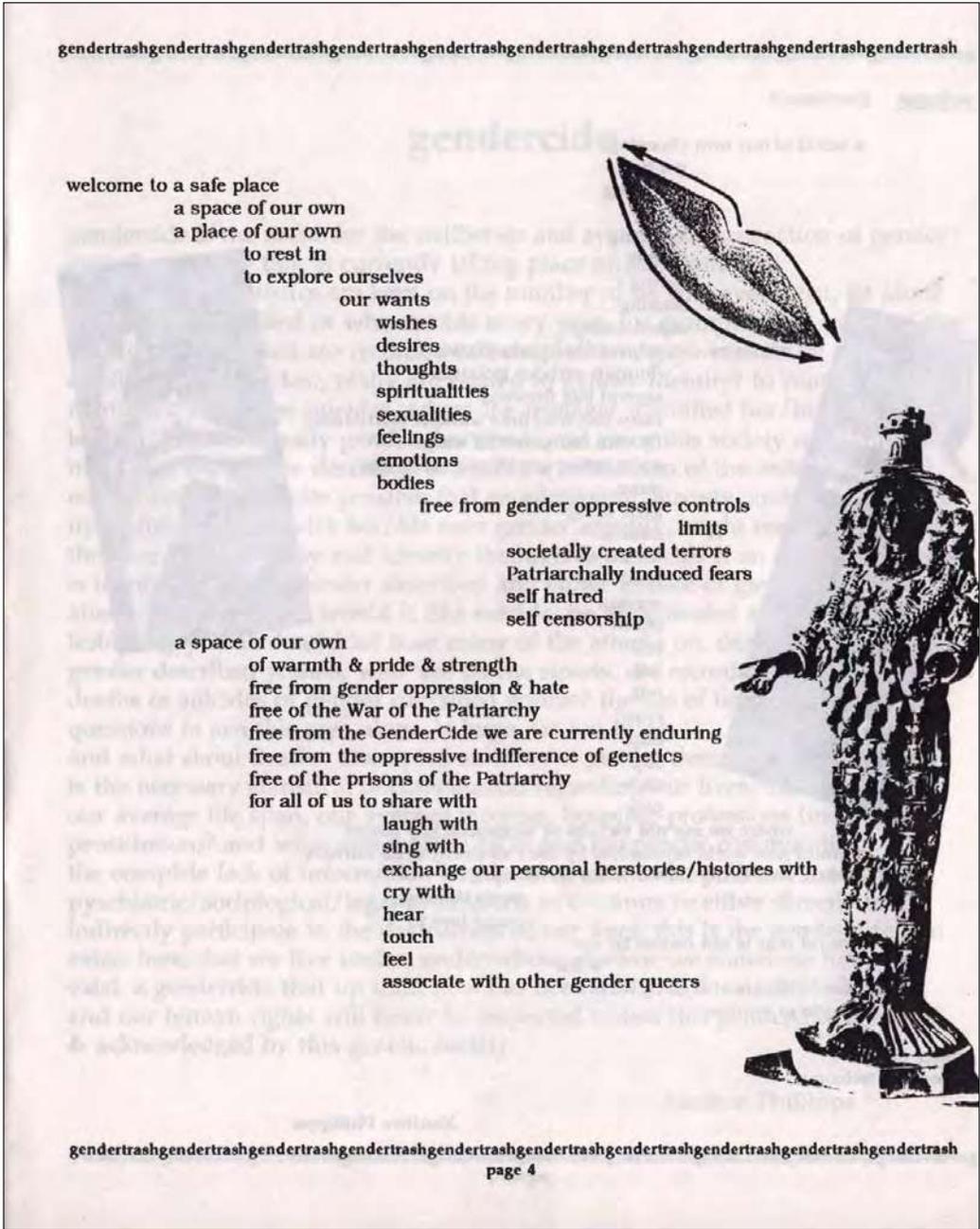
?

She



gendertrashgendertrashgendertrashgendertrashgendertrashgendertrashgendertrashgendertrashgendertrashgendertrash
page 3

Sélection de deux poèmes de Xanthra Phillipa, publiés dans Gendertrash from Hell Volume 1, Issue 1 (avril/mai 1993) (page 1 de 3). Xanthra Phillipa et Mirha-Soleil Ross ont publié au total quatre numéros de Gendertrash entre 1993 et 1995.



Sélection de deux poèmes de Xanthra Phillipa, publiés dans Gendertrash from Hell Volume 1, Issue 1 (avril/mai 1993) (page 2 de 3). Xanthra Phillipa et Mirha-Soleil Ross ont publié au total quatre numéros de Gendertrash entre 1993 et 1995.

PASSING (iii)

Passing is something you do
to protect yourself when:

>> the genetics are coming to kill you
because you are gender described

Passing is not a lot of fun
In fact, passing is a nightmare
A horrible, sickening, never-ending nightmare
Passing is what we,
the Gender Described,
do
every single second
every single day
of our lives,
passing ourselves off as genetics
because everywhere
on this continent
in this country
in this province
in this city
being gender described means:
- living without support systems
unless we have money
or friends or family or lovers
who have superhuman patience & strength
& money & are willing to help us
- risking being caught up
in the current gendercide



Passing means surviving somehow
continuously being monitored
& scrutinized
for the "smallest mistake"
or "fault"

- a scrutiny that few if any genetics would or could "pass" without screaming "unfair"
- a scrutiny that is much more detailed & much more degrading than any beauty pageant but is completely accepted & supported by most in this society including those who never support beauty pageants or similar tests for genetics
- a scrutiny that will never end
- a scrutiny that we can never ever pass but only fail
- a scrutiny that, when we do fail, means that we are help up publicly, displayed & ridiculed for all to see
- a scrutiny that means we will always be invisible people in this society
- a scrutiny that means we will always be amongst the lowest classes in this society
- a scrutiny that makes it impossible for us to be proud of who & what we are
- a scrutiny that forces us to be ashamed of our backgrounds, denying them instead of being proud of them instead of affirming them
- a scrutiny that is a continual reminder of how most levels of this genetic society really feel about us
- a scrutiny that is unbelievably damaging to our sense of self & our self esteem

Sélection de deux poèmes de Xanthra Phillipa, publiés dans
Gendertrash from Hell Volume 1, Issue 1 (avril/mai 1993) (page 3 de 3).
Xanthra Phillipa et Mirha-Soleil Ross ont publié au total quatre numéros de
Gendertrash entre 1993 et 1995.

<p style="text-align: center;">General Information Questions & Answers</p> <p style="text-align: center;">T.T.A.C.</p> <p>In October 1996, a course given at the 519 Church Street Community Center by the Queer Exchange attracted a group of about 20 people. The topic was Transsexual Identities on Transsexual Terms. When the course ended, some of us wanted more. The instructor, Mirha-Soleil Ross, was a very dynamic and had woken a desire in us to continue with ongoing issues in the Transsexual Community. Together we met and over the first few meetings we hammered out what kind of issues we wanted to deal with, and how we would deal with them. As a result a new group was formed, the "Transsexual / Transgendered Action Committee".</p> <p style="text-align: center;">(TTAC)</p>	<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Transsexual/Transgender Action Committee 519 Church Street 4th Fl. 200 9025 XTRA 9 2280 BONAVILLE, ffour@idirect.com</p>	<p style="font-size: 2em;">T.T.A.C.</p> <p>Our Mission Statement</p> <p>" To address Current Issues affecting the Transsexual / Transgendered Communities, And to Create Links Between Ourselves and the Public Through Advocacy, Education, Media Contacts, as well as Through Community Outreach & Service"</p> <p>" WORKING FOR A BETTER FUTURE "</p>
---	---	--

<p>Transsexual/Transgender Action Committee (TTAC) formed in 1996 to address issues affecting the Transsexual/Transgender communities and to create links between the TS/TG communities and the public through advocacy, education and outreach projects.</p> <p>Here are a few general definitions:</p> <p>Transsexual, having the physical characteristics of one sex and the psychological characteristics of the other (e.g. a male who identifies as a woman or a female who identifies as a man).</p> <p>Cross-Dresser, someone who from time to time wears the clothes of the opposite (of their physical anatomical) gender, to relieve gender discomfort. Cross-dressers want to appear as convincingly as possible as their other selves. A large subset of this group are men who enjoy dressing as women and have otherwise ordinary marriages with wives who are not transgendered. Many say this term is preferable to transvestite, which means the same thing. (from Transgender Nation).</p> <p>Transgendered, an umbrella term used not only to include but especially unite politically all the people who cross the lines of the sex and/or gender they were assigned at birth.</p> <p>Transphobia, the groundless fear and hatred of cross-dressers, transsexuals and gender benders and what they do and everything that results from this from disrespect, to denial of rights and needs, to</p>	<p>violence, (from Transgender Nation). These terms deal with gender identity and are not to be confused with sexual orientation. A transgendered person can be attracted to one sex and/or the other. (Transsexuals can identify as heterosexual, homosexual or bisexual.)</p> <p>The following points are general indications of appropriate conduct when interacting with the Transsexual/transgender communities:</p> <ul style="list-style-type: none"> • When you must use a gender specific pronoun, it is better to use the pronoun of the gender that the Transsexual is presenting. (i.e. for a female to male use "he" or "his", not "she" or "hers"). • Please use the name given by the person. Do not use any other variation of the name given. • If you must use a "label" that indicates that the individual is a Transsexual, call a male to female a "Transsexual" woman, and a female to male a "Transsexual" man. • Do not "WARN" people when you will be introducing them to a Transsexual. People's reaction to the "TERM" "Transsexual", is the gauge that is used to judge us! • If you wish to make comments about a Transsexual's identity or appearance, try to give them in a constructive manner in a private conversation. 	<p>" Please remember that Transsexuals receive as much enjoyment from having to justify their lives as you do. "</p> <hr/> <p style="text-align: center;">TTAC</p> <p>is involved in outreach with various youth and social service organizations.</p> <hr/> <p style="text-align: center;">TTAC</p> <p>Holds a <u>General</u> monthly meeting is held at the 519 Church Street Community Center on the Second Thursday of every month, between 6:30 p.m. - 9:30 p.m. All are welcome to attend.</p> <hr/> <p>Weekly committee meetings take place every Thursday at 7:30 p.m. at 95 Wellesley Street East, (Reconnecting Youth Services.)</p> <hr/> <p>For more information about TTAC, call (416) 925-XTRA, extension 2280. E-MAIL : ffour@idirect.com</p>
--	---	---

Brochure du Comité d'action transsexuel/transgenre (TTAC), créé à la suite du cours de Mirha-Soleil Ross au Queer Exchange de 1996.

TTAC. (n.d.). TS/TG Action Committee = Transsexual/Transgender Action Committee Dossier vertical.

The ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.

<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile6989>.

- P E T I T I O N -

I, the undersigned, have read, in full, the accompanying petition and concur fully with its urgent requests: 1) to amend the various provincial Health Insurance Acts so as to include the statement that: "the medical measure of 'sex reassignment therapy' - via endocrine and surgical intervention - is 'medically necessary' for the physical and mental health of those persons, who, upon undergoing intensive and extensive medical and psychological screening, are, subsequently, medically diagnosed and designated as 'truly' 'transsexual,'" and: 2) to include as a benefit under the (particular) provincial government's Medical Services/Health Insurance Plan the comprehensive coverage of the afore-mentioned medical procedures for those transsexual individuals who have been medically approved and recommended for sex conversion surgery.

NAME AND ADDRESS	OCCUPATION ^{AND} OR TITLE	DATE AND SIGNATURE

Pétition lancée par l'activiste trans Rupert Raj de l'Association for Canadian Transsexuals (ACT) demandant que les soins de santé trans (y compris l'hormonothérapie et la chirurgie de confirmation du genre) soient classés comme "soins nécessaires" et soient couverts par les régimes d'assurance maladie provinciaux.

Raj, R. (1976). Pétition concernant la couverture d'assurance de la chirurgie de réassignation sexuelle (A.C.T). Fonds Rupert Raj. Numéro de dossier F0021-2-031. Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions17441>.



Faits marquants

Mai 1972 : L'Association for Canadian Transsexuals (ACT) organise un forum sur la transsexualité en collaboration avec la Community Homophile Association of Toronto (CHAT). Entre 100 et 150 personnes y assistent.

Janvier 1978 : La Foundation for the Advancement of Canadian Transsexuals (FACT) est créée par Rupert Raj à Calgary ; elle déménagea plus tard à Toronto. La FACT fournit aux personnes trans du matériel éducatif gratuit, des conseils et des références, et mène des recherches universitaires sur la dysphorie de genre.

1997 : Counting Past 2, un festival d'arts trans organisé par Mirha-Soleil Ross, se tient pour la première fois. Cet événement avait pour but de créer des espaces pour les personnes trans souvent exclues des espaces gays et lesbiens.

1998 : La couverture de la chirurgie de confirmation du genre est retirée du régime de soins de santé de l'Ontario. Sa réinscription dix ans plus tard est en grande partie le fruit du travail des activistes trans.

Juin 2007 : La première marche trans, organisée par Karah Mathiason, a lieu à Toronto. Pride Toronto a érigé des barricades pour tenter d'arrêter la marche. Bien que les trans aient souvent été des leaders de l'activisme queer, la transphobie était (et est toujours) répandue dans certains espaces gays et lesbiens.

Juin 2010 : Les membres de l'organisation PolitiQ : Queers solidaires ont manifesté pour protester contre l'exclusion des personnes trans au Québec. Les manifestants-es ont exigé que le Québec permette aux personnes trans de changer leurs marqueurs de genre sur les documents officiels.

Juillet 2015 : Plus de 70 personnes ont défilé dans le centre-ville de St. John's pour attirer l'attention sur les problèmes auxquels sont confrontées les personnes trans vivant à Terre-Neuve-et-Labrador. Les militants-es de la communauté ont voté pour que la marche des trans soit séparée du défilé des fiertés.

2019 : Le marqueur de genre "X" est autorisé sur les documents d'identité nationaux ; il était déjà autorisé sur les documents de certaines provinces, notamment l'Ontario.

2019 : La Clinique 554, une clinique de santé reproductive et de médecine familiale à Fredericton, a été forcée de fermer ses portes parce que le gouvernement provincial ne voulait pas financer une clinique qui offrait des soins d'avortement. Elle a depuis rouvert son cabinet de santé reproductive, mais son cabinet de médecine familiale (qui était l'un des seuls endroits de la région à fournir des soins de santé aux personnes trans) est resté fermé.

Activité 3 : Discussion en classe

20 minutes

1. Revenez en classe et demandez aux élèves de partager ce dont iels ont parlé avec leurs groupes (donnez à chacun des quatre groupes quelques minutes pour partager leurs idées).

Activité 4 : À emporter

10 minutes

1. Demandez à chaque élève de dire brièvement ce qu’iel retient de la leçon d’aujourd’hui.

Activité d'approfondissement facultative 1

Recherche d'événements, de groupes ou de personnes 2SLGBTQIA+ locaux

L'activité précédente portait sur des événements nationaux importants. Pour personnaliser au maximum l'apprentissage, demandez à vos élèves d'effectuer des recherches sur les événements locaux liés à l'ASLGBTQIA+. Vous pouvez procéder de différentes manières.

Option 1 : Invitez un·e conférencier·ère dans votre classe

Vous pouvez prendre contact avec un·e bibliothécaire, un·e historien·ne, un groupe militant, un·e aîné·e bispirituel·le ou un·e gardien·ne du savoir de votre communauté et l'inviter à venir dans votre classe. Demandez à votre directeur·ice d'école de lui verser des honoraires appropriés pour le·a dédommager de son temps. Vous pouvez également contacter les ArQuives pour savoir si nous disposons de documents historiques concernant votre ville. Demandez à l'orateur·ice invité·e de raconter l'histoire de l'activisme local 2SLGBTQIA+.

Option 2 : Interroger des personnes de votre communauté

Si votre école dispose d'une Gender-Sexuality Alliance ou d'un autre groupe de soutien aux personnes 2SLGBTQIA+, demandez à vos élèves d'interviewer ses membres (ou d'être interviewés·ées par eux) dans le cadre d'un projet d'histoire orale.

Remarque : Cette option est probablement la meilleure si vous êtes dans un environnement scolaire qui s'est déjà clairement engagé envers les communautés 2SLGBTQIA+ et si vous avez confiance en votre classe pour être respectueuse envers les membres de la GSA de votre école.

Option 3 : Créer une chronologie locale

Emmenez votre classe à la bibliothèque de votre école pour faire des recherches sur l'histoire des 2SLGBTQIA+ dans votre ville et créez votre propre chronologie à partir des informations qu'ils auront trouvées. Certaines villes peuvent également mettre en ligne des informations sur leur histoire locale queer et trans (voir, par exemple, cette [chronologie](#) pour le comté de Windsor/Essex).

Activité d’approfondissement facultative 2

Comparer la crise du SIDA et la pandémie de COVID-19

Nous vivons tous une pandémie depuis quelques années. Vos élèves ne savent peut-être pas qu’il existe une autre pandémie que nous continuons à vivre : la crise du SIDA. Depuis la fin des années 1970 et le début des années 1980, le VIH/sida a touché des millions de personnes (les communautés homosexuelles et trans étant touchées de manière disproportionnée). Bien que le soutien gouvernemental aux personnes vivant avec le VIH/sida au Canada se soit amélioré au cours des dernières décennies, il a fallu de nombreuses années de travail de la part des groupes militants pour obtenir des soins de santé et des services sociaux adéquats pour les personnes touchées.

Cette activité vous invite à approfondir la discussion sur la crise du sida au Canada, en établissant des liens avec l’autre pandémie que nous vivons actuellement.

Tâche

Scannez le code QR et lisez l’article “The AIDS Walk Toronto Virtual Museum”.



Le Musée virtuel de la Marche pour le SIDA de Toronto. The ArQuives Digital Exhibitions.
<https://digitalexhibitions.arquives.ca/exhibits/show/aids-walk-toronto>.

Note de bas de page : On estime que le VIH-1, le virus qui cause le sida, est apparu dans les années 1920 ; certains des premiers cas (possibles) de VIH/sida ont été enregistrés dans les années 1950 et 1960.

Questions de discussions

1. Que savez-vous déjà sur le VIH/sida ? En avez-vous déjà entendu parler ? Dans quel contexte ?
2. Connaissez-vous l'une de ces organisations ? Connaissez-vous des organisations de lutte contre le VIH/SIDA dans votre ville ?
3. Quelles sont les informations erronées qui circulent sur le COVID-19 ? Comment pensez-vous que cette pandémie se compare à la pandémie de VIH/sida ?

Expliquez à vos élèves le contexte du SIDA à l'aide de cette [présentation de diapositives Google](#).

Demandez à vos élèves d'examiner des extraits de sources primaires concernant les groupes d'activistes du SIDA.

* Imprimez les pages suivantes et divisez votre classe en cinq groupes. Demandez à chaque groupe d'examiner ses documents de source primaire et de se préparer à partager ce qu'ils ont observé.

Voici quelques questions à poser :

1. Quel est le document que vous examinez ?
2. Que ressentez-vous lorsque vous interagissez avec ?
3. Selon vous, quel est le public visé ?
4. Qu'est-ce que cela vous apprend sur la façon dont le SIDA était compris à l'époque ?

Groupe 1

1123

AIDS COMMITTEE
OF TORONTO

Office Address: 66 Wellesley Street East
Toronto, Ontario M4Y 1G2
(416) 926-1626

Mailing Address: PO #55, Station F
Toronto, Ontario M4Y 2L4

AIDSsupport



AIDSsupport is a volunteer, community organization which began in April, 1983 and is one of the four working groups of the AIDS Committee of Toronto (ACT).

We work with people who have AIDS (Acquired Immune Deficiency Syndrome), PLS (Persistent Lymphadenopathy Syndrome) or ARC (AIDS Related Complex), as well as people awaiting diagnosis, people concerned about their own or another's physical and emotional well-being, and people who are grieving.

The volunteers involved are all concerned individuals. Many of us belong to affected groups, others have loved ones in such groups, a number are employed in health care, social services, etc. Many of us have undergone a personal loss and can identify directly with the experience of our clients. At the present time, AIDSsupport has approximately 50 volunteers and professional consultants.

The organization operates on a matching system. Anyone affected by AIDS and in need of peer counselling and support is matched by the AIDSsupport Coordinator with an appropriate volunteer counsellor ("buddy"). That counsellor provides direct counselling, support, advocacy, as well as assistance with meal preparation, housework, transportation, etc., as needed. To-date, 110 people have been matched under this system. As the number of individuals diagnosed with AIDS and PLS doubles every 6-8 months, so our demands for counselling and volunteers doubles as well.

AIDSsupport also has organized various support groups for those affected. At present, we coordinate support groups for those with AIDS and PLS, and will soon initiate a new group: one for significant others (family, friends and lovers). As well, there is a group for lovers of those affected that meets independently but which takes referrals from ACT. These self-help groups have proven to be a key element in AIDSsupport.

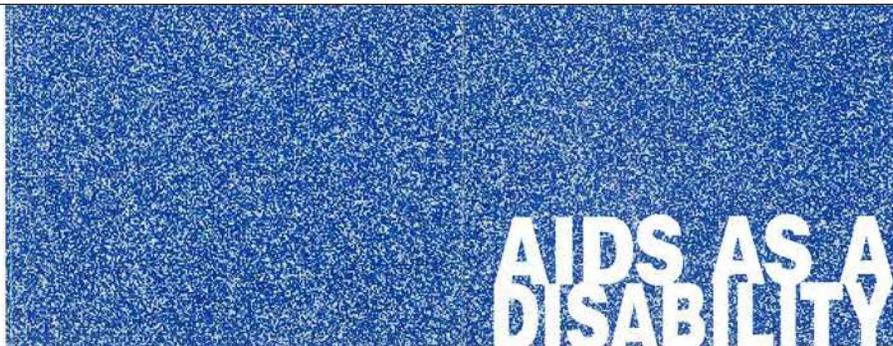
In addition to these volunteer functions, the AIDSsupport Coordinator, a salaried staff person, handles most information and counselling calls/visits into the ACT office from those directly affected by AIDS. The Coordinator is also responsible for acting as a liaison with various medical, health and social service agencies and individuals. All community resources, referrals and investigation into financial and service needs are handled through the AIDSsupport Coordinator. The Coordinator is responsible for the administration of the AIDSsupport volunteer and resource programme, for the recruitment and training of all AIDSsupport volunteers (with the Volunteer Coordinator), and for any other issues related to direct services for those with AIDS and PLS.

Theresa Dobko
AIDSsupport Coordinator

Yvette Perreault
AIDSsupport Counsellor

Sensibilisation par Theresa Dobko et Yvette Perreault d'AIDSsupport, l'un des cinq groupes de travail de l'AIDS Committee of Toronto (ACT), qui fournit des conseils et un soutien aux personnes touchées par le VIH/sida.

Comité du sida de Toronto. (1983). AIDSsupport. AIDS Committee of Toronto (1983)
Dossier vertical. Les Archives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.archives.ca/en/permalink/verticalfile81>.

<p>A Conference for Persons with HIV/AIDS and Other Disabilities, Caregivers and Policy Makers</p>	 <h1>AIDS AS A DISABILITY</h1>
<p>Registrants will hear keynote speakers on all four topics and may participate in two of four workshops. Workshops will focus on discussion papers and recommendations to be distributed before the event.</p>	<p style="text-align: center;">  AIDS & Disability <i>Action Project</i> <i>Educating Our Communities</i> A project of the B.C. Coalition of People with Disabilities #204-456 West Broadway Vancouver, B.C., Canada V5Y 1R3 <i>For more information contact:</i> Geoff McMurchy, Communications Officer or Teresa Berry, Conference Registrar Tel. (604) 875-0188 </p>
	<p style="text-align: center;"> ETHICAL ISSUES & COMMUNITY EMPOWERMENT October 4th, 5th & 6th, 1991 Simon Fraser University at Harbour Centre Vancouver, British Columbia Canada <i>Conference Information & Registration Form</i> </p>

[Brochure](#) du Centre de ressources du Programme d'action sur le sida et le handicap pour sa conférence de 1991. Le programme d'action sur le sida et le handicap était géré par la British Columbia Coalition of the Disabled, qui s'appelle maintenant la Disability Alliance BC (page 1 de 2).



Our Goals

- To maintain a clearinghouse that provides people with disabilities, caregivers and advocates with high-quality HIV/AIDS educational materials in accessible formats.
- To assist disability organizations to develop HIV/AIDS policy, and provide them with professional development materials and appropriate workshop formats.
- To share our information and experience with AIDS organizations about key issues, as well as models of self-determination and community development.

For more information, please contact:



A program of the:
 BC Coalition
 of People with Disabilities
 #204 - 456 West Broadway
 Vancouver, BC V5Y 1R3
 Tel: (604) 875-0188
 Fax (604) 875-9227
 TDD: (604) 875-8835

Supported with funding from:
 BC Ministry of Health

BCCPD Disability Rights Hotline
 Advocacy Access Program
 872-1278
 Outside Vancouver
 1-800-663-1278

The AIDS & Disability Action Program



**“Everybody Needs
 to Talk About AIDS”**

[Brochure](#) du Centre de ressources du Programme d’action sur le sida et le handicap pour sa conférence de 1991. Le programme d’action sur le sida et le handicap était géré par la British Columbia Coalition of the Disabled, qui s’appelle maintenant la Disability Alliance BC (page 2 de 2).

Centre de ressources du programme d’action contre le sida et le handicap. (1991).
 AIDS as a disability conference information & registration form. British Columbia Coalition of the Disabled.
 AIDS and Disability Action Project Vertical file. The ArQuives : Canada’s LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile62>.



James Thatcher, militant contre le sida et coprésident du groupe AIDS Action Now ! a demandé à ses amis-es d'enregistrer sa [dernière déclaration](#) en 1992. Il y plaide également en faveur d'un meilleur soutien aux personnes vivant avec le VIH/sida.

Thatcher, J. (1992). James Thatcher Statement Dec. 30/92 ; AIDS Action Now ! [Image animée]. 2003-135/001.
The ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions2057>.

Groupe 2



Courte [vidéo](#) du 26 juin 1992, lorsque AIDS Action Now ! a organisé son premier die-in lors du Lesbian and Gay Pride Day pour exiger une augmentation du financement de la lutte contre le sida.

Olds, G. (1992). Pride Day 92. [Image animée]. Numéro d'article 2010-103/04F.
Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions3371>.



NATIONAL AIDS PHONE-IN

Next week, AIDS ACTION NOW! takes our efforts for federal government action on AIDS to Ottawa.

In the morning, we'll hold a press conference at the Federal Centre for AIDS. Health Critics Margaret Mitchell and Sheila Copps have promised to be there.

In the afternoon, Mitchell and Copps will try to raise AIDS issues during Question Period in the Commons.

YOU CAN HELP FOCUS AIDS AS AN URGENT NATIONAL ISSUE:

1. On Tuesday, 24 May, or Wednesday morning, 25 May, telephone your MP at her/his Ottawa office. Ask to speak to the constituency assistant.
2. Identify yourself. Let them know you're a constituent back home.
3. Draw their attention to the press conference and the Question Period. Explain that you support an end to federal inaction on AIDS. Mention specific actions you'd like undertaken, such as access to experimental drugs; funding for AIDS groups in your community, etc.

VIVE LA VIE! AGISSONS AUJOURD'HUI!

AIDS ACTION NOW !

[Tract](#) pour un appel téléphonique organisé par AIDS Action Now !
avant les élections fédérales canadiennes de 1988.

AIDS Action Now ! (1988). Réunion téléphonique nationale sur le SIDA.
AIDS ACTION NOW ! = Groupe D'Action SIDA (1988) Dossier vertical. Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile16>.

AIDS TREATMENTS MUST BE AN ELECTION ISSUE!

Where do the parties stand on access
to promising new AIDS treatments?

Their silence = our deaths.

The Tory government has buried promising AIDS
treatments under mountains of red tape - their
record is four years of neglect. The other parties
remain largely silent.

Make AIDS action an election issue!

**BURN THE BUREAUCRACY!
END THE SILENCE!**

RALLY, MARCH + ROAST

**Saturday October 22
7:30pm 519 Church St.**

AIDS ACTION NOW!

co-sponsored by the AIDS Committee of Toronto. 

1988

[Tract](#) pour une manifestation organisée par AIDS Action Now ! et l'AIDS Committee of Toronto (ACT)
le mois précédant les élections.

AIDS Action Now ! et AIDS Committee of Toronto. (1988). Les traitements du SIDA doivent être un enjeu électoral.
AIDS ACTION NOW ! = Groupe D'Action SIDA (1988) Dossier vertical. Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile16>.

Groupe 3

Copyright © 2003 by FOCUS-FOCUS

Questions & Answers

**Canada's
Immigration Policies
as They Affect
People Living
with HIV/AIDS**

March 2003

Canada's new Immigration and Refugee Protection Act became law on 28 June 2002. New Immigration and Refugee Protection Regulations also came into effect on that date. This Q&A sheet provides some general information on how the act and the regulations affect people living with HIV/AIDS.

Introduction

A brief description of the different categories of people who seek to come to Canada will assist the reader to better understand the information in this document. Foreign nationals may seek to enter Canada as *temporary residents*, a category that includes visitors, students and temporary workers (including seasonal workers). Foreign nationals may also apply for *permanent residence*, a category that includes skilled workers, business class applicants (eg, investors and entrepreneurs), family class applicants (including spouses, common law partners, dependent children and some other relatives), and refugees. Special visas or permits are required in the following situations:

- Foreign nationals from certain countries require a visa to visit Canada or to work temporarily in Canada. (A list of the countries can be found on the website of Citizenship and Immigration Canada (CIC) via www.cic.gc.ca. Click on "to Visit.")
- Foreign nationals seeking to study in Canada require a study visa if the period of study is more than six months.
- Almost all foreign nationals seeking to work temporarily in Canada require a work permit.

Are people who seek to enter Canada required to take an HIV test?

All foreign nationals applying for permanent residence in Canada, and certain applicants for temporary residence, are required to undergo an immigration medical examination. The examination includes a question about whether the individual has ever tested positive for HIV. It also includes an HIV antibody test for all persons 15 years of age or over. (While the HIV antibody test is not done for most people under 15 years of age, it may be required for children who have received blood or blood products, have an HIV-positive parent or are potential adoptees.)

Applicants for temporary residence who require an immigration medical examination are:

- people who are coming to Canada for a period in excess of six consecutive months AND who have resided for a period of six or more consecutive months in a designated country in the year preceding their application; and
- people who are coming to Canada to work in an occupation where protection of public



LE JUGE EN CHEF
LE JUGE EN SECOND
LE JUGE EN TROISIÈME
LE JUGE EN QUATRIÈME
LE JUGE EN CINQUIÈME



Canadian
Strategy on
HIV/AIDS

[Extrait](#) d'une brochure coproduite par le Réseau juridique canadien VIH/sida et la Stratégie canadienne sur le VIH/sida, décrivant les implications possibles de la nouvelle loi canadienne d'immigration sur la protection des réfugié·e·s pour les personnes séropositives (page 1 de 2).

CANADA'S IMMIGRATION POLICIES - QUESTIONS & ANSWERS

health is essential, regardless of country of residence or intended length of stay in Canada. (More details on the medical examination requirements for applicants for temporary residence, and on designated countries, are available on the CIC website via www.cic.gc.ca. Click on "to Visit" and then on "doctor's examination.")

Short-term applicants for temporary residence (i.e. people planning to stay six months or less) are NOT required to undergo a medical examination unless they are very ill.

For people applying from abroad, the medical examination is performed by a local medical practitioner designated by Citizenship and Immigration Canada (CIC). For people applying from within Canada, a CIC-designated medical practitioner performs the medical examination in Canada.

The HIV antibody test is supposed to be accompanied by pre- and post-test counselling. However, in practice, this has not been happening consistently.

Are persons living with HIV/AIDS allowed to come into Canada?

The *Immigration and Refugee Protection Act* does not specifically mention HIV or AIDS. However, section 38 (1) of the *Act* says that foreign nationals can be refused entry into Canada based on their medical condition if

- + they are likely to be a threat to public health or safety; or
- they would place excessive demands on government services.

Since 1991, Canada has not considered people with HIV to be a threat to public health and safety. Therefore, Canada generally only excludes people with HIV if they can be expected to place an excessive burden on publicly funded health and social services. (For a summary of the reasons why persons living with HIV/AIDS should not be considered a threat to public health and safety, see A Klein, *HIV/AIDS and Immigration: Final Report*. See "Additional Reading" at the end of this Q&A sheet for more information on this publication.)

Under section 38(2) of the *Act*, there are several categories of persons who are exempt from the excessive demand provisions, including:

- refugees, whether applying inside or outside Canada; and

- certain sponsored applicants for permanent residence in the family class – specifically spouses, common law partners and dependent children.

An applicant for permanent residence in the family class can be sponsored by a Canadian citizen or permanent resident who is at least 18 years of age and who agrees to be financially responsible for the applicant for a period of time.

A spouse is a married partner of the opposite sex. A common law partner is defined as someone of the same or opposite sex with whom the sponsor has lived in a conjugal relationship for at least a year. The requirement of living together for one year may be waived in certain circumstances. (See: *Immigration and Refugee Protection Regulations*, SOR/2002-227, s 1(1).

Unless they are very ill, short-term applicants for temporary residence (including visitors) who are living with HIV/AIDS are not expected to place any demands on health and social services, so they are generally allowed to come into Canada. Visitors are usually not covered by provincial or territorial health insurance.

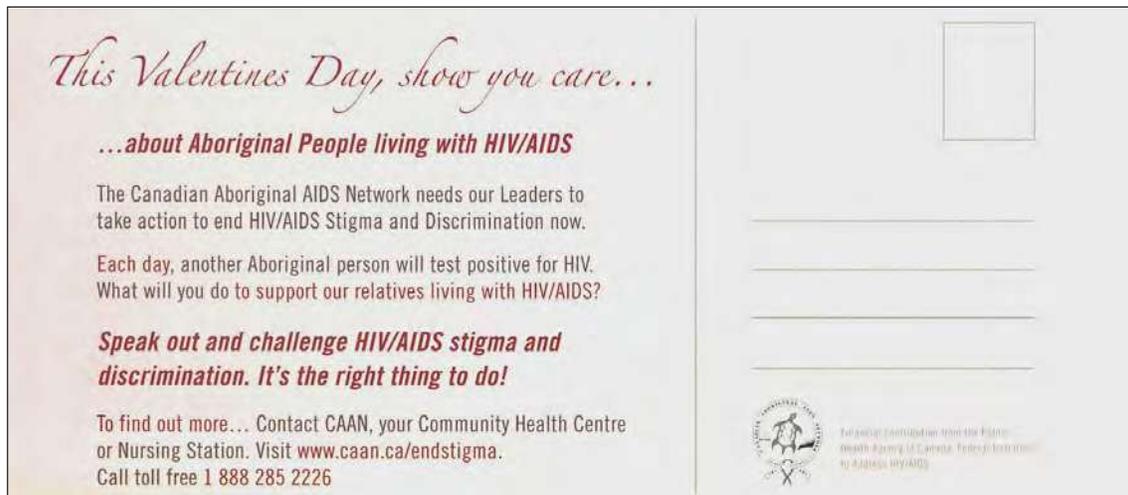
For all other foreign nationals, a case-by-case assessment is made to determine whether the individual is expected to cause excessive demands on health or social services. The *Regulations* state that demand is considered "excessive" if the estimated financial burden the individual would place on health and social services is greater than that of the average Canadian. The cost for the average Canadian is calculated based on data provided by the Canadian Institute for Health Information. In 2002, the cost was CANS 3,572. The figure changes each year. The estimated financial burden is calculated over a five-year period from the date of the person's latest medical examination. According to section 1(1)(a) of the *Regulations*, the period of time may be extended to 10 years if there is evidence that significant costs are likely to be incurred beyond five years (such as in the case of HIV infection). The contributions the individual is expected to make to Canadian society, whether economic or social, are not taken into account. A finding of excessive demand usually leads to a declaration that the individual is medically inadmissible.

[Extrait](#) d'une brochure coproduite par le Réseau juridique canadien VIH/sida et la Stratégie canadienne sur le VIH/sida, décrivant les implications possibles de la nouvelle loi canadienne d'immigration sur la protection des réfugié·es pour les personnes séropositives (page 2 de 2).

Réseau juridique canadien VIH/sida et Stratégie canadienne sur le VIH/sida. (2003).

Questions et réponses : Les politiques d'immigration du Canada et leur impact sur les personnes vivant avec le VIH/sida. Canada. Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Les Archives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.

<https://collections.archives.ca/en/permalink/verticalfile6196>.



Carte postale des Communautés, alliances et réseaux du RCAA, anciennement Réseau canadien autochtone du sida (RCAA), date inconnue (vers 1990-2000).

Communautés, alliances et réseaux. (s.d.). La vie n'est pas toujours une boîte de chocolats. Dossier vertical du Réseau canadien autochtone du sida. Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile12839>.



ACCHO
African and Caribbean
Council on HIV/AIDS
in Ontario

For more information about the Council or the African and Caribbean Strategy on HIV/AIDS in Ontario please call ACCHO.

For services related to HIV/AIDS please contact an AIDS service organization in your area.

TELEPHONE
416-977-7725 ext49

TOLL FREE
1-866-615-3506

E-MAIL
ACCHOntario@hotmail.com

Funded by the Government of Ontario.

Text: Tania Smith, Henriette, Michael Gibson, creative: E. Gibson, art: of design, ADGroup.ca

909-5002

Who We Are

The African and Caribbean Council on HIV/AIDS in Ontario (ACCHO) is made up of organizations and individuals committed to HIV prevention, education, advocacy, research, treatment, care and support for African and Caribbean communities in Ontario.

The members include community organizations, researchers, government, health institutions, individuals and private sector organizations. At least two-thirds of the voting members must be African and Caribbean people.

In Ontario, 37% of HIV-positive persons are unaware of their HIV status.²

Brochure publiée par le African and Caribbean Council sur le VIH/sida en Ontario (ACCHO), 2005.

Conseil africain et caraïbe sur le VIH/sida en Ontario. (2005). Qui sommes-nous ?
Dossier vertical du Conseil africain et caraïbe sur le VIH/sida en Ontario.
Les ArQuives : Les archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile18620>.



Cartomancienne en papier (dépliée) présentant des faits sur le VIH/sida.
 Produit par le réseau CAAN Communities, Alliances & Networks, anciennement Canadian Aboriginal AIDS Network (CAAN), date inconnue (entre 1997-2018).

Communautés, alliances et réseaux. [Cartomancienne]. Dossier vertical du Réseau canadien autochtone du sida.
 Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile12839>.

GAAP
AIDS

HÃY
CHO MÌNH
MỘT CƠ HỘI
ĐỂ
CHỐNG LẠI
BỆNH NÀY



NHỮNG NƠI THỬ MÁU
KHÔNG CẦN TÊN THẬT :

Hassle Free Men's Clinic
9 2 2 • 0 6 0 3

Hassle Free Women's Clinic
9 2 2 • 0 5 6 6

North York BCVD Clinic
7 8 9 • 4 5 4 1

"GAY ASIAN AIDS PROJECT" giúp
giáo dục và giúp đỡ những người
Á Châu mang bệnh HIV và AIDS.

Gọi chúng tôi:
926-1626 (ban ngày)
967-0477 (buổi tối)
462-1397 (Monday 7 -10 PM)

THỬ MÁU VỀ
SIÊU VI TRÙNG HIV



HÃY HOẠT ĐỘNG ¹⁹⁹⁰
NGAY TỪ BÂY GIỜ !

All information will be kept confidential
GAY ASIAN AIDS PROJECT

Brochure en langue vietnamienne publiée par
le Gay Asian AIDS Project (GAAP), date inconnue (après 1994).

Projet asiatique gay contre le sida. (n.d.). Thử máu về siêu vi trùng HIV. Gay Asian AIDS project
Vertical file. Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON..
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile1839>.

Groupe 4



Affiche de la Queer Nation Toronto, ca. 1992-1994.

Queer Nation Toronto. (1992-1994). Assez, c'est assez... ripostez. Queer Nation (Toronto) Dossier vertical. The ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile4586>.



Macaron de la Queer Nation, années 1990.

Queer Nation Toronto. (199-). Queer Nation. Macaron. Numéro de catalogue CB994. Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/artifacts6136>.



Chaque jour, l'un d'entre nous est pris par l'ennemi. Qu'il s'agisse d'un décès dû au SIDA en raison de l'inaction d'un gouvernement homophobe ou d'une agression de lesbienne dans un restaurant ouvert toute la nuit (dans un quartier supposé lesbien), nous sommes systématiquement éliminés et nous continuerons à l'être à moins que nous ne réalisons que s'ils prennent l'un d'entre nous, ils doivent tous nous prendre.

Extrait du Manifeste de la Nation Queer



Être queer n'est pas une question de droit à la vie privée ; c'est la liberté d'être public, d'être qui nous sommes. Cela signifie lutter chaque jour contre l'oppression, l'homophobie, le racisme, la misogynie, la bigoterie des hypocrites religieux et notre propre haine de nous-mêmes. (On nous a soigneusement appris à nous haïr nous-mêmes.) Et maintenant, bien sûr, cela signifie aussi lutter contre un virus, et tous ces homophobes qui utilisent le sida pour nous faire disparaître de la surface de la terre.

Extrait du Manifeste de la Nation Queer





Je suis en colère. Je suis en colère d’avoir été condamnée à mort par des inconnus qui me disent : “ Tu mérites de mourir” et “Le sida est le remède”. La fureur éclate lorsqu’une femme républicaine portant des vêtements et des bijoux d’une valeur de plusieurs milliers de dollars passe devant les lignes de police en secouant la tête, en ricanant et en agitant le doigt vers nous comme si nous étions des enfants récalcitrants qui font des demandes absurdes et qui piquent une crise de colère lorsqu’elles ne sont pas satisfaites. En colère, alors que Joseph agonise pour 8 000 dollars par an pour de l’AZT qui pourrait le maintenir en vie un peu plus longtemps et qui le rend plus malade que la maladie qu’on lui a diagnostiquée. Je suis en colère lorsque j’écoute un homme me dire qu’après avoir modifié cinq fois son testament, il n’a plus personne à qui léguer quelque chose. Tous ses meilleurs amis sont morts. Je suis en colère lorsque je me trouve au milieu d’une mer de panneaux d’édredon, lorsque je participe à une marche aux chandelles ou lorsque j’assiste à une énième cérémonie commémorative. Je ne marcherai pas en silence avec une putain de bougie et j’ai envie de prendre ce putain d’édredon, de m’envelopper dedans et de le louer furieusement, ainsi que mes cheveux, et de maudire tous les dieux que la religion a jamais créés. Je refuse d’accepter une création qui réduit les gens à néant dans la troisième décennie de leur vie. Je lève mon visage vers les nuages et un rire rauque qui sonne plus démoniaque que joyeux jaillit de ma gorge et des larmes coulent sur mon visage et si cette maladie ne me tue pas, il se peut que je meure de frustration.

Extrait du Manifeste de la Nation Queer



Leçon 2 :

Apprendre à connaître les expériences 2SLGBTQIA+ intersectionnelles

Dans cette leçon, les élèves ...

- Découvriront l'impact de la colonisation sur le genre et la sexualité
- Apprendront à connaître l'histoire des BIPOC et des personnes handicapées queer et trans

Durée	Activité	Matériel nécessaire
15 minutes	Découvrez l'impact de la colonisation sur le genre et la sexualité (diapositives Google)	<ul style="list-style-type: none">• Diapositives Google
40 minutes	En savoir plus sur l'histoire des BIPOC et des personnes handicapées queer et trans (activité en puzzle)	<ul style="list-style-type: none">• Imprimés• Facultatif : papier graphique et marqueurs
10 minutes	A retenir	N/A

Activité 1 : Découvrir l'impact de la colonisation sur le genre et la sexualité

15 minutes

1. Rappelez aux élèves ce qu'ils ont appris dans la leçon précédente.
Lors du dernier cours, nous avons appris quelques événements importants pour les communautés 2SLGBTQIA+. Aujourd'hui, nous allons parler de la façon dont la colonisation et la suprématie blanche contribuèrent à la création de cultures queerphobes et transphobes au Canada. Ces structures ont eu un impact durable sur les personnes les plus visibles des mouvements queer et trans et ont obligé les militants-es queer et trans Noirs-es, Autochtones, de couleur et handicapé-ees à créer leurs propres espaces communautaires pour répondre à leurs besoins.
2. Présentez les [diapositives Google](#) à votre classe. Remarque : le diaporama comprend également une activité de réflexion en binôme et une réflexion personnelle.

Préparation

- Lisez les aperçus de la leçon et les diapositives Google.
- Préparez votre projecteur.

Matériel

- [Diapositives Google](#)
- Ordinateur et projecteur

Activité 2 : Découvrir l'histoire des BIPOC et des Queer handicapé·ées (activité en puzzle)

40 minutes

1. Expliquez l'activité à votre classe :
Nous allons maintenant découvrir comment les communautés Noires, Autochtones, de couleur, queer et trans handicapées ont résisté à l'oppression. Vous serez d'abord réparti·es dans un groupe principal et recevrez un numéro de 1 à 5. Une fois que vous aurez un numéro, vous formerez un autre groupe avec d'autres personnes qui ont reçu le même numéro. Vous analyserez des textes ensemble avant de retourner dans votre groupe principal pour partager ce que vous avez appris. Nous nous retrouverons ensuite en classe pour discuter.
2. Commencez par créer cinq groupes principaux.
3. Ensuite, attribuez à chaque personne du groupe le numéro 1, 2, 3, 4 ou 5.
4. Dites ensuite à chaque groupe numéroté de se rassembler. Une fois les groupes rassemblés, remettez-leur les documents et les questions de discussion. Rappelez-leur qu'ils disposent de 15 à 20 minutes pour discuter au sein de leur groupe numérique.
5. Au bout de 15 à 20 minutes, rappelez-leur de rejoindre leur groupe principal pour discuter pendant encore 15 à 20 minutes. Vous pouvez suggérer que chaque personne ne s'exprime que pendant 2 à 4 minutes.
6. Revenez en classe et demandez à chaque groupe principal de partager les idées qu'il a trouvées les plus intéressantes.

Préparation

- Imprimez les questions de discussion et les documents de source primaire.

Matériel

- Imprimés
- Facultatif : Des feuilles de papier et des marqueurs pour que les groupes puissent noter leurs idées.

Imprimez et découpez les éléments suivants...

Tâche

Référez-vous aux questions suivantes pour lancer la discussion. Vous n'avez pas besoin de répondre à toutes les questions. Préparez-vous à partager un peu de votre discussion avec votre groupe principal dans 15 à 20 minutes.

1. Qu'est-ce qui vous a frappé dans le(s) texte(s) avec lequel (lesquels) vous avez interagi ?
2. Qu'avez-vous ressenti lors de votre interaction avec ces textes ?
3. Beaucoup de ces textes parlent de la vie urbaine. Pourquoi pensez-vous qu'il en soit ainsi ? Comment pensez-vous que les expériences queer et trans peuvent différer dans les petites villes ou les zones rurales ?
4. En quoi pensez-vous que l'activisme dans les communautés BIPOC 2SLGBTQIA+ est différent de celui des communautés queer et trans blanches ?
5. Comment pensez-vous que le militantisme dans les communautés 2SLGBTQIA+ handicapées est différent de celui des communautés queer et trans non handicapées ?

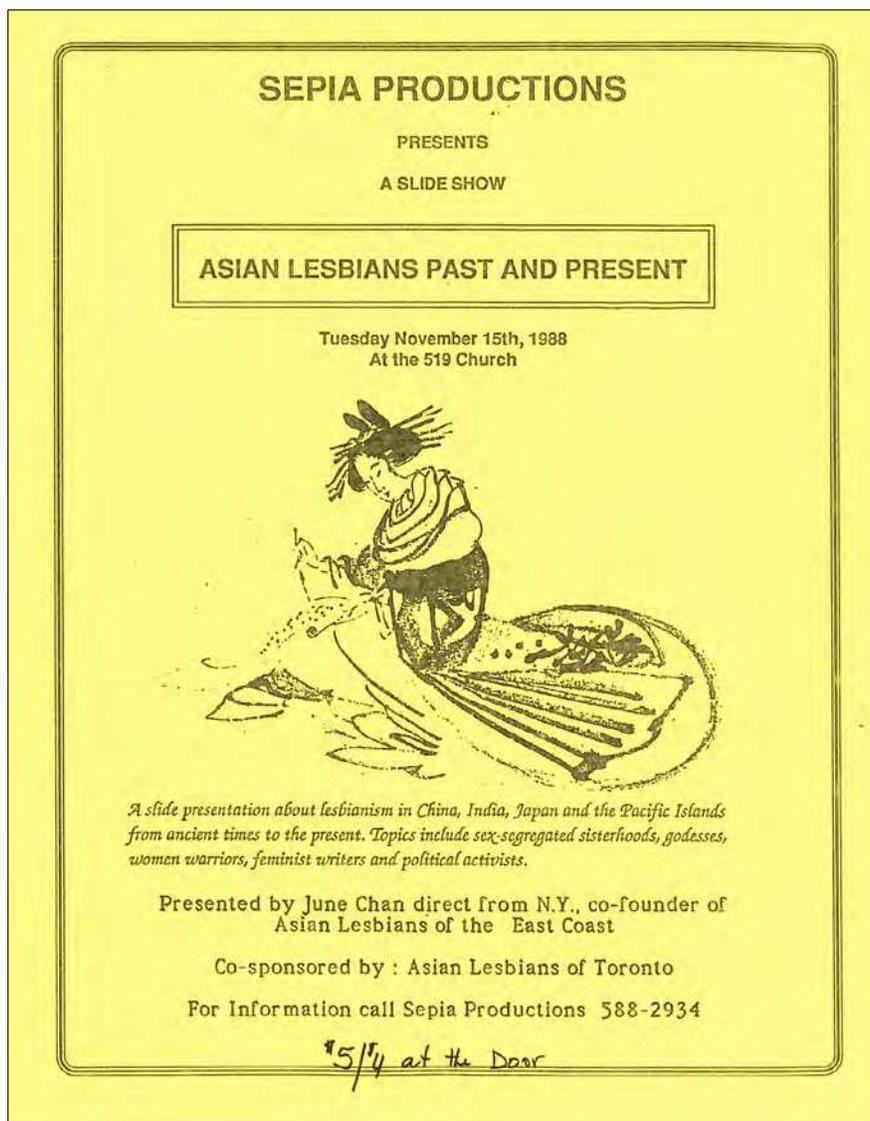
Tâche

Maintenant que vous êtes de retour dans votre groupe principal, vous disposez de 15 à 20 minutes pour discuter de ce dont vous avez parlé dans vos groupes de chiffres individuels. Chaque personne peut prendre quelques minutes pour parler de ce dont vous avez discuté. Voici quelques points sur lesquels vous pouvez vous concentrer . . .

- Les textes avec lesquels vous avez interagi
- Ce que vous avez appris sur les communautés sur lesquelles vous vous êtes concentrés
- Ce que vous avez appris sur les efforts des activistes de ces communautés
- Tout ce que vous avez trouvé d'intéressant

Groupe 1:

Vous n'êtes pas obligé d'utiliser tous les éléments ; choisissez ceux qui vous semblent le mieux correspondre aux intérêts de vos élèves. Des légendes comprenant des informations sur le-a(s) créateur-ices(s) de l'enregistrement, la date de création et un contexte supplémentaire sont fournies sous chaque élément. Vous pouvez donner à vos élèves les éléments avec ou sans les légendes, en fonction de leur expérience de travail avec des documents de source primaire.



[Prospectus](#) d'un événement organisé par le groupe Asian Lesbians of Toronto, 1988.

Lesbiennes asiatiques de Toronto (1988). Sepia Productions Presents Asian Lesbians Past and Present. Asian Lesbians of Toronto Vertical file. The ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile241>.

1447

khush presents Desh: Pardesh

South Asian Culture in the Diaspora

**Friday
March 23rd,
8 PM**

**"RAJ, RAJ, AGAINST
THE DYING OF THE
LIGHT..."**

A night of film, video, readings & performance.

MEMORY PICTURES
A video by Pratibha Parmar
A profile of gay, South Asian photographer Sunil Gupta and the way his work intersects concerns of sexual and racial identity. Gupta's journey weaves with many others' to construct the wider historical context of migration and remembrance. The video will be introduced by Pratibha Parmar.

INDIA HEARTS BEAT
A video by Leta Sagr
Sujir invokes themes of cultural displacement and nostalgia in this experimental video of three women's journey into their memories of India.

WALLFLOWER
A short animated film by Osa Saxena
Saxena uses the classic metaphor of the wallflower to depict how a deep sense of insecurity combined with the over-aggressive actions of others can cause one to withdraw.

READINGS BY:
Himani Bannerji
Teacher, activist and writer (DGING TIME, and the forthcoming children's book, COLOURED PICTURES).
Arun Mukherjee
Author of TOWARDS AN AESTHETIC OF OPPOSITION.
M.G. Vassanji
Publisher of The Toronto South Asian Review and author of the novel THE GUNNSACK.
And a performance by Malika Mendez from the works of Suniti Namjoshi.

**Saturday
March 24th,
2 PM**

AJNABI ("Exile")
A panel discussion which will examine culture in the South Asian diaspora. Themes engaged include: issues of location and context; invisibility within the larger community; problems and perspectives on issues of gender and class.
Ramabai Espinet, moderator
Participants :
Himani Bannerji Arnold Itwaru
Ali Kazimi Malika Mendez
Arun Mukherjee Pratibha Parmar
Premika Ratnam
ADMISSION IS FREE.
CO SPONSORED BY TRINITY SQUARE VIDEO

Desh:Pardesh (which translates to "home/out of home") is organized by the cultural committee of KHUSH, an organization serving Toronto's South Asian lesbian and gay community.
Admission for the event is \$5 in advance, \$9 at the door. (separate admission for each night)
For both nights: \$8 in advance, \$10 at the door.
Tickets available at Pugs, Third World Books, The Toronto Women's Bookstore, The DEC Bookroom and The Euclid Theatre.
The event is being held at:
**The Euclid Theatre,
394 Euclid Ave**
(Euclid Ave is 3 blocks or 1 streetcar stop west of Bathurst at College).
This event is co-sponsored by CKLN 88.1 FM
Desh/Pardesh is made possible by the assistance of The Ontario Arts Council.

c8k8!n
F.A.M.

**Saturday
March 24th,
8 PM**

**"OM IS WHERE THE
ART IS..."**

A night of film, readings and music performance.
Musician Ali Koushkan, whose work fuses the music of the Middle-East with that of the sub-continent will perform.
READINGS BY:
Krishantha Sri Bhaggyadatta
Activist and writer (THE ONLY MINORITY IS THE BOURGEOIS).
Ramabai Espinet
Writer and editor (CREATION FIRE: AN ANTHOLOGY OF CARIBBEAN WOMEN POETS).
Arnold Itwaru
Poet and novelist (SHANT) who will read with tabla accompaniment by Suresh Ramotar.
VOICE OF OUR OWN
A film by Premika Ratnam and Ali Kazimi
VOICE OF OUR OWN documents how immigrant and visible minority women, dissatisfied with the lack of attention devoted to their concerns of immigration, employment and racism, strike out on their own to form a parallel movement to the white feminist struggle.
V Tape Distribution and Khush present the premiere of
FLESH AND PAPER
A film by Pratibha Parmar
A lyrical documentary about the life and work of Suniti Namjoshi, a South Asian lesbian writer.
The film will be introduced by Pratibha Parmar.

Programme du premier festival et de la première conférence de Desh:Pardesh (Desh Pardesh), Toronto, 1990. Organisé par Khush : South Asian Gay Men of Toronto, Desh Pardesh a présenté des œuvres de personnes homosexuelles sud-asiatiques issues de la diaspora.

Khush : Les homosexuels sud-asiatiques de Toronto. (1990).

Khush présente Desh:Pardesh. Desh Pardesh : Conférence et festival intra-nationaux explorant la politique des cultures sud-asiatiques en Occident. Politics of South Asian Cultures in the West (1er : 1990 : Toronto, ON) Dossier vertical. Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.

<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile16628>.

NOWHERE IN THE WORLD is there a festival like Desh Pardesh. For 12 years, South Asians from around the globe have come to talk openly about liberation from oppressive dogmas — whether it be Hindu fundamentalism or your parents forcing you to be a doctor and straight.

Success, however, has brought problems. "Desh is suffering from a loss of cultural memory and grounding in the values that originally propelled it," says artist Sharon Fernandez, among the first participants at Desh (she is currently working at the Canada Council as an equity coordinator).

Critics point to the creative spirit and spirited dialogue of the festival's early years. Nelson Carvello, a founding member of Khush (Toronto's South Asian queer boys club) and one of the original organizers of Desh Pardesh, says: "The first years of Desh were very political, creative, exciting and scary all at the same time!" In 1986, the Khush boys, with the help of Gay Asians Toronto, organized an event called Saloom Toronto (Desh's predecessor) at the 519 Church Street Community Centre.

"We wanted to expose our families to our realities as queer South Asians," says Carvello. "And at the same time we also wanted to expose the white gay and lesbian community to our lives in more than a tokenistic fashion. There was so much creativity and we had a lot of fun, but the vision was always about outreach — outward and inward."

Carvello recalls the early years as exhilarating — and intimidating — because people at different stages in their political evolution, were giving voice to numerous points of view.

He remembers one night, in particular: Sunera Thobani was screening one of her films. Afterwards, someone in the audience got up and argued that the film had no class analysis. Then others jumped up and responded with

Popular fest looks to its roots as success sparks criticism

Desh's mid-life crisis

Stories by Zahra Dhanani

"look at your own class background and don't assume what class people are." The discussion went back and forth. Carvello remembers it to be heated and totally engaging. He says that this kind of spontaneous feedback was happening all the time.

Using words like alienation and disappointment, some South Asians feel that the heat has cooled in the last three or four years. Local lesbian and long time Desh contributor, Leela Acharya, thinks that "Desh has strayed from the radical hot bed of politics and culture that it started out to be." The festival has become "clique-ish, self-indulgent," she says,

by becoming a showcase of names and personalities. It's no longer a gathering place where everyone gets a chance to speak and come away with a renewed sense of hope and vision.

The critique is often vigorous because Desh is more than just a festival: It means family to so many South Asian people. And not unlike family, it has had its share of sibling rivalries, totalitarian defensive parents, and even the favourite children who get all the props and attention.

And just like family, all the kids keep coming back, looking for love and



D'LO DOWN: LA-based dyke, D'Lo, recognizes no cultural barriers in her approach to action.

acceptance. Acharya laughs as she confesses: "No matter what I say, when Desh comes around every year, I buy the pass and go to everything. It is the only place where I feel like full representation of my reality is possible."

"This year we are trying to create a respectful dialogue between all of the community members," says Mark Haslam, a member of the Desh programming committee and a long time contributor to the South Asian queer community. "People are at different stages when they come together at Desh. They have different vocabularies, and these vocabularies are constantly

changing. Our intention is to encourage this discussion in a way that isn't alienating."

Organizers have structured the festival so that there is a lot of time between events for meals and discussion. There will be a Q&A after all the programs so that presenters and audience members can speak with each other, and the MCs are being trained to put the performances in context, while encouraging all questions and comments. Also, there is "Culturally Informed Critical Writing," a project (supported by a workshop of the same name) where all festival attendees are invited to review any program at the festival. Articles will be posted at the festival mainspace and archived for future reference.

Desh organizers say they are committed to reviving the original values and politics. Haslam states that much of the responsibility also belongs to the audience. "Desh is meant to be a catalyst for discussion, and then it is up to the audience to re-interpret and re-invent the circle of meaning that they get from Desh."

Part of the shift includes more integrated programming, with a move away from identity-based programs, like a women's night or a queer night. The hope is to present a more inclusive and fluid presentation of progressive South Asian voices.



Queerly passionate & political

There are a lot of queer contributors at this year's Desh Pardesh festival exploring the complexities that make our lives whole.

One of the more intriguing performers who'll open up the mixed bag of identity is D'Lo, a gay Sri Lankan artist and activist. She finds inspiration and support in the black, Latino, Filipino, gay and straight communities and the underground hip-hop scene in Los Angeles.

In her performance work she passionately shares her realities: the genocide in Sri Lanka, loving all children as special, the limitations and restrictions of religion, the criminal justice system, eating jellybeans, racism and interracialism, spirituality and the passion that carries her.

D'Lo's vibrant commitment to freedom exemplifies how art and creativity come to bear on politics and oppression. D'Lo performs at Buddies in Bad Times (12 Alexander) opening night at 7pm on Thu, Jun 10. (Most of the events take place at Buddies.)

Other queers include local teacher and student activist Sheila Batacharya, who leads a workshop and beginners yoga class "Yoga And Decolonization" (10am to noon on Sat, Jun 12 at the 519 Church Street Community Centre).

A former Torontoian now based in Vancouver, Sheila James, joins forces with the Basmati Action Group to offer an action-based workshop and panel exploring bio-piracy. James sees multi-national companies patenting life forms as the "wild wave of colonization."

Find out "How America Stole Basmati Rice!" (from 1pm on Fri, Jun 11 at The 519). Harvard film school graduate Nish Saran pushes the boundaries of autobiographical documentary filmmaking, with his hilarious and moving piece Summer in My Veins, his story of being tested for HIV and steeling himself to come out to the extraordinary women in his family over the course of a family vacation. (At 1pm on Fri, Jun 11 at the John Spotton Cinema, 150 John St.)

The day programming features a wide variety of workshops — from dramatic screenwriting with writer/director/actor Supriya Varughese (9:30am on Thu, Jun 10), to a workshop on creative writing and social justice facilitated by Canadian writers Anur Agi, Ance Castellino and Ashok Mathur (10am on Sat, Jun 12).

Some of the other highlights include internationally renowned feminist Fahmida Riz, exiled from Pakistan for her political writing and work with the women's magazine Awaaz (3:15pm on Fri, Jun 11).

In a first of its kind, architect and writer Pradeep Dalal opens up a fresh dialogue with his mixed media presentation about the experiences of Africans in India, in his work-



PRECOCIOUS LENS: Nish Saran turns the camera on his family as he comes out.

shop "India Through African Eyes" (3:30pm on Fri, Jun 11 at The 519).

Dancer and author Gnanjini Kolanad performs "Walking Naked," a dance-theatre piece, including spoken word and puppets. Fleurette Fernando, of Sri Lankan parentage who grew up in the cultural mix of Toronto's Jane and Finch neighbourhood, presents Devolution, an exploration in anthropology and urban culture, incorporating dance, music and spoken word. The young, multi-racial cast mix street hip hop, house, B-boy breaking, swing, mime and Afro-Brazilian martial arts (both, on opening night).

For the first time ever, there will be children's programming: "Can You Tell Me How To Get To Desh Street?" There'll be storytelling with authors Marjusha Pawajgi and Rukshana Khan, floor painting and Indian drawing styles with Priya Mazumdar, and dance/choreographer Hari Krishnan will lead "Simon Says: Do a Lotus Flower." These events are free and will be held at the Children's Own Museum (90 Queen's Park), from 12:30pm to 4:30pm on Fri, Jun 11.

For other events and participants, look for Desh Pardesh programs at community bookstores and organizations.

Desh Pardesh.
\$8-\$10 evening programs.
PWYC workshops.
Thu, Jun 10-13.
Various venues.
(416) 340-0485.

Say your piece about this story at www.xtra.ca. Click "Features" to air your views.

Jun 3, 1999 XTRA! # 381 33

Extrait d'un article paru en 1999 dans Xtra ! sur la dépolitisation et la déradicalisation du Desh Pardesh au fil du temps. Pour en savoir plus, lisez l'article de Leah Lakshmi-Piepzna Samarasinha, "Artists, Rebels, Warriors : L'héritage de Desh Pardesh et l'avenir de l'art radical sud-asiatique".

Dhanani, Z. (1999). Desh's mid-life crisis. Xtra !

Desh Pardesh : Intra-National Conference and Festival Exploring the Politics of South Asian Cultures in the West (5^{ème} : 1995 : Toronto, ON) Dossier vertical. Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.

<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile1926>.

Regardez un extrait de “Interview with Alan Li for the Queer Liberation Theory Project” (entretien avec Alan Li pour le projet de théorie de la libération des homosexuels).

L'intégralité de l'entretien dure plus d'une heure ; regardez jusqu'à la huitième minute et discutez ensuite.

Alan Li est médecin, organisateur communautaire, activiste et artiste. Il est entré en contact avec le mouvement de libération des homosexuels par l'intermédiaire de Gay Asians Toronto en 1981. Il a participé à la formation de la Coalition contre l'homophobie (Coalition Against Homophobia), et à la création d'espaces sociaux permettant aux non-militants de contribuer à la vie politique. Li évoque l'importance de l'intersectionnalité au sein du mouvement LGBTQ+ et la nécessité de créer des espaces pour les personnes qui ne sont pas des militants-es.

Cet entretien a été réalisé le 16 octobre 2011 par Nick Mulé.



<https://digitalexhibitions.archives.ca/items/show/1116>.

MIN-ALAQ: A SOCIAL/SUPPORT GROUP FOR GAY, LESBIAN AND BISEXUAL MUSLIMS

The expression *Min-Alaq* is derived from the Quranic chapter *al-Iqraa'*, which was the first verse revealed to the Prophet of Islam. The verse reads as follows:

"Read! In the name of thy Lord who created,
Who created humanity from a clot of blood (*Min-Alaq*),
Read! And thy Lord is most Bountiful-
Who taught (the use of) the Pen
Taught humanity that which it knew not!"

The verse does two things; it emphasises not only the importance of knowledge and learning in Islam, but it reduces the whole of humanity to a single common denominator.

Growing up as a part of a minority has its fair share of challenges -including discrimination and alienation - regardless of which minority it is.

This is certainly true if you are a Muslim in Canada belonging to a largely new Canadian community of less than 400,000 individuals scattered across the largest country in the world, and encompassing over 80 different ethnic, racial and cultural groups. The fact that Islam and its adherents are stigmatized by many often compounds those challenges.

For those Canadian Muslims that are gay, lesbian or bisexual, the issues of discrimination and alienation are compounded as these individuals are a minority within a minority, and are more often than not scorned by their birth community because of their sexual orientation.

Throughout North America groups have formed to address the social and spiritual needs of gays, lesbians, and bisexuals from a variety of specific faith traditions.

Despite the size of the Muslim community in North America in general, and in Metro Toronto (with an estimated community of 200,000) in particular, there are no associations or groups to give gay, lesbian and bisexual Muslims support in reconciling and coming to terms with their sexual orientation and their faith, or even a means of socializing.

Potentially the first such group (anywhere?), *Min-Alaq* hopes to do just that. Simply put, *Min-Alaq* hopes to create and foster a supportive and understanding environment for gay, lesbian and bisexual Muslims and their friends.

Min-Alaq is open to all gays, lesbians and bisexuals of Muslim origin, regardless of sect, race or national origin, and their friends and supporters.

If you are interested in being part of *Min-Alaq*, or simply want to know more, please come to the first meeting of *Min-Alaq* on Wednesday, September 30, 1992 at 8 p.m. at the 519 Community Centre - 519 Church Street.

Min-Alaq can be contacted at: (416) 925-9872 (XTRA) Extension 2109

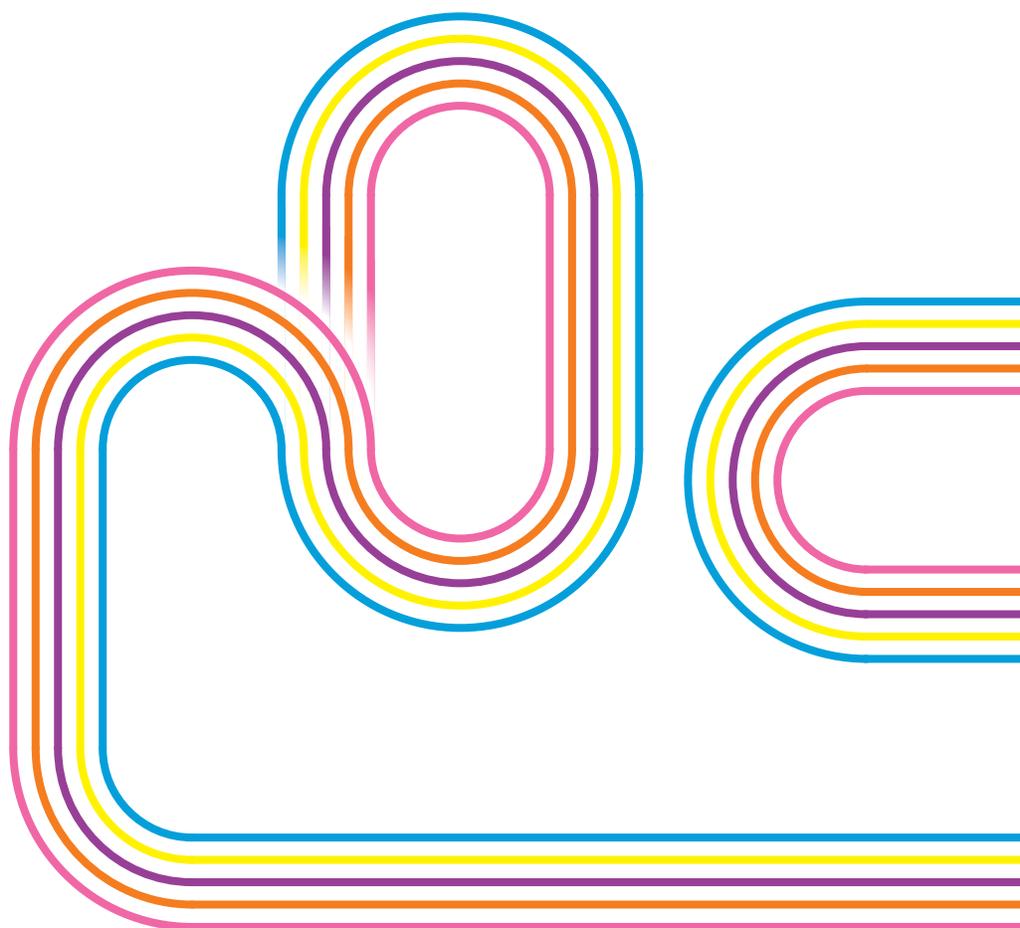
[Tract](#) annonçant la première réunion de Min-Alaq, 1992. Min-Alaq a été l'une des premières organisations de musulmans-es homosexuels-elles, et probablement la première au Canada.

Min-Alaq. (1992). *Min-Alaq : un groupe de soutien social pour les musulmans gays, lesbiennes et bisexuels*. MIN-ALAQ Vertical file. Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile6827>.

LECTURES COMPLÉMENTAIRES (FACULTATIVES) : Li, A. (2018). Power in community : Queer Asian activism from the 1980s to 2000s. Dans J. Haritaworn, G. Moussa, & S. Marcus Ware (Eds.), *Marvellous grounds : Queer of colour histories of Toronto*. Entre les lignes. The ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue22736>.

Groupe 2 :

Vous n'êtes pas obligé d'utiliser tous les éléments ; choisissez ceux qui, selon vous, correspondent le mieux aux intérêts de vos élèves. Des légendes comprenant des informations sur le-a(s) créateur-ice(s) de l'enregistrement, la date de création et un contexte supplémentaire sont fournies sous chaque élément. Vous pouvez donner à vos élèves les éléments avec ou sans les légendes, en fonction de leur expérience avec des documents de source primaire.



INSIDE: WHAT'S ON / WHAT'S WHEN / WHAT'S WHERE

XTRA! **FREE!**

THE BODY POLITIC'S GUIDE TO IN TORONTO DEC 1, 1984

It's catching!
Prime-time soap mania hits hundreds, spreads to yet another gay bar!

You're always straightening out my life!" huffs Steven at Claudia as he storms out of the bedroom.
"Why am I here watching this?" I ask myself. Here I am in the middle of a gay bar surrounded by gorgeous young guys—all glued to those video screens! This could only be Dynasty night at Club 101!
As the opening credits roll, an anticipatory silence fills the bar, as packed as a Saturday night and with just as flamboyant a crowd. On Wednesday

continued inside ▶

Collins: mixed emotions

DOUG STEWART, DERYCK GLODON, DEBBIE DOUGLAS & SYLMADEL COKE

FINDING A SPACE OF OUR OWN
Getting together with Zami and Lesbians of Colour

"Look, Mom, you see. They're not all white!" Mary Simms smiles as she remembers what she longed to be able to tell her mother when she brought home a new woman friend. "When I first came out, I looked everywhere for lesbians of colour," she says.
Mary now has a place to look. She's become a member of Lesbians of Colour, one of the city's newest community groups. The all-inclusive name seemed to choose itself, explains Carol, one of the founders. "When I first put an ad in *The Body Politic*, I wanted to get together a group of black lesbians," she says. "But then all these other lesbians of colour began phoning me."
"Some people are antsy about a group just for blacks or West Indians," says Doug Stewart, who belongs to Zami, another new organization. "They don't seem to understand how important it is for people to get together and have their own space when they're a minority."
Zami—the name is an Eastern Caribbean word for lesbian sex—is open to black people and West Indians of either sex. Zami and Lesbians of Colour have been meeting regularly for several months now, and reliable reports are that they're attracting a fun bunch of people. Meetings run the gamut, combining potluck suppers with peer counselling and discussions on topics ranging from co-parenting to discrimination in local bars. New members are definitely welcome!
Tim McCaskell □

Lesbians of Colour (537-1819) meets Sunday evenings, and Zami (537-2806) gets together Thursdays at the 519 Church St Community Centre.

Couverture du numéro de décembre 1984 de Xtra ! comprenant un article sur les nouveaux groupes Zami et Lesbians of Colour.

McCaskell, T. (1984, déc.). Finding a space of our own. Xtra ! Lesbians of Colour (Toronto) Vertical file. The ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile3322>.



Carte d'information sur l'initiative Black Queer Youth (BQY) au Sherbourne Health Centre de Toronto. L'initiative BQY est un programme d'accueil organisé avec Supporting Our Youth (SOY) et offre un soutien par les pairs et un mentorat aux jeunes queers et trans Noirs-es, caribéens-éennes, africains-es et multiraciaux-ales qui s'identifient comme tels-elles.

Black Queer Youth Initiative. [ca. 2005]. BQY Initiative. Black Queer Youth Initiative Vertical file.
 The ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile22483>.

BLACKNESS YES! Presents

BLOCKORAMA 2001

Pride Day, Sunday June 24, 1pm - 11pm
In the south end of the parking lot across from the Wellesley Subway Station

ENTERTAINMENT

5pm - 6pm DJ Collins DJ Rick

PARADE 6pm - 8pm

8pm - 7pm DJ Black Cat DJ Nikki Red DJ Verita

MC Sandra Whiting

African Drummers & Dancers 7pm - 7:20pm

Escola de Samba de Toronto 7:20pm - 7:40pm

Drag Tribute to Goddess 8pm - 9pm

9pm - 11pm DJ Paul S. Lopez DJ Jajalores

Caribbean food and beverages provided by...

Thank you to Pride Committee, 2Divas, Lesbian & Gay Community Appeal and all our donors and volunteers.

For information contact Blackness Yes! at 416-925-9877 ext. 2282, fax 416-925-1496, email blacknessyes@hotmail.com or visit <http://www.blacknessyes.com>

BLACKNESS YES!

Select Events with You in Mind

Thursday June 21, 2001	Saturday June 23, 2001	Sunday June 24, 2001
<ul style="list-style-type: none"> at Dusk AIDS Candlelight Vigil in Carleton Park (behind the 519 Church St. Community Centre). Info: call Bill Ekins at 416-392-6878 ext. 312. 	<ul style="list-style-type: none"> 10 am 6th Annual Pride & Remembrance Run at Church St. and Wellesley St. Info: call 416-944-9449, visit www.pridetoronto.org or email runner@pridetoronto.org 	<ul style="list-style-type: none"> 11 am Metropolitan Community Church presents Celebration Service on the Pride South Stage, at Church St. and Wood St.
<p>Friday June 22, 2001</p> <ul style="list-style-type: none"> 7:30 pm - 10 pm OUT/RAGE: a queer womyns' poetry and performance night by Multicultural Womyn in Concert at the 619 Church St. Community Centre, 36-5. Info: call 416-760-2177, visit www.wayto/campus, or email campus@hotmail.com 9 pm 2 Divas present Pride Weekend K&K Off Party at Balmuto's Triangle, 17 Balmuto St with DJ Cajunera. Free! Info: call 416-899-9444, or visit www.2divas.cjb.net 10 pm SAVOUR: Pride 2001 presents "HARMONY" and "MELODY" at Ursa Max, 422 Adelaide St with DJ Denise Benson and others. W. \$10 in advance, \$12 at the door. Info: call 416-760-6110, or email mentaltchatter@sympatico.ca 10 pm PELAIU presents Pride Friday Fete @ the El Mocambo, 464 Spadina Ave. S. of College, all star DJ cast Verita, Nikki Red, Davee Ki, No Capitalista. Sweet soca, wicked reggae, latin dance fever, strolling houses, smooth R&B, latin hip hop and much more... \$10. Contact: fete2001@hotmail.com 	<ul style="list-style-type: none"> 2 pm Dyke March starts at the corner of Church St. and Gloucester St. Info: call 416-92PRIDE (927-7433), visit www.pridetoronto.com, or email dykemarch@pridetoronto.com 2 pm - 8 pm Fruit Loopz @ PRIDE: free outdoor/indoor multi-discipline queer youth arts festival. Music, art, performance, comedy, video, dance and the hottest dj's all under 25! Boudles in Bad Times Theatre, 12 Alexander St. 9 pm 2 Divas present Pride Saturday Night Extravaganza at Balmuto's Triangle, 17 Balmuto St with DJ Black Cat. \$8. Info: call 416-899-9444, or visit www.2divas.cjb.net 10 pm SAVOUR: Pride 2001 presents "HARMONY" and "MELODY" at The Mosknight, 580 King St. W. with DJ Denise Benson and others. W. \$10 in advance, \$12 at the door. Info: call 416-760-6110, or email mentaltchatter@sympatico.ca 10 pm - 8 am UNITY 2001 Circuit Party at the CNE Automotive Building, 370 Info: www.unitytoronto.com 	<ul style="list-style-type: none"> 2 pm Pride Parade starts at Church St. and Bloor St. Info: www.pridetoronto.com, 416-92PRIDE (927-7433). 1 pm - 11 pm Blackness Yes! presents Blockorama - an Expression of Black Pride. In the south end of the parking lot across from the Wellesley Subway Station. Info: call 416-925-XTRA (9872) ext.2282, visit http://communities.msn.ca/blockorama/ or email blacknessyes@hotmail.com 11 pm 2 Divas present The Official Blockorama After Party and Aaliyah CD release party at Club Manhattan, 19 Balmuto St with DJ Black Cat. \$8. Info: call 416-899-9444, or visit www.2divas.cjb.net
		<p>Tuesday June 26, 2001</p> <ul style="list-style-type: none"> 7 pm - 8 pm BLACK PRIDE RADIO - BLACK QUEER VOICES: Pride & Remembrance! Live broadcast on CKLN 88.1 FM from the 519 Church St. Community Centre. Info: email blackqueervoices@hotmail.com

2001 Toronto Pride

Programme de la scène Blockorama 2001 à la Pride de Toronto.

Blackness Yes ! (2001). Blackness Yes ! présente le Blockorama 2001.
Blackness Yes Vertical file. The ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile9299>.

XTRA! JUL 21, 2005 (21)



BLACK TO THE FUTURE

If you find the calypso and soca rhythms of Caribana intoxicating but are concerned that dancin' real close to some beauty at the parade might get you the wrong kind of attention, local DJs and party promoters have a suggestion: Toronto Black Pride, running Fri, Jul 29 to 31.

"Toronto Black Pride is about positivity, love and unity," says TNT, event coordinator and board member for Toronto Black Pride.

"Caribana brings in a lot of black queers from across North America," she says. "So we wanted to make sure that there was a space that let's you be you. You can enjoy the parade during the day and party at night without worrying."

This is the first year that the weekend is operating under the official aegis of the US-based International Federation Of Black Prides. The weekend has expanded to include three parties, a boat cruise and a film festival. "It's important that the new cultural element is there," says TNT. "With the film fest we're showin' the life of black queers.

"Hopefully we'll have something new each year."



KAPOW!
DJ TNT promises an upbeat, lively time at Toronto Black Pride.

The extensive lineup of films includes: Butch Mystique, Debra Wilson's documentary on black lesbians challenging gender roles; The Cookie Project, a doc on a male cop turned transsexual lesbian; episodes of Noah's Arc, a new TV series focussing on black queers (producer Jasmyne Cannick will be in attendance); All God's Children, a look at the African American response to homophobia; and Rodney Evans's recent feature Brother To Brother. Screenings start at 1pm on Sat, Jul 30 at the Hilton (145 Richmond St W); tix are \$30.

TNT notes that US tourists find a few things different up here, like the 50/50 mix of men and women at the parties. "We're not so big as the US events, so we party together. But we're growing."

TNT regularly spins with DJ Blackcat at Goodlife on Saturdays. The weekly urban sounds party used to be at Papi's and has now relocated to a larger venue, the sexy Swallow Lounge (292 College). Goodlife copresents a trio of parties, aka the Urban Jungle Weekend, along with Toronto Black Pride. TNT, Blackcat and guest JJ Rock take up most of the spinning duties.

"The music will be hip, upbeat and lively," says TNT.

First up is the Black On Black party at the Laurentian Room (51A Winchester St) on Fri, Jul 29; wear black and bring a flashlight, it's going to be dark up there. Cover is \$10. Saturday sees the weekend's main party, Survivor, at Swallow. Dress code is army gear/gangsta-look and tix are \$15 advance or \$20 at the door. Sunday starts with a cruise aboard the Obsession 3 departing from the pier just east of Yonge and Queens Quay at 1pm sharp, returning around 6pm; tix are \$50. The weekend winds down back at Swallow with Pretty In Khakis; come dressed in khakis and white Ts. Tix are \$10.

For info, go to Torontoblackpride.com or call (905) 726-1615.

Another group of promoters, Chocolick, presents the Queer Caribana Jam, with DJs Roxanne and Nikki Red, Sun, Jul 31 at Opal (472 Queen St W); tix are \$10.

[Article](#) sur le week-end 2005 de la fierté Noire à Toronto, qui comprenait trois fêtes, un festival du film et une croisière dans le port de Toronto.

Black to the future. (2005, 21 juillet). Xtra ! Black Pride (2005 : Toronto, ON) Dossier vertical. Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile18345>.

BLACK LESBIAN HERSTORY NIGHT CELEBRATION

Music , Dance, Poetry, Art, food
at Pope Joan 547 Parliament St.

Wednesday February 25th 8pm \$8.sliding scale
celebrate ourlives, ourselves*during Black history month
all proceeds for Black Lesbian weekend at Camp SIS*

FEATURING

- ** DREDDY & M.C. LUSHIOUS
- ** JANET CAMPBELL
- ** GRACE CHANNER
- ** MAXINE GREAVES
- ** JUNIA MASON
- ** NATALI E WOODS
- ** FAITH NOLAN

Endorsed by : Congress of Black Women (Toronto Chapter)
York University Wimmin's Centre, Multicultural Wimmin
In Concert, Camp SIS, WRPM, Joint Effort
location 925-6662 message/info 925-9872ext 2096

[Prospectus](#) pour la célébration de la nuit de l'histoire des lesbiennes Noires, organisée conjointement par le chapitre torontois du Congress of Black Women, le York University Wimmin's Centre, Multicultural Wimmin in Concert, Camp SIS, WRPM, et Joint Effort.

Célébration de la nuit de l'histoire des lesbiennes Noires. (1998). Black Lesbian Herstory Night Celebration (1998 : Toronto ON) Dossier vertical. Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile6175>.

LECTURE COMPLÉMENTAIRE (FACULTATIVE) : Ramirez, M. (2018). Dire nos vérités, construire nos avenir : Arts-based organizing in 2SQTBIPOC communities in Toronto. Dans J. Haritaworn, G. Moussa, & S. Marcus Ware (Eds.), *Marvellous grounds : Queer of colour histories of Toronto. Between the Lines.*
The ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue22736>.

Groupe 3 :

Vous n'êtes pas obligé d'utiliser tous les éléments ; choisissez ceux qui, selon vous, correspondent le mieux aux intérêts de vos élèves. Des légendes comprenant des informations sur le-a(s) créateur-ice(s) de l'enregistrement, la date de création et un contexte supplémentaire sont fournies sous chaque élément. Vous pouvez donner à vos élèves les éléments avec ou sans les légendes, en fonction de leur expérience de travail avec des documents de source primaire.

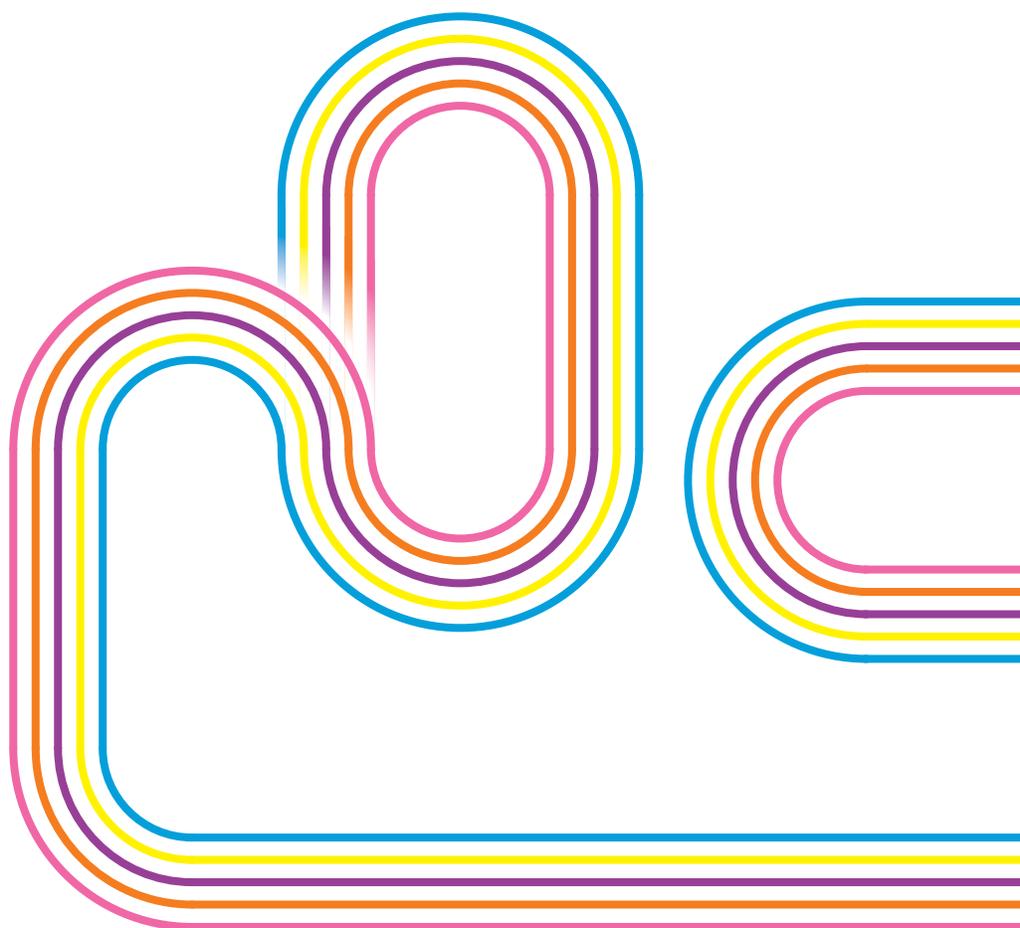




Photo d'une manifestation de la Coalition for Life Together devant Queen's Park, à Toronto, le 10 avril 1979. La manifestation visait à protester contre les retards dans l'amélioration de la législation ontarienne sur les droits de l'homme.

Anderson, J. (1979). Coalition for Life Together [Photographie]. 1982-038/09P (11).
Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions6272>.

In Lesbians In Canada by Joanne Doucette

I ask my friends: "Do you know there is a disabled lesbian caucus?" The reaction is: "Oh! My Goodness! How can they? What do they do? How can they have sex?"

Sexual difference, especially lesbianism, contradicts stereotypes of disabled women. Disabled women are thought to be childlike and passive, asexual and conforming. Lesbians, sexual by definition confound this narrow image. The general public, disabled people, and even non-disabled lesbians assume that disabled lesbians do not exist, rendering u.s. effectively invisible. This invisibility protects u.s. and, at the same time isolates u.s.. Some disabled lesbians directly challenge myths about disabled women by coming out, but this exposes them to the rage and anxiety of others - including too often other disabled women and other lesbians. We are seen, and see ourselves, as different, as outsiders - outside the mainstream, rejected by the disabled community, excluded by the lesbian world. We have no community of our own. We are different.

[Sélection](#) des actes de la conférence Women, Sexuality, & Disability, organisée par le DisAbled Women's Network (DAWN) en 1992 (1 de 3).

We face at least triple oppression - as disabled people, as women, and as lesbians. It is hard for disabled lesbians to separate the different types of oppression they experience. Instead, oppression is experienced as a whole, a pervasive system:

I feel oppressed as a lesbian, but I can't say it's separate from being Native or disabled. It all runs together... I find the whole system sucks.

Sélection des actes de la conférence Women, Sexuality, & Disability, organisée par le DisAbled Women's Network (DAWN) en 1992 (2 de 3).

I have heard some pretty homophobic personal remarks by disability rights leaders, remarks which were not challenged. I do not particularly want to get involved with such groups, not because I am a separatist, but because I feel wounded by such comments. Some disabled women at a DAWN (DisAbled Women's Network) conference strongly objected to a minority rights clause in our constitution which enshrined lesbian rights. An Open Letter DAWN did to the disability rights movement on homophobia received absolutely no response - nothing. It was like dropping a pebble into a dark well and hearing nothing, not even a splash. I know some people discourage family members from attending DAWN because there are lesbians here. The homophobia is very real. How are you supposed to feel when the very thing that keeps you going, your love is scorned, denied and mocked or rejected as sick or sinful? Sometimes, I just hate the people who do this to u.s.; other times I am more willing to educate them, assuming that they are just ignorant, not wilfully malicious.

Sélection des actes de la conférence Women, Sexuality, & Disability, organisée par le DisAbled Women's Network (DAWN) en 1992 (3 de 3).

Tremaine, S. (éd.). [ca. 1992]. Women, sexuality & disability : peeling off the labels : [Proceedings of a symposium]. DisAbled Women's Network. M1993-005.
The ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue5115>.

There was a time when being deaf and gay was a sad and very lonely existence. We were not only discriminated against by the hearing world but even worse by other gays and deaf straights.

Fortunately things are changing now and with increasing understanding we are taking our rightful place in the world.

Last year it was with great pride that we hosted the 4th annual Deaf Gay Convention, held here in Toronto at the Westbury Hotel. Nearly 300 delegates attended from all over Canada and the United States. This year, 1981, the Convention is being held in San Francisco and York Rainbow will be represented by myself and others.

Like the hearing world, the deaf world has a whole range of people covering all the professions and arts. Deafness means only that our ears do not hear. Our eyes can hear, our minds can hear and most important our hearts can hear too.

[Extrait](#) d'une présentation donnée par
Carl Parent de la York Rainbow Society for the Deaf, 1981.

Parent, C. J. (1981). [Lecture donnée à Heaven Disco]. York Rainbow Society for the Deaf Vertical file. Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile6103>.

Support for disabled

This year is the International Year of the Handicapped, and I have not heard of any organization of handicapped gays in Canada. Reading your "Out in the City" section, I could not find a single activity to support, ameliorate and to advocate the rights, privileges and general welfare of gays who are unfortunately physically and/or intellectually disabled.

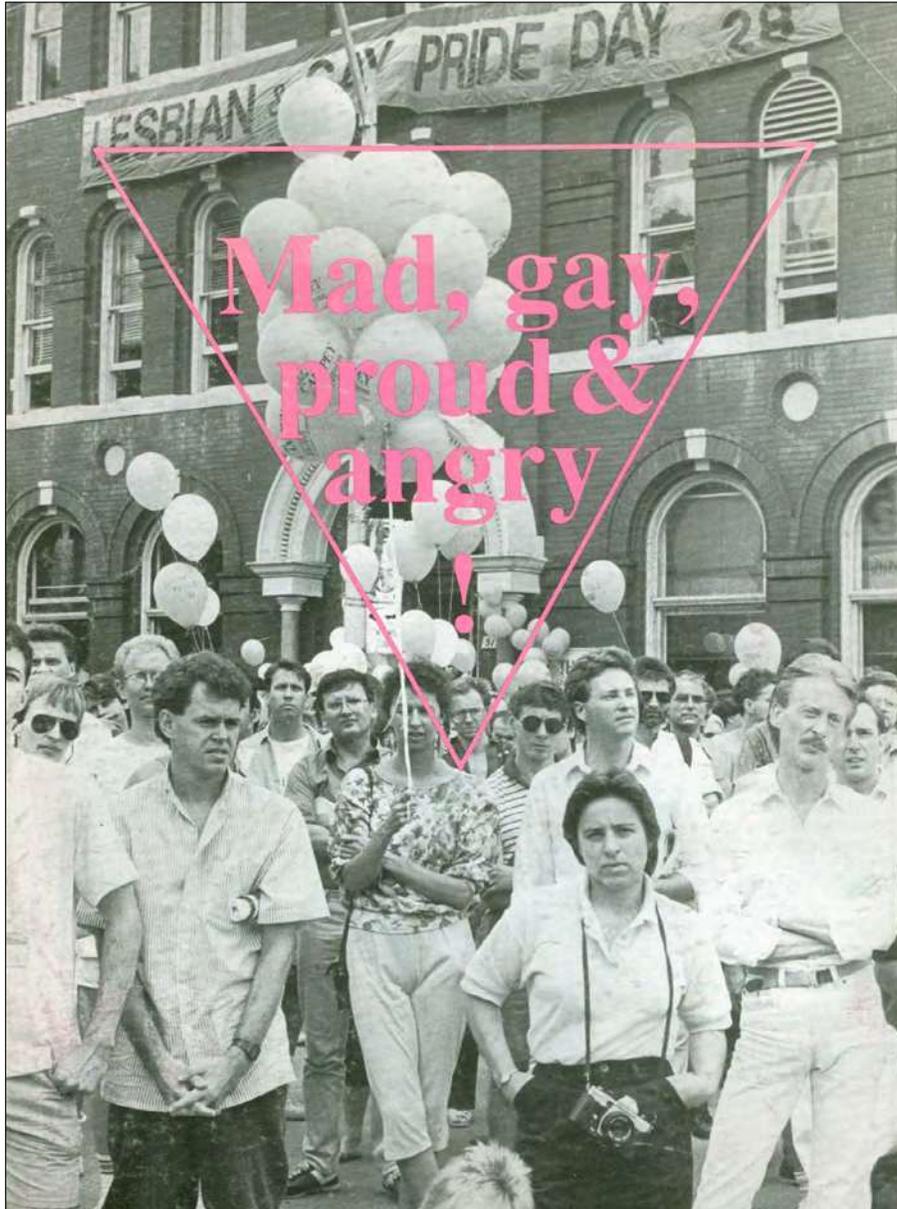
Considering the size and the importance of the Toronto gay community, which has long been the most progressive gay group in this country in terms of social and political actions, it is about time that something be done to recognize the existence of this forgotten minority and to set up some kind of large support organization for handicapped gay Canadians not just for Ontario, but also for other provinces to follow. A clearly visible and well-organized handicapped gay group will help promote the needs and goals of disabled gays and facilitate the members' reintegration in the mainstream of society.

I sincerely hope that you will cover any activities of disabled gays this year to encourage more recognition and acceptance of their presence.

*Fo Niemi
Montreal*

[Lettre](#) de Fo Niemi, publiée dans le numéro de juin 1981 de The Body Politic.

Niemi, F. (1981, juin). [Lettre à The Body Politic]. The Body Politic. LGBTQ Serials. The ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue12430>.



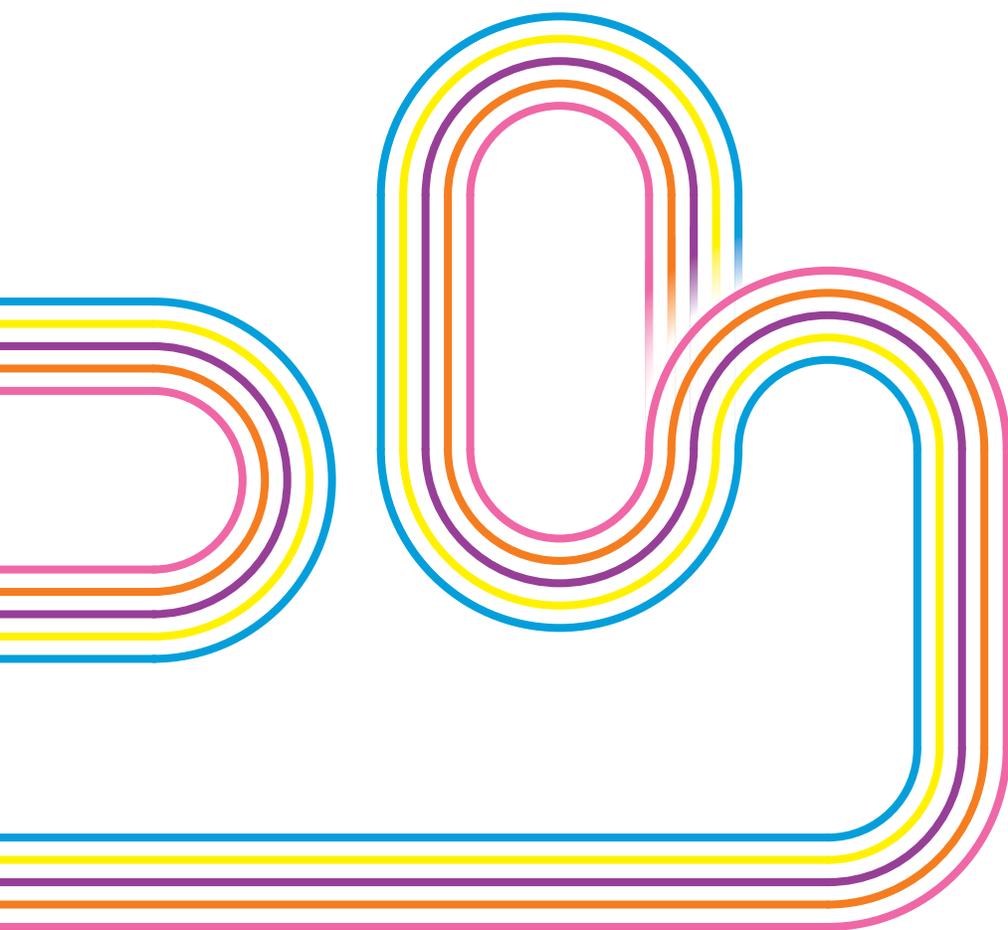
[Page de fin](#) d'un supplément du numéro de juillet 1990 de Voice of the Psychiatrized of Ontario portant sur les expériences des personnes homosexuelles dans le système de santé mentale.

Mad, gay, proud & angry ! (1990, juillet). Voice of the psychiatrized of Ontario : Phoenix rising lesbian and gay supplement. Série LGBTQ. The ArQuives : Canada's LGBTQ+ Archives. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue22319>.

LECTURES COMPLÉMENTAIRES (FACULTATIVES) : Piepnza-Samarasinha, L. L. (2018). Toronto crip city. Dans J. Haritaworn, G. Moussa, & S. Marcus Ware (Eds.), Marvellous grounds : Queer of colour histories of Toronto. Between the Lines. The ArQuives : Canada's LGBTQ+ Archives. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue22736>.

Groupe 4 :

Vous n'êtes pas obligé d'utiliser tous les éléments ; choisissez ceux qui vous semblent le mieux correspondre aux intérêts de vos élèves. Des légendes comprenant des informations sur le-a(s) créateur-ice(s) du document, la date de création et un contexte supplémentaire sont fournies sous chaque élément. Vous pouvez donner à vos élèves les éléments avec ou sans les légendes, en fonction de leur expérience de travail avec des documents de source primaire.





BLM-TO

Alpaudina Williams stops traffic at Pride

PRIDE AND PROGRESS

Critics who have used our action at Pride to attack Black Lives Matter and who focus on our demand that police not participate in future parades, are overlooking the reality of anti-Black racism and the privilege and power granted police. **By JANAYA KHAN**

I remember my first Pride. I was newly out as queer and eager to experience entire city blocks full of people like me. Church Street was re-planted, and the colours screamed of possibility. I looked around, saw the tents with big bank and corporate logos, the groups of largely white people, and shrugged. I was with my friends, who were Black like me, and we had come to have a good time. But then, about 30 minutes later, we were accosted by police on the fringe of the celebration. One of them wanted to know who we were and where we were going. He became increasingly aggressive but eventually left us alone. This was not the first time a police officer had been hostile to me. Some of my earliest childhood memories were of traumatic experiences with violent police officers. We attempted to ignore the incident, to continue to celebrate, but it hung like a shadow over us, so we left. Two years later, on Sunday, July 3, I found myself standing in the sun with the rest of my Black Lives Matter – Toronto team as part of the “honoured group” at Pride again. We brought the Pride parade to a full stop with a list of demands (see sidebar) reflecting the needs of some of Toronto’s most marginalized LGBTQ2SIAA community members. These demands challenged the erasure of Black infrastructure and called for the removal of police floats from the Pride parade and community fair, among other things. And we were successful. A co-chair and the executive director of Pride Toronto signed our document, and although recent interviews make it seem like they are backtracking, we intend to hold them accountable. They have committed to a more inclusive Pride – an inclusivity connected to the very first Pride, known as Stonewall, the riot led by transwomen and queer people of colour

against police brutality in 1969 New York. Canada, too, has a long history of homophobia and transphobia. From the 1950s to the 2000s, LGBTQ2SIAA people in Canada were surveilled, victimized and brutalized by police forces, resulting in suicide and incarceration. The Toronto Police Service recently issued a formal statement saying it “regretted” the 2016 bathhouse raids but has made no statement on the busy Police raid in 2000 or the attacks on entire trans and sex-working communities through TAVIS as recently as last year. Our action was in the tradition of resistance that is Pride. We didn’t halt progress, we made progress. We achieved a commitment to our demands despite intense push back from a primarily gay white male community. The same people did not want Black Lives Matter involved in Pride at all, even going so far as to create a group on Facebook called No BLM in Pride. Gender and sexual diversity, it seems, does not preclude racism or white privilege. The majority of the leadership of Black Lives Matter – Toronto and Black Lives Matter International identifies as queer or trans. Pride has always been for the most marginalized, and has always been for us. Since the action, I have received hate mail and death threats, primarily from gay-identifying men. I have been arrested at on the street. I have been called a “nigger” more times than I care to count. People have told me I’m no longer part of the queer community because my Blackness has no place there. People who are not under the LGBTQ2SIAA umbrella have used our action as an excuse to attack us with racist vitriol. Their actions are revealing the racism that prompted our intervention at Pride in the first place. We are not all on a level playing field fighting for the same equality. Any such claim is absurd. Some mainstream media have provided a plat-

form for racist assertions and chosen to focus more on our demand that police not participate in future Pride parades than on the reality of anti-Black racism. They are fostering a narrative wherein calling for an end to police floats in Pride is considered “discriminatory,” completely overlooking the reality of privilege and power granted to police. Black people are one of the fastest-growing prison populations in Canada, and racial profiling and death continue to be the outcomes all too often when police interact with Black communities. Black Lives Matter – Toronto led every major event in Pride, from the Dyke March to the Trans March. We paused for a moment of silence for the lives lost in Orlando in all three marches. Orlando continues to devastate me and remind me that I have a responsibility to disrupt a system that continues to brutalize the LGBTQ2SIAA communities that look like me. Part of that work is creating more inclusivity in spaces like Pride. An increased police presence at Pride in the wake of the Orlando tragedy does not make the most marginalized among us feel safe. It did not in 1969, and it does not today. The LGBTQ2SIAA community knows that labels do not devalue us; they help define us. And yet something about the words “Black Lives Matter” is making many people deeply uncomfortable. All lives matter in principle, but not in practice. Until those two line up, Black Lives Matter will continue to exist. As the first Dyke March did 30 years ago, we are calling upon Pride to change and grow to reflect the communities it represents. Twenty years ago there was push-back and negative attention for women asserting their right to celebrate themselves in their entirety. Will it be another 20 years before Toronto realizes Black Lives matter at Pride? **Janaya Khan is a founder of Black Lives Matter – Toronto.**

BLACK LIVES MATTER'S DEMANDS OF PRIDE

- 1 Continued space, including stage and tents, funding and logistical support for Black Queer Youth.
- 2 Self-determination for all community spaces at Pride, allowing community groups full control over hiring, content and structure of their stages.
- 3 Full and adequate funding for community stages, including logistical, technical and personal support.
- 4 Doubling of funding for Bookworms to \$15,000.
- 5 Reinstatement of the Soim Anun stage.
- 6 Prioritizing of the needs of Black transwomen, Indigenous people and others from vulnerable communities at Pride Toronto.
- 7 More Black deaf and hearing sign language interpreters for the festival.
- 8 Removal of police floats in the Pride marches and parades.
- 9 A town hall organized in conjunction with groups from marginalized communities, including but not limited to Black Lives Matter – Toronto, Blackness Yes and Black Queer Youth, in six months, where Pride Toronto will present an update and action plan on BLM-TO demands.

B JULY 7-13 2016 NOW 50, 43

Article de 2016 de Janaya Khan, cofondatrice de Black Lives Matter - Toronto. Janaya Khan évoque le harcèlement et les abus racistes dont elle (et d'autres membres de BLM-TO) a fait l'objet de la part de personnes queer blanches. Bien que la demande de BLM-TO de ne pas permettre à la police de participer à la Pride ait reçu une couverture médiatique particulière, le mouvement a également émis huit autres demandes, listées à droite de l'article. Pour plus de contexte, regardez cette vidéo dans laquelle Pride Toronto aborde les demandes de BLM-TO lors d'une assemblée générale.

Khan, J. (2016, 7-13 juillet). Pride and Progress.NOW.
 Black Lives Matter - Toronto Vertical file. The ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile28529>.

Avertissement sur le contenu : racisme anti-noir.

Dans les pages consacrées aux petites annonces de son numéro de février 1985, *The Body Politic* a publié une liste raciste. Bien qu'un-e homosexuel-le de couleur travaillant au service des petites annonces ait demandé qu'elle ne soit pas publiée, les rédacteurs-ices l'ont quand même autorisée.

Des mémos et des lettres concernant l'annonce ont été publiés dans le numéro d'avril 1985 sous le titre "31 Words". Même dans ces réponses, un certain nombre de membres blancs-ches du collectif TBP ont continué à défendre la publication de l'annonce et leurs (in)actions ultérieures, affirmant que ceux et celles qui s'y opposaient n'étaient tout simplement "pas assez libéré-ées". Bien qu'il s'agisse probablement de l'exemple de racisme le plus médiatisé au sein de TBP, ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.



Body Politic

31 WORDS

A brief request in the classified ad pages sets off a major debate on questions of race, sexuality, the role of this magazine in our community and the very nature of gay liberation. Here, some of the many thousands of words generated by a mere thirty-one.

The February 1985 issue of *The Body Politic* carried more than 200 classified advertisements. They had arrived over the previous weeks and had been processed by one volunteer and one part-time staff person. Among the ads for homes, travel, business opportunities and political groups, a fun femme white woman seeking same and a young GWM who likes to be treated like a baby, there came this:

BLACK MALE WANTED
HANDSOME, SUCCESSFUL, GWM would like young, well built BM for friendship. Ideal for students or young businessmen. Some tea-willing and activities required. Reply with letter, phone, school to [redacted]

The person who opened the envelope separated it out from the rest and, seeking guidance, showed the ad to several collective members. Some said it should be accepted for publication. Others disliked it but felt it might be published. A gay man of colour who has been a volunteer at TBP for two years, most recently in the classified ad department, said it should not be allowed to run.

Thus, in the ordinary course of producing a monthly magazine that must rub up constantly against the ambiguities of the real world, a major debate on race and sexuality began.

While everyone who saw the ad realized that some objections to it were likely, our existing policy couldn't tell us what to do. That policy, which appears on the classified order form in every issue, disallows ads which violate the Criminal Code, and which specifically exclude particular groups of people. We have tried as well to educate readers to avoid inadvertent exclusions, like "GWM (gay white male) seeks same," asking advertisers to consider if this is what they really mean to say. But only such things as "no blacks" or "no fags or fems" have been prohibited.

Because the contentious ad wasn't clearly disallowed under existing policy, and because the full collective was not due to meet until after the February issue went to press, the ad was run as it stood. From then on, the protest grew. The volunteers most angry about the ad informally contacted Zami, a Toronto group of West Indian lesbians and gay men, and he asked that the ad, his reactions and theirs be discussed at the January

21 collective meeting three days after the February issue hit the stands. It was clear from the first moments of the discussion that the collective was seriously divided; the debate was intense, and no clear consensus seemed possible. Agreement was reached to arrange a special meeting on February 5 with members of Zami, Lesbians of Colour and Gay Asians of Toronto to discuss the issue directly before the next issue (in which the ad was also slated to appear) went to press.

In the intervening days, memos began appearing in collective members' message boxes. One of these reported on an informal contact with a member of Black and White Men Together in Atlanta, who had taken the ad to a meeting of his group. There, too, there was no consensus, even among black members, though all agreed the discussion should get into print in TBP. The other memos were sometimes highly theoretical and all far exceeded the one-page norm for such internal communications. Before long, the few words of that one classified ad had become the vehicle for a major internal debate, filling more than thirty pages of densely packed type, on racism, the role of this magazine and the even the nature of gay liberation itself.

The February 5 meeting did not go well. Not everyone on the collective was able to attend, and those who had favoured running the ad did not change their minds. The guests from Zami, Gay Asians and Lesbians of Colour around the table did not like what they heard, and by the end of the meeting were clearly frustrated and annoyed. Ten days later, a public screening at the 319 Church Street Community Centre of Richard Fung's video on gay Asians, *Orientalisms*, ended with a heated discussion of *The Body Politic's* publication of the ad. The overwhelming majority of the people there, white and non-white, felt that TBP had erred grievously.

Memos continued to fly, and on February 25 the collective faced a decision about whether the ad would run again in the April issue. The atmosphere was tense, and again no consensus could be reached. It's our practice to discuss issues until everyone can agree with (or at least live with) a decision, but when that becomes impossible, we vote. On February 25, we voted, and by a wide margin accepted a motion to not run the ad again until a new classified ad policy could be established. We also voted on a proposal that we apologize for running the ad, and for the offence that it had caused. Everyone agreed on the seriousness of the matter, and there was widespread regret

about the strains which had emerged in our relations with organizations representing lesbians and gays of colour. But only a minority felt an apology would be useful or appropriate. The motion was defeated.

What isn't regrettable is that this discussion has begun and will continue. We all agreed that it was important to get as much of it as we could into print, to provoke wider debate in the community and, in turn, to help us come to some firmer decisions about what our classified ad policy should be.

What follows are edited versions of most of the memos produced by members of the collective, as well as letters which were solicited from members of the community most likely to be affected by this magazine's approach to issues of race.

The collective

continue on page 31 ▶

"Sexual fantasy and desire is just there, like quasars or protons... it is not there to be morally evaluated and either glorified or condemned.

Once we condemn the desire we no longer seek to explain it; and once we no longer seek to explain it, we have thrown away a crucial key to understanding the social forces and contradictions which give rise to it."

Déclaration sur la publicité du collectif The Body Politic (ci-dessus).

31 mots. (1985, avril). *The Body Politic*. LGBTQ Serials. Les ArQuives : Archives LGBTQ+ du Canada. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue12430>.

Sélection de mémos et de lettres à The Body Politic :

“Le fait qu’une publicité raciste ait été publiée dans TBP n’est plus la question principale. Ce qui met en colère les personnes de couleur et de nombreux gays et lesbiennes blancs, c’est le fait que cette publicité ait été contestée par la seule personne de couleur réellement active au sein du journal, mais qu’elle ait été imprimée malgré tout, et que les préoccupations soulevées plus tard par Zami et Gay Asians Toronto aient été rejetées avec une incroyable condescendance par les membres les plus virulents du collectif. ... J’aurais très bien pu parler des droits des homosexuels avec la police”.

—Richard Fung

“Si le TBP a une politique contre le racisme, alors une ligne a été tracée entre ce qui est acceptable et ce qui ne l’est pas. Notre débat sur la question de savoir de quel côté de la ligne se situe telle ou telle publicité est une question technique. Compte tenu de cette politique, l’affirmation par un groupe de Blancs qu’une publicité particulière n’est pas raciste, face à l’accord unanime de toutes les organisations homosexuelles non-blanches de la ville qu’elle l’est, les met dans une position assez faible. Les Blancs sont-ils plus aptes à définir le racisme que les non-Blancs ? Peut-être que les hétérosexuels sont meilleurs que nous pour définir l’homophobie”.

—Tim McCaskell

“Si la philosophie du collectif BP est la libération sexuelle à tout prix, alors ne vous appelez pas journal de la libération gay, parce que je fais partie de la libération gay, et quand votre libération opprime ma vie, ce n’est pas une libération. Je ne demande pas la censure. Je vous dis que vous n’avez pas le droit d’opprimer ma vie”.

—Lim [from] Toronto

“Et si nous ne pouvons pas [travailler avec les membres de Zami et Gay Asians Toronto], cela me dit simplement que nos programmes politiques ne sont pas suffisamment similaires pour que nous puissions travailler ensemble de manière productive à l’heure actuelle. ... Je sais que cela peut paraître suffisant et que cela semble nous permettre de continuer à avancer joyeusement pour toujours sans la moindre contribution de la part des communautés non blanches, mais il me semblerait terriblement condescendant d’entreprendre de mettre de l’ordre dans tous les détails désordonnés de nos vies, nos vraies vies, les vies que nous disons vouloir explorer et analyser, pour que l’atmosphère ici soit plus “acceptable”.”

—Gerald Hannon

Body Politic challenged

The following letter was sent to the editors of The Body Politic with a copy sent to Rites.

For Ken Popert and Gerald Hannon (see houseboy ad debate, *The Body Politic* April 1985) it would appear that racism is just one opinion about race relations. Which is not surprising, since for some time now they and most of the collective have showed in their editorial practices that they believe that feminism is merely one opinion among many.

This laissez-faire approach conceals such important things as social power, oppression, and domination—and of course it makes sense that those who have power (in this case, editorial and political power to define the issues for gay people in Canada) would try to pretend that there is no power. The Tories do it all the time.

The advocates of abstract desire forget that they belong not to a colourless group but to the white race, which is the ruling race. In their undoubtedly sincere forgetfulness, they reduce racism—both in *TBP*'s pages and in the meetings described in the letters—to 'just your opinion, dears.'

Who will keep talking on those terms? Who wants to be automatically confined to the periphery of the newspaper and of the movement, while white men without any sense of how they hold and use power go about their "normal" business? Who wants to be forever defined as a hyphenated gay, and thus as someone whose loyalty to the gospel of gay liberation according to *TBP* is always suspect?

A few people from the hyphenated-gay communities might keep talking and writing: their opinions will undoubtedly be relegated to the letters page. But most of them will give up hope, and stop trying to make a difference.

Then the advocates of abstract desire, those who forget that all desires are rooted in certain power structures, will breathe a sigh of relief, having achieved hegemony over the definition of gay liberation. And they will forget what happened. A few months or years later, they'll sincerely ask one another: why can't we get more women to work with us? Why can't we get lesbians of colour and Gay Asians and all those people to come to our meetings and write for our paper?

The incessant talk about desire conceals a complacency about privilege. This complacency is not a mere "opinion": it reflects the vested interests of those who theorize about absolute desire. It is therefore an ideology, not a mere belief, an ideology designed to simultaneously reinforce certain forms of power and conceal how they operate.

Because the advocates of absolute desire are expressing not their opinions but their vested interests, nobody should be so naive as to expect a clearing up of the "misunderstandings". *TBP* has a history of systematic abuse of gender and racial power, not only a history of misunderstandings. Those people in and around the newspaper who want to confront racism and sexism, have a long road ahead, and they will have to face up to the fact that the issue at hand is not "opinions" about racism but rather a very real power struggle. Who gets to write the agenda of the gay movement? Who gets to define who is at the centre of the community/movement and who is in the periphery? These questions have now—finally—been raised in a clearer form than ever before, and they will not be answered by means of a forum, a debate, or a series of letters. They will only be answered in the practices and power relations prevailing both within *TBP* itself and between *TBP* and the larger communities.

Mariana Valverde

[Lettre](#) sur le racisme au TBP, publiée dans le numéro de mai 1985 du magazine Rites. Comme le note Mariana Valverde, l'inclusion d'une petite annonce raciste dans le TBP (et le refus du collectif TBP d'en être tenu pour responsable) n'était pas une anomalie - elle s'inscrivait dans la continuité de "l'histoire de l'abus systématique du pouvoir en matière de genre et de race" du TBP.

Valverde, M. (1985, mai). [Lettre envoyée à The Body Politic avec une copie envoyée à Rites]. Rites. LGBTQ Serials. The ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue15487>.

Anti-Racism Work Group
P.O. Box 6597
Station A
Toronto, Ontario
M5W 1W4

Dear Friends:

The Toronto Lesbians of Colour collective, and two members of the Toronto Rape Crisis Centre, have formed an anti-racism work group. The work group is currently offering anti-racism workshops to women's groups in Toronto.

We feel that these workshops are an excellent resource to continue and improve the working relationships between women of colour and white women. The workshops will begin in mid-January, 1986. A \$25 negotiable fee will be charged.

For more information, and to schedule your workshop, please contact Carol or Michele at 594-2930 or Anna or Stacey at 465-1781.

Anti-Racism Work Group.

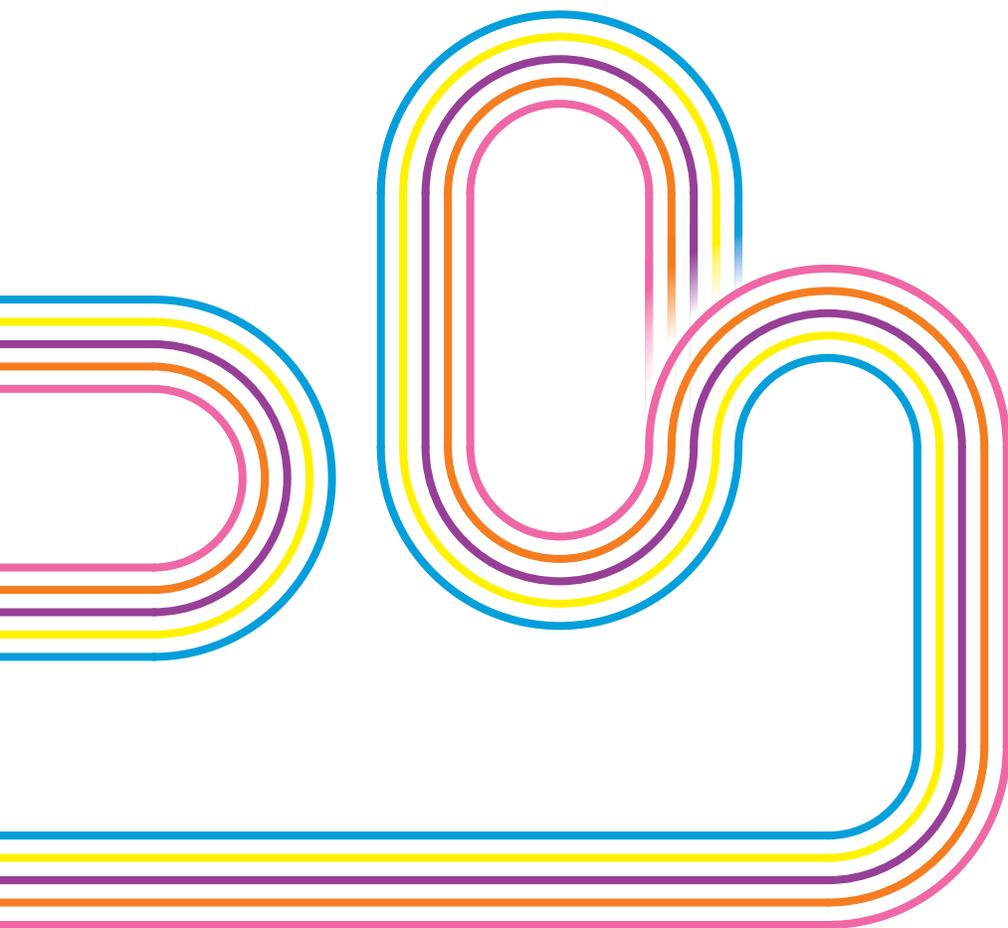
[Lettre](#) envoyée aux groupes de femmes de Toronto par le groupe de travail sur l'antiracisme (formé par des membres de Lesbians of Colour et du Toronto Rape Crisis Centre) avec des informations sur ses ateliers sur l'antiracisme.

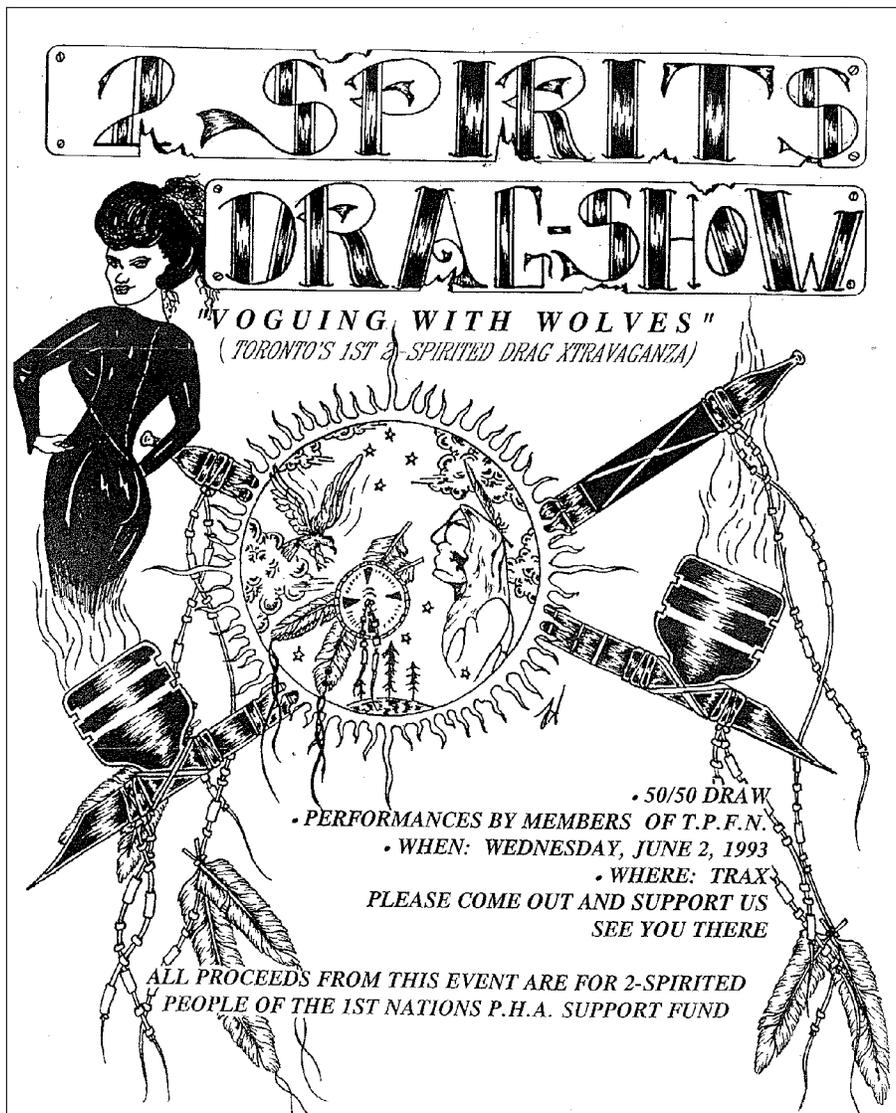
Lesbiennes de couleur. [ca. 1985]. [Lettre du Anti-Racism Work Group]. Dossier vertical de Lesbians of Colour (Toronto). The ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile3322>.

LECTURES COMPLÉMENTAIRES (FACULTATIVES) : Ahmad, A. (2018). Queer circuits of belonging. Dans J. Haritaworn, G. Moussa, & S. Marcus Ware (Eds.), *Marvellous grounds : Queer of colour histories of Toronto*. Entre les lignes. The ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue22736>.

Groupe 5 : Les Expériences (2S)LGBTQIA+ Autochtones, Bispirituelles et Indigiqueer

Vous n'êtes pas obligé d'utiliser tous les éléments ; choisissez ceux qui correspondent le mieux aux intérêts de vos élèves. Des légendes comprenant des informations sur le-a(s) créateur·ice(s) de l'enregistrement, la date de création et un contexte supplémentaire sont fournies sous chaque élément. Vous pouvez donner à vos élèves les éléments avec ou sans les légendes, en fonction de leur expérience de travail avec des documents de source primaire.





Affiche du "2-Spirits Drag-Show", organisé par le 2-Spirited People of the 1st Nations, 1993.

2-Spirited People of the 1st Nations. (1993). Spectacle de drague "2-Spirits".
 2-Spirited People of the 1st Nations. Dossier vertical. Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile1577>.

JULY 10th 6:00 pm – 8:00 pm
@ 519 Community Centre on Church St.
Room 23

2-Spirited Women's Social Support Group



we will be drumming this week



This is a social support group for Aboriginal women who identify as 2-Spirited, Lesbian, Bisexual, or Transgendered.

The general age range is young woman to elder. This means anyone who has hit and passed puberty.

We want to share our identities and experiences with each other.

Please contact Doe for more information @ 944 – 9300,
OR come and find out at the meeting.

Dépliant du 2-Spirited Women's Social Support Group, une organisation pour les femmes Autochtones bispirituelles, lesbiennes, bisexuelles et trans.

Groupe de soutien social des femmes bispirituelles. (n.d.).

Femmes bispirituelles. Two-Spirited Women Vertical file. Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.

<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile11209>.

2-Spirit men know about:

Cultural Survival

Something that we've learned not to Trust



Something that we Trust



We always wear a condom during sex



For more information go to: www.2spirits.com

Photography and design by
J. Michael Thoms, Watershed Writing

Campagne de sensibilisation à la sexualité sans risque menée par les 2-Spirited People of the 1st Nations, ca. 2009.

Peuple bispirituel des Premières Nations. [ca. 2009].
Les hommes bispirituels connaissent : Survie culturelle. 2009-079/1N.
Les ArQuives : Les archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions8319>.

LIKE OUR ANCESTORS

we are wisdom and love



Learn the risk about HIV/AIDS



For more information go to: www.2spirits.com

Photography and design by
David Molyneaux david@rythmus.com

Affiche éducative sur le VIH/sida par le Peuple bispirituel des Premières Nations, vers 2009.

Peuple bispirituel des Premières Nations. [ca. 2009]. Comme nos ancêtres, nous sommes la sagesse et l'amour : apprendre les risques du VIH/sida. 2009-079/3N. Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions13110>.

5

ANIK

A NEW SOCIETY
FOR GAYS



FIRST "ANIK" DANCE FOR GAYS.

at -- HOLY TRINITY CHURCH.
TRINITY SQUARE IN DOWNTOWN TORONTO.

Saturday April 28th.

From 8-12 pm.

Soft Drinks Available

Free Buffet

Discotheque Music

ADMISSION: \$1.50 Per Person

Prospectus pour une danse organisée par Anik, une organisation torontoise pour les Inuits homosexuels-elles, vers 1973.

Anik. [ca. 1973]. Première danse "Anik" pour les gays. ANIK Charitable Foundation Dossier vertical. Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile222>.

Activité 3: A retenir

10 minutes

1. Demandez à chaque élève de dire brièvement ce qu'il retient de la leçon d'aujourd'hui.

Activité d'expansion facultative

Recherchez ce que les peuples Autochtones de votre territoire pensent du genre et de la sexualité avant la colonisation et de nos jours.

ÉTAPE 1 : Découvrir les territoires traditionnels

1. Commencez par regarder une carte récente de votre ville pour voir s'il y a des informations sur les territoires traditionnels ou les communautés ou nations Autochtones.
2. Il est peu probable que vos élèves trouvent ces informations sur les cartes coloniales. Invitez-les à réfléchir aux raisons pour lesquelles ces cartes ne contiennent pas d'informations sur les peuples Autochtones.
3. Demandez à vos élèves de faire des recherches sur les territoires traditionnels de votre ville. Référez-vous à la carte [My Native Land](#) et utilisez d'autres sites Web pour recouper l'information (p. ex. [le Guide de l'ACPPU sur la reconnaissance des Premiers peuples et des territoires traditionnels](#)).
4. Demandez-leur de dessiner leur propre carte de leur ville, en utilisant l'information qu'ils ont trouvée sur les Premières nations locales.

ÉTAPE 2 : Recherche les perspectives historiques Autochtones envers les communautés bispirituelles

1. Expliquez à vos élèves qu'avant la colonisation, de nombreuses communautés Autochtones (mais pas toutes) percevaient les personnes bispirituelles comme ayant des rôles communautaires importants.

Recherches possibles sur Google :

- Que pensaient les Anishinaabeg des personnes bispirituelles avant la colonisation ?
- Que pensaient les Haudenosaunee des personnes bispirituelles avant la colonisation ?
- Existe-t-il d'autres termes pour désigner les personnes bispirituelles dans les langues Autochtones ?

ÉTAPE 3 : Recherche sur les expériences contemporaines des bispirituelles

1. Voyez s'il existe une organisation bispirituelle locale ou des pow-wows locaux. Renseignez-vous sur la façon dont les personnes bispirituelles sont acceptées dans les espaces traditionnels.

Envisagez d'entrer en contact avec des gardiens·nes du savoir locaux pour obtenir plus d'informations. Veuillez noter que si vous entrez en contact avec des membres d'une communauté Autochtones, il est important de connaître leurs protocoles. Dans certaines communautés des Premières nations, des Métis et des Inuits, le tabac traditionnel est offert aux aîné·ées lorsqu'ils demandent des avis, des conseils ou des informations, mais d'autres ont leurs propres protocoles. Vous devriez également contacter votre administrateur·ice pour vous assurer que vous pouvez offrir des honoraires.

Leçon 3 :

La Récupération comme résistance 2SLGBTQIA+.

Au cours de cette leçon, les élèves...

- Interagiront avec des documents de source primaire qui utilisent le mot “queer”.
- découvriront comment le terme “queer” est passé du sens de “bizarre” à celui d’injure à l’encontre des homosexuels-elles, avant d’être récupéré par les activistes.
- Écouteront un extrait d’une émission de radio dans laquelle des personnes discutent de ce que le terme “queer” signifie pour elles.
- Discuteront du rôle de la récupération dans les mouvements de résistance.

Durée	Activité	Matériel nécessaire
20 minutes	Examiner l’histoire du mot “queer”	<ul style="list-style-type: none">• Imprimés de documents de source primaire
15 minutes	Examiner les utilisations contemporaines du mot “queer”	<ul style="list-style-type: none">• Extrait de l’émission de radio Dykes on Mykes (4 minutes, 12 secondes)
20 minutes	En apprendre plus sur les actes de langage injurieux et les actes de langage récupérés	<ul style="list-style-type: none">• Présentation diapositives Google• Impressions de documents de source primaire
10 minutes	A retenir	N/A

Activité 1 : Une introduction au mot “Queer”

20 minutes

1. Expliquez l’activité
Dans une minute, vous allez être divisés en petits groupes. Chaque groupe recevra un document de source primaire contenant le mot “queer”. Vous serez ensuite invités à réfléchir à la question de savoir si ce mot est utilisé de manière positive ou négative. Une fois que votre groupe aura pris sa décision, vous collerez votre document à côté du signe approprié. Si vous pensez que le mot est utilisé de manière neutre ou si vous n’êtes pas sûr, vous pouvez le placer entre les deux panneaux.
2. Demandez à vos élèves de se mettre par groupes de deux ou trois et donnez à chacun d’entre eux un document contenant le mot “queer”.
3. Demandez à chaque groupe de coller son document à côté du panneau correspondant.
4. Discutez des placements avec la classe.

Preparation

- Imprimez les deux panneaux (“queer - associations positives” et “queer - associations négatives”) et les documents de source primaire.
- Collez les panneaux sur les côtés opposés de la salle.

Materials

- Imprimés des panneaux et des documents de source primaire
- Ruban adhésif

***Imprimez les pages suivantes**

QUEER

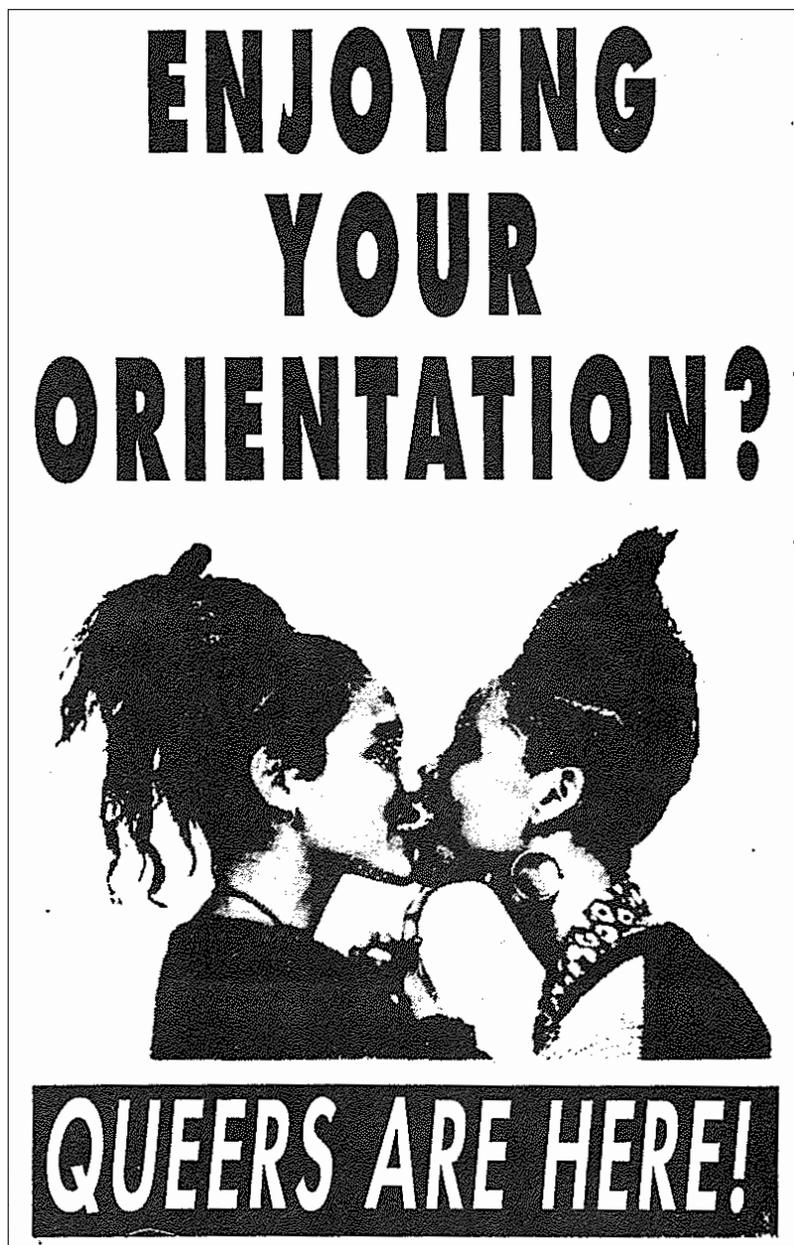
Associations positives



QUEER

Associations négatives





Affiche de la Queer Nation Toronto, 1990.

Queer Nation Toronto. (1990). Enjoying your orientation ? Queer Nation (Toronto) Dossier vertical.

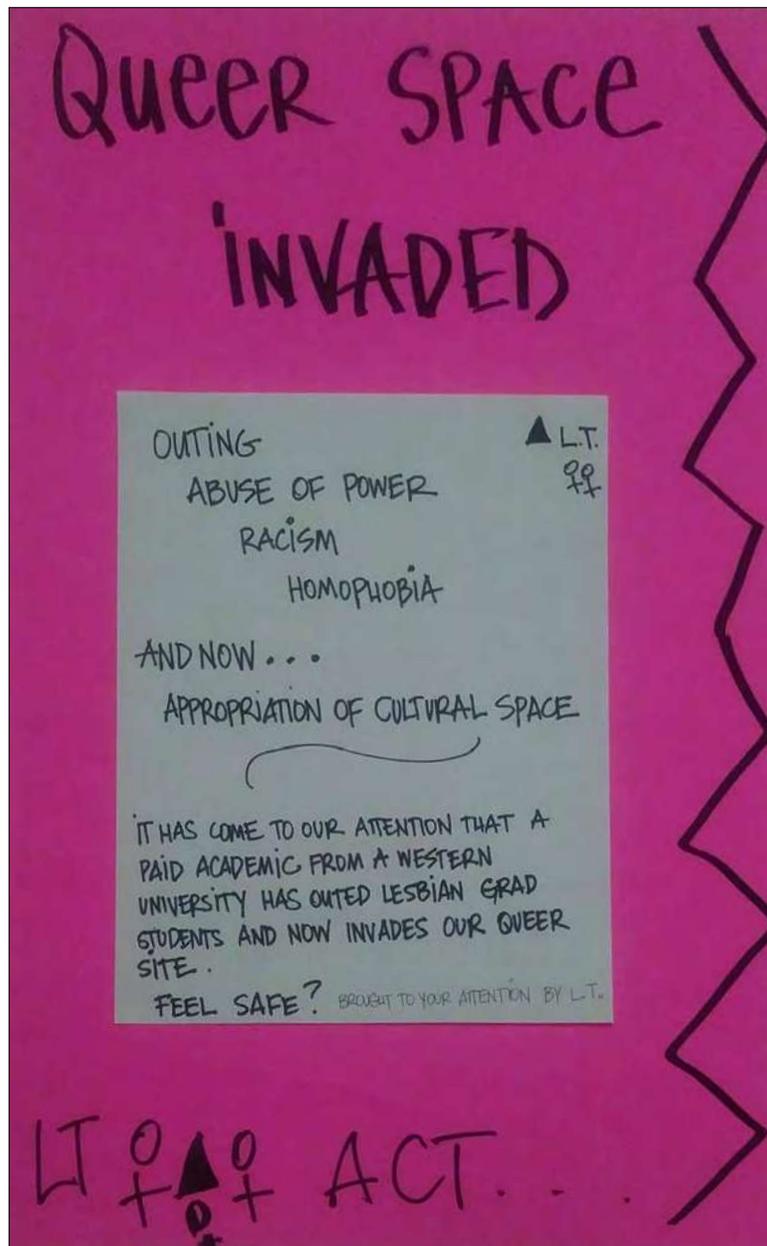
Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.

<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile4586>.



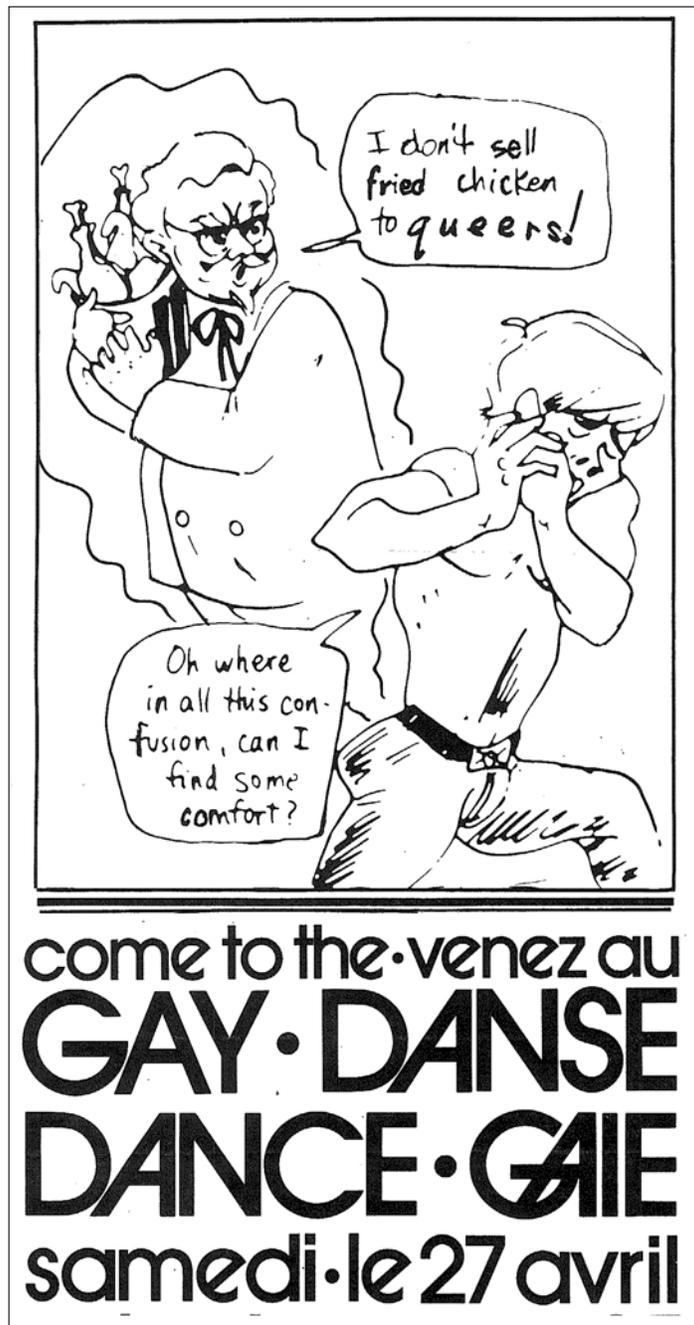
Autocollant de la Queer Nation Toronto, ca. 1990-1992.

Queer Nation Toronto. [ca.1991]. Une gouine était ici. Queer Nation (Toronto) Vertical file.
Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile4586>.



Affiche Queer Space Invaded, date inconnue.

L. T. & ACT. (s.d.). Queer Space Invaded. Collection d'affiches. 1994-150/004N.
Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions11170>.



Affiche Come to the Gay Dance/Venez à la danse gay, Montréal, 1974.

Conception Xpress. (1974). Come to the gay dance = Venez à la danse gay. Collection d'affiches. 1989-541/001N.

Les ArQuives : Les archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.

<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions10600>.

King Edward Hotel Declares WAR ON LETROS QUEERS!

Plagued by an overflow of homosexuals from Letros Tavern, situated directly across the road, Toronto's popular King Edward Hotel has declared all-out war on the invading members of this limp-wrist set!

The hotel is determined to stamp out alarming encroachments designed to convert it into an annex of Letros Tavern. The hotel's general manager, Gordon Cardy, has set up an 'anti-queer' army and issued firm instructions to repel the invaders at every beachhead.

This crisis with the 'third sex' came about when hotel guests complained to the management about the number of 'cruising pansies' who were frequenting the washrooms, mainly the one downstairs. Guests had been bothered and insulted by the Letros refugees and they were demanding that something be done to clean up the situation.

The invading 'fags' had, TAB learned, frequented the King Edward mainly on Friday and Saturday nights. They finally became so obnoxious, in their increasing numbers, that something had to be done.

have developed such an acute sense of smell that they are able to detect the fragrance of the Letros pansies before they are able to cross the hotel's Maginot Line.

Even now, however, security officers include all the washrooms in their regular patrols.

One hotel official told TAB last week: "It is unfortunate that we are located right across the street from one of the biggest homosexual haunts in Toronto. This is a geographical fact that we can do nothing about. However, the horrors perpetrated in the past by these people have come to an end. All of our security staff have been given

Sex Deviate Caught on Woman's Tip

More than three hours after he had exposed himself to a passing woman on Pape Ave., in the east end of Toronto, Gerald E. Carlson, 23, was pointed out to police by the same woman and arrested on a charge of indecent exposure. Carlson pleaded guilty the following morning and was let off with a suspended sentence and probation for the next year. One term of the probation is that he attend the Forensic Clinic for treatment.

instructions to ferret out these homosexuals and bounce them right away!"

Extrait d'un article paru dans le tabloïd TAB, 1961.

L'hôtel King Edward déclare la guerre aux pédés de Letros ! (1961, 2 décembre). Magazine international TAB.

Collection de feuillets LGBTQ. Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.

<https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue15874>.

“Queer (adjectif et nom) : Mot anglais “bizarre, étrange”.”

– Dictionnaire Larousse

“Queer (adjectif) : Se dit d’une personne dont l’orientation ou l’identité sexuelle ne correspond pas au modèle social hétéronormé.”

– Dictionnaire Larousse

“Queer (nom) : Qui affirme son refus des catégories liées au sexe.”

– Dictionnaire Larousse

“Queer (adjectif) : mauvais ; méprisable, sans valeur ; indigne de confiance, peu recommandable.”

– Dictionnaire anglais d’Oxford (OED), 1567

“Queer (adjectif) : hors de propos ; mal en point ; faible, étourdi.”

– Dictionnaire anglais d’Oxford (OED), 1750

“Queer (nom) : fausse monnaie ou monnaie contrefaite.”

– Dictionnaire anglais d’Oxford (OED), 1826



Graffiti “Rid us of homo queers” sur un banc public à Vancouver, 1979.

Pink Triangle Press. (1979). “Rid us of homo queers”. 1986-032/11P(43).

The ArQuives : Canada’s LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.

<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions6565>.

Activité 2 : S’informer sur les utilisations contemporaines du mot “Queer”

10 minutes

1. Transition
Nous venons d’apprendre comment le terme “queer” a été utilisé au cours de l’histoire. Nous allons maintenant réfléchir à la façon dont les gens ont utilisé ce terme plus récemment.
2. Réflexion personnelle
Avant de passer le clip sonore, je voudrais que vous réfléchissiez à la façon dont vous avez entendu le terme “queer” auparavant. Était-il utilisé comme une insulte ? Comme une étiquette identitaire ?
3. Lecture du clip (4:12)
Nous allons maintenant écouter un clip dans lequel des personnes queer expliquent ce que ce terme signifie pour elles.
4. Discutez en groupe.
Comment les personnes du clip parlent-elles de l’homosexualité ? Cela correspond-il à votre compréhension du terme ?

Préparation et matériel

- Clip Dykes on Mykes
- Ordinateur et haut-parleurs

Écoutez cet [extrait](#) de 2008 dans lequel des membres de Dykes on Mykes discutent de ce que le terme “queer” signifie pour elles-eux. Dykes on Mykes est une émission de radio basée à Montréal. Dans cette émission, l’animatrice interviewe l’un-e des membres du Queer History Project de Vancouver (affilié au Queer Film Festival de Vancouver).



Dykes on Mykes. (2008). Dykes on Mykes 2008-10-13. Fonds Dykes on Mykes. Numéro de dossier F0195-01-081.
Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions43205>.

Activité 3 : En savoir plus sur les actes de langage injurieux et les actes de langage récupérés

20 minutes

1. Présentez les [diapositives Google](#).
2. Donnez aux paires une image d'un macaron ou d'un chandail.
3. Demandez aux élèves de réfléchir aux macarons et aux chandails en tant qu'exemples d'actes de langage récupérés (diapositive 10).
4. Demandez aux élèves de réfléchir aux questions finales (diapositive 11).

Préparation

- Lisez les aperçus de la leçon et les diapositives Google.
- Installez votre projecteur
- Imprimez et découpez les images de macarons et de chandails.

Matériel

- Diapositives Google
- Ordinateur et projecteur
- Impressions

***Imprimez les pages suivantes**



Chandail CelebrAsian, date inconnue.

Gay Asians of Toronto. (s.d.) Celebrasian. T-shirt. Artefacts. Numéro de catalogue 228 CT.
Les ArQuives : Les archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/artifacts5282>.



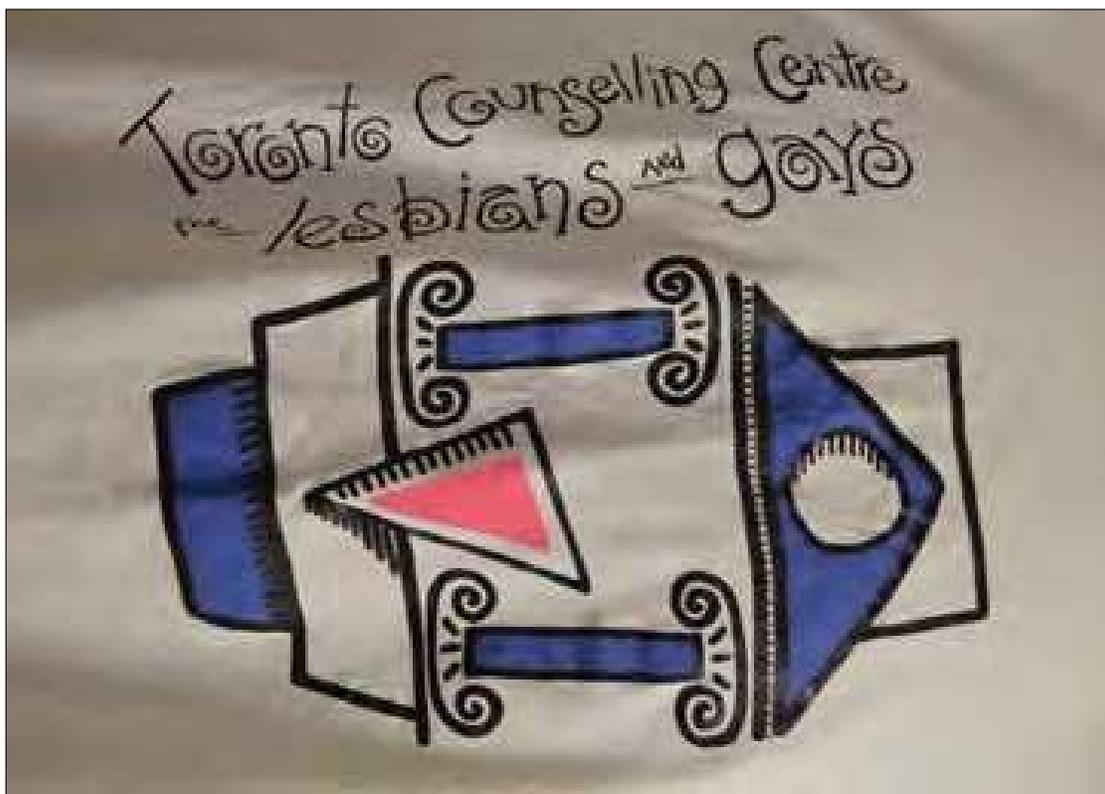
Chandail Northern Pride Sudbury/Sudbury Fierté du Nord, 1998.

Fierté du Nord Sudbury 1998. Sudbury 1998 Fierté du Nord. T Shirt (1998). Artefacts. Catalogue numéro 303 CT.
Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/artifacts5626>.



Chandail de la Gay & Lesbian Organization of Bell Employees (GLOBE), vers 1992-1994.

Organisation gay et lesbienne des employés de Bell (GLOBE). T Shirt. (s.d.). Artéfacts. Catalogue numéro 532 CT.
Les ArQuives : Les archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/artifacts6622>.



Chandail du Toronto Counselling Centre for Lesbians and Gays, date inconnue.

Toronto Counselling Centre for Lesbians and Gays. T Shirt. (s.d.). Catalogue numéro 292 CT.
Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/artifacts5441>.



Macaron triangulaire rose avec le symbole trans, date inconnue.

Trans symbol. Button. (s.d.). Numéro de catalogue CB2094.
Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/artifacts5740>.



Macaron de gouine, années 1970.

Dyke. Button. [ca. 1975]. Numéro de catalogue CB2015.
Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/artifacts8642>.



Macaron “Encourage Homosexualities”, années 1980.

Encourage homosexualities. Button. [ca. 1985]. Numéro de catalogue CB878. Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/artifacts5970>.



Macaron “pédé”, années 1980.

Faggot. Button. [vers 1985]. Numéro de catalogue CB808.
Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/artifacts5899>.



Macaron “Gay Is Good”, années 1990.

Gay is good. Button. [ca. 1995]. Numéro de catalogue CB879.
Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/artifacts5971>.



Macaron “L’homosexualité, c’est ce qu’on en fait”,
années 1990.

“Gay Is What We Make It”. Button. [ca. 1995]. Numéro de catalogue
CB578. Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/artifacts5652>.



Macaron “Heureux d’être gay”, années 1980.

Glad to Be Gay. Button. [vers 1985]. Numéro de catalogue CB972.
Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/artifacts6100>.



Macaron Homo Action Now !, années 1970.

HOMO action NOW ! Button. [ca. 1975]. Numéro de catalogue CB2012.
Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/artifacts8638>.



Macaron TransFag, années 1990.

TransFag. Button. [ca. 1995]. Numéro de catalogue CB1084.
Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/artifacts6267>.



Queers Bash Back : Macaron d'action antiraciste, années 2000.

Queers bash back anti-racist action. Button. [ca. 2005]. Numéro de catalogue CB1228. Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/artifacts6421>.



Macaron Nous aimons nos gouines, années 1990.

We Love Our Dykes. Button. [ca. 1995]. Numéro de catalogue CB650. Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/artifacts5740>.



Macaron Gay & fier, années 1980.

Gay and Proud. Button. [ca. 1985]. Numéro de catalogue CB993. Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/artifacts6135>.

Activité 4 : A retenir

10 minutes

1. Demandez à chaque élève de dire brièvement ce qu'il retient de la leçon d'aujourd'hui.

Activité d'approfondissement facultative

Découvrez l'histoire de la censure des 2SLGBTQIA+ au Canada.

Vous pouvez diviser vos élèves en deux groupes et demander à chaque groupe de lire un cas différent de censure de 2SLGBTQIA+, ou vous pouvez lire un cas avec toute la classe.

Questions à débattre

1. Qu'est-ce que cette étude de cas vous a appris sur la censure des 2SLGBTQIA+ au Canada ?
2. Comment les personnes impliquées dans ce cas ont-elles résisté à la censure ?
3. Pensez-vous qu'il existe encore des cas de censure 2SLGBTQIA+ au Canada ?

Little Sister's, Glad Day et les douanes canadiennes

Little Sister's Book & Art Emporium a été ouvert par Jim Deva et Bruce Smyth à Vancouver en 1983. Situé d'abord dans une vieille maison de la rue Thurlow, puis dans un magasin de la rue Davie, Little Sister's est rapidement devenu un lieu communautaire queer. En tant que "La librairie gay de l'ouest du Canada", Little Sister's stockait des ouvrages de fiction et de non-fiction queer qui n'étaient pas disponibles ailleurs - même si certains de ces articles pouvaient être commandés auprès d'éditeurs canadiens, d'autres devaient être importés des États-Unis ou d'Europe. Le 8 décembre 1986, les douanes canadiennes ont saisi plus de cinq cents livres et magazines qui étaient en route pour Little Sister's.

Ce n'était pas le premier (ni le dernier) cas de censure au Canada impliquant une librairie homosexuelle. La librairie Glad Day Bookshop de Toronto, ouverte par Jearld Moldenhauer en 1970, fit l'objet d'une série de saisies douanières, ce qui donna lieu à la création du Comité canadien contre la censure douanière (CCACC). S'appuyant sur ce travail, Deva et Smyth organisèrent une manifestation le 17 décembre. Dans les mois qui suivent, Janine Fuller, qui vivait à Toronto, déménagea à Vancouver et commence à travailler chez Little Sister. Fuller devint par la suite une figure importante de l'activisme anti-censure et du procès que Little Sister's a intenté par la suite.

Depuis 1847, le code 9956 du tarif douanier permet au gouvernement d'empêcher l'importation de "livres, papiers imprimés, dessins, peintures, gravures, photographies ou représentations de toute nature" qui sont "obscènes, propagande haineuse, trahison, [ou] séditieux". L'obscénité est elle-même définie à l'article 163(8) (anciennement article 159[8]) du code pénal comme "l'exploitation indue du sexe, ou du sexe et de l'un ou plusieurs des sujets suivants, à savoir le crime, l'horreur, la cruauté ou la violence".

Jusque dans les années 1960, toute représentation explicite d'organes génitaux était susceptible d'être interprétée comme une "exploitation indue" par les douanes canadiennes. Bien que les années 1970 aient été marquées par une approche plus permissive de certaines expressions de la sexualité, le sexe gay (et l'homosexualité elle-même) a continué d'être associé à l'obscénité. En 1985, le gouvernement Mulroney a introduit le Mémoire D9-1-1, qui fournit des lignes directrices supplémentaires pour l'interprétation du code tarifaire 9956. Ce mémoire détaillait les types de matériel à saisir, y compris le matériel représentant la pénétration anale.

Avec l'affaire *R. v Butler*, l'"obscénité" a été redéfinie non pas sur la base de l'(in)décence ou de l'(im)moralité, mais sur la base du préjudice. Outre la violence physique, les représentations de la déshumanisation ou de la dégradation peuvent également conduire à qualifier une œuvre d'obscène. Les significations exactes de "dégradation" et de "déshumanisation" n'ont toutefois pas été abordées, ce qui a donné lieu à des applications incohérentes et subjectives de la part des agents-es

des douanes. L'affaire R. v Butler a eu d'autres implications pour les librairies queer (et pour les producteurs-ices de livres et de vidéos queer), car elle était fondée sur l'idée d'un préjudice résultant de relations de pouvoir hétérosexuelles.

Au cours des quatre années suivantes, les douanes canadiennes ont continué à saisir le matériel de Little Sister's. Bien qu'épuisé physiquement, mentalement et financièrement, le personnel de Little Sister's comprenait l'importance de ce travail. Le 7 juin 1990, la librairie lance un recours constitutionnel contre les pouvoirs de censure des douanes. Avec le soutien de la British Columbia Civil Liberties Association (BCCLA), Little Sister's soutint que Douanes Canada exerçait une discrimination à l'encontre des gays et des lesbiennes et violait leur droit à la liberté d'expression. Elles ont également fait valoir que les douanes ne devraient être autorisées à empêcher l'importation d'une œuvre que si celle-ci a déjà été jugée obscène par un tribunal. Cette idée, appelée "restriction préalable", était essentielle à leur argumentation.

Reconnaissant qu'il était peu probable que les tribunaux se prononcent en sa faveur, le gouvernement a plutôt tenté de miner les efforts des libraires par des retards, des appels et des frais de justice. Le 11 octobre 1994, l'affaire Little Sister est portée devant la Cour suprême du Canada. Le procès a duré près de deux mois et demi et a donné lieu à 200 heures de témoignages, 260 pièces à conviction et plus d'un millier de pages de transcriptions.

La Cour a statué en faveur de Little Sister's, déclarant que les douanes canadiennes avaient ciblé le magasin uniquement parce qu'il s'agissait d'une librairie gay et lesbienne. Toutefois, elle a également déclaré que les douanes pouvaient continuer à filtrer et à censurer des documents à la frontière, à condition qu'ils ne fassent pas l'objet d'une discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. Il est important de noter que la Cour a également annulé la notion de "restriction préalable" : les douanes ne peuvent pas interdire de manière préventive des œuvres sur la base des propres évaluations des agents-es.

Un an après la fin du procès, Fuller nota que si Little Sister's avait fait l'objet de moins de saisies, ses envois continuaient d'être régulièrement ouverts et inspectés par les douanes. Si le procès de Little Sister's fut physiquement, mentalement et émotionnellement épuisant pour les travailleurs-euses, leurs témoins et leur équipe juridique, il a aussi été incroyablement significatif. Fuller termina son livre sur le procès par une citation de Deva : "Ce procès est né de notre instinct de conservation. Nous n'avions pas d'autre choix que de nous battre" (Fuller & Backley 1995 p. 186).

Fuller, J. et Blackley, S. (1995). *Restricted entry : Censorship on trial*. Press Gang Publishers.
The ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue3190>.



Janine Fuller a travaillé au Little Sister's Book & Art Emporium en 1990, l'année même où Little Sister's a intenté un procès à Douanes canadiennes et au gouvernement canadien. Dans sa déclaration d'intronisation à la Collection nationale de portraits ArQuives en 2000, elle a déclaré : "Rien de difficile n'est jamais gagné facilement. Nous devons être toujours vigilants et inclusifs dans nos luttes." Portrait réalisé par Daniel Collins.

Collins, D. (2000). [Portrait de Janine Fuller]. National Portrait Collection|NPC. Collection d'œuvres d'art. Numéro d'accèsion 2000-092. Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/artifacts9181>.

L'Alliance gay pour l'égalité et la CBC

La Gay Alliance for Equality (GAE) a été créée à Halifax en 1972. Peu après, elle a mis en place la Gayline, un service d'assistance téléphonique pour les gays et les lesbiennes, assuré trois nuits par semaine par des bénévoles qualifiés-ées. En 1974, Bob Stout, membre de la GAE, appelle la station de radio CBC de Halifax, CBH, pour demander s'il est possible de faire de la publicité pour la Gayline en diffusant un message d'intérêt public. Le texte de l'annonce est le suivant :

La Gay Alliance for Equality, Inc. gère une ligne téléphonique de conseil pour les homosexuels-elles masculins et féminins. Cette ligne téléphonique permet de résoudre les problèmes, de donner des informations et d'orienter les personnes concernées. Les heures d'ouverture sont de 19 à 22 heures les jeudi, vendredi et samedi. Tous les appels sont strictement confidentiels. Le numéro est [caviardé].

L'annonce a été refusée sans explication. L'année suivante, M. Stout a de nouveau essayé de placer une annonce, qui a de nouveau été refusée. Cette fois, la station a invoqué une politique interne de la CBC. Cette politique n'interdisait pas les publicités pour les "organisations homophiles en tant que telles", mais interdisait les publicités qui "font la promotion ou le commentaire de toute question controversée" (y compris l'homosexualité).

Tout au long de l'année 1976, des membres de la GAE s'exprimèrent publiquement sur la censure de la CBC (notamment dans une interview pour Metroaction, une émission de radio diffusée sur CBH). N'ayant toujours pas réussi à amener la CBC à reconsidérer sa position, GAE lança un boycott national contre la société. La Canadian Lesbian and Gay Rights Coalition (CLGRC) et la Canadian University Press (CUP) adhérèrent également à cette initiative.

CENSORSHIP CENSORSHIP CENSORSHIP CENSORSHIP CENSORSHIP CENSORSHIP

Council has upheld the Toronto Star's ban on the use of the word "gay" in its news and editorial pages when the meaning is "homosexual."

The Press Council dismissed the complaint of a gay man who even to refer to his partner in a letter to the Editor. The Star's ban is a prejudicial and homophobic act. The commission of the Toronto and Area Press Council in a two-page ban on the use of the word "gay" is a political and social concern for the welfare of homosexuals.

The Star maintained that it would have used another word than homosexual "if the homosexual community had coined a new word," but insisted that to adopt "gay" as a synonym would be to impoverish the language. It further implied that "gay" adds a positive connotation to "homosexual," and that this was a reason for their rejecting the usage. As David Cyane, editorial page editor, put it: "we know the meaning of the word gay, and it does not mean homosexual."

Lynch pointed out the number of dictionaries that define "gay" as "happy, cheerful, or carefree."

argued before the court. The Commission is concerned that if the Supreme Court decides in favour of the newspaper, it will have a precedent in the future. The Commission is concerned that if the Supreme Court decides in favour of the newspaper, it will have a precedent in the future.

Throughout the hearing, Spence showed impatience for the Commission's lawyer, for not following the proper procedures in to intervene in the case, and who, in Spence's opinion, was the court's time by making the same points over and over again.

A copy of the Commission decision — a document which the justices had already read — "Is that really necessary?" he asked. "We've just heard from Mr. Cyane, you going to reply to that or are you going to let that go by?"

In a story in Maclean's magazine, reporter Julianne Labreche commented that "extreme impatience Laskin and other eight judges showed toward the GATE lawyer's rapid-fire arguments."

However, Laskin did appear sympathetic to the GATE cause. When Giles tried to argue that the whole case had nothing to do with human rights, Laskin said, "nothing to do with human rights, nothing to do with human rights, nothing to do with human rights."

While the case was being heard inside the courthouse in Ottawa, gay people demonstrated outside and in Vancouver demanding their "place in the TORONTO — Pink Triangle The Body Politic defendants Hannon, Ed Jackson and Ker will go to trial January 2, 1979."

the day since the distribution of the press release by the G.A.E. person for conservative has also called on voters to measure his support.

"But we have told them we are a trial by jury, and we would like answer from them."

If the crown proceeds by way of summary conviction, trial is before a judge. Only if the crown elects to proceed by indictment, a more serious charge, do the accused have a right to a jury or by judge alone.

worker for the G.A.E. has pleaded with the public to hire citizens to write petitions, to be used to put pressure on the government to call for the firing of teachers, on the one hand, and to support the initiative continues to mount in the province of the Attorney General, Elton.

fully plea, William was granted three years by Superior Court judge. The exposure of the fraud led in a new legal challenge to the initiative.

position to the initiative continues to mount in the province of the Attorney General, Elton.

ding to go to court.

er Reagan, a person for conservative has also called on voters to measure his support.

ity, measure has

ed which

CENSORSHIP CENSORSHIP CENSORSHIP CENSORSHIP CENSORSHIP CENSORSHIP

DEMONSTRATION

to protest
Censorship

12 noon
Tuesday Jan. 30
Ralston Bldg.
1557 Hollis st.

Sponsored by G.A.E.
GAY ALLIANCE FOR
EQUALITY

Rally at
the Turret
1588 Barrington
11:30 am

PUBLIC MEETING

on Censorship

7:30 Wed.
Jan. 31
at the Turret

TOM BURNS
SPEAKING ON BEHALF OF
'THE ALTERNATE BOOKSHOP'

MARIANA VALVERDE
SPEAKING ON BEHALF
OF 'THE BODY POLITIC'

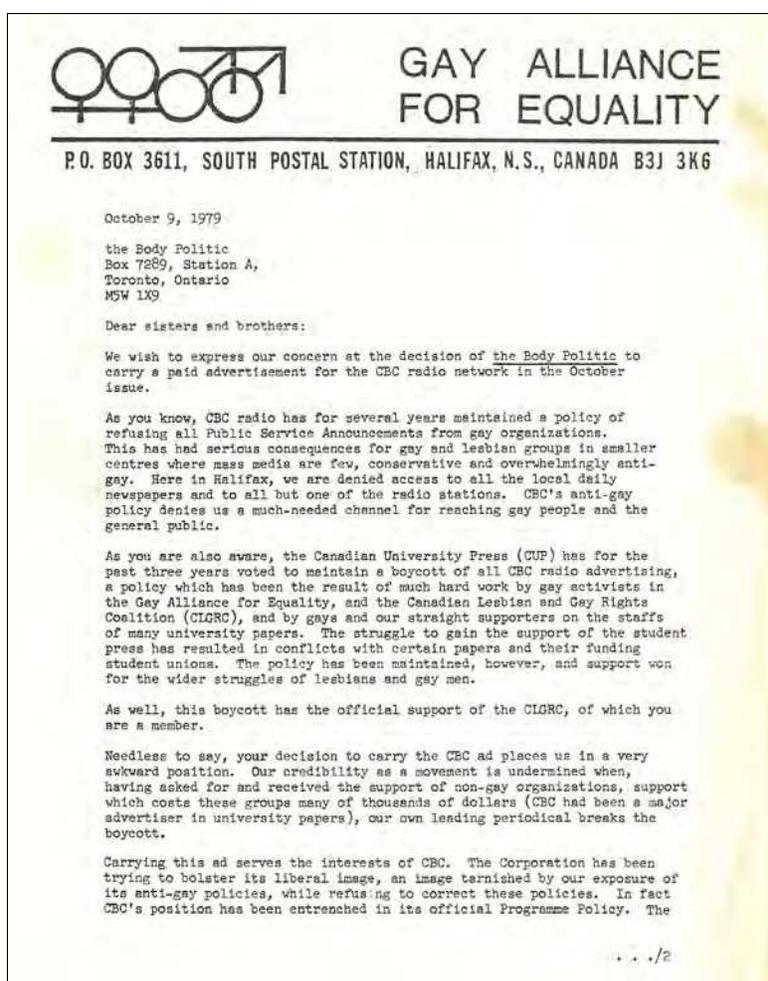
ROBIN METCALFE
SPEAKING ON BEHALF
OF G.A.E. ABOUT THE CBC CASE

Affiche d'une manifestation et d'une réunion publique organisées en 1979 par la GAE. Parmi les orateurs-ices figuraient Tom Burns de l'Alternative Bookshop, Mariana Valvere de The Body Politic et Robin Metcalfe de la GAE. La GAE, ainsi que d'autres membres de la Coalition canadienne pour les droits des lesbiennes et des gays (CLGRC), boycottait la CBC depuis près de deux ans.

Alliance gay pour l'égalité. (1979, 9 octobre). [Lettre à The Body Politic]. Gay Alliance for Equality Vertical file. The ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/verticalfile1807>.

Lorsque la licence de diffusion de la station a été renouvelée par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), GAE déposa une demande d'intervention. En réponse, la CBC a réaffirmé que sa politique était de ne pas accepter de publicités "controversées" et que cette politique s'appliquait à toutes ses stations régionales et nationales. Dans le passé, les stations de la CBC de Winnipeg et de Montréal avaient diffusé des messages d'intérêt public pour des groupes homosexuels ; elles avaient reçu l'ordre de ne plus le faire.

Le 17 février 1977, environ 21 personnes se rassemblent à l'angle des rues Sackville et South Park, devant le bâtiment de la radio de la CBC à Halifax. Deux jours plus tard, le 19 février, des activistes de Montréal, Ottawa, Toronto, Winnipeg et Vancouver organisent des manifestations de solidarité en appui à GAE.



Extrait d'une lettre adressée à The Body Politic (TBP) par Clyde Richardson de GAE. Au moment de la rédaction de ce texte, en 1979, la GAE et la CLGRC, dont TBP est membre, mènent un boycott de la CBC depuis plus de deux ans.

Alliance gay pour l'égalité. (1979). Manifestation pour protester contre la censure. Fonds de la Gay Alliance for Equality, Halifax. F0155-02-004. Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/descriptions47615>.

Après un autre incident, concernant cette fois un forum public sur le SIDA organisé par le Windsor Lesbian/Gay Community Service Group, la SRC a de nouveau été invitée à modifier sa politique en matière de messages d'intérêt public. En 1985, la section de la politique traitant de l'éligibilité a été modifiée - le texte indiquant que le groupe demandant un message d'intérêt public ne doit pas "être controversé en soi" fut remplacé par un texte indiquant que le groupe ne doit pas "provoquer un débat public et/ou une confrontation". Les exemples de tels groupes ("groupes de pression, groupes quasi-religieux/philosophiques, etc.") sont restés inchangés.

Pendant toute cette période, la CBC diffusa ses propres programmes sur les questions relatives aux homosexuels-elles. John Duggan, du bureau de coordination du NGRC, nota en 1977 que la CBC avait décidé que "les informations sur les organisations homosexuelles [devaient] être diffusées dans la partie principale de la programmation et non par le biais de messages d'intérêt public". Comme indiqué ci-dessus, des membres de la GAE ont été interviewés à la radio de la CBC, et des séquences filmées de manifestations contre la CBC à Halifax, Ottawa, Winnipeg et Vancouver ont été diffusées sur les chaînes de télévision de la CBC de ces villes.

Il est difficile d'expliquer ce décalage entre les politiques et les pratiques de la CBC. Dans une lettre adressée à The Body Politic, Clyde Richardson de GAE a suggéré que la CBC "essayait de renforcer son image libérale ... tout en refusant de corriger [ses] politiques". En n'autorisant que les sujets "controversés" à être abordés dans son propre contenu, la CBC a pu maintenir un certain contrôle sur le récit de la libération des homosexuels-elles.

Activité d'approfondissement facultative

Analyser des extraits de zines 2SLGBTQIA+.

Tout d'abord, apprenez ce que sont les zines !

Demandez à vos élèves de lire "[What's in the Archives ? Zines !](#)" sur le site web de The ArQuives.

Vous pouvez diviser vos élèves en sept groupes et demander à chaque groupe de lire un zine différent, ou vous pouvez lire un ou plusieurs zines avec toute la classe. Vous avez le choix entre sept zines :

Zine 1 : Boy Vision
Zine 2 : Asexualité : En finir avec l'asexualité

Zine 3 : Just Say No Thank You : Un zine sur le fait d'être asexuel et végétalien

Zine 4 : Prendre le gâteau : Un abécédaire illustré de l'asexualité

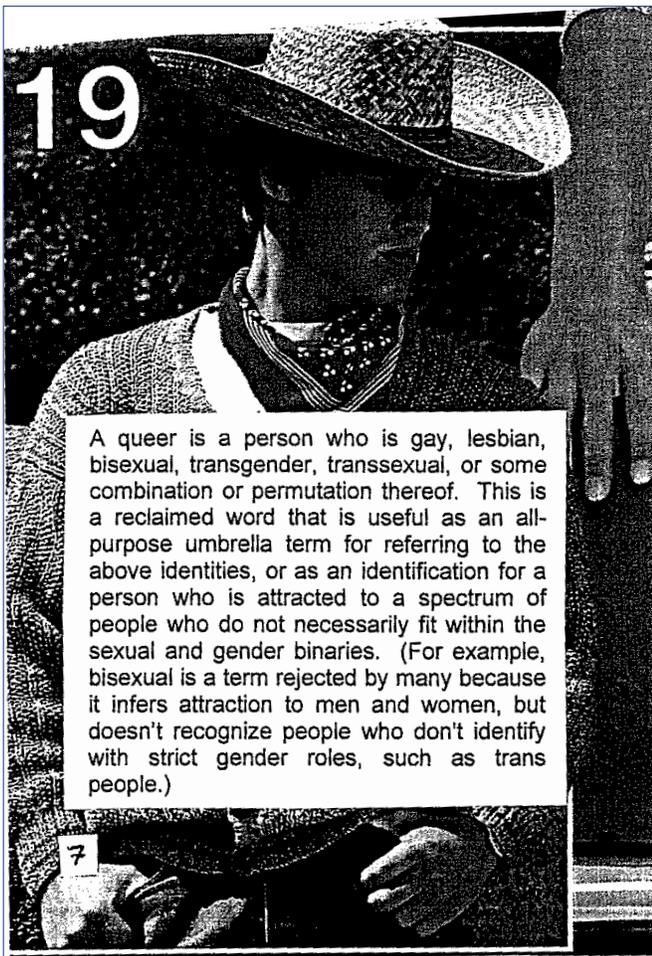
Zine 5 : Gendertrash from Hell

Zine 6 : Les lesbiennes Noires dans les années 70 et avant : Une visite à domicile aux Archives de l'histoire des lesbiennes

Zine 7 : La fureur transsexuelle

Questions de discussion possibles :

1. De quoi parle votre zine ?
2. Quels types de textes contient-il (par exemple, des histoires personnelles, des poèmes, des collages, des bandes dessinées, etc.)
3. Pourquoi pensez-vous que les informations ont été présentées de cette manière ?
4. Selon vous, quel est le public visé ? Pourquoi ?
5. D'après vous, qu'est-ce que ce zine essaie de dire ?
6. Pourquoi pensez-vous que les zines sont si populaires au sein des communautés queer et trans ?
7. Si vous créiez un zine, quel en serait le sujet ? De quoi s'agirait-il ?

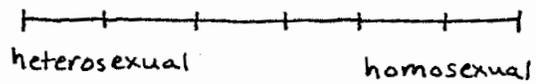


A queer is a person who is gay, lesbian, bisexual, transgender, transsexual, or some combination or permutation thereof. This is a reclaimed word that is useful as an all-purpose umbrella term for referring to the above identities, or as an identification for a person who is attracted to a spectrum of people who do not necessarily fit within the sexual and gender binaries. (For example, bisexual is a term rejected by many because it infers attraction to men and women, but doesn't recognize people who don't identify with strict gender roles, such as trans people.)

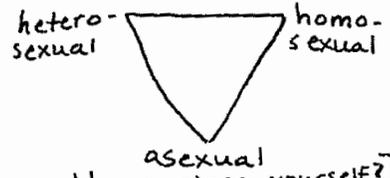
If queer means "not heterosexual," then I believe asexuals are included in this term. However, some asexuals identify their asexuality as straight, or gay or any other orientation that may also be claimed by sexual people.

I myself identify as queer because I do not subscribe to the heterosexual norm, but also because I am interested in males and females, and people in between, outside and beyond these genders. But I'm especially interested in Jake Gyllenhaal.

The Kinsey scale represents sexual orientation on a continuum.



A triangle chart opens up another dimension.



8

Extrait de Just Say No Thank You : A Zine About Being Asexual and Vegan (2007)

Edgystar. (2007). Just Say No Thank You : A Zine about Being Asexual and Vegan (Un magazine sur le fait d'être asexuel et végétalien). Série LGBTQ. The ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue22255>.

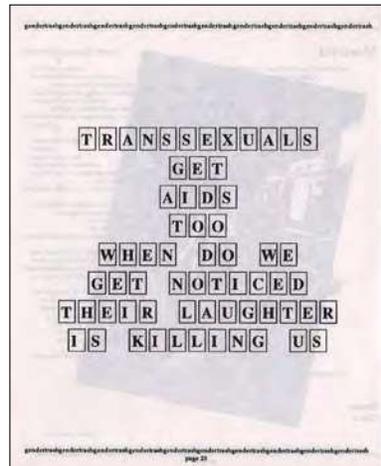
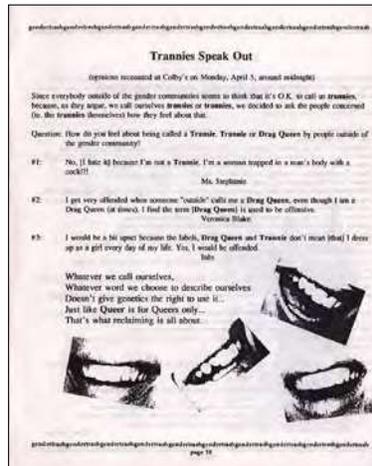
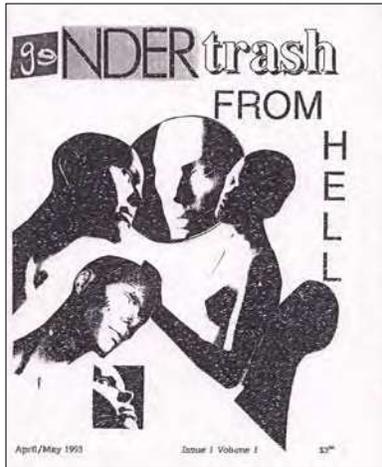
<p style="text-align: center;">ASEXUALITY: COMING TO TERMS</p>  <p style="text-align: center;">AN ACE TORONTO ZINE ISSUE 1</p>	<p style="text-align: center;">WHAT THE HECK IS ASEXUALITY?</p> <p>Asexuality is the lack of sexual attraction to people of any gender.</p> <p>Asexual people come in many flavours, including those who experience romantic attraction and those who do not (aromantic).</p> <p>The <i>asexual spectrum</i> also includes people who only very rarely experience sexual attraction (greysexual), and those who require a close emotional bond to feel it at all (demisexual).</p> <p style="text-align: center;">THE ZINE</p> <p>This zine is made up of people's personal experiences of coming to terms with their asexuality, and coming out to the people around them.</p>	<p style="text-align: center;">XAVARIAN</p> <p><i>26 year old aromantic female, 3rd generation Dutch Canadian.</i></p> <p>When I was a little girl growing up on a small street in the big city of Toronto I knew for a fact that kissing was gross.</p> <p>I asked my mum what she would think if I never had sex and became a nun when I grew up. (They seemed to have a pretty cool life from what I could see in the Woopie Goldberg movies.) She said that she'd be sad because sex can be wonderful.</p> <p>When I was a teenager I knew for a fact that I was too young for dating. All the kids practicing vertical CPR in the hallways of the high school were obviously early bloomers. What was the saying? Sweet 16 never been kissed? 17, 18, I wasn't worried about it like high school girls in movies. I'd get to it eventually.</p> <p>Now high school is one thing, but I have seen lots of university movies. I was fairly confident that by that age most people had gotten over throwing a blanket over their head to avoid kissing scenes in movies and were ready to pursue some kissing of their own.</p> <p>First year of university I had one of the</p>	<p>weirdest nights of my life. One of my good friends asked me to the winter formal. Great guy. We hung out all the time. During the date the vibes were so weird that we hardly talked, the next day we practically screamed "We are friends and friends only!" at each other when we saw each other.</p> <p>After that experience the nun route was starting to look appealing again, but I'm pretty sure most nunneries have an atheist o-meter as part of their screening process for applicants.</p> <p>I put it out of my mind.</p> <p>In my third year of university I started to panic. I was turning 22. I was a residence assistant and regularly failing to realize that the people I was trying to hush, scold and stop from emptying trash into the hallways, were trying to flirt with me, until way after the fact. I thought there must be something medically or mentally wrong with me. I had daily vivid (Oh God, so vivid, my eyes!) evidence of the sexual feelings and expression of my peers and residents years younger than me. I didn't feel any.</p> <p>Of course like any other person in this day and age, when terrified for my health and sanity what did I do but go directly to the google machine to self diagnose. Thankfully for me I actually came up with useful information. I was not alone, a freak or ill. It turns out I'm asexual!</p>
<p>Words cannot express the comfort and hope that one word gave me. "Asexual" is a tool that helps me explain who I am to my friends and family, and thereby gain their understanding. Even more importantly it gives me a vehicle to understand and accept myself. I am asexual, it took a while to figure it out, but I got there.</p>	<p style="text-align: center;">KELLY</p> <p><i>20 year old, mostly androgynous, panromantic asexual with mild cerebral palsy.</i></p> <p>"An asexual person is a person who does not experience sexual attraction" sits in a purple banner on the top of my computer screen. I'm on the Asexuality Visibility and Education (AVEN) website. When I was 17 I went onto AVEN for the first time – about to click learn more and check out the forms, unknowing how exactly my world was going to change.</p> <p>But in order for me to explain to you exactly how much finding asexuality affected me and caused some amazing changes in my life, let's back up a little bit, to a few days before I had found AVEN.</p> <p>Sitting in my high school classroom, there was a silent awkward between me and my friends. I never had an emotional engagement with the conversations my peers had as to who was hot or not and all those times of girls giggling over hot guys and guys talking about wanting to touch a girls breasts.</p> <p>But those conversations, my peers stopped having with me after it had gotten around that I was uninterested. They found out after I was honest during an earlier conversation. Some thought it must be because of the disability I</p>	<p>was born with, others had speculated it must be because of another issue, an undiagnosed mental handicap or something. However I know that couldn't be it, my out of school friends at the childrens clinic I went to were having these sexual experiences and desires as well.</p> <p>My friends where slowly growing up and I was being ever so slowly left behind in this one aspect of adolescence. In response to this they decided the best way to keep me from feeling left out was to just avoid the topic around me, just don't talk to me about this. Ever.</p> <p>However one day a kid I hardly knew who probably didn't know about this rule of silence, asked someone who they thought was cute. They seemed to be looking at me so I replied the name of a guy who gave me "butterflies" once – but not in a sexual way.</p> <p>"Huh – I thought you were asexual" they said.</p> <p>"What do you mean?"</p> <p>"Someone told me you where asexual."</p> <p>So I googled it later in my room a couple days later and found AVEN. Where I found out I was Asexual. I took some time to process things and I had to come out to myself first. I also promised myself during this process that I would</p>	<p>just let myself feel what I feel without over – analyzing them. I felt asexual, all the experiences on AVEN from others matched mine in so many ways. And that promise helped me find out about my gender and accept whole other parts of me that I didn't know existed. I've met some of the most amazing people. I even find conversations about sex easier, we can talk without any feelings of isolation. Coming out to others is sometimes easy, sometimes difficult and met with resistance. But I wouldn't let go of knowing who I am, and being proud of it, for anything.</p>

Extraits de Asexualité : Coming to Terms (2014)

Ennis & Kelly (éditeurs). (2014, oct.). Asexualité : Coming to Terms. LGBTQ Serials.

Les ArQuives : Archives LGBTQ2+ du Canada. Toronto, ON.

<https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue21727>.



Extraits de Gendertrash from Hell (1993)

Phillippa, X. & Ross, M.-S. (éditeurs). (1993, avril/mai). Gendertrash From Hell numéro 1, volume 1. LGBTQ Serials.

The ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON.
<https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue13867>.

BLACK LESBIAN SPEAKS OUT

You are supposed to be able to protect yourself. But I did it, and I want to talk, not because I'm just one more working class black woman, but because I'm a lesbian.

BLACK LESBIAN SPEAKS OUT

1977

ON BEING A BLACK LESBIAN

Testimonial by a Black Lesbian

173

gay Women's Black liberation

Not a New Idea

15

16

free our sisters... free ourselves

1969

THE WOMAN WHO LIVED AS A MAN FOR 15 YEARS

Courtroom striptease bares true sex of Mississippi male

1969 and before.



1954

1969

WOMEN'S MONTHLY

THEY SAID IT COULDN'T BE DONE -- WE DID IT!

back-to-workwomen? blackwomen?

Parents Often Cause Male Frenzies in Child

WOMEN WHO PASS FOR MEN

1969

Extraits de Black Lesbians in the 70's and Before : An At Home Tour at the Lesbian Herstory Archives (2010)

Smith, S. (2010). Black lesbians in the 70's and before : an at home tour at the Lesbian Herstory Archives. Lesbian Herstory Archives. M2014-004. Les ArQuives : Canada's LGBTQ2+ Archives. Toronto, ON. <https://collections.arquives.ca/en/permalink/catalogue10232>.

Évaluation sommative

Travaux possibles

Option 1 : Zine

- Demandez à vos élèves de créer leur(s) propre(s) zine(s) sur des sujets 2SLGBTQIA+ (par exemple, l'histoire des queers et des trans, le militantisme des jeunes, le coming out, la compréhension des pronoms, l'allié, etc.
- Les élèves peuvent inclure des récits personnels, des poèmes, des collages, des bandes dessinées et d'autres œuvres d'art.

Option 2 : Présentation ou récit

- Demandez à vos élèves de rechercher des activistes 2SLGBTQIA+ dans votre communauté. [La Collection nationale de portraits ArQuives](#) présente les profils de quelques canadiens-ennes ayant un handicap, une déficience intellectuelle ou une déficience intellectuelle. Les élèves peuvent faire une présentation ou créer un récit écrit, oral ou visuel (p. ex., non fiction créative, histoire orale, essai visuel, etc.) sur la personne et son travail.
- Si la collection nationale de portraits ne comprend personne de votre région, contactez une organisation locale 2SLGBTQIA+ et créez votre propre collection locale de portraits.



Capture d'écran d'une sélection de l'exposition numérique de la collection nationale de portraits sur le site web ArQuives.

Les ArQuives. (s.d.). Collection nationale de portraits. The ArQuives Digital Exhibitions. <https://digitalexhibitions.arquives.ca/exhibits/show/npc>.

Veillez remplir le formulaire
d'évaluation de l'éducateur·ice :

[Cliquez ici pour accéder au formulaire d'évaluation des éducateurs·ices.](#)

Veillez fournir à vos
étudiants·es le formulaire
d'évaluation des étudiants·es :

[Formulaire d'évaluation des étudiants·es](#)



THE **ARQUIVES**

663 Yonge Street
PO Box 699 STN F
Toronto, ON M4Y 2N6

archives.ca

Ce projet a été généreusement soutenu grâce au financement de Martha LA McCain.

Version : janvier 2023